3 1761 07993344 6

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/lmefranaisee09barr

L'AME FRANÇAISE ET LA GUERRE

****

PENDANT

LA

BATAILLE DE VERDUN

ŒUVRES DE MAURICE BARRÈS

Collection à 3 fr. 50

LE CULTE DU MOI

* SOUS L'ŒIL DES BARBARES . . . . . 1 vol.
** UN HOMME LIBRE . . . . . —
*** LE JARDIN DE BÉRÉNICE . . . . . —

LE ROMAN DE L'ÉNERGIE NATIONALE

* LES DÉRACINÉS . . . . . 1 vol.
** L'APPEL AU SOLDAT . . . . . —
*** LEURS FIGURES . . . . . —

LES BASTIONS DE L'EST

* AU SERVICE DE L'ALLEMAGNE . . . . . 1 vol.
** COLETTE BAUDOCHE, histoire d'une jeune fille de Metz . —

L'AME FRANÇAISE ET LA GUERRE

* L'UNION SACRÉE (2 août-31 octobre 1914) . . . . . 1 vol.
** LES SAINTS DE LA FRANCE (1er novembre 1914-1er janvier 1915) —
*** LA CROIX DE GUERRE (2 janvier-11 mars 1915) . . . . . —
**** L'AMITIÉ DES TRANCHÉES (11 mars-9 mai 1915) . . . . . —
***** LES VOYAGES DE LORRAINE ET D'ARTOIS (9 mai-20 juin 1915) . —
****** POUR LES MUTILÉS (20 juin-septembre 1915) . . . . . —
******* SUR LE CHEMIN DE L'ASIE (4 septembre-29 novembre 1915) . —
******** LE SUFFRAGE DES MORTS (1er décembre 1915-20 février 1916). —

L'ENNEMI DES LOIS. . . . . 1 vol.
DU SANG, DE LA VOLUPTÉ ET DE LA MORT . . . . . —
AMORI ET DOLORI SACRUM (*La mort de Venise*) . . . . . —
LES AMITIÉS FRANÇAISES . . . . . —
SCÈNES ET DOCTRINES DU NATIONALISME . . . . . —
LE VOYAGE DE SPARTE. . . . . —
GRECO OU LE SECRET DE TOLÈDE . . . . . —
LA COLLINE INSPIRÉE . . . . . —
HUIT JOURS CHEZ M. RENAN . . . . . —
LA GRANDE PITIÉ DES ÉGLISES DE FRANCE . . . . . —
LES FAMILLES SPIRITUELLES DE LA FRANCE . . . . . —

LES TRAITS ÉTERNELS DE LA FRANCE . . . . . Prix 1 fr. 25
ADIEU A MORÉAS. Une brochure . . . . . Prix 1 fr. »
UN DISCOURS A METZ (15 août 1914). Une brochure. . Prix 1 fr. »
DANS LE CLOAQUE. . . . . Prix 2 fr. »

B7725a

MAURICE BARRÈS
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE
PRÉSIDENT DE LA LIGUE DES PATRIOTES

L'AME FRANÇAISE ET LA GUERRE

****

PENDANT LA BATAILLE DE VERDUN

CINQUIÈME ÉDITION

201032
3/3/26

PARIS
ÉMILE-PAUL FRÈRES, ÉDITEURS
100, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, 100
PLACE BEAUVAU

1919

D
516
B35
1916
t. 9

PENDANT
LA BATAILLE DE VERDUN

TREIZIÈME PHASE

LA BATAILLE DE VERDUN. — L'ATTAQUE AUTRICHIENNE. — L'OFFENSIVE DE BROUSSILOFF. LA BATAILLE DU SKAGERRAK.

(*Du* 21 *février* 1916 *au* 7 *juillet* 1916).

La bataille de Verdun. — Entre le 21 février et le 1er juillet 1916, la guerre touche à l'un de ses points culminants. L'Allemagne se rue sur notre citadelle de Verdun, qu'elle tient pour la clef de la France, et le pilier de la défense du front occidental. « C'est la porte d'airain, derrière laquelle commence une nouvelle époque de l'histoire du monde », écrit Maximilien Harden. Le monde entier, a les yeux sur ce champ de bataille où s'affrontent l'élite des divisions allemandes groupées sous les ordres du prince héritier de Prusse, et nos corps les plus aguerris. La presse suisse, la presse espagnole, à cette date, où se déclanche l'attaque allemande, impriment qu'une partie suprême va se jouer, en vue de laquelle l'Allemagne a accumulé des moyens d'action formidables, et nul de ceux qui dans ces pays, nourrit quelque sympathie pour la France, ne peut réprimer un frisson de crainte. « Jamais

encore dit une feuille suisse, la civilisation n'a couru un pareil péril, ni subi un choc aussi terrible. »

L'empereur allemand n'a pas accepté la façon de voir du maréchal Hindenburg qui voudrait porter les forces les plus sérieuses de l'Empire contre la Russie. C'est sur notre front que le Kaiser croit pouvoir obtenir une décision et c'est devant Verdun qu'il envoie ses troupes de choc qui, depuis le début de l'année, sont préparées et entraînées à l'attaque. Le Kronprinz aménage dans toute cette région des emplacements pour la plus puissante artillerie qui ait encore été rassemblée. Les généraux allemands entendent profiter de la leçon que nous leur avons donnée en Champagne et poussent la préparation d'artillerie à un degré de perfection telle que « l'infanterie n'aura plus à avancer qu'au pas de parade ».

En pays neutre on recueille de financiers ou de commerçants allemands des déclarations comme celle-ci : « la crise économique s'aggrave de semaine en semaine ; la situation intérieure est devenue intenable. Il faut en finir. »

D'autre part l'état-major allemand n'est pas sans être informé des projets du général Joffre, de l'offensive qu'il prépare en liaison étroite avec les Anglais, d'accord cette fois avec les Russes et les Italiens. Il faut la prévenir, et le 14 février on entend le Kronprinz s'écrier : « Moi, Guillaume, je vois la patrie allemande contrainte de passer à l'offensive »...

Le haut commandement français a pris ses dispositions pour parer à l'attaque. Mais les lignes consoli-

dées un peu plus tard devant Verdun, le sont encore de façon insuffisante. Aux neuf voies ferrées qui déverseront, du côté allemand, combattants et matériel sur le champ de bataille, nous ne pouvons en opposer que deux ; et si nous arrivons à alimenter victorieusement le combat ce sera grâce au service automobile organisé, d'une façon admirable sous l'énergique impulsion du général Pétain. Quant à notre infériorité numérique pendant les premiers jours de lutte n'est-elle pas la conséquence de la défensive expectante dans laquelle nous sommes placés ? Comment dégarnir des secteurs menacés ? Enfin le haut commandement doit-il abandonner aux Allemands l'initiative des opérations, subir leur contrainte, et renoncer à l'offensive qu'il prépare lui-même pour une date arrêtée d'accord avec nos alliés ? Tel est le drame qui se joue dans la conscience de nos grands chefs, et qu'il ne convient pas de juger d'une façon hâtive. La suite des événements montrera la haute sagesse d'un commandement économe de ses réserves. Tout en barrant la route à l'envahisseur, il se ménagera la possibilité de l'attaquer à son heure : le 1er juillet, sur le terrain choisi par lui : les plaines de la Somme.

*
* *

La ruée sur Verdun. — Les jours héroïques que nous allons vivre peuvent se diviser en deux périodes très nettes : la première comparable à une crise aiguë

et foudroyante, pourrait être dénommée plus proprement la ruée sur Verdun, elle va du 21 février au 11 mars. La seconde se prolonge du 11 mars au 1er juillet. C'est le siège de Verdun. Nos attaques sur la Somme commenceront alors à dégager la place imprenable.

La première période s'ouvre par le bombardement sans précédent d'une artillerie géante, le 21 février à 7 heures du matin. En moins de dix heures de temps cet ouragan de feu, ouvert sur tout notre front nord, de Malancourt aux Eparges, sur les deux rives de la Meuse et dans la Voëvre a opéré plus de destructions que nous n'avions pu le faire durant trois jours, en Champagne.

A 4 heures du soir l'infanterie est lancée à l'assaut, par trois vagues successives, en formations toujours denses et serrées. Elle comprend deux corps d'armée et une division. Les Allemands croyaient avancer sans coup férir sur un terrain nettoyé par leurs obus. Mais ce déluge infernal a creusé autant d'obstacles qu'il en a nivelés, amoncelé autant d'arbres brisés, enchevêtrés qu'il a anéanti de défenses préparées ; et les colonnes d'assaut trouvent une telle résistance que le gain de cette première journée semble à tous disproportionné avec la formidable préparation d'artillerie sur laquelle elle a débuté. Cependant toute notre ligne a reculé et la perte du bois d'Hautmont a fait une forte brèche dans la partie ouest de notre système défensif.

Si rapidement que s'avancent nos renforts, deux

divisions françaises supportent à elles seules, durant trois jours, le choc de trois corps d'armées allemands. Dans ce combat inégal nous sommes contraints d'abandonner nos premières lignes. Le 22, nous perdons Hautmont, le bois des Caures, et les tranchées au nord de l'Herbebois. Le 23, l'effort allemand redouble d'intensité ; en fin de journée nous avons dû céder sur tout le front sauf au centre, où nous tenons le saillant de Beaumont, mais de l'aveu même de l'ennemi, « certaines de ses unités ont été complètement détruites ». Nos feux de salve, nos barrages d'artillerie creusent dans les rangs allemands des trous effroyables. Les engagements d'infanterie se terminent presque constamment à notre avantage. Mais la victoire reste aux gros obus qui sur certaines zones tombent à la cadence de vingt coups à la minute.

Le 24 et le 25, le flot allemand vient battre avec fureur nos troisièmes positions. Le Kaiser est au milieu de ses troupes. Il entend en finir. Six régiments frais appartenant aux meilleures unités de l'armée allemande sont de nouveau jetés dans la fournaise. Les assauts se précipitent, et se répètent, acharnés, soutenus par un feu d'enfer vers nos positions au sud de Samogneux, vers Beaumont et l'Herbebois. Beaumont est submergé, puis le Chaume, les Fosses, les Caurières, le village d'Ornes, les pentes boisées qui montent à Douaumont, et à l'ouest, Samogneux qui n'est plus que décombres, et la cote 344. Dans la soirée nous nous sommes repliés sur le front Champ-

neuville, Louvemont, les bois de la Vauche, et le plateau de Douaumont.

Le général de Langle prépare le repli de nos troupes de Voëvre sur les Hauts-de-Meuse et songe même à l'abandon de la rive droite de la Meuse. Joffre approuve l'évacuation de la poche de la Voëvre mais prescrit la résistance à tout prix face au Nord. La retraite sur les Hauts-de-Meuse s'opère au mieux sous les rafales de neige, durant la nuit.

Le 25, nous perdons la partie septentrionale de la boucle de Champneuville jusqu'à la côte du Falou. Le fort de Douaumont est entre les mains de l'ennemi. Notre défense est reportée sur la ligne : côte du Poivre, bois d'Audremont, village de Douaumont-Danloup, Eix.

Cette avance arrache un cri de victoire à l'Etat-Major prussien. Grossissant singulièrement la valeur du fort de Douaumont, le bulletin allemand annonce à l'Univers que « le fort cuirassé de Douaumont, « pilier angulaire de la principale ligne des fortifica- « tions permanentes de la citadelle de Verdun, est « tombé ». L'Empereur lui-même célèbre « l'irrésistible assaut livré contre la forteresse principale du plus puissant ennemi ». L'Allemagne illumine, entonne un hosannah. La route de Paris lui semble déjà grande ouverte. L'Univers entier frémit d'angoisse. Les cœurs se serrent dans le moindre village de France.

Les milieux parlementaires laissent voir une certaine nervosité. La presse déclare cette journée « la plus terrible de la guerre ».

Mais l'Allemand a commis la faute de n'attaquer que sur la rive droite de la Meuse. Joffre et Castelnau ont prescrit la défense coûte que coûte sur cette rive. On a disputé le terrain pied à pied. La victoire allemande a été payée de pertes excessives. Nos réserves, sont à pied d'œuvre. Elles vont intervenir dans le combat et en changer la face. Le général Pétain, à qui le major général Castelnau vient de remettre le commandement de la bataille, opérera en quinze jours le « redressement tactique » de la situation.

L'œuvre de Pétain, dont les résultats ont été populaires sans qu'on en connut au juste la matière, en quoi consista-t-elle donc? En réalité, à introduire l'ordre, la méthode et l'organisation là où régnaient le désordre et la confusion. Le redressement tactique de Verdun c'est le plus beau travail d'état-major qu'on puisse concevoir. Autour du chef opère en effet un état-major homogène et imbu de cette suite de doctrine qui seule rend possible l'exercice du haut commandement en de telles circonstances. Liaison des armes, écoulement des troupes et de leur ravitaillement, tout va concourir méthodiquement à nourrir et à soutenir l'indomptable ténacité de nos bataillons.

Dès le 26 notre résistance victorieuse s'ébauche, le 10 mars elle produit son effet.

Le haut commandement a été unanime à prendre la résolution de contre-attaquer l'ennemi, dès l'arrivée de nos réserves. Joffre a écrit à Pétain : « la meilleure manière d'enrayer l'effort de l'ennemi c'est

de l'attaquer à votre tour. » Castelnau a confirmé sur place une telle décision. Pétain aussitôt qu'il a pris le commandement a ordonné d'attaquer dans tous les secteurs.

Dès la matinée du 26, ces contre-attaques ont brisé le grand élan de l'offensive allemande. Notre front est reporté en avant du fort de Douaumont. Le lendemain, la lutte continue à notre avantage sur les plateaux au nord de Vaux. Le 28 nous rentrons à Vacherauville, les Allemands se maintiennent difficilement sur les pentes nord de la côte du Poivre.

Le 29, l'ennemi s'arrête à bout de souffle devant nos troisièmes positions à peine entamées.

Guillaume II comprend que ses espoirs sont encore une fois déçus. Verdun ne sera pas emporté de haute lutte La ruée de ses troupes est arrêtée. Il quitte le champ de bataille, sur lequel il laisse hors de combat plus de cent mille de ses meilleurs soldats.

Cependant le Kronprinz s'acharne et la décision qu'il n'a pu obtenir par une attaque en masse sur notre front il va la chercher, trop tard, dans une attaque par les ailes. Il porte la bataille sur la rive gauche de la Meuse. Il essaie de percer notre première ligne qui passe par Malancourt, Bethincourt et Regneville, puis de briser nos positions de retrait à Avocourt, à la cote 304, au Mort-Homme et à Cumières, et enfin d'atteindre notre troisième ligne d'Esnes à Montzeville.

Le 6 mars les Allemands chassèrent de Forges nos avant-gardes et traversèrent le ruisseau, le lende-

main ils débordèrent la côte de l'Oie, emportèrent la cote 265, le bois des Cumières, et les pentes nord du bois des Corbeaux, mais les colonnes qui tentèrent d'escalader les pentes du Mort-Homme furent fauchées par nos balles.

Le 8 la bataille reprit sur la rive droite, depuis la côte du Poivre, jusqu'aux abords de Vaux. Ce même jour, sur la rive gauche, nous rentrions dans le bois des Corbeaux. Du 9 au 11, le combat fait rage dans toute la zone. L'ennemi prodigue ses sacrifices. Nos tirs de barrage le fixent sur nos positions, c'est tout juste s'il arrive à se rendre enfin maître du bois des Corbeaux à notre gauche. Au centre, il enlève péniblement la redoute d'Hardaumont. A droite, on se bat dans le village de Vaux. Malgré les affirmations du communiqué allemand, le fort demeure entre nos mains. Dans la soirée du 11, les hordes allemandes s'arrêtent épuisées. Joffre dès la veille avait lancé l'ordre du jour fameux où il disait à ses soldats : « Vous avez barré aux Allemands la route de Verdun. »

* * *

Le siège de Verdun. — Quel résultat l'Etat-Major allemand avait-il recherché au prix de tant de sacrifices ? Renverser une des citadelles de la France, celle qui fermait une des routes millénaires de l'invasion, s'ouvrir le chemin de notre capitale, et enfin acculer une de nos meilleures armées à la Meuse et l'obliger à capituler.

L'attaque brusquée, si formidables qu'aient été les moyens d'action mis en jeu, n'a pas réussi à lui procurer ces résultats. Le haut commandement ne veut pas renoncer à ses projets ils lui ont coûté trop cher, et puis abandonner Verdun ce serait s'avouer vaincu. Ce que l'assaut furieux qu'il vient de livrer ne lui a pas donné, le Kronprinz va le demander à la guerre de positions. L'armée allemande creuse des tranchées et entreprend le siège de Verdun.

Nous ne le suivrons pas jour par jour dans son entreprise. Pas un instant cependant cet ennemi acharné ne se départira de sa ténacité. Des opérations locales ininterrompues doivent, pense-t-il, le conduire sûrement au but. Il s'imagine que la chute de Verdun sera l'écroulement de la France. Pour une telle fin aucun sacrifice ne lui paraît trop important. C'est ainsi qu'il engagera plus de quarante divisions dans cette fournaise où elles fondront successivement.

Notre pays connaîtra encore plus d'une heure d'angoisse. Il tremblera pour la ville qui est devenue une sorte de symbole de son héroïque résistance. Mais le haut commandement, qui a ses projets, sourira de la lourde obstination germanique. A l'abri du vivant bouclier opposé aux assaillants, il restera le maître de l'heure, libre de mûrir et d'exécuter le plan qu'il s'est tracé, qu'il réalisera à la minute exacte choisie par lui. Il conserve son initiative, se contentant d'alimenter la défensive active de l'armée de Verdun, et ne se laissant à aucun moment manœuvrer par l'Allemagne.

Les gouvernements alliés ne s'y trompent pas. Ils poussent avec énergie leurs préparatifs d'offensive. Le Portugal se joint à la coalition. De toutes parts un nouveau frémissement d'espoir agite l'Europe et la jette contre l'Allemagne.

Jamais la canonnade ne fit trêve autour de Verdun. Mais les Allemands ne tentèrent pas d'attaque sérieuse avant le 14 mars. Elle se produisit sur la rive gauche de la Meuse. Son objectif était Bethincourt, Cumières et le Mort-Homme. Elle coûta de nouvelles pertes à l'ennemi et ne lui livra que la cote 265.

Le 20 mars il se lance à l'assaut précédé de jets de liquides enflammés, et réussit à enlever le bois de Malancourt et le réduit d'Avocourt.

Huit jours durant Bavarois et Wurtembergeois tenteront vainement de débûcher. Leurs bataillons tourbillonnent sous nos yeux sans pouvoir aborder nos positions. Le 29, une attaque à la baïonnette menée par les nôtres avec un entrain magnifique nous rendit le terrain perdu le 20.

Mais le 31 mars les Allemands nous enlevaient le saillant de Malancourt, et le 5 avril ils avaient raison de l'ouvrage d'Haucourt. Nous devions alors évacuer Bethincourt et nous replier au sud du ruisseau de Forges.

Le 9 et le 10 avril, onze régiments se précipitent sur nos premières lignes de la rive gauche. Ils sont décimés. Cependant ils nous obligent à évacuer le sommet du Mort-Homme. Du 12 au 30, attaques et contre-attaques se succèdent sans interruption. Le

1er mai, notre front est rétabli sur les lignes qu'il occupait le 8 avril, sauf au Mort-Homme dont le sommet est également intenable pour les deux adversaires.

Sur la rive droite, une série de combats livrés entre le 16 mars et le 2 avril ouvrent à l'ennemi le village de Vaux et le bois de la Caillette et lui permettent de s'infiltrer jusqu'à la voie ferrée Fleury-Vaux.

Le 3 avril, le général Nivelle arrive à Verdun et par une série de contre-offensives hardies s'efforce de mettre un terme à la pression allemande qui s'exerce d'une façon inquiétante dans le secteur de Douaumont. Nos positions sont élargies, et quand le général Pétain remet à Nivelle le commandement de la IIe armée (30 avril), il peut constater dans son ordre du jour « qu'un coup formidable a été porté à la puissance militaire allemande ».

Pourtant, dans les deux mois qui vont suivre, la situation de Verdun semblera plus critique que jamais. Le Kronprinz appelle des renforts, ajoute des moyens plus puissants encore à ceux que nous avons brisés.

Mais à Paris et dans l'univers on ne doute plus de notre invincible résistance et, dut même la citadelle tomber aux mains de l'envahisseur, l'effet moral et matériel qu'il en escompte ne se produirait plus. « La perte de Verdun, maintenant, écrit le colonel Feyler, ne serait plus qu'un accident »...

D'ailleurs les progrès de l'ennemi ne compensent

pas ses pertes. Un ouvrage enlevé, quelque autre fortification s'oppose à son avance, et Nivelle riposte à chaque coup.

Une colossale bataille s'engage le 4 mai pour durer presque sans interruption jusqu'au 22 juin. Le Kronprinz précipite les assauts, accumule les hécatombes, avançant tour à tour, à la manière d'un lutteur, l'une et l'autre épaule, renversant notre première ligne de défense toute entière mais se brisant définitivement sur nos positions de la boucle de la Meuse face à Vacherauville, nous arrachant le Mort-Homme mais échouant devant le fortin d'Avocourt.

A l'Est, la bataille était plus violente encore. Elle débute par un succès de la division Mangin. Elle s'empare du fort de Douaumont. Le Ier corps bavarois nous l'arrache le 24. Un bombardement ininterrompu, qui va croissant d'intensité jusqu'au 31 mai, s'abat sur toute la région de Damloup. Pendant sept jours, vague à vague, l'attaque allemande vient battre le fort de Vaux. Le 1er juin, l'assaillant s'empare d'Hardaumont et s'infiltre dans le bois Fumin ; le 2, le fort est investi de trois côtés, les Allemands ont réussi à s'installer sur sa superstructure. Il faut lire dans le volume d'Henri Bordeaux[1], les péripéties héroïques d'une lutte qui se prolonge contre toute vraisemblance. Une fièvre sacrée donne aux défenseurs de Vaux, commandés par l'héroïque chef de bataillon Raynal, des forces qui semblent

[1] Capitaine Henry Bordeaux. *Les derniers Jours du Fort de Vaux* (9 mars-7 juin 1916)

dépasser les limites humaines. Le 7 au matin, succombant à la faim et à la soif la garnison se rendit.

Le commandement français examine et étudie l'éventualité d'un repli sur la rive gauche de la Meuse. L'usure de l'armée de Verdun semblait normalement telle après de si rudes combats qu'on pouvait se demander si sa capacité de résistance demeurait suffisante. Les Allemands continuent à progresser pas à pas, se rapprochant de Souville. Des divisions fraîches venant du front oriental leur apportent l'appoint de leur force nouvelle. A travers les squelettes d'arbres mutilés ou brûlés, les villages réduits en poussière, ils avancent vers l'ouvrage de Thiaumont et le ravin de la Dame. Chaque pli de terrain leur est âprement disputé. Le 21 juin, un nouvel assaut se prépare. Jamais encore les Allemands résolus d'en finir n'ont amoncelé autant de pièces d'artillerie sur un espace aussi restreint, les essieux des canons se touchent presque. Pièces de 380, de 420 recouvrent d'une véritable nappe d'obus asphyxiants le plateau de Souville et la côte de Froide-Terre. Le Kronprinz a donné comme objectif à ses troupes à sa droite Froide-Terre, au centre Fleury, à gauche Souville. Vingt régiments partent le 22 à l'assaut. L'attaque la plus massive qui ait été jusqu'alors exécutée n'atteint qu'un de ses objectifs : le village de Fleury.

Le 25, nos contre-attaques se déclanchent. Le 27, nous atteignons l'ancien ouvrage de Thiaumont, nos bataillons rentrent dans Fleury et restent accrochés aux abords sud et sud-ouest du village.

Mangin avec deux divisions reçoit la mission d'occuper ce secteur. Des combats journaliers tiendront l'ennemi en respect, le mettront bientôt hors d'haleine, et peu à peu nous rendront des points dominants. Thiaumont changera de maîtres jusqu'à seize fois !

Mais la véritable contre-offensive n'aura pas lieu sur les rives de la Meuse ; dès le 24 juin elle se prépare et elle s'amorce dans les plaines de la Somme. Bien que 65 divisions françaises aient contribué à la défense de notre grande forteresse de l'Est, le général Joffre pourra confier à Foch quarante divisions fraîches et parfaitement entraînées, pour foncer sur l'ennemi, l'obliger à lâcher prise, à desserrer son étreinte autour de Verdun. A l'heure voulue par les Etats-Majors alliés la bataille s'engage avec toutes les chances de succès que les desseins longuement mûris ont mises de notre côté.

*
* *

L'ATTAQUE AUTRICHIENNE. — Durant que la France soutenait le choc des forces germaniques concentrées sur Verdun que se passe-t-il sur les autres fronts ?

Chacun des coalisés, après le conseil tenu à Chantilly, s'efforçait de préparer l'offensive arrêtée pour le 1er juillet. Mais obéissant à la même pensée stratégique qui précipite l'Allemagne sur nos lignes, dans l'espoir de nous arracher l'initiative des opérations, l'Autriche va tenter de tomber sur l'Italie avant que

Cadorna ait réuni ses forces et entamé sa manœuvre.

De leur formidable bastion du Tyrol les Autrichiens dominent et commandent les plaines de Vénétie et de Lombardie. La marche audacieuse des Italiens les a conduits aux sommets de l'angle méridional du Trentin. L'hiver les a immobilisés devant des cimes infranchissables. La fonte des neiges, au printemps, ouvre à l'Autrichien les routes d'invasion qu'il s'est ménagées par le traité de 1866. Le 15 mai ses colonnes fortes d'environ 300.000 hommes, s'ébranlent et tout de suite obligent nos alliés à un repli important dans la vallée de l'Adige. L'ennemi se déplie en éventail sur les pentes des montagnes. Son front s'étend bientôt sur plus de 50 kilomètres. Bien que la défense reste inébranlable à droite et à gauche, sur le massif du Pasubio, et dans la haute vallée de la Brenta, la situation apparaît vite comme défavorable pour les Italiens, battus sur le plateau des Sept-Communes, contraints à céder dans le val d'Assa, et à abandonner Asiago. Les bulletins autrichiens annoncent à la fin du mois la capture de 30.000 hommes et 300 canons.

La Vénétie est menacée à la fois par le Trentin, les Dolomites, les cols des Alpes Carniques et l'Isonzo. Avec un beau sang-froid, Cadorna organise des lignes de résistance, en échelons, en avant de la plaine vénitienne. Son infanterie y tient bon. L'élan autrichien vient s'y briser dans le moment même où Broussiloff déclanche en Galicie, une offensive qui dégagera le Trentin, comme la bataille de la Somme

dégagera Verdun. La bataille pour la Vénétie prit fin le 10 juin. Elle était perdue pour l'Autriche.

*
* *

L'offensive de Broussiloff. — La longue immobilité du front russe faisait l'objet d'âpres critiques, tout le monde ignorant les ententes établies entre les états-majors et qui devaient assurer le synchronisme des opérations.

L'offensive russe devait se produire à la même époque que l'offensive franco-anglaise de la Somme. Elle fut précipitée d'un mois à cause de la mauvaise tournure que prenait en Italie les affaires de l'Entente.

Elle se déclancha le 31 mai. Broussiloff attaquait sur un front de 300 kilomètres, depuis le Pripet jusqu'à la frontière roumaine et du Styr jusqu'au Pruth.

L'archiduc Joseph-Ferdinand crut à une marche sur Lemberg. Ce fut en Wolhynie que son adversaire prononça son attaque principale, bousculant la ligne autrichienne, poussant en trois jours jusqu'à Loutsk, à 40 kilomètres au delà de son point initial, puis développant ses succès sur les routes de Vladimir-Volinski et de Brody.

Les armées autrichiennes surprises retraitent en désordre, laissant entre les mains des Russes 20.000 prisonniers et un matériel considérable.

La Bukhovine est reconquise en quelques jours ;

les régiments du Tzar s'ouvrent le chemin de Cernowitz, la vieille capitale ruthène, et s'avancent menaçants vers les Karpathes.

*
* *

La bataille du Skagerrak. — Tous les documents mis à jour actuellement concordent à établir que durant la ruée allemande sur Verdun le commandement français, soucieux de ne point entamer le plan élaboré à Chantilly, voulut éviter de faire appel au concours des Anglais. Il demanda uniquement au maréchal Haig de relever d'urgence notre X^e^ armée dans le secteur qu'elle occupait par des troupes britanniques. Cette délicate opération fut menée à bien dès la fin de février ; et dès lors l'état-major français ne demandera au commandement anglais que de préparer minutieusement l'offensive projetée. Nos alliés y mirent tous leurs soins.

C'est sur mer que leurs forces auront durant cette phase de la guerre l'occasion d'intervenir avec le plus d'éclat. Leur flotte infligera le 31 mai, dans les parages du Skagerrak aux bateaux allemands sortis du canal de Kiel une sanglante leçon. Arrêtée dans sa tentative de forcement du blocus par l'escadre de croiseurs de l'amiral Beatty, la flotte allemande de haute mer, dut rejoindre ses bases à toute vapeur et non sans pertes, devant la fumée des cuirassés de l'amiral Jellicoë.

Ainsi à la date du 1er juillet 1916, ni sur terre, ni

sur mer, les grandes offensives allemandes ou autrichiennes, n'ont apporté aux Empires centraux, cette victoire décisive promise par le Kaiser, propre à contraindre les alliés à capituler. Elles n'ont pas même réussi à forcer le blocus, que les peuples confédérés ont mis devant la Prusse et ses alliés, et l'initiative des opérations reste entre nos mains...

I

LA BATAILLE DE VERDUN

26 février 1916.

La première attaque de l'infanterie allemande s'est déclanchée lundi à la fin de la journée. Depuis deux mois et demi, cette formidable offensive se préparait. L'empereur venait d'arriver ; le kronprinz et les chefs de corps avaient lancé des appels brûlants au loyalisme de leurs troupes. Nous nous trouvons au milieu d'un des grands événements militaires de cette guerre aux dimensions monstrueuses.

Cette bataille de Verdun peut se prolonger plus qu'aucune autre bataille, plus que Moukden par exemple. On ne commente pas inutilement les péripéties d'une telle lutte. Elle a ses fluctuations ; elle est pleine d'événements, de surprises locales. Marengo, défaite à trois heures, était victoire à quatre heures. Dans la nuit de jeudi à vendredi, il y eut une sorte de répit ; ils n'ont pas attaqué, bien qu'ils n'aient pas eu notre neige et que le temps ne les desservît pas. Qu'en conclure ? Rien encore. Une bataille est toujours une aventure où il intervient d'innombrables facteurs complexes. L'opinion doit attendre la fin de celle-ci avec les meilleures espérances (car nous étions prêts), sans

subir les fluctuations que les journaux ne peuvent ni faire voir, ni connaître. Tâchons seulement de comprendre l'ensemble de l'affaire et sa signification, c'est-à-dire la volonté allemande. Dans cette tragique minute, nos ennemis tentent pour nous dominer, pour nous imposer leur supériorité, un effort quasi décisif auquel ils sont résolus à mettre n'importe quel prix.

La lassitude du peuple est indiscutable, les effets du blocus (si imparfaits pourtant) augmentent, sa gêne financière empire avec rapidité.

De cette fatigue et de ce découragement, nous possédons d'abondants témoignages. Nos ennemis considèrent avec crainte la perspective d'une nouvelle année de privations plus dures ; leurs mesures économiques prouvent une nation qui doute de sa force de résistance. Laissez que j'analyse un paquet de lettres.

Elles disent, ces lettres, que « l'honneur de vivre en Allemagne la plus grande tragédie de tous les temps » est payé trop cher par les sacrifices constants qu'ils exigent. Les prisonniers et même les internés civils dégagés de toute obligation militaire sont des objets d'envie pour les compatriotes restés en Allemagne. On estime que les prisonniers sont très bien en France pour attendre la fin des hostilités; on leur recommande même d'y rester, telle, par exemple, cette femme qui écrit à son mari : « Si la question de l'échange se pose pour toi, il vaut mieux que tu restes là-bas ».

Il y a des lettres dans lesquelles des femmes expatriées en Allemagne engagent vivement leurs anciennes compagnes de captivité à ne faire aucune démarche pour rentrer chez elles. L'Allemagne n'est plus, en effet, le pays idéal. Dieu lui même semble s'en désintéresser. « Si seulement le Bon Dieu pouvait avoir pitié de nous, mais il semble se détacher de nous, il nous abandonne. »

Les remarques suggérées par les événements militaires de décembre et de janvier sont assez rares et, en tout cas, elles n'ont plus ce ton de suffisance et même de provocation auquel les Allemands nous avaient habitués. Si l'on parle

du Monténégro, c'est seulement pour noter que l'un des adversaires a demandé la paix, et l'on veut voir dans cette démarche — à propos de laquelle on néglige généralement de noter qu'elle ne fut que passagère — le prélude de la paix générale. Les allusions à la Serbie sont beaucoup moins nombreuses. On y sent percer de l'étonnement et de la mauvaise humeur contre ce peuple sale et querelleur qui refuse de se soumettre.

Pour remonter une opinion anémiée à ce point, il faut un événement militaire heureux. Et puis, il s'agit de donner aux neutres, aux Roumains, aux Grecs, à tout ce qui hésite, l'impression de la supériorité allemande. Ce révulsif, on l'avait cherché en Orient. Salonique et Erzeroum ont ruiné le plan ; et sur les territoires où elle s'est ouvert une issue, l'Allemagne n'a pas trouvé les ressources économiques et d'hommes qu'elle avait espérées. Déjà la Bulgarie est relativement usée. Où donc se tourner ?

Sur le front russe, une offensive ne saurait donner de résultats retentissants ; c'est toujours le coup de poing dans l'édredon. Sur le front français, quel point choisir ?

Ce ne serait rien de gagner cinq ou six kilomètres de terrain ; il faut atteindre un objectif qui ait du prestige. Verdun exerce sur l'imagination de nos ennemis une sorte de fascination. Deux ou trois fois déjà la fausse nouvelle de sa prise répandue en Allemagne à son de cloches avait produit un enthousiasme extraordinaire. La chute simultanée de Toul et de Belfort, n'aurait pas, dit-on, pour les Allemands un retentissement comparable à la prise de la vieille ville que Gœthe a fait connaître à tous les enfants par le récit du séjour qu'il y fit au cours de sa *Kampagne de France*. Les souvenirs de 1792 demeurent vivants.. L'Argonne et Verdun semblent toujours les Thermopyles de la France.

Depuis septembre 1914, le Kronprinz est accroché à

Verdun. C'est dans la mémorable forteresse qu'il peut trouver son bâton de maréchal. Jean Herbette, dès hier, a vigoureusement marqué que le choix de Verdun comme point d'offensive est dicté aux Allemands par des considérations de politique intérieure et même dynastique.

Mais comment attaquer Verdun ? S'ils avaient pris par la Voëvre, les Allemands étaient obligés d'aborder la falaise à découvert ; par le secteur nord, ils s'avancent dans une zone boisée, sur un terrain tourmenté qui prête à la chicane et favorise les surprises tactiques.

Leur méthode d'attaque diffère de celle que nous avions inaugurée en Champagne. Elle est plus lente. Elle se caractérise par la persistance de l'effort plutôt que par le brio de l'exécution. Elle suppose, elle exige une effroyable consommation d'hommes. Dans cette zone nord de Verdun, ils ont concentré huit corps d'armée.

Il y a plus de deux mois qu'ils ont commencé d'amener dans la région toute leur grosse artillerie disponible. Dès le commencement de décembre, la plus grande partie du matériel à tracteur, des 420, des 305 autrichiens ont été expédiés, puis sont venues, toute l'artillerie lourde de Serbie et une partie de celle de Russie. Dès fin de décembre, les premières troupes ont été acheminées ; ce furent d'abord trois divisions, retour de Serbie, envoyées en premier lieu au repos en Belgique ; ensuite, dans le courant de janvier, cinq corps d'armée ; tout cela s'ajoutant aux deux corps qui composaient jusque là les forces du secteur Étain-Vauquois.

Ces corps sont les meilleurs d'Allemagne ; le fameux IIIe corps du Brandebourg, au moins égal en valeur à la garde, puis le XVe corps commandé par un des meilleurs chefs de l'Allemagne, le général von Daimling, qui vient de lancer à ses troupes l'ordre du jour retentissant, déjà cité dans nos journaux, où il qualifie cette offensive « comme la dernière contre la France ». Je pense

qu'il faut comprendre cette expression comme voulant dire la suprême, la décisive offensive.

De tels soldats, si nombreux, ainsi choisis, ainsi surchauffés, peuvent nourrir l'offensive pendant plusieurs jours. Mais soyez tranquilles, les nôtres ont la qualité et la quantité qu'il faut pour les recevoir ! Sans rien découvrir, il nous est permis de penser et d'écrire que, pendant le montage de cette attaque, nous avons accumulé en hommes, en armements, en munitions les moyens d'une défense magistrale.

Alors qu'en Champagne nous avions en quelques heures obligé l'ennemi à nous abandonner 3, 4 kilomètres de terrain, et que, pour entrée de jeu, nous avions fait vingt mille prisonniers, les Allemands nous en auraient fait sous Verdun trois mille. C'est le chiffre donné par leur communiqué ; c'est dire que ce chiffre d'ailleurs ne doit être accepté qu'avec les plus fortes réductions. Ils voulaient se développer sur un front de 40 kilomètres ; nos tirs de barrage les ont arrêtés sur bien des points. Nous nous sommes repliés méthodiquement sur des positions plus fortes, parce que nous le voulions ainsi sans avoir dépensé ni même employé nos plus grandes ressources. Chez eux, des régiments entiers sont déjà détruits, tandis que nous supportons des pertes de beaucoup inférieures. Ainsi nous avons le droit d'attendre la fin de cette bataille avec les meilleures espérances.

Répétons-le, comme un mot d'ordre, il ne faut pas vouloir suivre les phases du drame d'après des faits mal connus et que chaque heure modifie. Ceux-là mêmes qui participent à la bataille n'en connaissent pas l'ensemble et le prochain résultat. Attendons. Gardons-nous contre ceux qui répandraient des mauvaises nouvelles et traînons-les chez le commissaire de police, qui les bouclera. Une seule chose est certaine : les Allemands font un effort colossal, éperdu par les sacrifices qu'ils

consentent) et en même temps admirablement réglé. Ils perdent dans ces instants le meilleur de leur sang par les quatre veines. Ils donnent leur suprême mesure. Nous avons une artillerie abondamment pourvue de munitions, et dont nous savons déjà qu'ils ne prévoyaient pas sa force. Canons, munitions, effectifs, positions préparées, nous sommes de bonne tenue, en excellente forme.

J'ai entendu souvent nos grands chefs souhaiter que nos ennemis vinssent ainsi se ruer, s'user sur notre résistance. Admirons, remercions nos soldats de la France sous Verdun ; attendons avec une ardente confiance.

II

PENDANT UNE HEURE DE RÉPIT

28 février 1916.

Une crise est passée, mais la bataille n'est pas terminée. La terrible partie où les Allemands déploient leur maximum de force continue de se dérouler. Du moins, plus de surprise possible. Dans la journée de samedi, Paris, toute la France, vivaient dans l'angoisse. Nous nous demandions si nos forces arriveraient à temps pour enrayer l'offensive allemande. Aujourd'hui, le front est stabilisé ; nos éléments de combat se rapprochent toujours ; l'énergie des combattants, la possibilité d'alimenter la lutte, les effets de l'artillerie, voilà ce qui va jouer. Les Allemands ont perdu le premier avantage qui appartient à celui qui choisit l'heure et le point de choc.

Pour celui qui subit une attaque dont son adversaire a pris l'initiative, il est une période première, d'attente,

d'indécision, d'observation, où la sagesse lui défend d'engager ses réserves. Supposons que leur assaut sur Verdun n'eût été qu'une feinte, et que nous nous fussions avancés à fond pour l'arrêter. Pendant ce temps, ils pouvaient déboucher du côté de Saint-Mihiel, et nous, manquer de la force ou de la liberté d'y parer. La perte de terrain, souvent c'est la part du feu. Discerner le point où se portera l'attaque principale de l'ennemi, grande difficulté. Aussi faut-il toujours lâcher les réserves avec un retard.

Si la zone des terrains perdus est dès maintenant délimitée, la manœuvre aura été faite, bien habilement. Notre résistance tendait seulement à gagner du temps, à nous donner la mesure de l'effort ennemi. Nos chefs se préoccupaient de discerner si l'attaque allemande serait poussée à fond en ce point et de dépenser le moins possible d'hommes sur nos avancées les plus difficiles. A cette heure, il semble bien que notre commandement a su ramener et maintenir la lutte sur un terrain favorable, où notre défense va être alimentée de réserves proportionnées à l'attaque. Avec les sublimes troupes dont disposent de tels chefs, la France peut tout espérer. Est-il permis, quand, tous, nous sommes unanimes dans notre foi et notre admiration pour l'ensemble de nos soldats, de penser à aucun d'eux en particulier ? Que l'on laisse notre vœu accompagner parmi les combattants un lieutenant-colonel au milieu de ses chasseurs...

Que pensent les Allemands de la tournure que prend la bataille ? Avant-hier, samedi, à onze heures du matin, un communiqué spécial de l'état-major allemand arrivait à Genève et fut transmis à tous les journaux suisses avant midi. Jamais, sinon pour la prise de Varsovie, l'Allemagne n'avait usé de cette sorte de communication exceptionnelle. Et, en effet, c'était l'annonce d'une grande victoire. J'en ai le texte sous les yeux.

« *Le grand quartier général fait savoir : le fort cuirassé*

de Douaumont, le pilier angulaire nord-est de la ligne principale de fortifications permanentes de la forteresse de Verdun, a été pris d'assaut hier après-midi par le 24e régiment d'infanterie de Brandebourg. Il se trouve solidement entre les mains des Allemands. »

Je ne sais si les Suisses admirèrent cette emphase, mais le soir il surent qu'elle mentait. « Il est à peine besoin de dire, écrit un Genevois en date de dimanche, que ce matin on commentait ici en termes ironiques et méprisants l'impudente légèreté avec laquelle un grand état-major peut annoncer *urbi et orbi* qu'un fort se trouve solidement entre les mains de ses soldats à l'heure même où ils en sont chassés. »

Cette hâte extrême qu'a le gouvernement allemand de frapper l'imagination mondiale est bien d'accord avec la certitude où nous sommes que nos ennemis ont besoin à tout prix de reprendre du prestige dans l'intérieur de la Germanie et chez les neutres. Des dehors solides, encore formidables, des armées, des canons, des tranchées bétonnées, hérissées de mitrailleuses, mais que le corps de la nation devient mou ! C'est un animal à carapace, le peuple-crabe.

C'est aussi une place assiégiée. Ils attaquent furieusement, ils attaquent encore, et d'autant plus qu'ils perdent leur solidité intérieure. A mesure que la forteresse est plus anxieuse, voit ses ressources et son avenir mesurés, elle multiplie les sorties. Champigny et Buzenval précèdent de peu la capitulation de Paris.

Que nos soldats, dans ces journées égales aux pires qu'ils ont traversées sur la Marne et sur l'Yser, puissent maintenir le mur de leurs poitrines contre la ruée des Barbares, ce succès pèsera d'un poids énorme sur la décision de la guerre.

Les Allemands ont préparé cette offensive pour qu'elle réussisse coûte que coûte ; elle leur a coûté deux mois et demi de montage ; ils ont repris et peut être perfectionné

nos méthodes de Champagne ; leur empereur, leur Kronprinz les encouragent de leur présence. La guerre est l'opposition de deux volontés. Si leur volonté, cette fois, n'arrive pas à prévaloir, ce sera pour eux, et d'un bout à l'autre de l'univers, une expérience éclatante, irréfutable. Après la victoire de la Marne, un Américain écrivait : « Le monde entier commence à apprécier la grandeur du service rendu par la France. » La bataille de Verdun achèvera de montrer comment notre patrie sait supporter le poids de l'assaut fourni par la Germanie contre tout l'édifice de la civilisation.

Mais j'ai tort de laisser parler l'espérance. Les Allemands n'ont pas dépensé tous les corps d'armée qu'ils avaient amenés. Feront-ils des attaques ailleurs ? Vont-ils sur les mêmes points de carnage vouloir aller jusqu'à l'extrême usure ? C'est leur secret, l'inconnu de cette heure.

III

PENDANT LA BATAILLE

1er mars 1916.

Je ne parlerai pas d'autre chose : vraiment, j'aurais l'air de chercher une diversion ; nous ne pouvons penser qu'à la bataille. Et pourtant, à l'heure où j'écris, rien de nouveau qui soit décisif. L'événement est en formation.

C'est une affaire qui se joue. Il faut attendre. Une bataille napoléonienne durait deux jours ; aujourd'hui, avec les armements en présence, la bataille de Verdun peut durer trois semaines, un temps illimité. Ce qui se décidait en quinze heures se déroulera en quinze jours. On doit s'interdire toute espèce de prévision, et même n'être pas avide d'informations.

Que devient le XIVe Brandebourgeois, abandonné dans les débris bouleversés du fort de Douaumont, quand, sous notre contre attaque, l'ennemi dut évacuer ? Que deviennent ces centaines d'hommes encerclés et qui s'abritent dans des montagnes de cadavres ? C'est une flaque d'eau qui survit à l'orage, une flaque rougie de sang, laissée là haut par l'immense flot montant qui faillit tout submerger. On admire l'insolence des communiqués allemands, qui disent qu'ils tiennent le point où ils sont tenus. C'est jouer sur les mots. Les Brandebourgeois sont à Douaumont, d'une présence précaire, périlleuse, inefficace, sacrifiée. Qu'ils soient plus ou moins tôt prisonniers, c'est secondaire. Ils ne comptent plus. La grande affaire, c'est que notre ligne demeure fixée comme elle est, ne soit pas reportée en arrière.

Depuis plusieurs jours, nous maintenons l'ennemi à une dizaine de kilomètres de son objectif. Nous avons amélioré la situation par rapport à samedi ; mais cet espèce d'arrêt est-il imposé uniquement par notre résistance ? N'est-ce pas chez les Allemands le besoin d'organiser de nouvelles attaques, de rapprocher sur certains points leur artillerie, de ramener des troupes fraiches ? N'apprêtent-ils pas ailleurs d'autres assauts ? Tout cela, c'est l'inconnu de la bataille, et les renseignements que que nous désirons ne peuvent nulle part nous être donnés.

Que s'est-il passé les jours derniers ? La préoccupation du commandement est absorbée par les exigences de la lutte : on nous renseignera plus tard. Les téléphones, parfois, furent coupés par le bombardement ; les estafettes à pied circulent difficilement sous le feu, bien souvent n'arrivent pas. On ne sait bien les choses d'une bataille que longtemps après, et beaucoup d'acteurs du drame se trompent de bonne foi.

Les dires mêmes de ces vaillants blessés que nous soignons sont sujets à caution. Ils parlent dans la fièvre ;

les spectacles qu'ils ont vus, dont ils furent les acteurs, les héros immortels, ils ne savent pas, dans cette minute, les bien juger et les situer. Ils ont fait une histoire qui ne périra pas ; apportons-leur immédiatement notre gratitude sans publier leur témoignage.

Que se passera-t-il demain ? Les dispositions des Allemands ne peuvent pas être connues ; les nôtres sont le secret de notre commandement. Il serait criminel de chercher à les surprendre ou de vouloir les préjuger.

C'est une épreuve, mais sachons attendre, avoir des nerfs solides ; c'est le devoir facile de l'arrière. Il ne faut pas cueillir ces rumeurs qui prolongent l'orage des canons.

A la lueur des événements que nous vivons, comme on s'explique ces historiettes, ces minces résidus de l'expérience grecque, ou romaine que nous épelions dans les classes, parfois sans bien les comprendre : « Les Athéniens, lisions nous, mirent à mort le premier messager qui leur apporta la fatale nouvelle... » Ils se conduisirent là peut être d'une façon excessive, mais c'est qu'ils le prirent pour un jeteur de panique et le soupçonnèrent de faire partie de la conspiration qui fermente toujours autour de ceux qui occupent le pouvoir. Méfions-nous de tous ces gens énervés qui veulent toujours fournir des renseignements sensationnels.

Notre système est le meilleur, vraiment le seul. Aux heures de crise, n'élever qu'une voix de confiance et d'espérance raisonnée. Dans le conseil, il faut toujours supposer le pire, afin de le prévoir ; mais sitôt l'action engagée, croyons à la victoire pour la poursuivre avec plus de force. Gens qui supposiez Verdun déjà conquis, vouliez-vous donc faire perdre au public son calme ?

Même si Verdun passait au pouvoir des assaillants, notre ligne reportée intacte, en deçà de la vieille forteresse déclassée, nous laisserait toutes nos chances. Et si la ville échappe aux Allemands, comme il semble bien,

quelle preuve de leur impuissance, en dépit des formidables forces militaires qui leur demeurent et qu'ils ont, toutes, mises en action !

Quelqu'un dans l'univers, méconnaît-il encore la portée immense de cette partie que les Allemands jouent ces jours-ci sous la direction du Kaiser ? Voici un texte de plus à verser au dossier. Je le tire d'un article du major Morath, dans le *Berliner Tageblatt* du 24 février, que j'ai sous les yeux : « Le haut commandement, dit-il, nous signale que l'ennemi a subi des pertes sanglantes, les Français se consoleront en pensant que, cette fois du moins, ils savent pourquoi ils ont subi ces pertes. J'ai indiqué à plusieurs reprises, dans ces articles, l'importance de Verdun sur notre front occidental. *Dans l'espérance que nous trouverions dans ce secteur le point de départ d'une attaque, j'ai parlé de ce pivot des armées et rappelé que c'était là que passait la vieille route de Paris...* »

Bataille de la Marne, bataille de Verdun, c'est le désir de Paris, toujours, qui enflamme et précipite ces hordes d'outre-Rhin. Le désir de saisir la ville qu'ils envient et maudissent, le désir d'y trouver la fin de leurs souffrances.

Une personnalité éminente, appartenant à un Etat neutre, signale à son gouvernement qu'elle a pu vérifier que, dans les conversations tenues dans les grandes villes allemandes, les couplets à la louange de l'empereur, de Hindenburg, de Mackensen ont presque totalement disparu. Il en est de même des cartes postales, destinées à répandre et à entretenir le culte de l'empereur, de la famille impériale, des grands chefs de l'armée allemande. En revanche, la paix semble être la déesse vers laquelle montent maintenant les supplications du peuple allemand.

Il est très intéressant de noter, à cet égard, le changement survenu depuis Noël, dans le choix des cartes postales illustrées que les Allemands se plaisent à en-

voyer aux prisonniers. Les *Durch Kampf zum Sieg*, *Gott mit uns*, *Wir halten durch*, les cartes reproduisant les paroles prononcées par l'empereur dans ses différents discours du début de la guerre, les vues de uhlans en patrouille, de fantassins donnant la chasse aux pantalons rouges, d'artilleurs manœuvrant d'énormes canons, toutes ces devises, gravures qui se trouvaient chaque jour à profusion dans le courrier des prisonniers, se font maintenant de plus en plus rares. Elles sont remplacées par des cartes à allure complètement opposée, dont les types les plus répandus sont les suivants : un village perdu dans les montagnes, pendant la nuit du nouvel an, on veille dans les maisons on veille à l'église, et la légende complète la gravure : « Seigneur, donne-nous le bonheur et la paix ! »

Une autre carte représente un soleil éblouissant sortant de l'ombre. Au-dessus, deux anges aux ailes déployées implorent le Seigneur et lui demandent encore la paix.

Cette ardente invocation semble bien être celle du peuple allemand tout entier. Une troisième carte représente le Christ protégeant une femme et un enfant éplorés et éloignant d'eux trois spectres : la Guerre, la Famine et la Peste.

La Paix, la fin du cauchemar qui l'écrase et des privations qu'il supporte, tel semble être, en effet, le désir du peuple allemand. Comment et quand se produira cette paix ? Beaucoup de lettres expriment la conviction qu'une grande bataille décisive se livrera sous peu sur le front français.

La volonté impériale, la force militaire allemande demeurent tendues et formidables ; le moral de la nation est affaibli. Nul ne peut prévoir ce qui adviendrait de leur défaite devant Verdun et du choc en retour qu'éprouveraient tous ces Allemands de l'intérieur qui, le 23 février au soir, ont illuminé (article des *Hamburger*

Nachrichten. En même temps que nos soldats et leurs chefs accomplissent ces prodiges dont la France leur aura une reconnaissance éternelle, nous autres, gens de l'arrière, conformons-nous au mot d'ordre qu'Albert de Mun donnait ici au premier jour de la guerre.

« *Tenir* », disait-il. Et voici que c'est la consigne que se donnent les civils allemands. C'est le titre d'un article que publie la *Kœlnische Zeitung* : « Il ne faut pas, dit le rédacteur, que notre impatience devance les plans de l'état-major. Nous saisissons cette occasion de le rappeler à tous les omniscients. Pour « tenir » il faut savoir attendre avec une pleine confiance dans le commandement suprême. Pour nous, il s'agit de garder notre sang-froid, d'attendre et de tenir... »

Cette méthode que nos adversaires préconisent pour entretenir chez eux la santé nationale, est celle que les Français de la première heure ont reconnue la plus salubre et à laquelle durant cette formidable épreuve de Verdun, toute la France s'est conformée, se ralliant avec angoisse et confiance autour du drapeau et de ses chefs.

IV

UN TÉLÉGRAMME DE GABRIELE D'ANNUNZIO

(1er *mars* 1916.)

Gabriele d'Annunzio venait d'être atteint d'une blessure à l'œil. Maurice Barrès lui adressa le télégramme suivant :

(*A Gabriele d'Annunzio. Venise*).

« Vos amis français s'inquiètent. Dites-nous que vos yeux, au service de votre génie, continueront de puiser

des images dans la beauté du monde. La barbarie serait trop heureuse de détruire un regard faiseur de chefs d'œuvre.

« Je vous embrasse, mon cher et glorieux ami, soldat de Cadorna. Nous vivons dans l'angoisse de la bataille de Verdun : mais la ruée allemande ne parviendra pas à rompre nos magnifiques soldats, et plus que jamais nous avons la certitude du complet triomphe de la civilisation. Vive l'Italie ! Fraternellement vôtre :

« BARRÈS. »

Lundi 28 *février* 1916.

Gabriele d'Annunzio lui répondit l'admirable page que voici :

« Mon cher frère,

« Que la lumière s'affaiblisse ou s'éteigne dans mes yeux, peu importe aujourd'hui ! Un combattant en vaut un autre, et je serai très bien remplacé. J'ai pu m'incliner sur la figure sainte du héros de Laibach quelques heures avant d'entrer dans ma nuit. Mais il faut que la lumière ne s'éteigne, ni ne s'affaiblisse dans le monde menacé de la plus vile obscurité par ces barbares qui, déjà trop de fois, ont tenté d'interrompre ou de fausser l'harmonie des esprits et des formes inventées par notre race créatrice.

« Le sang français n'est aujourd'hui que de la lumière jaillissante, et le ciment informe de Douaumont est plein de vie idéale, comme les blocs du plus beau marbre d'où sortent les statues.

« De ma douloureuse immobilité toute mon âme se tend vers la bataille sublime. Nous voudrions tous combattre à vos côtés en cette heure de danger et de gloire suprêmes.

« Ne vous inquiétez pas de mes yeux, mon frère, mais sauvez la beauté du monde pour les yeux nouveaux. Vive la France !

« GABRIELE D'ANNUNZIO. »

Le 1er mars 1916.

V

QUELQUES PRÉCEPTES POUR LES CIVILS

Astreignons nous à des restrictions volontaires.

2 mars 1916.

La situation est d'attente. Au moment où j'écris, voici vingt-quatre heures que les Allemands n'ont pas fait d'attaque sérieuse sur nos lignes de Verdun. Ce n'est vraisemblablement qu'un répit. Employons-le à rechercher de quelle manière nous pouvons soutenir l'effort héroïque de nos soldats qui vont continuer à se battre pour nous. N'allons-nous rien faire, si peu que nous puissions, pour les aider, pour affaiblir l'adversaire, pour abréger l'effroyable lutte? Notre concours, auprès de leurs sacrifices, sera sans valeur morale; que cette infériorité ne nous empêche pas de reconnaître son utilité; appliquons-nous, les uns et les autres, à coordonner d'une manière efficace toutes nos plus humbles actions.

Voici quelques préceptes que nous pourrions avec fruit méditer et propager. Chacun comprend qu'il serait bon, nécessaire, urgent, que la France achetât le moins possible au dehors. En janvier 1916, nos importations contrôlées par les douanes n'ont pas été loin du double de nos importations en 1915. Exactement 6[illegible] 000.993 francs aujourd'hui, contre 333 millions l'année dernière. Ces importations dépassent nos exportations de 410 millions. Cet excédent va-t-il devenir plus important de mois en mois? Que les choses se maintiennent en l'état, c'est un paiement de 4 milliards 920 millions que nous aurons à faire à l'étranger. Plus nous achetons au dehors, plus

nous nous ruinons. Nos soldats n'y peuvent rien ; le Gouvernement et chacun des civils y peuvent quelque chose. Quoi ? Et par quels moyens améliorer cette situation ?

1° Il faut restreindre notre consommation. Défendons-nous de gaspiller des vivres, du chauffage, de la lumière ; on n'imagine pas ce que la lumière électrique et le gaz nous coûtent ; tout individu qui, même en payant, dépense de l'électricité, travaille à l'appauvrissement de la France en obligeant à une importation de charbon. Autre soin : appliquons-nous à faire produire le maximum à notre sol et à notre industrie ; n'est-ce pas déplorable que la dernière récolte des pommes, qui fut si abondante en Normandie, n'ait pas été utilisée, alors que nous importons de l'alcool ou du riz pour faire de l'alcool ? Appliquons-nous à exiger un rendement maximum de la main-d'œuvre civile et militaire (ici le problème est gouvernemental surtout).

2° Il faut vendre le plus possible à l'étranger. Vendre aux Alliés cela ne souffre pas de restriction ; vendre aux neutres, qui ne réexpédieront pas à nos ennemis, cela encore est bien ; faut-il vendre aux ennemis ? Leur vendre, s'entend, des objets de luxe ? Au point de vue économique l'avantage éclate aux yeux. Mais il y a des susceptibilités morales. Le problème, à cette heure, est d'ailleurs à peu près théorique ; théorique aussi, hélas ! l'idée de ranimer notre exportation, puisque nous n'avons pas su résoudre le problème de la reprise des affaires.

Restons dans les préceptes de sagesse pratique et disons à ceux qui possèdent des valeurs étrangères, des titres négociables sur les Bourses étrangères, que c'est leur devoir de les vendre pour mettre de l'or, des monnaies étrangères à la disposition de notre marché.

3° Il faut augmenter la réserve d'or de la Banque de France. Dans ce sens il y eut un très beau mouvement. On a versé 1 milliard 400 millions d'or ; il en reste cer-

tainement deux fois autant dans les tiroirs. Je ne parle que d'or monnayé ; 2 milliards et demi demeurent épars et cachés dans le pays. Versez-le à la Banque de France, chez tous les banquiers, chez les percepteurs, dans les bureaux de poste, en réclamant partout le certificat à vignette qui sert un peu de contrôle.

Qui dit qu'après la guerre des mesures ne seront pas prises contre ceux qui auraient gardé de l'or?

4° Ce n'est pas l'or seulement qu'il faut verser, mais les billets de banque, la monnaie. Il faut s'interdire d'en garder chez soi au delà de ses besoins ; il faut les mettre dans la circulation, les échanger contre des bons du Trésor. Une loi autorise la Banque de France à émettre pour 15 milliards de billets ; nous avons intérêt à ce que le total soit toujours le plus petit possible, à ce que les billets ne dorment nulle part, mais rentrent à la Banque.

Les Allemands, à cette heure, font dans ce sens de prodigieux efforts. Une circulaire du syndicat de leurs banquiers recommande instamment de limiter l'emploi des billets ; les particuliers, les petits commerçants sont invités à se faire ouvrir des comptes de banque, à payer avec des chèques ; pour y aider, on songe à supprimer les timbres des chèques.

On s'explique l'anxiété des Allemands. Ici, leur situation est pire que la nôtre. Le montant des billets émis par la Reichsbank s'est élevé dans une proportion qui représente 237 p. 100, tandis que chez nous cette élévation n'est que de 106 p. 100. En outre, les billets allemands sont couverts par des espèces metalliques et des disponibilités à l'étranger qui ne représentent pas plus de 39 p. 100 de leur valeur, tandis que la couverture de même sorte pour nos billets de la Banque de France est de 43 p. 100. Quoi qu'il en soit, nous rendrions grand service à notre pays en nous persuadant qu'à chaque fois que nous conservons par devers nous des billets de banque sans nécessité absolue, nous augmentons inutilement la

circulation fiduciaire, nous déprécions la monnaie nationale, nous pesons sur le change, et nous accroissons ainsi les charges de la collectivité.

On l'a beaucoup dit pour l'or, on le sait moins pour les billets. Aussi j'y insiste : échangez le plus que vous pourrez contre des Bons du Trésor, contre des obligations, contre des titres du nouvel emprunt, et vous prouverez d'autant mieux votre confiance à l'État que vous lui ferez un crédit plus long, en prenant des bons d'un an plutôt que des bons de six mois, des titres plutôt que des bons.

... Tous ces conseils s'adressent aux particuliers ; on voudrait pour finir en soumettre un à l'État. Qu'attendent nos gouvernants pour prendre les mesures nécessaires afin que nos ennemis ne puissent encaisser en France leurs créances, toucher leurs coupons, vendre leurs titres ? Parfaitement, si incroyable que ce soit, à cette heure, un Autrichien, un Prussien s'arrangent aisément pour toucher en France les échéances de leurs valeurs. Ai-je besoin de vous dire que l'inverse ne serait pas possible ? L'État allemand a pris des mesures pour exiger la preuve de la nationalité du propriétaire des coupons qu'on lui présente. Mais pourquoi donc chez nous cette coupable tolérance ?

Voilà les quelques avis que je désirais soumettre à mes lecteurs, et qui paraîtront à plus d'un, je le crois, quelque chose de nouveau. On ne demanderait pas mieux que d'agir utilement, mais souvent on ne sait pas. Je n'espère pas qu'en une fois ces idées pénètrent dans les esprits. Recueillez-les, propagez-les. C'est bien de faire des vœux durant la bataille ; c'est bien de soigner les blessés ; ces quatre, cinq préceptes n'empêcheront rien, et, suivis avec discipline, fortifieront la défense nationale.

Encore que la situation économique en France soit sensiblement meilleure qu'en Allemagne, il n'y aurait

que des avantages à ce que nous adoptions librement, par bonne volonté, une partie minime des mesures auxquelles rigoureusement le gouvernement impérial oblige ses sujets.

Les journaux et revues anglaises insistent d'une manière continue et vigoureuse pour faire accepter par leur vaste public quelques-unes des règles de vie que je propose à mes lecteurs et amis de l'*Écho*. Il appartient à ces patriotes, qui sont des chefs de propagande, de répandre autour d'eux ces préceptes de guerre à l'usage des civils.

VI

LES FILS DE FRANCE

La rumeur infâme.

4 mars 1916.

On se bat dans le village de Douaumont... C'est la nouvelle qui seule, ce matin, remplit les esprits des non-combattants et les associe étroitement du cœur et de l'esprit aux efforts de nos soldats. Et voici que dans mon courrier je trouve une lettre de Toulouse qui met sous mes yeux trois effroyables lignes de la *Dépêche*. Les voici ; lisez avec stupeur, avec honte, ce retentissant défi :

« *Je mets au défi n'importe quel poilu de dire qu'il a eu monter la garde aux tranchées à un curé ou à un millionnaire.* »

Eh quoi ! une telle provocation jetée à nos soldats, une telle invite à entrer dans la basse polémique ! « Je mets au défi n'importe quel poilu... » Les *poilus* ont autre chose à faire maintenant qu'à répondre aux défis

de la *Dépêche ;* ils se battent pour nous tous et pour elle ; ils sauvent la France.

Mais la *Dépêche* se tourne vers moi. C'est pourquoi on m'envoie son article. Elle m'interpelle tout droit.

« *M. Barrès, dit-elle, n'est qu'un poilu de l'arrière. Mais il est président de la Ligue des patriotes : on peut bien faire une exception pour lui et nous allons voir s'il relèvera le défi...* »

Est-il possible que ce soit le journal de M. Sarraut, le ministre de l'Instruction publique d'hier, qui parle sur ce ton affreux de guerre civile ? Ainsi mis au défi, en même temps que chacun de nos combattants, de dire s'il y a jamais eu un curé ou millionnaire qui montât la garde, la Ligue et son président répondront amplement

Ils répondront sous peu, avec toute précision. Aujourd'hui je ne veux penser à rien autre qu'à la bataille.

Je crois que la censure a interdit à l'*Express du Midi*, qui est un autre journal de Toulouse, de justifier ceux que prend si affreusement à partie la *Dépêche*. On autorise la question, on interdit la réponse ; on favorise une attaque de guerre civile, on supprime la défense de la vérité française.

Là-dessus Pugliesi-Conti demande des explications au gouvernement. Pour quels motifs est-il permis de calomnier une partie de l'armée et interdit de la défendre ? Notre collègue de Paris a raison, et avec lui le député Baudry d'Asson, qui questionne dans le même sens. Au reste, qu'on s'y prenne comme on voudra, on n'étouffera pas ma réponse. Il s'agit de la vérité et de l'honneur de la France. Je suis sûr d'être d'accord avec le sentiment français qui dépasse, déborde, entraîne tous les sentiments partisans.

Ils est faux que les riches en France soient des êtres vils qui se dérobent aux devoirs et aux périls de la guerre. Seraient-ils tels, il est faux qu'avec de l'argent

ils puissent trouver dans notre administration les ignobles complicités qui les mettraient à l'abri du feu. Jamais injure plus atroce n'a été lancée contre le régime républicain. Je la repousse et j'en appelle à la fraternité des familles riches ou pauvres dont les pères et les enfants sont tombés glorieusement au champ d'honneur.

Il est faux qu'aucun prêtre se soit dérobé à son devoir (et, s'il en est, qu'on les dénonce à la vindicte des conseils de guerre); il est certain que la liste officielle des bureaux de la guerre nomme d'innombrables prêtres dont elle définit et récompense la valeur et les sacrifices.

Mais ce n'est pas aujourd'hui ma réponse. La *Dépêche* l'aura comme elle la demande.

Pauvre homme anonyme, empoisonné par vos haines, qui lancez aux poilus et aux patriotes ce bas défi d'avoir jamais vu au péril un prêtre ou un riche, faites donc rapidement votre méditation et vos excuses, tandis que tonnent les canons de Verdun et que toutes les classes mêlées des frères de la France vous protègent. L'unité française ne sera sauvée que par l'amour des Français.

Il ne s'agit pas à cette heure de dire des bêtises de bas politicians. Il s'agit d'être vainqueurs. On le sent, j'imagine, à Toulouse aussi bien qu'à Paris et à Nancy; à Toulouse comme dans Arras, dans Reims et dans Verdun. Les excitations à la haine entre Français ne peuvent que servir les Allemands. Vous diminuez gravement nos chances; vous nous perdrez si nous vous sentions. Ajournez, si vous ne pouvez pas les oublier, vos fureurs de sectaire. Tout homme fait de la mauvaise besogne, aujourd'hui, qui pense à autre chose qu'à l'intérêt général.

Je connais des radicaux qui ne savent plus qu'une chose : l'honneur et le salut de la France, et je suis un nationaliste qui préfère à tous nos amis le Français. Fut-il plein de haine envers moi, qui peut être le plus

utile dans cette minute à la patrie. J'aime les pauvres et les riches, les prêtres et les anti-prêtres, tous unanimes pour la France à la ruée effroyable des Allemands qui ils mâteront dans la boue sanglante de la Voivre. Clérical, anti-clérical, radical, conservateur, monarchiste, républicain, ce sont les prénoms des poilus de la France. Français, c'est le nom de famille. A cette heure, dans le village de Douaumont et autour du fort, on se bat.

La bataille a repris plus violemment que jamais. Après une accalmie de plus de deux jours, les Allemands qui font des pertes énormes (ils avouent soixante-quinze mille hommes, cela donne une idée de leurs pertes réelles) ont ramené des troupes et jetent dans un formidable élan leurs masses d'hommes et leurs masses de projectiles. Le regard se fixera sur des épisodes qui sont à eux seuls des batailles : lutte dans le village éboulé de Douaumont, lutte sur la redoute du même nom qui a été prise, reprise, encore disputée par deux autres fois et qui, à la minute où j'écris, demeure entre nos mains. Mais le combat s'élargit, bouleverse toute la région.

Il est possible, ici j'entre dans la supposition, il est possible que cette reprise d'activité ne soit pas seulement locale. Des symptômes existent. On croit entrevoir que les Allemands, impuissants à trouver la décision de la guerre en Orient, reviendraient à leur plan primitif et chercheraient demain à terminer tout par un assaut sur leur principal ennemi, sur la France. La bataille de Verdun s'étendrait, s'élargirait, deviendrait bataille générale pour Paris.

Alors, pour nous, quelle nécessité terrible d'union ! La vie ou la mort. Ne percevez-vous pas que la guerre sort des tranchées et prend un nouveau caractère, que cette méthode nouvelle peut s'étendre ailleurs ? Quel remords pour les semeurs de haine entre Français ! Sera-ce trop de tous, quelles que soient leurs opinions,

se tenant coude à coude pour résister à la ruée suprême de la Germanie? Nous les arrêterons si nous sommes soudés ensemble. L'union nous parut nécessaire au premier jour, à la veille de la bataille de la Marne; ce fut le temps héroïque d'une amitié inoubliable; serait-elle moins nécessaire au vingtième mois de la guerre, à la veille d'une nouvelle Marne et durant les jours décisifs? Nos soldats ne forment qu'une âme. Le journal allemand (la *Vossische Zeitung*) est obligé de proclamer « avec quel extraordinaire courage les fils de France attaquent toujours ». Les fils de France! Qu'aucun de nous ne cherche un autre nom, ne démérite de ce beau titre.

VII

COMMENT L'ALLEMAGNE A PRÉPARÉ MATÉRIELLEMENT ET MORALEMENT LA BATAILLE DE VERDUN

La diplomatie ténébreuse de l'Allemagne.
La rumeur infâme.

6 mars 1916.

La bataille terrible continue. Les vicissitudes se poursuivent; il ne nous est pas permis de faire le prophète, et tandis que l'événement d'immense conséquence prend sa forme, rendons nous compte, pour mieux admirer nos soldats (et pour les aider plus utilement selon nos forces), de l'effort colossal de l'Allemagne et de tous les moyens matériels et moraux qu'elle met en œuvre.

Les Allemands ne peuvent plus longtemps attendre. Ils sont quasi une place assiégée qui multiplie ses plus

furieux efforts, qui déploie d'autant plus furieusement ses puissances d'attaque qu'elle voit ses jours comptés. Rompre coûte que coûte l'étau. C'est aux critiques militaires de la Germanie eux mêmes que nous empruntons cette image de la ville assiégée. « Les puissances centrales, dit le *Bund*, sont condamnées à la défensive stratégique par leur situation, mais de cette position elles tirent de grands avantages en attaquant avec une énergie et une initiative admirables leurs adversaires dont les attaques sont concentriques. *Telle une monstrueuse forteresse dont la défense est extrêmement active, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie se maintiennent sur leur position centrale et portent à l'est, à l'ouest et au sud des coups fulgurants pour tenir à distance l'adversaire.* »

Fort bien, mais les coups fulgurants n'obtiennent pas le résultat désiré ; ils ne forgent pas la paix allemande.

La grande entreprise du printemps 1915 contre les Russes n'a pas donné la décision cherchée. Les Russes ont fait une retraite méthodique et sauvé leur armée.

Alors ce fut la campagne serbe. Les Allemands, aidés des Bulgares, établissent le passage direct de Berlin à Constantinople et répandent dans leur public l'idée de conquêtes en Orient. Leur presse était pleine de projets de Mésopotamie et d'Egypte. Ils allaient obtenir la fin de la guerre par la rapidité de conquêtes orientales, que les alliés éloignés de leur base semblaient hors d'état d'empêcher. Mais notre installation à Salonique, les difficultés d'ordre militaire et politique qui en résultèrent pour les Allemands, la campagne des Russes contre les Turcs et leur victoire d'Erzeroum ont désabusé nos Germains de l'Orient. Et l'on a vu M. Ballin, directeur de la *Hamburg Amerika*, prendre la plume et inviter doucement ses compatriotes dans la *Gazette de Voss* à ne pas trop céder au mirage oriental.

La discussion ne semblait plus être alors qu'entre les partisans de l'attaque sur le front russe et ceux de

l'attaque sur le front français. Elle s'est poursuivie assez longtemps dans les journaux. Il est même possible qu'elle ait continué alors que la décision était prise.

Dès la fin de décembre, en effet, les Allemands préparent minutieusement l'attaque contre Verdun, qui sera une des plus violentes qu'ils aient tentées. Pendant qu'ils la préparent, ils dissimulent autant que possible leur projet, et essaient de donner le change au commandement français. De là une série d'attaques postiches ; il suffit aujourd'hui de relire les communiqués pour en retrouver l'ensemble et en comprendre la signification.

En janvier, le 23, attaque sur l'Yser ;

Le 29, attaque sur Frise ;

Le 29, attaque en Artois (entre la cote 140 et la route de Lille) ;

Le 10, attaque contre Maisons-de-Champagne ;

En février, les 1er, 9, 10, attaques en Artois ;

Les 11, 12, attaques en Artois ;

Les 12, 20, attaques sur l'Yser ;

Le 15, attaques sur la Somme ;

Le 22, attaques dans la région de Lihons ;

Le 13, attaque sur Croy ;

Le 12, attaque dans les Vosges, affaire de Wissenbach ;

Le 13, affaire de Seppois ;

Le 14, attaque à Largitzen.

Bombardement de Belfort et de Nancy.

Pendant que se déroulaient ces actions, et en quelque sorte abrité derrière elles, l'ennemi préparait son attaque contre Verdun. Nous avons déjà exposé comment il amena dans la région, dès le commencement de décembre, toute la grosse artillerie disponible, la plus grande partie du matériel à tracteurs, des 420 et 305 autrichiens, toute l'artillerie lourde de Serbie, puis une partie de celle de Russie ; trois divisions, revenues de Serbie en décembre, cinq corps d'armée arrivés en janvier pour renforcer les deux corps qui composaient la

force du secteur Étain-Vauquois, le fameux IIIe corps du Brandebourg, le XVe corps commandé par un des chefs les plus brillants d'Allemagne, le général Demling.

Voilà les moyens de l'effort militaire sur Verdun, mais il faut joindre toute une action occulte.

L'Allemagne associe toujours à ses armes puissantes une diplomatie ténébreuse, une organisation d'espionnage et de trahison.

Cette diplomatie s'adapte savamment (je ne dis pas : toujours intelligemment) au caractère de chaque pays. Ce qu'a cherché le prince de Bülow en Italie, toute l'Italie l'a su, et le sentiment national en a été révolté. Les machinations du parti allemand en Russie sont arrivées à la connaissance du public mondial ; on a connu l'affaire de l'aventurière princesse Vasiltchikov et les intrigues pour une paix séparée ; il a fallu la haute parole du tsar pour étouffer décidément les rumeurs alarmantes et tous ces bruits semés par les Allemands, qui répandaient la méfiance et la crainte. A un journaliste américain, Sazonof vient de rappeler que les États-Unis, comme la Russie, doivent lutter contre la trahison qui se niche dans leur sein. « Les Allemands, a dit le ministre, avec toute leur duplicité, leur fausseté, leur dissimulation, cherchent en Russie à obtenir la conclusion d'une paix séparée avec l'Allemagne. Contre ces intrigues ininterrompues, inlassables, dont l'humanité ne peut même soupçonner les proportions, il faut lutter de toutes nos forces. »

Chez nous aussi l'Allemagne travaille pour obtenir une paix séparée Elle le fait d'une manière ténébreuse et détournée, car cette idée exprimée directement révolterait chacun des Français et ferait une révolution. Mais elle cherche à créer un esprit nuisible pour une paix vigoureuse. Elle nous travaille selon l'idée qu'elle se fait de notre caractère. Elle s'adresse à notre sentiment de l'honneur, à notre goût de la gloire ; elle s'adresse aux tristes passions qui peuvent nous désunir.

Ce sont là deux thèmes qu'il est curieux de voir développer par ses soins.

Notre goût de la gloire ? Écoutez l'article sensationnel du jour, l'article du major Moraht, dans le *Berliner Tageblatt*. Après avoir constaté la défense furieuse et héroïque des troupes françaises au pied des côtes de Meuse, ce critique militaire en arrive à prononcer des paroles de paix, de réconciliation, de fraternité !

Tel est le langage que prend le principal des critiques militaires allemands pour parler de la bataille de Verdun. Voilà les paroles de miel avec lesquelles les Allemands, persuadés de notre frivolité changeante et convaincus que des compliments germaniques doivent enivrer « des Celtes et des Latins » s'imaginent pouvoir suppléer à l'Alsace-Lorraine et effacer les crimes de cette guerre atroce. Tel le Kaiser, quand il croyait avoir suffisamment fait pour le rapprochement des deux nations en rendant un hommage verbal au génie de notre pays.

Les Allemands ont besoin d'obtenir notre paix séparée. Alors ils se ruent sur Verdun, ils prennent le ton chevaleresque, ils cherchent enfin à nous désunir. On fait courir la rumeur infâme. Depuis des mois, mais avec une intensité plus grande depuis la préparation de cette « suprême offensive », une abominable propagande de guerre civile est poursuivie dans les provinces françaises. Nous n'avons pas idée de cela à Paris, en Lorraine et au long des lignes de bataille, mais c'est un fait que des inconnus sèment la haine contre les ouvriers qu'ils accusent d'être à l'abri dans les usines, où ils touchent de gros salaires, tandis que les paysans se font tuer pour cinq sous par jour, et contre les prêtres et les bourgeois, qu'ils accusent d'être également embusqués à l'arrière.

C'est un crime de parler ainsi. Le demi-million d'ouvriers qu'Albert Thomas a placés dans les usines de guerre y sont utilement, en service commandé. Les prêtres sont où la loi les veut et ils sont couverts d'hon-

neur par le grand nombre d'entre eux qui ont été tués ou décorés pour la France. Les fils des bourgeois peuplent les tranchées avec leurs camarades non-bourgeois et les grandes écoles, Polytechnique, Normale, Saint-Cyr, Centrale, et les écoles communales et industrielles et les facultés sont quasi *dépeuplées pour la patrie*, tandis que le barreau chaque jour inscrit de nouveaux noms sur son livre de gloire.

De telles accusations ne tiennent pas contre l'examen ; tout Français réfléchi y reconnaît la marque boche ; pourtant il ne suffit pas de mépriser cette activité de la calomnie. Il faut marcher dessus pour l'écraser sous le pied.

Sazonof avait raison tout à l'heure quand il disait que « chacun des peuples alliés doit lutter contre la trahison allemande qui se niche dans son sein ». Naturellement, dans une telle guerre qui emploie tout ce qui dans les nations est capable de supporter les fatigues, la force de chaque peuple est aux armées ; les parties molles et corruptibles demeurent à l'intérieur. En France comme en Allemagne, il y a une possibilité de succomber, par un vice civil, alors même que les dehors demeureraient intacts. La faiblesse interne de l'Allemagne est économique ; la faiblesse française, politique. Nos ennemis s'affaiblissent par leur gêne alimentaire, financière, industrielle, et nous, nous péririons si nous nous laissions pénétrer par l'effort abominable des politiciens pour raviver les basses querelles hors desquelles ils se meurent comme la carpe sortie de son bourbier.

La *Dépêche de Toulouse*, aveuglée par sa fureur politicienne, ne voit certainement, pas le péril. Nous le lui signalons. Elle jette des défis aux poilus, comme si les poilus, tous unanimes de cœur et d'esprit, n'étaient pas à la bataille de Verdun ; elle met au défi la Ligue des Patriotes. Que veut donc cette agitée de Toulouse ? Elle nous défie de dire que les prêtres et les bourgeois rem-

plissent leur devoir militaire. Vous connaissez les termes retentissants de son accusation. Elle s'écrie (et ici je cite textuellement ses paroles) : « *Je mets au défi n'importe quel poilu de dire qu'il a vu monter la garde aux tranchées à un curé ou à un millionnaire.* »

Voilà le centre de la campagne menée par toute une presse insensée et coupable ; voilà le point de la putréfaction. Nous avons promis que nous répondrions à la *Dépêche*, qui se jette ainsi sur nous d'une manière bien imprudente, alors que nous n'avons pas cessé de soutenir en vraie cordialité française son directeur, M. Albert Sarraut, ministre de l'Instruction publique, dans un ministère d'union sacrée. Nous répondrons. Mais nous, c'est beaucoup trop peu. Un problème de gouvernement se pose.

Cette grave atteinte à l'union ne peut pas être supportée ; *a fortiori* ne doit-elle pas être encouragée. La censure officielle interdit à l'*Express du Midi* d'établir la vérité et de répondre paisiblement en publiant les listes de prêtres morts ou décorés pour la patrie. On bâillonne ceux qu'on laisse cruellement attaquer et qui sont mis au défi de faire la preuve. C'est très vilain.

Quant à nous, pleins d'admiration, comme le sera l'histoire et comme l'est déjà l'étranger, pour l'héroïsme de la France depuis vingt mois, nous constatons et proclamons que tous les Français, bourgeois et paysans, ouvriers et nobles, prêtres et instituteurs, pasteurs et rabbins, rivalisent pour bien agir, et nous prions, dans l'intérêt de la défense nationale, nos ministres de voir le danger où nous entraîne ce réveil haineux de la lutte des classes.

La bataille de Verdun, au point où elle se trouve, tandis que j'écris, sauve la France, mais elle n'est pas finie ; elle peut s'étendre ; c'est mon sentiment qu'elle s'élargira. Il appartient au Gouvernement de le faire savoir à ceux qui, dans cette noble ville de Toulouse, dans

tout ce patriotique pays de la Garonne, seraient criminellement tentés de l'ignorer. Gens au pouvoir, faites votre métier ! Ministres, on vous demande de protéger l'union des âmes contre le poison boche, pour que la France demeure une et indivisible.

VIII

PREMIÈRES RUMEURS SUR LA MORT DE DRIANT

In Memoriam.

J'ai reçu une lettre d'un chasseur de Driant, un de ses chasseurs qu'il aime tant et dont, à chaque instant depuis vingt mois, il nous écrit les beaux traits et les besoins. Magnifiques soldats (grands fumeurs de cigarettes et de pipes), qui viennent, une fois encore, de servir admirablement la patrie. L'un de ces héros, à peine arrivé dans un hôpital de l'intérieur, m'adresse les lignes que voici :

Monsieur le député, excusez la grande liberté que je prends de vous écrire. Depuis quelques jours, le portrait de notre colonel est sur maints journaux et les rubriques accompagnant sa photographie font supposer que sa famille et ses amis sont angoissés sur son sort. De ses amis, je sais que vous en êtes, et échappé le dernier du bois des Caures, je crois de mon devoir de vous dire ma pensée : je ne pense pas que M. Driant soit mort ou blessé. Je m'explique.

C'est le mardi 22 février que le bois des Caures tomba aux mains de l'ennemi. Voici en quelles circonstances : vers midi, le bombardement cessa. Les Boches étant signalés comme venant de Villé... ma section fut chargée d'y faire

face. A trois heures le colonel, toujours intact, toujours sans blessures, un fusil à la main, apprenant que les Boches s'avançaient aussi de l'autre côté (venant d'Haumont) et menaçaient de nous encercler comme dans une tenaille, fit sortir ses pionniers et donna à notre compagnie l'ordre de se replier... Il était temps; l'encerclement était déjà presque accompli; les Boches n'avaient plus qu'une soixantaine de mètres à faire pour cerner les chasseurs à pied. C'est à ce moment que je fus blessé d'une balle à la main, à trente mètres de la lisière du bois, à cent cinquante mètres environ du poste de commandement du colonel Driant. Durant trois heures, c'est-à-dire jusqu'à la nuit tombante, je restai là accroupi dans un trou d'obus. Durant ces trois heures d'attente, je puis certifier *qu'aucune fusillade n'éclata dans ce bois, ce qui me fit supposer que celui-ci avait été enlevé par surprise, à la faveur de certaines circonstances que je ne puis expliquer. De là mon espoir que tout chasseur encore en vie fut fait prisonnier. Cette idée, que j'ai dans la cervelle, s'y est encore ancrée davantage lorsque le lendemain, 23 février, au poste de secours de Beaumont, j'ai pu interroger les blessés du 60e, qui au cours d'une attaque avaient pu pénétrer dans le bois des Caures jusqu'à la ligne des R..., ligne plus avancée que le poste du colonel. Aucun cadavre atteint par balle ou baïonnette ne gisait sur le terrain.*

Vous pouvez assurer que le dernier chasseur sorti du bois des Caures est persuadé que son colonel est sauf.

Je ne puis que communiquer aux patriotes ce document fourni par un soldat de Driant. Partageons l'espérance qu'il apporte à notre angoisse. Nous le reverrons, le chef qu'il a quitté le mardi 23 février, à trois heures, debout, un fusil à la main, à quelques mètres de l'ennemi.

IX

SUR LA RIVE GAUCHE DE LA MEUSE

8 mars 1916.

Enfin s'est produite cette attaque que faisait prévoir le bombardement violent signalé par les communiqués sur la rive gauche de la Meuse. Nos troupes ont supporté, une fois de plus, la ruée où l'ennemi prodigue sans compter ses forces. Son gain est faible et ne lui coûte rien moins qu'une division décimée. Il occupe la côte 265.

Avez-vous remarqué comme la géographie de la France est changée depuis le début de la guerre. Des noms émergent que tout le monde ignorait ; les regards du monde entier se tournent vers des mottes de terre qui ne furent jamais nommées d'aucun nom. Elles prennent une personnalité d'importance mondiale et rien qu'un chiffre les désigne.

Voilà les Allemands à la côte 265. Ce dix-septième jour de la bataille ne les rapproche guère de Verdun. Ce petit succès tactique n'est pas une opération déterminante et ne semble pas devoir excercer sur l'ensemble de l'événement une action alarmante.

L'attaque principale des Allemands sur le front nord, après un premier succès, n'a pu être poussée. Où, cette fois, vont-ils en venir ?

A l'heure où j'écris, on n'enregistre là qu'un incident de la bataille acharnée, aux multiples aspects. Nul n'entend d'aucun côté le craquement du front. Le résultat certain de la journée, c'est de l'usure réciproque, mais plus forte chez les Allemands.

L'occupation de ce piton 265 coûte à nos ennemis des pertes que, jusqu'à maintenant, le gain de terrain ne

semble pas compenser. De là à supposer l'envahissement de Verdun par la rive gauche, il y a un abîme. Leur dessein doit être de s'emparer de la croupe du Mort-Homme et de la côte de l'Oie. Mais cet escalier qu'ils veulent gravir est pour nous une bonne position de défense. Nous y sommes parés. Ils vont se heurter à une résistance qui peut être alimentée abondamment d'hommes et de munitions, et qui ne produira rien de mieux que celle qu'ils avaient déclanchée au nord de Verdun.

Ils s'acharnent ; la volonté du Kaiser demeure aussi impérieuse ; l'élan de ses troupes semble tout de même moins puissant. Dès maintenant, on remarquera que cette diversion, qui a débouché de Forges a obtenu dans sa première ruée, un résultat inférieur à celui des Brandebourgeois dans leurs attaques de la rive droite.

Tout cela prouve avec quelle peine, même en consentant des sacrifices inouïs, le grand état-major aujourd'hui arrive à gagner un peu de terrain. Et que vaut cette prodigalité sanglante ? On l'appréciera quand on pourra comparer dans quelles proportions, au cours de ces journées, s'usent les deux adversaires.

C'est une règle que l'offensive, si l'on s'affronte à armes égales, coûte au moins deux fois plus cher que la défensive. Dans la première partie de notre affaire de Champagne, les Allemands n'avaient pas leur artillerie lourde [1] ; ils

1. Sur ce mot, Marcel Habert m'écrivait :

Mon cher Barrès,

Je vous assure qu'il y avait en Champagne de l'artillerie allemande lourde, qu'elle était *de tous calibres*, et que son déclanchement fut *formidable* le 25, le 26, le 27 et le 28 septembre pendant quatre jours consécutifs.

Nous en savons tous quelque chose et la citation que vous avez bien voulu publier en son temps, en fait foi.

Les pertes que nous avons subi en Champagne sont l'honneur de ceux qui ont subi ce feu d'enfer, il ne faut pas diminuer ce qui constitue le patrimoine de gloire des morts et des survivants.

Affectueusement à vous.

Marcel Habert.

ne répondaient pas à notre bombardement par un bombardement de même qualité : aussi leurs pertes, jusqu'au 6 octobre, furent infiniment supérieures aux nôtres. Mais sous Verdun nous avons une artillerie lourde. Elle réplique au bombardement allemand avec une activité dont les effets nous ont été déjà signalés par les dires des prisonniers boches. Ils en apprécient l'efficacité.

Enregistrons avec confiance les nécessités d'une lutte menée en toute sagesse par nos chefs, en toute vaillance par leurs héroïques soldats. La bataille continue de se dérouler ; elle est loin d'être terminée : le Kaiser s'est engagé devant son peuple et devant l'univers à se saisir de Verdun. Qu'il épuise ses meilleures troupes sur cet objectif. L'atteindrait-il qu'il n'aurait pas décidé de la guerre ; il aurait obtenu un effet moral. L'importance des moyens qu'il déploie et des sacrifices qu'il consent en vue d'un résultat secondaire nous fortifie dans l'idée que l'Allemagne ne peut plus attendre. Soyons unis, tenons bon à l'intérieur sur le modèle de nos soldats : cette offensive furieuse nous met dans les conditions les plus propres pour épuiser la Bête féroce en attendant qu'Anglais et Russes ayant terminé leur préparation, viennent à la rescousse et l'achèvent.

X

AU-DESSUS DES QUERELLES POLITIQUES

La rumeur infâme.

9 mars 1916.

A l'heure où j'écris, rien de nouveau depuis hier soir. A la formidable pression, nos troupes continuent

d'opposer une résistance que tout l'univers admire. Les Allemands n'auront pas la grande victoire sans laquelle ils ne sauraient plus durer.

Puisque je ne puis pas fournir ce qu'on me demanderait d'abord, des renseignements, qu'il me soit permis de remplir ce qui m'apparaît comme le complément de la tâche d'un écrivain à cette date : tâchons d'agir sur le moral et puis de rendre hommage aux combattants.

Ma table est submergée de lettres qui m'arrivent de toutes parts et protestent, pleines de stupeur et de douleur, contre la rumeur infâme et contre le défi lancé par la *Dépêche de Toulouse* au clergé et à la bourgeoisie française.

Vous connaissez l'histoire. La *Dépêche* prétend qu'elle a reçu du front une lettre contenant cette phrase qu'elle fait sienne : *Je mets au défi n'importe quel poilu (mais un vrai, alors !) de dire qu'il a vu monter la garde aux tranchées à un curé ou à un millionnaire* ». Et soudain elle m'interpelle...

Pourquoi s'en prend-elle à moi ? Depuis dix-huit mois n'ai-je pas mis au-dessus de tout l'intérêt général et la réconciliation des partis ? N'ai-je pas loyalement, cordialement, en vraie sympathie française, soutenu son directeur Albert Sarraut, hier encore ministre de l'instruction publique dans un ministère d'union sacrée ? Mais peu importe l'injuste outrage. Je ne retiens que l'apostrophe qui me met en cause. Donc la *Dépêche* m'interpelle et déclare :

« *M. Barrès, il est vrai, n'est qu'un poilu de l'arrière. Mais il est président de la Ligue des Patriotes : on peut bien faire une exception pour lui — et nous allons voir s'il relèvera le défi du poilu de l'avant* ».

A dire vrai, il saute aux yeux que ce poilu de l'avant n'existe pas. Pour celui qui a quelque habitude d'examiner un texte, cette lettre semble apocryphe. D'abord,

l'expression « monter la garde aux tranchées » est suspecte. Quand on est dans la tranchée, tout le monde à tour de rôle est de garde. Aussi n'ai-je jamais entendu employer ce vocable. Et surtout une telle phrase est contraire à tout ce qu'on sait de la vie des tranchées. Dans la communauté du danger, on n'a d'yeux ni de pensée que pour l'ennemi. Les ferments de guerre civile n'ont de place ni dans les cœurs, ni sur les lèvres. Pour écrire ces mots criminels, il ne faut rien savoir des rapports qui existent entre les hommes. Le soldat qui a plus d'argent que les autres, ne manquant jamais d'en faire profiter les copains, est aimé de tous, et jamais un mot de jalousie n'est prononcé contre lui. L'envie est un article de l'arrière qu'on ne connaît pas dans les unités de combat. La lettre que vous prétendez citer ne vient pas d'un combattant. Elle aurait été reçue « du front », dites-vous. Le front, terme bien vague qui désigne toute la zone des armées. Ne pas confondre avec la ligne de feu. Votre défi est lancé de quelque service auxiliaire ou tout simplement de votre bureau de rédaction.

Sous cette réserve, j'y répondrai. Je ne suis pas dupe de votre artifice de polémique; mais, puisque vous me défiez de défendre les prêtres et les bourgeois, que vous accusez de se dérober à leur devoir militaire, je relève le défi et vous prépare la réponse que vous exigez de ma complaisance.

On voudrait se taire, se soustraire à ces basses querelles. Le journal toulousain ne le permet pas. C'est un défi. Un défi à nos soldats, et subsidiairement à la Ligue des Patriotes. Nos soldats de toutes conditions, sont occupés à se battre. De bons Français m'écrivent et me disent qu'ils attendent que je parle et que je prenne en main (avec et après beaucoup d'autres qui valent mieux que moi) la défense du clergé français et de la bourgeoisie, dont je suis.

Mais enfin il y a bien un préfet à Toulouse? Un gouvernement à Paris?

Et puis à défaut d'un préfet défaillant, dans ce noble

pays de la Garonne, pays de la courtoisie et de la beauté, n'est-il pas une opinion générale pour imposer, au nom du salut public, au nom de la défense nationale, le respect de *tous* les soldats.

A Nancy, le préfet Mirman a traduit l'opinion unanime quand il a publié la résolution suivante : « *Quiconque cherche à exciter les suspicions contre une catégorie de Français, quelle qu'elle soit... si ce n'est un malheureux aliéné qui, dans les circonstances actuelles, doit être enfermé dans un asile, c'est un agent de l'ennemi qui ne devrait pas échapper aux justes rigueurs des lois.* »

A Toulouse, que pense et que fait le préfet ?

On vient de me remettre un extrait du journal socialiste de Toulouse, *Le IVe Etat*. Je me borne à mettre sous les yeux des lecteurs ses dernières lignes ;

« *... Terminons-en avec ces monstrueux massacres, qui ne sont profitables qu'aux classes privilégiées et dont le prolétariat est victime. La place de travailleurs est à l'atelier et non pas sur le champ de bataille. Quand ils prennent le fusil, ce doit être pour s'affranchir de la servitude des rois, empereurs et monarques, et non pour s'entretuer entre frères de misère* ». (*Le IVe Etat*, du 23 février, à Toulouse.)

Voilà un article qui complète la campagne de la *Dépêche*. Il vise directement à provoquer la rébellion, et par conséquent à compromettre la sécurité de la République, aujourd'hui en état de défense contre les Empires germaniques. Il ne traduit pas les sentiments des travailleurs ; il n'est pas conforme à l'attitude de la Confédération Générale du Travail dans la Guerre en cours. Les chefs socialistes peuvent continuer à avoir des préjugés contre telle ou telle personne, cela est tout à fait secondaire, mais ils prêchent la guerre contre l'impérialisme allemand et le prolétariat français, avec une admirable énergie, confondu avec les bourgeois, couvre de sa poitrine la maison commune. Alors pourquoi la censure laisse-t-

elle publier des excitations qu'il n'y a même pas de parti pour réclamer, ni pour excuser, et qui ne servent que l'Allemagne ?

C'est un problème de gouvernement que je pose et que le ministère, dans son entier, n'a pas le droit d'ignorer.

D'innombrables lettres me sont parvenues, qui s'indignent. Elles contiennent de nombreux documents. Je verrai de quelle manière je dois les employer pour le mieux. Aujourd'hui, je n'en retiendrai qu'une ; elle m'est écrite par un artilleur qui se bat depuis le début de la guerre, et qui est originaire de Paris ; elle contient en quatre lignes un tableau de la Lorraine héroïque et le souvenir d'une scène qui ne doit pas périr ; enfin elle est à la gloire d'un corps fameux qui est toujours au danger.

« *J'ai lu aujourd'hui votre article « Les fils de France », et de suite le défi de la* Dépêche de Toulouse *m'a sauté aux yeux.*

« *Je n'ai nullement envie de prendre parti dans la discussion, ne connaissant pas assez la question pour me permettre de donner mon avis, mais cependant, outre que je trouve infâme une telle accusation contre des Français à l'heure actuelle, je dois dire ce que j'ai vu, ceci pour l'édification des autres.*

« *C'était l'époque où, de retour de Morhange, la rage au cœur, nous disputions pouce à pouce le terrain aux Allemands, là-bas en Lorraine. Le « Léomont » n'était qu'un amas de cadavres ; sa ferme, dont le nom évoqué devant nous, encore actuellement, nous fait frissonner, nous ceux des régiments de Nancy, sa ferme, dis-je, n'était qu'un amas de décombres. Sur le sol, des blessés, depuis deux ou trois jours, se mouraient ; l'avalanche d'obus était si formidable que personne ne pouvait aller leur porter secours. Cependant une nuit, j'ai vu Mgr Ruch, coadjuteur de Nancy, aidé de quelques prêtres ou séminaristes (de ceux qui à cette*

époque n'étaient pas encore mobilisés), ramasser et sauver quarante-deux blessés. Je dis quarante-deux.

« Je n'ajouterai aucun commentaire à ce bref récit, mais sachez, monsieur, que lorsqu'au petit matin les charrettes sur lesquelles reposaient nos compagnons blessés défilèrent devant ma batterie, jamais mes camarades et moi, Parisiens gouailleurs pourtant, n'avons salué raides et talons joints avec autant de cœur comme nous le fîmes devant ceux qui, là-bas, avaient défié la mort pour sauver quarante-deux inconnus.

« Voilà, monsieur, ce qui m'a profondément ému et que je me devais de vous dire. »

N. B. — *Quant au « millionnaire », c'est tellement stupide et il serait si facile de démontrer le contraire, qu'il vaut mieux ne pas s'y arrêter.*

Je n'ajoute pas un mot. Je prie simplement la *Dépêche* de reproduire de son plein gré une telle page, qu'elle ne peut pas ne pas admirer.

Tandis que j'écris, le facteur m'apporte *le Bulletin de l'Instruction primaire du département de l'Indre.* « pieusement dédié aux instituteurs morts pour la patrie ». Je l'ouvre avec les sentiments d'affection et de respect qu'un tel titre réclame ; je le parcours dans toutes ses parties consacrées aux instituteurs de l'Indre morts pour la patrie, aux instituteurs blessés, aux instituteurs cités et décorés, aux œuvres de guerre du département, aux témoignages donnés à notre patrie par les étrangers, et enfin je me promets de méditer ses derniers chapitres : *Il faut tenir jusqu'à la complète victoire* et *La France de demain que nous voulons.* Voilà un bon petit livre, rédigé par l'Inspecteur d'Académie Georges Rossignol (se le procurer à l'imprimerie Badel, à Châteauroux), et je suis fort honoré qu'on y ait recueilli une page de moi.

Est-il possible qu'avant la guerre j'aie été en bataille avec un certain nombre d'instituteurs ? Dieu que c'est

loin, tout cela. Ferdinand Buisson me l'a rappelé, en termes vraiment amicaux, voilà quelques mois, et m'a invité à causer familièrement avec ces vieux ennemis dans sa revue le *Manuel de l'Instruction primaire ;* mais je ne suis rien auprès de Driant, et ce qu'il faut prendre comme l'expression de notre pensée française à cette heure, c'est la page admirable de noblesse et de justice qu'a écrite notre cher et vaillant ami en tête d'une réédition de sa *Guerre souterraine* (chez Marpon, à la fin de l'année dernière).

C'est quelque chose de bien beau, que je recopie lentement, avec piété en écoutant à chaque mot la voix de l'absent.

« *Ce livre a été conçu en* 1912, *deux ans avant la Grande guerre. Un congrès d'instituteurs, réunis à Chambéry, venait de formuler des déclarations antimilitaristes et antipatriotiques qu'il est inutile de rappeler ici, mais qui m'étaient apparues comme la pire des menaces pour la défense nationale.*

« *Pour flétrir et combattre ces théories néfastes, à la veille de l'application de la loi de Trois ans, théories qui d'ailleurs étaient loin d'être partagées par la majorité du corps enseignant, j'avais donné à un instituteur, au cours de la guerre imaginaire décrite ici, le rôle que je venais de lui voir jouer pendant la paix. J'en avais fait un congressiste de Chambéry, c'est-à-dire un mauvais soldat, un mauvais Français.*

« *Aujourd'hui, l'orage qui montait à l'horizon de l'Europe tonne furieusement au-dessus de nos têtes ; dès la première heure, tous les Français sans exception se sont serrés autour du drapeau. « L'union sacrée » a réuni tous les partis en un seul, celui des Patriotes prêts à tous les sacrifices ; elle a éteint les haines politiques, mis fin à la persécution religieuse et fait de la Patrie française le bloc formidable et admirable de tous les dévouements.*

« *Dans ce mouvement magnifique, véritable révélation*

pour l'ennemi et pour la France elle-même, les instituteurs se sont taillé, dès le premier jour, une belle et large place. A la clarté fulgurante des événements, ils se sont ressaisis. ils ont compris que, pour effacer le souvenir d'un passé trop récent, ils devaient prêcher d'exemple et la liste de leurs morts, le Tableau d'Honneur de leurs citations ont, depuis les premières batailles, fait oublier les déclarations de leurs congrès.

« *J'en ai vu servir et mourir à mes côtés, et avant que cette guerre s'achève, je tiens à leur rendre loyalement le témoignage que je leur dois.*

« *J'ai donc refondu mon livre de* 1912 *et supprimé en* 1915 *le personnage odieux de l'intellectuel antipatriote, en même temps que, fidèle à l'Union sacrée, j'ai rayé de ma mémoire les douloureuses manifestations de certains instituteurs d'avant guerre.*

« *Une nouvelle France est en train de se forger au sein de l'épreuve ; puisse la Tolérance, fille de la Liberté, rapprocher, fondre en une seule toutes les âmes françaises !*

« *Et puisse aussi le souvenir de la lutte en commun dans les tranchées triompher de l'égoïsme d'en haut, éteindre les haines d'en bas, et inspirer désormais dans une France régénérée les éducateurs de nos enfants !* »

Albert Sarraut, vous qui aimez les livres, ne sentez-vous pas la qualité chevaleresque, la bienfaisance de cette page ! Un soldat devant la mort, un chef devant ses hommes a voulu être en paix, au milieu de la guerre, en paix avec une voix qui s'élevait dans sa conscience. Vous qui êtes violent, vaillant, emporté, de sang généreux, ne sentez-vous pas que votre journal est en état d'infériorité devant Briand et devant cette attitude de réconciliation et d'union ? Paul Adam devrait dire nettement : « Je me suis conduit d'une manière irréfléchie, je déchire mes *invectives aux cléricaux* », et votre *Dépêche* devrait dire : « Il n'y a qu'un ennemi, c'est le Boche ! Bénis soient les

prêtres et les bourgeois qui, tout autant qu'aucun Français d'aucune autre classe, s'efforcent et se dévouent pour sauver la patrie ! » On ne comprend pas comment, au mépris des plus douloureuses réalités, vous pourriez vous laisser aveugler par l'esprit de parti jusqu'à outrager des milliers de familles françaises en deuil qui dans leur peine obtiennent, je n'en doute pas, votre respect, et à qui vous devriez au moins accorder le silence de votre journal.

XI

L'ANXIÉTÉ DE L'UNIVERS

11 mars 1916.

A côté de nos angoisses patriotiques, il y eut l'angoisse du monde. Mais aujourd'hui, le monde se réjouit de ne pas devenir boche. Aujourd'hui, vingtième jour de la bataille, un sentiment rapide comme les radio-télégrammes court les airs, et c'est celui-là même que le professeur hollandais Kernkamp exprime : « On peut désormais poser la pierre du sépulcre sur les triomphales espérances allemandes. »

« Ils ne passeront pas ! » C'est le mot que jettent à toutes les stations les blessés de Verdun que l'on évacue, c'est le dernier cri, le mot d'ordre, la prophétie, l'adjuration des vaillants qui tombent au champ d'honneur.

Jamais ici nous n'avons douté. A quoi sert il de douter durant la bataille ? Mais le monde est moins bien placé que les patriotes français pour connaître le génie audacieux et prudent des Castelnau et des Pétain, et la vaillance quasi invincible de nos soldats ; de ci, de là, des peuples ont cru que le Kaiser en y mettant le prix,

en épuisant aux quatre veines la Germanie, achèterait de son Dieu la victoire. Les nations et les individus se sont vus livrés aux mains brutales des Teutons, soumis à l'esclavage le plus grossier qu'il y ait dans le monde, et ils ont tremblé.

On connaît les Allemands dans le monde. Chacun a fait ses écoles, chacun a d'eux une expérience plus ou moins large qui le persuade. J'ai mis de côté comme une merveille de bon sens et de haute ironie un article de M. Bennt Lie, dans le journal norvégien le *Tidens Tegn* :

« *J'avoue, dit cet écrivain neutre, que la persuasion où sont les Allemands de leur pureté supérieure a quelque chose d'imposant. Pourtant on ne saurait nier que l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie, la violation de la neutralité belge, Louvain, Reims, la* Lusitania, *etc., ne soient des points sujets à discussion, et que dans la portion de l'humanité qui en est réduite à vivre en dehors de l'Empire allemand, et qui, cependant, se prétend civilisée, il existe un nombre assez considérable d'individus qui pensent sur ces questions autrement que les Allemands. Je n'ouvrirai pas cette discussion. Je me bornerai à constater que des consciences modernes qui cherchent à mettre dans la guerre un peu de justice portent sur le gouvernement allemand, sur son armée et sur sa flotte un jugement entièrement différent de celui que formulent sur eux-mêmes ce gouvernement, cette armée et cette flotte. La neutralité ne nous empêche pas de juger. Tout homme vivant et pensant est profondément intéressé à ce combat au sujet du droit et de la force, de l'humanité et de la brutalité. Dans les petits Etats on comprend avec angoisse qu'il s'agit de l'existence même des nations, et on a devant les yeux le sort de la Belgique. Mais en dehors de la vie nationale et quand même nous serions d'un parfait nihilisme à l'endroit du patriotisme, nous comprenons tous l'importance de ce grand conflit moral pour notre existence*

individuelle. Si le principe affirmé dans la Chambre allemande le 4 août 1914, que « la nécessité n'a pas de loi », venait à triompher chez les grandes nations civilisées, ce principe s'infiltrerait dans toutes les ramifications de la vie sociale, et les conséquences en seraient écrasantes pour notre travail matériel et pour nos efforts idéaux. Cette guerre se double d'une lutte entre l'idéalisme et l'égoïsme ».

C'est donner à la question tout son retentissement. Il ne peut pas y avoir de neutres. Les choses sont ainsi senties et comprises, d'un bout à l'autre de l'univers, par les esprits les plus aigus et les mieux informés. Un homme de grand talent, M. Johannes Jorgensen, l'auteur célèbre des *Pèlerinages franciscains*, vient de publier avec un grand succès dans toute la Scandinavie, *La Cloche Roland*. Le livre est proscrit en Allemagne ; Mme Pierre de Quirielle le traduit en français (chez Bloud et Gay). Quelle est la thèse de ce grand et sincère poète érudit ? Il dit, lui aussi que cette guerre, c'est le heurt formidable de deux conceptions opposées de la vie. L'Allemand ne possède pas « la conscience de la valeur de chaque personnalité ; il lui manque le sentiment du droit individuel ». La résistance à la force est pour le Prussien une impertinence, un scandale. La Belgique, en se défendant contre une nation plus forte qu'elle, a commis un forfait. M. Jorgensen, pour donner un exemple concret de cet état d'esprit, raconte une petite scène dont il a été le témoin à Metz.

Il avait passé la journée avec un officier, aimable et jovial compagnon ; tous deux avaient de compagnie visité le champ de bataille et passé une « gemütliche » soirée chez des amis. Mais pour finir, voici qu'il s'éleva un différent entre l'Allemand et le chauffeur de l'automobile, au sujet du prix à payer. L'officier devint rouge, s'irrita, menaça le chauffeur de lui jeter son poing à la face. Celui ci s'inclina et s'en alla sans mot dire...

M. Jorgensen se demande quel Belge, quel Français, et quel Anglais du peuple eût supporté d'être traité ainsi.

Cette même brutalité et mufflerie allemande est notée dans un ouvrage américain : *Prussian Memories* (édité chez Putmann, à New-York et à Londres), dont l'auteur M. Poultney Bigelow est le fils d'un ancien ambassadeur à Paris et à Berlin. Je crois que la page vaut d'être mise sous les yeux des Français, l'ouvrage étant beaucoup lu, à cette heure, en Amérique.

En 1864, dit M. Bigelow, j'avais huit ans ; mes parents ; m'envoyèrent à une pension importante à Bonn, sur le Rhin. Le premier soir de mon arrivée, les enfants reçurent l'ordre de se mettre sur deux rangs pour la prière. Jusqu'ici, j'avais eu l'habitude de prier à genoux, et je fus embarrassé de ma contenance lorsque le directeur entonna d'une voix forte le « Vater Unser » allemand ; de plus, habitué à considérer qu'il était plus respectueux de lever les yeux vers la demeure du Père céleste, je regardai fixement le plafond et les mouches qui s'y promenaient, en souhaitant d'avoir leurs ailes et d'aller retrouver ainsi mes chers parents à Paris ! — lorsque je reçus brusquement un coup sur la joue, si violent que je serais tombé par terre, sans la présence de mon voisin, qui me servit de contrefort. Et la réprimande brutale qui accompagna le coup monta, je suppose, vers le trône du Dieu de miséricorde avec le reste du « Vater Unser ». A l'heure qu'il est, je cherche en vain, parmi les nombreux éducateurs qu'il m'a été donné de connaître dans tout le monde de langue anglaise, un homme capable de distraire d'une manière pareille et de sang-froid un exercice religieux. C'était ma première apparition dans une école, j'avais huit ans, j'ignorais la langue et les usages, et pour la simple erreur d'avoir regardé en haut au lieu d'en bas durant la prière, un maître, intelligent et consciencieux, m'a donné un coup à tuer un bœuf, et sans doute s'est applaudi intérieurement à ce devoir accompli.

« Plus tard, dans les Indes, un officier de marine allemand me prit à son bord pendant la manœuvre du canon. Les hommes semblaient intelligents, et j'écoutais avec intérêt la conversation de mon hôte ; au milieu d'une phrase il s'arrêta, ramenant son bras en arrière comme pour envoyer une balle, et lança un coup sur la figure d'un canonnier, qui me rappela vivement mon expérience pendant les exercices religieux à la pension. Le coup fut accompagné de quelques paroles brèves. L'officier reprit alors son sourire, sa conversation, comme un homme qui aurait chassé une mouche de dessus son pot à bière. »

C'est ainsi que seraient traités les peuples si l'Allemagne l'emportait, et dans chaque pays les mœurs tendraient à se modeler sur cette brutalité, la courtoisie et la bonté étant taxées de faiblesse.

Après cela on s'explique ce qu'un Hollandais répondait, il y a peu, à un journaliste allemand et que je trouve dans la revue *Das grossere Deutchland :*

« M. van Aalst, raconte le journaliste allemand, n'est pas un ennemi des Allemands, mais il préfère les Anglais et les Français. Il a appris à connaître les trois peuples au cours d'une longue carrière commerciale. Avec les Français, dit-il, les affaires se traitent agréablement, facilement en jouant si l'on peut dire ; l'Anglais est large, un peu plus ou moins un peu de profit le laisse indifférent, mais avec l'Allemand, il faut lutter pour chaque centime, pour chaque article d'un contrat. Les Allemands sont un peuple peu facile, très difficile même. »

Ainsi parle le Hollandais. Alors l'Allemand l'interroge sur le rôle de la France dans cette guerre. M. van Aalst hausse les épaules en disant : « Les Français me sont symphatiques. » Et toutes les raisons qu'a ensuite invoquées le journaliste allemand pour démontrer que

la France était animée par l'idée abominable de revanche se sont heurtées à cette unique phrase du Hollandais : « Les Français me sont symphatiques. »

Cette guerre a bien mis en valeur les traits caractéristiques de chaque peuple. Pour ma part, je n'ignorais pas le fond bestial de la Germanie prussianisée. J'avais recueilli la plainte et le renseignement courageux que ne cessait pas de fournir l'élite de l'Alsace-Lorraine. Sacrifiés, livrés à la foule teutonne, les jeunes gens de Metz et de Strasbourg nous criaient : « Ce sont des brutes et qui ne rêvent que de brûler Paris et de mettre à mort les chefs de la nation française. » On ne les entendait guère, ces nobles jeunes gens d'Alsace. Mais aujourd'hui ! Ah ! nous sommes persuadés du cœur sans civilisation qu'il y a au fond de la culture allemande. L'Allemagne elle-même souffre de sa propre inhumanité. Que la défaite s'accuse mieux encore, vous verrez les confédérés se dissocier et retirer leur foi à la Prusse.

Un officier m'écrit de l'armée : « C'est un trio bizarre que nous hospitalisons. D'abord un Prussien rhénan de Duisburg, bon soldat, mais citoyen aigri, parlant avec un ricanement des hommages officiels rendus au vieux Dieu allemand, *Gott mis uns* ; ensuite un Polonais qui n'est qu'à demi germanisé ; enfin un Alsacien, bien humble d'esprit, mal renseigné, conscient d'avoir fait son devoir de soldat (il a eu la croix de fer), mais visiblement ébranlé à l'idée de l'avoir fait pour des maîtres impitoyables. Il s'est rendu dans nos lignes à la première occasion favorable, après avoir passé dix jours en permission régulière chez lui et se recommande de Blumenthal et de l'abbé Wetterlé. Sa décision lui a été dictée par la rancœur que ses compatriotes éprouvent des mesures de plus en plus draconiennes qu'ils subissent, et par la sourde conviction que la guerre finira par le retour de l'Alsace-Lorraine à la France... La conversation de ces trois prisonniers, incapables d'ailleurs de s'entendre les

uns les autres, donne l'impression de cette *terrible impuissance de la civilisation boche à assimiler vraiment des nationaux de fraîche date et à donner à ses défenseurs le sentiment qu'ils défendent un ensemble de choses précieuses...* »

Si l'humanité s'achemine vers quelque chose de supérieur, la destinée de la France n'est pas de mourir. Puisque la soif est dans le monde, la fontaine d'eau vive continuera de jaillir. Nous n'avons rien à craindre, dès lors que la civilisation est une pensée divine et une force indestructible, car nous sommes à cette heure partie principale de la civilisation. Je reproduis ce raisonnement parce qu'il circule à travers le monde. La France, tous ces mois-ci, s'est fait aimer par des millions de spectateurs et l'un d'eux disait qu'alors même que la France serait destinée à la ruine et devrait être écrasée par la terrifiante machine de guerre des Impériaux, elle serait rachetée aux yeux des peuples et assurée de l'avenir par son immortelle générosité et par le dévouement absolu de ses enfants. Grand merci de la consolation ! Nous avons des raisons plus tangibles de triompher ; nous avons notre artillerie, l'esprit méthodique de nos chefs et l'intrépidité de notre race guerrière, mais l'argument quasi mystique trouble le cœur de beaucoup d'Allemands.

« *L'Allemagne est perdue écrit un de leurs soldats sur son carnet de notes, parce qu'elles n'a pas cherché à être une nation, mais un mécanisme, et y a réussi. Elle est devenue un corps rigide. Elle a tué son âme. Elle a préféré faire de la vie un jeu de guerre. Elle a perdu. L'Allemagne ne reviera pas avant que les fleurs croissent sur son tombeau.* »

Tel est le cri de désespoir de l'individu qui a été sacrifié au Moloch d'une organisation guerrière pour laquelle l'individu ne compte pas.

Allons, tenons bon, soyons volontaires, persévérants et unis. Nos soldats sauvent la liberté du monde en ajoutant au trésor d'héroïsme.

XII

POUR ACCÉLÉRER LA DÉPRESSION ALLEMANDE

Astreignons-nous à des restrictions volontaires.

13 mars 1916.

Chez tous les belligérants, le moral du front est supérieur au moral de l'intérieur, chez tous, l'armée est admirable de solidité et le civil plus perméable. En France, le danger serait politique ; en Allemagne, il est économique.

« Eh ! me dit-on, que craignez-vous des fermentations de quelques politiciens incorrigibles ? La seule chose qui compte à cette heure, c'est l'armée, toujours fermée à ces basses intrigues. »

Sans doute, mais la valeur du moral guerrier est fonction du moral civil et varie dans le même sens. Celui qui introduirait la division parmi les civils diminuerait bientôt, par répercussion, la force de la résistance de l'armée. C'est pourquoi nous pressons le gouvernement de prendre de lui-même, chaque fois que l'occasion s'en présente, les mesures que la réprobation publique vient d'obtenir contre la censure de Toulouse. Il appartient à un gouvernement national de rappeler à ses préfets les plus lointains que nous sommes en guerre avec les Allemands et non pas avec quelque catégorie que ce soit de Français.

Paul Adam a déchiré sa lettre ; le gouvernement a déchiré le défi injurieux jeté aux poilus et à la Ligue des patriotes. C'est bien. Les Boches ne parviendront pas à rompre l'union française et à nous démoraliser, mais il faut que nous portions chez eux la manœuvre qu'ils n'ont pu réussir chez nous.

Comment provoquer en Allemagne des récriminations, des discordes ? Comment affaiblir, derrière leurs armées, le moral de leurs civils ?

Ils nous troublent en irritant nos passions intellectuelles. Nous avons la tête chaude, les idées en feu, la belle manie de nous battre entre nous pour les dieux. Mais chez les Teutons, le point sensible, c'est le ventre. C'est en privant ces gens-là de manger abondamment que la Quadruple-Entente énervera peu à peu leur volonté de vaincre.

L'habitude de la discipline et un orgueil national intense ont permis jusqu'ici au peuple allemand de supporter des privations alimentaires quotidiennes, mais la persistance de l'épreuve, son aggravation, l'absence de succès militaires définitifs, le mirage trompeur d'une paix qu'il espère prochaine et que les Alliés ne demandent pas, commencent à amener dans ce peuple un fléchissement, quelque lassitude et de la mauvaise humeur.

Prévoyant et autoritaire, le gouvernement impérial a pris, depuis quelques semaines, une nouvelle série de mesures qui nous indiquent sur quels points l'Allemagne souffre, sur quels points nous devons porter et multiplier nos coups. La ration de pain pour la population civile a été réduite à 200 grammes pas tête et par jour ; « on envisage de descendre patriotiquement au dessous de ce chiffre ». Les pommes de terre même se sont raréfiées. Dans toute la Saxe l'Etat a dû en prendre en mains le réapprovisionnement et des cartes ont été distribuées qui seules donnent le droit d'acheter à des dépôts municipaux créés pour centraliser la vente. Six mois de

prison ou 1.500 marks d'amende attendent les contrevenants. La *Kœlnische Volkszeitung* demande l'institution d'un monopole pour l'importation des pommes de terre, « ce précieux légume doit être soumis au même régime que le blé et le fourrage ». La question de la viande est tout entière dominée par la question de la nourriture du bétail. Les éleveurs veulent vendre parce qu'ils éprouvent de plus en plus de difficultés à nourrir leurs bêtes, les consommateurs, les fabricants de conserves, les charcutiers ne demandent qu'à acheter, mais l'État entend conserver aussi intact que possible le troupeau national, d'où un ensemble de mesures draconiennes pour restreindre la consommation et la vente, déterminer les modes les plus économiques de fabrication des conserves et des charcuteries, d'où aussi recherche de tous les succédanés possibles du fourrage pour maintenir vaille que vaille le troupeau en état. La pénurie de fourrage a amené également une diminution sensible de la production du lait et par suite la raréfaction du beurre et du fromage. Cette pénurie, jointe à celle des graisses et des huiles, n'est pas une des moindres privations de la la population.

Aussi, malgré les mesures sévères édictées, il apparaît bien que des fraudes et des dissimulations se produisent. Les plus grands journaux, la *Frankfurter Zeitung* notamment, n'hésitent plus à inciter tous les bons Allemands à se faire *dénonciateurs* : « c'est un devoir patriotique qu'ils rempliront ». Des membres du Parlement, comme le député Nitzschke, attaquent violemment les agriculteurs et se plaignent de « la nourriture insuffisante des familles ouvrières, de leur grande détresse et de leur amer dénûment ».

La nécessité s'impose même de diminuer la dépense de charbon ; en ce qui concerne en particulier l'éclairage, la *Germania* recommande « les économies nécessaires de gaz et d'électricité qui consomment tant de houille

pour être produits ». Le manque de laine, de coton a provoqué une crise de l'industrie textile et de celle du vêtement et a accru le chômage. La grande consommation du cuir a amené une élévation de prix sensible des chaussures. Les réquisitions de cuivre ont été exercées partout et ont porté sur les plus petits objets détenus par les particuliers. La diminution des exportations a causé un grave fléchissement du cours du mark. Pour relever le change, le gouvernement ne voit plus guère que la vente à tout prix des titres étrangers du portefeuille allemand ; la presse, obéissant à un mot d'ordre, laisse entendre que si les résultats cherchés ne sont pas obtenus de bon gré, l'Etat procédera aux réquisitions nécessaires. L'or monnayé et l'or ouvré sont recueillis sans relâche.

Répétons-le en passant. Plusieurs de ces mesures devraient nous servir de modèles. La nécessité les impose aux Allemands, mais nous allégerions les charges de la France si de notre plein gré nous les adoptions en partie.

L'Allemagne souffre, il faut redoubler ; il faut l'encercler, l'assiéger comme une immense place forte.

Les seuls moyens militaires et maritimes n'y suffiraient pas. Le blocus des ports allemands a été rendu à peu près impossible par la violation de la neutralité danoise qui a consisté à faire barrer le Grand Belt par un champ de mines. Ce blocus effectif fût-il d'ailleurs réalisé que le résultat désirable serait encore loin d'être atteint. Par les pays neutres voisins, Danemark, Hollande, Suisse, Roumanie, l'Allemagne peut largement se ravitailler et les statistiques commerciales de 1915, comme les fortunes qui se sont échafaudées en Hollande, en Suède, prouvent que les « neutres » ne se sont pas dérobés aux sollicitations de nos ennemis.

Les gouvernements alliés ont donc le droit d'agir pour obtenir des voisins de la Germanie une compré-

hension plus exacte de la situation. Dans une lutte qui dresse l'un contre l'autre deux groupements de nations représentant plus de quatre-vingts pour cent de la richesse et de la civilisation de la terre, nul ne peut en son âme rester indifférent ; nul ne peut prendre prétexte de conventions désuètes et d'usages abolis pour essayer de tirer de cette lutte effroyable un avantage ou un gain personnel.

Il ne saurait être permis aux spectateurs de la lutte de venir apporter, devant nous, à l'agresseur allemand, le réconfort qui lui permettrait peut-être de mener à bien son abominable dessein. Les eaux territoriales hollandaises ne sauraient, alors que la flotte britannique peut y mettre obstacle, servir de route sûre aux minerais de fer importés de Scandinavie à destination des usines Krupp, et il n'y a aucune raison pour que nos croisières laissent passer des cargaisons de conserves américaines à destination du Danemark alors que ce pays nourrira de son bétail l'armée et la population allemandes.

S'il est légitime que la vie, les biens des neutres soient respectés et si les Alliés condamnent et réprouvent les moyens de guerre employés par l'Allemagne lorsque ses armées envahissent, brûlent et pillent les pays neutres, lorsque ses sous-marins coulent les paquebots de commerce chargés de femmes et d'enfants, ils ne sauraient cependant consentir plus longtemps à laisser l'Allemagne prolonger sa résistance en couvrant de pavillons neutres ses échanges postaux, commerciaux, financiers. Le pavillon neutre n'est plus ici qu'un masque pour l'ennemi ; l'ennemi doit être démasqué.

La longanimité de la Quadruple-Entente, si elle se prolongeait davantage, serait d'autant plus inexplicable que les Allemands n'hésitent pas à préciser par leurs actes et à proclamer par leurs doctrines le caractère exceptionnel de cette guerre. Ils demandent « que leurs

sous-marins coulent tout ce qui passera devant leur tube lance-torpille ».

« Le monde et l'Amérique seront toujours du côté du vainqueur, dit la *Kœlnische Volkszeitung*, ; soyons donc vainqueurs, et pour cela soyons sans merci. » C'est la conclusion quasi unanime de toute la presse allemande. Et un journal, à l'ordinaire modéré, la *Vossische Zeitung*, observe que *la guerre ne doit pas être faite seulement aux vaisseaux anglais* ; *c'est le commerce maritime anglais qu'il faut détruire, sous n'importe quel pavillon* ; *on doit pouvoir torpiller les vaisseaux neutres* ; *le seul moyen décisif est un blocus sans pitié de l'Angleterre. Le salut de l'Allemagne le veut, et le salut de l'Allemagne est la suprême loi.* »

Nos ennemis se persuadent qu'ils possèdent dans leurs sous-marins une arme terrible, grâce à laquelle ils peuvent bloquer l'Angleterre en coulant tous les bateaux belligérants ou neutres qui s'en approcheraient. Là-dessus, dans ce moment, ils s'excitent autant que sur l'attaque de Verdun. Si les règlements que le gouvernement impérial a élaborés et portés à la connaissance des neutres ne suffisent pas pour le but à poursuivre, qui est d'affamer l'Angleterre, eh bien ! qu'on proclame des lois plus terribles. Il faut que l'Allemagne ne soit plus gênée dans la conduite de la guerre par aucune considération juridique ou diplomatique ; elle ne doit plus avoir pour guide que son seul intérêt.

Tel est le monologue de cette bête féroce. Il faut l'entendre, le noter et nous en inspirer dans notre conduite envers la Germanie. *Patere quam ipse fecisti legem.*

Les Alliés, qui, en face d'un ennemi résolu à tout pour asseoir sa domination sur le monde, hésiteraient à employer les armes ou les moyens de pression qui sont à leur disposition, commettraient un crime vis-à-vis de l'humanité tout entière, et plus immédiatement, contre les héros de Verdun.

Ils sont prodigieux, nos soldats. Raison de plus pour que la diplomatie et la marine allègent et abrègent leur tâche. La doctrine à suivre a été magistralement établie par les Américains du Nord lors de la guerre de Sécession : c'est la continuité du voyage qui importe. Une marchandise allemande ou destinée à devenir allemande ne saurait être revêtue d'un caractère sacré du fait que plusieurs intermédiaires neutres auront gagné une fortune à la débaptiser. S'il y a doute, il appartient aux armateurs et aux chargeurs de prouver la véritable nationalité de leur cargaison et son exacte destination... Mais nous y reviendrons.

Ce que nous trouvons toujours à louer, c'est la vaillance française, la vertu guerrière de notre race, notre armée et les armées alliées ; ce qui nous manque, c'est l'organisation. Il ne suffit pas de bien se battre, il faut bien penser. Il peut arriver que les circonstances les plus favorables demeurent infécondes par le fait de l'incapacité ou de la négligence de ceux qui gouvernent l'activité de la Quadruple. Nous avons le filon, comme disent les poilus, mais il faut le suivre. Sommes nous capables de réaliser le résultat dont nous possédons les moyens ? Là et nulle part ailleurs est notre inquiétude. Les forces des belligérants se balancent ; c'est l'esprit qui fera allemande ou française la victoire. Où est l'esprit directeur ? On ne dira jamais assez quelle serait la radiation d'une grande et claire volonté surgissant dans la Quadruple.

XIII

ENCORE LE SUFFRAGE DES MORTS

15 mars 1916.

Il faut que le mort continue à vivre et que sa pensée ne s'arrête pas d'agir dans cette patrie qu'il a sauvée. Je demande que tombé pour la France, le héros soit sauvé de l'abîme par notre volonté reconnaissante. Il ne disparaîtra pas ; il vivra sur le registre civique de sa commune ; il parlera dans les grandes consultations nationales. Qu'une carte électorale lui soit préparée, réservée et que lui même ou bien la loi désigne son mandataire.

C'est le suffrage des morts.

Leur sombre armée invisible maintiendra au milieu de la France une émouvante protestation contre l'injuste destin, et nous les écouterons dans leurs veuves, leurs mères, leurs pères et leurs orphelins en deuil.

La veuve votera pour son mari ; la mère, s'il n'était pas marié, pour son fils ; l'enfant devenu majeur, pour son père. Mais le soldat lui-même aura pu désigner, au cours de ses dernières volontés, le mandataire de son choix, celui à qui il lègue son bulletin civique.

Pour bien des raisons, de plusieurs manières, on aimera, je crois, ma proposition. Aujourd'hui, comprenons quel hommage elle nous permet de rendre aux femmes françaises. « L'avenir des enfants est l'ouvrage des mères » disait Napoléon. Ce témoignage du génie, chacun le vérifie et le contresignerait d'après l'expérience des vingt mois écoulés. A l'issue d'une guerre où tous les enfants de France furent plus beaux que dans aucun

siècle, la patrie doit un hommage aux mères des héros. *Fortes creantur fortibus et bonis.*

Un officier m'écrit : « *Dans vos articles, chaque jour, vous célébrez les mérites et le courage de nous tous qui sommes sur le front, mais après tant de combats, nous sommes familiarisés avec les projectiles de toutes sortes et les actes de dévouement que vous jugez sublimes s'accomplissent à chaque instant, sans qu'aucun de nous les remarque ou y fasse attention. Il est pourtant une vertu supérieure que je ne crois pas vous avoir vu louer et que je tiens pour l'une des plus belles qu'on puisse connaître. Je veux parler du sacrifice volontairement accepté que font de leurs enfants toutes les femmes françaises. Cet esprit se retrouve dans les lettres que leurs mères écrivent à nos soldats : il vient retremper le moral de nos hommes et leur donner cette énergie qui fait actuellement l'admiration du monde entier.*

« *La mère française a vu son cœur se déchirer au mois d'août, lorsque la mobilisation lui a ravi son enfant, mais elle a compris la nécessité de son sacrifice, elle en a pris son parti et elle veut maintenant qu'il fasse son devoir et tout son devoir. La lettre du colonel ou du capitaine lui annonçant la mort de son fils tombé en héros lui déchire le cœur, mais en même temps la rend fière et lui fait accepter courageusement une perte aussi cruelle. Je veux vous raconter à ce sujet une petite anecdote dont j'ai été le témoin et qui m'a arraché des larmes, bien que j'aie le cœur solide depuis ces longs mois de guerre !*

» *C'était à P..., — gros village d'Alsace, de l'Alsace restée française, où cantonnait ma batterie. La nécessité de quelques menus achats à effectuer me fait entrer dans une épicerie où je suis bientôt suivi par une paysanne d'un certain âge déjà, l'air timide et abattu. La patronne se porte à sa rencontre et voici le dialogue qui s'engage :*

« *— Eh bien, madame R..., avez-vous des nouvelles de votre garçon ?*

« *— J'ai reçu ce matin une lettre de son capitaine. Marcel*

a été tué près de Steinbach au cours d'un assaut effectué par sa compagnie. Il s'était arrêté pour aider son camarade P... qui venait d'avoir le ventre traversé d'une balle pendant que la compagnie se repliait !

« *En achevant de parler, la pauvre mère sanglotait. Les quelques clientes qui étaient dans la boutique lui présentent leurs condoléances et l'épicière croit bon d'ajouter :*

« — *C'était pendant que la compagnie se repliait. Si seulement il ne s'était pas arrêté, il n'aurait peut-être pas été touché !*

« *La mère alors, d'une voix forte et sans une larme, cette fois, prononça ces paroles qui m'ont été droit au cœur :*

« — *Mais, madame, son camarade était blessé, il ne pouvait pas le laisser comme çà, ça n'aurait pas été Français !*

« *Voilà donc une mère qui dans la mort de son fils unique surmonte sa douleur pour affirmer sa fierté de savoir que celui qui était son unique espoir a perdu la vie en faisant un geste de charité et de fraternité, en vrai Français.*

» *Je vous donne ma parole d'officier, monsieur, que cette histoire est authentique, j'en ai été témoin à l'épicerie de l'Espérance, au village de P... ; le jeune homme était fils d'un employé et employé lui-même aux chemins de fer de l'Est... Quand cette lettre vous parviendra, le pauvre et obscur officier de réserve que je suis aura peut-être disparu, mais je veux appeler votre attention sur la grandeur d'âme des mères françaises qui, fièrement, sans autre récompense que la joie du salut de la France, font le sacrifice de ce qu'elles ont de plus précieux sur terre* ».

Je n'ai pas voulu abréger un tel document. Il nous rend compte de ce que sont les femmes de France et prouve le réconfort qu'elles donnent aux combattants.

On n'insistera jamais trop sur cette partie de la gloire française. Une mère me fait l'honneur de m'envoyer le recueil des lettres de son fils, tombé en Argonne. Elle y joint ces lignes, d'une beauté déchirante :

« *C'était un enfant très simple et très doux qui ne m'avait jamais quittée. Il a trouvé dans ses croyances, dans les bons principes reçus chez d'humbles religieux, le courage de supporter gaiement une vie de dépôt très dure, puis les horreurs de la guerre. Sa mort a été belle comme sa vie, il n'a connu ni le mal ni la souffrance.*

« *Je n'avais que cet enfant, et me voici toute seule ; mais je veux me résigner, car je crois que Dieu me l'a pris parce qu'il l'aimait ; je crois qu'il est une des douces victimes dont le généreux sacrifice nous amènera la victoire. C'est là ma plus grande fierté, ma meilleure consolation, car j'ai ainsi la certitude que, si ma vie n'a pas été heureuse, elle n'aura pas été inutile.* »

Quelle grandeur simple dans ces derniers mots. Voilà nos mères. Pour connaître les compagnes des soldats, parcourez toutes les classes de la société. On a vu, les hivers derniers, comment les femmes de France se sont remises à chanter la chanson de Duguesclin et à tricoter la laine pour vêtir chaudement dans leurs tranchées les combattants. Un Mistral devra célébrer nos campagnardes, dont l'énergie a su maintenir la culture des terres et l'élevage des troupeaux. J'ai sous les yeux un rapport d'où se dégage une poésie digne de *Mireille* ; Il fut écrit par M. Cl. Metton, président d'un syndicat du Sud-Est. Écoutez ses dernières lignes et je puis dire ses dernières strophes :

« *Le cœur meurtri par l'absence ou les deuils, mais la volonté ferme, les femmes des villages, sous le soleil de juillet, sont allées au champ, les bras nus, accomplir les durs travaux dont l'amour prévoyant les tenait jadis éloignées.*

« *Aidé par l'adolescent, le vieillard dressa comme autrefois les beaux chars de foin pleins de senteurs, et les meules de gerbes, aux spirales savantes, élevèrent près de la ferme leurs flèches.*

« *Ah ! femmes des champs, et vous, vieillards et enfants,*

grâce à votre ardent labeur, le rite sacré qui, chaque saison, emplit la coupe de vie de l'humanité, s'est accompli !

« La France peut garder encore son glaive levé : les greniers sont remplis ! »

Ne reconnaissez-vous pas ici des accents virgiliens ? C'est dans un de ces foyers courageux de nos villages que je voudrais, si j'en avais le loisir et le talent, me placer pour recueillir les échos de la guerre. Je dirais les craintes, les espoirs, l'arrivée du permissionnaire, ses récits, les deuils, la gloire, bref le poème de la victoire, victoire des hommes et des femmes de France.

Mais d'un seul trait voulez-vous aller au centre du sublime, prenez le livret admirable où Frédéric Masson a recueilli les paroles qu'au cours de cette guerre il n'a jamais manqué de prononcer sur le cercueil des soldats qu'il avait soignés et vu mourir dans l'hôpital de l'Institut. Depuis vingt mois, ce vieil homme d'étude, ayant consacré sa vie et toute sa fidélité à son culte pour le Génie glorieux, se dévoue à aimer et à servir les petits soldats de la Revanche, qui ramènent en France la Victoire. Il les soigne, dis-je, et quand la mort est la plus forte, il leur dit l'adieu suprême, pour honorer les familles et pour exalter le souvenir des humbles qui ont offert leur vie de tout cœur à la France. Eh bien ! dans ce petit livre, si beau, lisez le discours sur la tombe de Louis Porte, soldat territorial de 2e classe, blessé à Calonne : *Lorsqu'avant-hier matin, je dis à Porte que sa femme était en route et venait le voir, il répondit par un merci qui allait au cœur, et si fort qu'il souffrit, il esquissa un sourire. Elle arriva à neuf heures ; il était mort à six, en prononçant son nom. Elle était digne de lui. Devant ce pauvre corps, elle dit, et ce mot-là vaut bien des paroles qui nous viennent de Sparte et de la Rome antique : « Il est mort pour la patrie, c'était sa mère, je ne suis que sa femme. »* [1]

1. *Discours à l'hôpital*, chez Blound et Gay, éditeurs

Le *Times* écrivait hier : « Les Français de Verdun, sous les rafales d'artillerie et les ruées de l'infanterie, chantent gaiement : « Ils ne passeront pas... » Eh bien ! cet enthousiasme glorieux de nos soldats est fait pour une grande part du courage de leurs mères, de leurs femmes, de leurs fiancées qui les attendent, et celles-ci, quand la funeste nouvelle vient assombrir leur foyer, sont dignes de recueillir le bulletin du soldat dont l'âme était pareille à la leur.

L'armée accueille cette proposition. Je ne puis faire un état public des lettres que m'écrivent officiers et soldats; recueillons du moins le témoignage que nous apporte dans son numéro de mars la feuille du front, *Le Souvenir*. Jean des Vignes-Rouges, le capitaine X... qui la dirige, écrit : *L'initiative que prend M. B. conquiert notre ardente sympathie... L'injustice de la destinée qui fait disparaître les meilleurs d'entre nous commande que l'on donne aux veuves, aux pères, aux enfants, le droit de voter pour leurs morts... A peine cette idée nous arrive qu'elle soulève les approbations les plus chaleureuses. M. B. nous a touchés, nous, ceux du front, au vif de nos sentiments.* »

Comment ne serions-nous pas d'accord avec le *Souvenir*, qui formule tout son programme dans ces deux articles : « Glorifier et défendre les victimes de la guerre ; protéger la mémoire des héros contre l'oubli. »

Nos soldats tombés pour la France ont méprisé la mort ; ils n'ont pas méprisé la vie : ils l'aimaient. Sauvons du moins, à défaut de leurs corps, les pensées de leur âme. C'est le cri, c'est le geste du squelette érigé à Bar-le Duc par Ligier Richier, le plus grand des sculpteurs, et qui de son bras décharné élève son cœur aussi haut qu'une main humaine peut se dresser.

Les meilleurs d'entre nous sont en train de périr ; acceptez vous une société décimée par le haut, quasi-décapitée ? Le grand ressort serait brisé si ces vaillants ne régnaient plus sur nous. Qu'ils nous tendent, durant

des années encore, de leurs tombeaux, leurs conseils et leurs ordres. Recueillons pour refaire la France le suffrage des morts.

XIV

LA MORT D'ÉMILE CLERMONT

In Memorium.

15 mars 1916.

Que la gloire et le salut de la patrie coûtent cher ! Émile Clermont vient s'inscrire dans le martyrologe des lettres. A sa sortie de l'École normale, il avait publié avec M. E. Bourgeois un livre d'histoire : *Rome et Napoléon III*, puis coup sur coup (chez Bernard Grasset), deux romans pleins d'art et de passion : *Amour promis* et *Laure*, deux livres ardents et fiers, comme il était lui-même. Je voulais encore espérer ; nul doute n'est plus permis. Son frère me confirme le malheur de notre corporation : le lieutenant Émile Clermont est tombé, le 5 mars dernier, près de Maisons-de-Champagne ; il est tombé en se découvrant pour protéger ses hommes. Une attaque de l'ennemi était annoncée ; il a voulu la surveiller avec sa jumelle, et comme il se dressait à demi, un obus lui emporta la tête. Tous nous voudrions mettre autour de son nom la gloire qu'ont conquise et sa mort et son œuvre.

XV

LES PRÉFETS VONT-ILS DEVENIR LES TUTEURS ET LES MAITRES ABSOLUS D'UN MILLION D'ENFANTS FRANÇAIS

Les orphelins de la guerre.

16 mars 1916.

Quand le Sénat a commencé d'étudier ce que la France devait faire pour les orphelins de la guerre, nous avons ici, — mes lecteurs veulent-ils bien se rappeler cette conversation ? — examiné le problème (*Les Droits des Orphelins de la guerre*, 21 février), et là dessus, un des chefs du parti radical et radical-socialiste m'a écrit dans des termes qui m'ont touché et que je retiens, car ils témoignent de la bonne volonté générale et, comme on dit, de « l'union sacrée ».

« *Je veux vous féliciter, m'a dit cet adversaire de la veille, sur votre mot final : il faut que les fils de nos sauveurs forment une élite nationale. Et vous avez raison de dire que l'élite se fera précisément par l'abolition franche et entière de toutes les vieilles haines qui ont failli nous perdre. Laissez-moi vous demander d'insister, comme vous l'indiquez déjà, sur les améliorations et les éclaircissements dont le texte sénatorial est susceptible, plutôt que d'y flairer, comme vous dites, la politique et l'intrigue. Je suis heureux que vous vous efforciez de rendre le projet inattaquable. L'exemple du* Secours national *prouve que ce n'est pas une chimère ; c'est un effort, c'est un progrès, c'est un mutuel sacrifice des intérêts de parti à l'intérêt de la patrie. Je crains comme*

vous la désagrégation qui, à ce bloc des croyances les plus diverses, cimentées par le seul héroïsme, substituerait vite les antipathies aveugles de classe, de secte ou de parti. J'espère que vous prendrez en main cette bonne cause, dans l'esprit même du Secours national *et de l'union sacrée...*

Cette lettre est belle, vraie, persuasive ; elle me trouve dans les sentiments qu'elle m'a reconnus et qu'elle m'engage à répandre. Elle me rend justice, et à mon tour, je me plais à proclamer que du haut de la tribune, ministres et rapporteur ont prodigué les assurances d'une largeur d'esprit, presque d'une fraternité idéale. Painlevé a déclaré qu'il ne veut pas d'une loi imposée par une majorité à une minorité, mais d'une loi acclamée par l'unanimité. Son désir d'union a été confirmé par les ministres Bourgeois et Viviani. Il ne nous reste donc qu'à nous mettre d'accord sur la réalisation législative de nos communes bonnes intentions.

C'est une tâche urgente, puisqu'aujourd'hui jeudi, le Sénat, après avoir consacré cinq séances à la discussion générale, passe à l'examen des articles. C'est une tâche d'importance capitale, et, vous allez le voir, de bien plus d'étendue qu'on ne croyait d'abord.

Combien d'enfants aujourd'hui ont leur sort suspendu à cette loi ? Bourgeois, le 18 février, en a fait le calcul. « La nation assume la protection des enfants mineurs dont le père ou le soutien de famille a été victime dans sa personne de la guerre de 1914 ». Voilà le texte de l'article premier. Et par victime, d'après l'article 3, nous entendons « toute personne qui aura été tuée par l'ennemi, ou bien aura subi, par suite de blessures ou de maladies contractées ou aggravées par le fait de guerre, une diminution totale ou partielle de sa capacité de travail ». Dans ces conditions, le 18 février, au moment où il parlait, Léon Bourgeois se voyait en présence de huit ou neuf cent mille orphelins de la guerre. Suis je exa-

géré en supposant qu'à cette heure ils peuvent être un million ?

Un million d'enfants intéressés par cette loi ! Il n'y a donc pas en France une seule commune, un seul groupement social ou corporatif qui ne doive l'étudier soigneusement. Mais il y a plus. Bourgeois nous a donné à comprendre sa pensée de derrière la tête, pensée d'immense importance. Une fois cette loi votée, on s'occupera de l'étendre aux autres orphelins, et puis, après avoir soufflé, dans une troisième étape, on cherchera à l'étendre à tous les enfants de France.

Croyez-moi, les radicaux à cette heure n'entreprennent rien de moins que d'établir le statut de la jeunesse française.

C'est donc qu'il faut tâcher d'entendre même ce qu'ils ne disent pas tout net. Il s'agit de voir et de prévoir.

Les préfets vont ils devenir aujourd'hui les tuteurs et les maîtres absolus d'un million d'enfants français ? Seront-ils demain les maîtres absolus de tous les enfants français ? Ainsi se pose le problème.

Le plus émouvant et le plus grave des problèmes, car il ne s'agit pas seulement de secourir des enfants en bas âge, ni même de les aider à faire leurs études. Ces pupilles de la nation seront protégés jusqu'à leur majorité. Jusqu'à leur vingt et unième année, les fils de ceux qui nous sauvèrent recevront de la patrie une protection matérielle et morale.

Vous entendez bien ces deux mots. Aide matérielle ? c'est à dire pension, secours, bourses, allocations, caisse des écoles, etc. Aide morale ? Viviani dans son discours, destiné pourtant à calmer les appréhensions, n'a pas craint de dire que là se trouvait la partie « la plus redoutable du projet ».

Est ce habileté ? Sur ce point « redoutable », le projet reste vague. Sa pensée demeure au fond d'un grimoire de basoche que nous allons essayer de péné-

trer grâce aux clartés qu'a données à la tribune le garde des sceaux. Ecoutez-le :

« L'office départemental, dit il, a le droit de quelque orphelin de la guerre qu'il s'agisse et quand même il aurait sa mère, ou ses grands-parents, ou un tuteur testamentaire d'exercer une surveillance morale sur l'éducation de l'enfant et sur sa direction... Lorsque l'enfant aura atteint 12 ou 13 ans, au moment où se posera la véritable question, pourquoi l'office lui-même, s'il n'y a pas de conseiller de tutelle, n'aurait-il pas le droit, de par la surveillance morale qu'il aura exercée, de par les renseignements qui auront pu lui être fournis, de s'intéresser au sort de l'enfant, d'accord avec sa famille, et aussi en discussion quelquefois avec sa famille ? »

Voilà une terrible prétention. Et le ministre, en toute sérénité, précise. Il examine le cas d'un enfant bien doué dont la mère s'affirmera « assez renseignée pour savoir le spectacle qu'offrent aux regards les professions libérales où les hommes s'entassent, créant entre eux des concurrences acharnées. » A cette mère, M. Viviani va décerner des éloges ? Nullement. « Il y aura une nécessité pour l'office, dit il, d'intervenir auprès de la mère, pour lui faire comprendre qu'il y a là un enfant de premier ordre, un enfant sur lequel on ne pourra pas avoir de mécompte... »

C'est prodigieux ! On avait cru, comprenant mal jadis une image de Viviani, qu'il se chargeait d'éteindre et d'allumer les étoiles, mais voici qu'il lit dans le ciel et se fait astrologue. C'est plus réellement dangereux pour nous.

Il y aura nécessité pour l'office d'intervenir « afin de lutter contre cet égoïsme qui, quelquefois, se mêle à cette tendresse complexe et indéfinissable que renferme le cœur d'une mère ».

Ainsi parle t-il. Je n'en reviens pas ! Traiter ainsi les mères, veuves des héros ! Préférer à leur tendresse et à

leur bon sens la froide indifférence administrative de M. le préfet et les « renseignements » de messieurs les délégués électoraux !

Car enfin, dans tout cela, quelque pudeur que l'on mette à voiler sa figure, c'est toujours du préfet qu'il s'agit. L'office départemental n'est pas une personne en chair et en os. L'homme agissant, de quelque manière que vous le masquiez, ce sera le préfet. Et tout le monde vous crie, avec moi, que « pour protéger » les orphelins de guerre, il ne faut à aucun prix imposer aux familles les plus respectables de France des personnages qui, même malgré eux, seront toujours des hommes politiques et des agents électoraux.

... L'heure me presse ; je dois abréger ; nous reviendrons sur cette défense des familles, sur cette défense philosophique et vivante d'une conception française pour laquelle nos soldats se battent. On veut sacrifier le foyer familial au caporalisme prussien et au Vieux Dieu allemand.

« En somme, dit le *Temps*, par l'office départemental, toute une administration officielle se dresse, là où il eût pu suffire de l'action des familles et des associations privées. »

J'applaudis et je précise. On ne critique bien que si l'on substitue à la proposition qu'on écarte une proposition ferme. Si vous me demandez quel organisme je vais imaginer en place de vos offices nationaux et départementaux, c'est-à-dire pour me débarrasser de M. le préfet, je vous réponds sans hésiter : L'organisme que je vous propose existe et fonctionne depuis bientôt deux ans ; phénomène inouï dans nos annales du XXe siècle et même du XIXe siècle, il a distribué des millions à des œuvres de toutes les confessions et de tous les partis, et tous les Français sont satisfaits. C'est le *Secours national*. Chargez-le de la protection des orphelins. Qu'il soit lui-même votre Office national, qu'il soit autorisé à conti-

nuer de se recruter par cooptation, qu'il soit chargé de susciter à sa ressemblance, sous sa direction et sous son contrôle, des filiales dans tous les départements, et vous aurez voté, comme nous sommes tous, dans tous les partis, d'accord pour le vouloir, une grande loi organique satisfaisant l'unanimité française.

XVI

PLUS DE SAGESSE ET D'HUMILITÉ

Le Parlement.

18 mars 1916.

Il y a six jours, le professeur du Collège de France, M. Le Chatelier, publiait ces paroles, qu'il avait recueillies d'un chef, à la veille de Verdun : « *Les Allemands préparent une très grosse attaque sur notre front, avec des moyens matériels considérables. Nous sommes prévenus et prenons nos mesures en conséquence. Mais il faudrait avoir la tête libre et ne pas être obligé de se défendre contre les attaques de l'intérieur.* »

Ce n'est pas une séance comme celle d'hier à la Chambre qui libérera l'esprit de nos chefs.

Comment qualifier une telle journée, dans un tel moment ?

Le président Deschanel a dit (en la réprouvant) que c'était « une discussion sur les opérations militaires et sur la conduite des chefs ». L'orateur et ses amis, plus nettement, se sont vantés de dresser « un acte d'accusation ». Pour moi, je m'abstiendrai de définition. C'est la journée innommable.

Elle fut longue.

Je ne comprends pas ce que veut dire Deschanel, quand, à ceux qui demandent que l'on abrège la scène, il répond : « M. Accambray exprime une pensée personnelle. » Et Noulens aussi, et tous les autres de répéter : « Il exprime une pensée personnelle. » M. Accambray n'a jamais prétendu à rien d'autre ; il exprime sa pensée personnelle, et ceux qui l'applaudissent et l'encouragent expriment leur pensée personnelle. Peu nous importe. Là n'est pas la question. Nous reprochons à M. Accambray et à ses amis de tenir un langage, de formuler des critiques, de dresser un réquisitoire qui tend à troubler le commandement et à le discréditer.

Le devoir des Français de l'arrière est de ne rien faire qui puisse ajouter aux soucis de nos chefs et diminuer la foi des soldats.

Ah ! je sais bien ce que me répondrait mon éminent confrère Deschanel, ce que me répondraient les chefs de groupe, les ministrables, tous les dignitaires du Parlement. Ils sont pleins de talent et de bonne volonté patriotique. Ils lèveraient les bras au ciel. « Que faire ? La Chambre est peut-être un mal ; mais elle existe, il faut s'en accommoder. C'est un rhumatisme avec lequel il faut vivre. »

Je n'aime pas les fatalistes. Un tel raisonnement révèle un manque de ressources qui vraiment étonne chez des hommes extraordinaires par la fertilité de leurs ingéniosités et dans un lieu où l'état-major et l'armée sont à tous instants si fièrement sommés d'avoir à être vainqueurs. Allons, que chacun se mette en face de la situation parlementaire, et, si nous cherchons bien, nous trouverons le remède.

Il faut rester dans la Constitution ; nul ne voudrait d'aucune aventure ; mais depuis vingt mois, les chefs républicains ont osé beaucoup de choses en s'autorisant de la guerre.

Ils ont supprimé les élections, supprimé les réunions

et les comptes rendus de mandat ; le lien est rompu entre les élus et les électeurs.

Ils ont institué que le service militaire était facultatif pour les parlementaires.

Ils ont décidé que la loi du 5 août sur le cumul des traitements civils et militaires ne s'appliquait pas à ceux qui la votèrent.

Voilà des audaces. L'opinion publique, pour qui la guerre seule compte, laisse libre jeu à ceux qui assument les responsabilités du pouvoir, et ne leur demande que la victoire. Ceux qui voient le péril parlementaire, au lieu de se plaindre dans le tête à-tête, doivent prendre tout haut de sages décisions. Ils ont toute liberté pour trouver l'issue d'une situation que chacun déclare fâcheuse.

Les séances de la Chambre ne satisfont personne. On voit leurs graves défauts. On les redoute. Elles risquent de renseigner nos ennemis ; elles ont pu nuire à l'idée que les neutres se font de notre pays (voir l'opinion de la presse de Genève et de Lausanne sur la Chambre) : elle pourrait inquiéter nos Alliés (se reporter aux saillies de je ne sais quel député, ces jours ci, sur l'Angleterre) ; elles fournissent des occasions aux amateurs de scandale Quand on exige l'impersonnalité de l'armée, pourquoi ne pas l'exiger du gouvernement ? A quoi bon, dans ces heures graves, maintenir les vieux rites désuets, tout ce formalisme lent et théâtral, tout ce moulin à parole qui ne fournit aucune farine.

J'exprime ici une des pensées vraies du Parlement sur lui même : « Duperies, écrivait hier le député de Monzie (de qui l'opinion républicaine n'est pas suspecte), duperies et les plus graves de toutes, ces débats quasiment académiques sur les accidents agricoles et l'embellissement des villes, où il est évident que l'on amuse les impatiences parlementaires sur des thèmes inactuels, tandis que les problèmes de vie se résolvent en d'autres

lieux, à l'abri du contrôle, loin du peuple et de ses mandataires ! »

J'entends bien que M. de Monzie ne s'entendrait peut-être pas avec moi dans toutes les parties de son raisonnement, mais nous sommes d'accord pour constater que la plupart des séances que l'on tient sont parfaitement oiseuses et aussi pour déclarer que la procédure stérile et dangereuse des groupes a fait son temps. Tout son article, dans la *Renaissance* du 18 mars, est à lire. « En vérité, dit-il, le Parlement ne cesse de fonctionner à faux que pour fonctionner à vide. *Le parlementarisme continue d'exister comme profession, non comme service national.* »

Sur les critiques, nous voilà tous d'accord. Sommes-nous disposés à chercher le remède ? Pour nous mettre dans un esprit favorable à cette recherche, un bon moyen : c'est de penser constamment qu'à cette heure le moindre des soldats, moralement, par son sacrifice, est supérieur au plus méritant des civils. Ils se dévouent pour nous. A nous de renoncer à nos privilèges d'hier pour les servir utilement.

Ils se dévouent et ils le savent. Jamais armée ne fut plus noblement consciente des périls qu'elle affronte et des titres qu'elle conquiert. Lisez cette lettre d'un ouvrier maçon du pays de Château-Thierry, âgé de trente ans, et à cette heure soldat d'infanterie :

« *Je profite d'un petit moment de repos pour vous donner de mes nouvelles qui, d'ailleurs, sont toujours bonnes... Maintenant je vous demanderai ce que vous pensez de cette terrible bataille qui se livre autour de Verdun et quel effet cela produira. Quant à moi, j'ai le ferme espoir que ça hâtera la fin des hostilités, car les Boches sont complètement anéantis, ils sont littéralement fauchés par nos canons et nos mitrailleuses, et je vous assure qu'il en est resté quelques-uns sur le carreau, au moins* 125 *à* 130.000 *morts,*

pour quoi gagner ? rien. Voudrez-vous bien, je vous en prie, me confier votre impression à ce sujet et ce que l'on en pense à Paris.

« *Maintenant je vous dirai que ça nous réconforte un peu, et le moral des troupes s'améliore, car l'on s'aperçoit que les Boches sont maintenant impuissants à nous faire reculer, malgré leurs attaques en masses.*

« *C'est effrayant de voir cette boucherie, et comme nos canons sont heureux et s'en donnent à cœur joie de faucher par milliers cette sale race de Boches. Ah ! vivement, que nous ayons tué le dernier et que nous puissions rentrer chacun chez nous pour goûter un repos bien mérité, et combien aurons-nous à raconter de ces épisodes de guerre dont nous sommes les glorieux héros.*

« *Nous pouvons et avons le droit de le réclamer ce titre de héros, et celui qui aura la chance d'en revenir, j'espère que le peuple français saura lui en être reconnaissant, car il sortira de la plus terrible et gigantesque lutte que l'on aura vue depuis que le monde est monde.*

« *Vous autres, à l'arrière, vous ne pouvez pas vous figurer ce qui se passe, et jamais vous ne saurez tout ce qu'il nous faut endurer et le courage qu'il nous faut avoir pour résister à toutes ces atrocités. Mais nous avons la foi de vaincre et nous vaincrons, dussions-nous y laisser tous nos os ; aussi c'est pourquoi je vous dis qu'après tant d'héroïsme dépensé, les survivants auront droit à tous les égards.* »

En voilà un langage de soldat conscient ! comme il éclaire l'avenir, ô mes collègues ! Tandis que nos soldats consentent avec un enthousiasme sublime les plus effroyables sacrifices pour nous sauver tous, est-il donc impossible de faire régner parmi nous plus de sagesse et d'humilité ?

XVI (*bis*)

NOUS ESPÉRONS ENCORE QUE DRIANT EST EN VIE

In memorium.

18 mars 1916.

Tandis que j'écris, ce vendredi soir, j'ouvre le *Temps*, qui croit pouvoir dire que « la mort du lieutenant-colonel Driant ne paraît malheureusement plus douteuse... » Mais non, espérons encore. Rien n'est certain. J'ai demandé à Mme Driant de vouloir bien me permettre de dire les raisons que nous avons d'écarter l'effroyable nouvelle. Mme Driant m'a mis à même de publier les faits plus rassurants que voici :

Nous pouvons suivre la trace du colonel jusqu'au mardi 22 février. A ce moment-là il n'était pas, comme on l'a imprimé, à la tête de son bataillon, armé de grenades, pour un assaut ; le bois était cerné et le colonel était seul ou accompagné d'un homme ou deux. Il avait un fusil à la main.

Des faits nouveaux viennent augmenter notre espoir : le fils d'un instituteur du Pas-de-Calais vient d'écrire à ses parents : « J'ai été fait prisonnier en même temps que le colonel Driant. »

Un excellent ami du colonel, le capitaine de V..., a envoyé ce mot : « Un neveu du colonel P..., qui commandait ma brigade, a écrit à son père qu'il était prisonnier à Soldau avec le colonel. »

Enfin un télégramme de Berne dit : « Suivant renseignements Croix-Rouge allemande tranmis ambas-

sade Espagne, le colonel ne figure pas actuellement sur liste prisonniers blessés ou morts. Ceci sous réserves informations ultérieures. »

Dans ces incertitudes, continuons de croire notre ardent désir.

Mme Driant m'a dit encore : « Je suis touchée au delà de tout ce qu'on peut exprimer des marques de sympathies qui m'arrivent de tous les côtés et même de nos adversaires. Cette affection, cette admiration pour le colonel est mon meilleur réconfort. »

XVII

COMMENT CHACUN DE NOUS POURRAIT-IL MÉNAGER ET ACCROÎTRE LES RESSOURCES DE L'ÉTAT ?

Astreignons-nous à des restrictions volontaires.

20 mars 1916.

Au cours de ces combats victorieux de Verdun, nous admirons, chaque jour davantage, la méthode de nos chefs et l'héroïsme de nos soldats, et plus nous prenons conscience de leurs efforts sublimes, plus nous voudrions que toutes les forces du pays, toutes sans exception, fussent employées en vue du succès, pour alléger et pour abréger la sanglante tragédie.

J'ai quelquefois entendu dire que durant une guerre les civils n'avaient rien à faire et que seul le soldat pouvait servir d'une manière efficace. Sous une apparence d'humilité, cette façon de voir est mauvaise conseillère. La guerre n'est plus limitée à un choc long ou bref des armées ; les forces diverses et totales des Nations sont

engagées dans la bataille : l'agriculteur qui ouvre un sillon, l'ouvrier qui tourne un obus, le financier qui cherche à améliorer le change, le commerçant qui réussit à faire arriver une cargaison impatiemment attendue, l'écrivain qui donne une expression aux pensées nationales combattent au même titre que le soldat dans sa tranchée. Certes ils ne peuvent pas prétendre à la même gratitude nationale ; si réelle que soit leur utilité, leur mérite est bien moindre. Ils ne souffrent pas, et c'est le sacrifice qui fait la grandeur sans égale du combattant, mais ils sont les auxiliaires de la résistance et les aides de la victoire. Chacun de nous doit acquérir l'esprit de sacrifice que montrent les soldats.

Prêts à obéir, nous attendons des conseils ou des ordres pour vivre au jour le jour d'une manière utile à la défense nationale.

Il est important que nous sachions voir comment les Allemands en Allemagne acceptent tous les jours la dure contrainte de privations sans cesse accrues. Cette vue nous donnera d'abord l'idée de leur rendre ces privations encore plus dures ; mais nous dépasserons cette première partie du raisonnement. Ne pensez-vous pas que nous aurions intérêt à économiser, nous aussi, et à accroître nos propres forces ? Notre bon sens et notre volonté patriotique nous invitent à accepter de bon cœur ce que les Allemands subissent dans le désir de nous asservir.

Nous avons déjà publié ici « quelques conseils au civil » ; nous aimerions qu'une voix autorisée menât d'une manière systématique et retentissante une campagne pour détourner les Français du gaspillage auquel en pleine guerre ils se laissent trop volontiers aller, le plus souvent d'ailleurs par ignorance.

C'est une affaire importante de restreindre les ressources de l'ennemi (par le blocus) ; mais c'est également important de bien utiliser, de ménager les ressources matérielles dont disposent les Alliés.

A peine l'ai-je imprimé que je vois chacun, et parmi les plus importants de l'État, me donner des signes d'approbation ; mais je n'entends personne nous donner des directions. Sur un sujet de cette importance, après vingt mois de guerre, le monde politique est muet ; la presse, qui, depuis le début de la guerre, a rendu de très grands services de réconfort et d'avertissement, ne s'est pas encore placée à ce point de vue ; le gouvernement devrait s'organiser pour agir.

Cette guerre est sans précédent. Elle ne peut pas être menée selon l'esprit des guerres anciennes, qui se résumaient peut-être dans le choc de deux armées sur un champ de bataille déterminé. Les nations se sont levées ; chacune d'elles fait bloc, et leurs masses s'affrontent. Tous leurs citoyens combattent ; la totalité de leurs forces sont engagées. Le travail du paysan, de l'ouvrier, du commerçant concourent, comme le travail du soldat, à ce qui est le but final de la lutte, à la destruction des forces militaires ennemies.

Issues de la concentration de toutes les énergies nationales, les armées en reçoivent une prodigieuse puissance de choc, mais, par contre, elles offrent une plus grande surface vulnérable aux coups, car tout ce qui atteint la nation, en quelque partie que ce soit, retentit dans l'armée. L'armée française, l'armée allemande sont si intimement soudées, chacune, avec la France ou l'Allemagne, que toute blessure reçue par le corps social affaiblit le soldat sur le champ de bataille.

On dit quelquefois : « Qu'importent les rumeurs infâmes, qu'importent les intrigues ou les scandales des politiciens ; toute la France est aux armées ; le reste ne compte pas. » Erreur ! toutes choses sont engrenées de telle sorte que non seulement les forces matérielles, mais le moral même du combattant arrivent à dépendre de la vigueur et de la santé morale de ceux qui ont charge des travaux de l'intérieur.

Affaiblir le moral, inquiéter et diviser les esprits, frapper l'agriculture, la priver de semences et d'engrais, suspendre la vie industrielle et commerciale, ruiner le crédit, voilà aujourd'hui des actes de guerre, des moyens directement adaptés au but final, qui est la destruction des armées ennemies. Il s'agit de dessécher la sève du corps social et de tarir les sources de vie où puisent sans cesse les forces militaires. Les formidables armées de la France, de l'Angleterre, de la Russie, de l'Italie, de la Germanie ne pourront être dispersées par le canon, qu'à mesure qu'elles seront affaiblies par l'épuisement de leurs nations.

Il s'agit d'épier toutes les tares, toutes les faiblesses morales et économiques de l'Allemagne, de découvrir ce qui lui manque et ce qu'elle craint, puis, le point délicat trouvé, il faut frapper vite et fort, sans pitié et sans faiblesse.

Rationner l'Allemagne, imposer à tous ses habitants des privations quotidiennes, contraindre le paysan à tuer sa vache, augmenter le coût de l'existence, ruiner les industries, interrompre le commerce, obliger l'Etat à étendre partout sa tyrannie, le contraindre à exercer un contrôle absolu sur l'alimentation, à inventorier et à réquisitionner toutes les denrées, à déprécier sa monnaie, à écraser le peuple sous le poids des impôts, c'est préparer chez cent millions d'individus une souffrance, une lassitude, qui peu à peu s'étendront des faubourgs et des campagnes jusqu'au front pour y troubler les cœurs et y déprimer les courages.

Mais en même temps, les coups ainsi portés à l'ennemi, il faut les parer chez soi ; il faut tendre le courage de chacun vers le but à atteindre, il faut éviter les achats à l'étranger, extraire du sol national par le travail de tous tout ce qu'il peut produire ; il faut cultiver la terre, faire rendre à plein les mines, les usines et les manufactures, régler et multiplier les transports, et puis, c'est mon

refrain, il faut exiger du patriotisme de chacun les efforts de volonté, d'énergie et de bon sens que la contrainte et la nécessité imposent aux Allemands.

Mais précisément, nous tous, patriotes de bonne volonté et de bon sens, sommes-nous renseignés ? Savons nous bien exactement de quelle manière nous devons régler notre vie quotidienne au point de vue économique ? Eh ! comment le saurions nous si nul ne nous l'a dit ?

Une idée ! Nous avons un très grand nombre de ministres, têtes blanches et sages, parfois, ce me semble, sans travail ni emploi bien déterminés ; pourquoi l'un de ces Nestors ne prendrait-il pas la direction de cette éducation du pays ?

L'Angleterre vient de nous donner l'exemple en chargeant lord Crewe de la guerre économique. Tous les organes de documentation, d'étude et d'exécution existent, éparpillés dans nos divers ministères ; il faut simplement coordonner leurs efforts et leur donner une voix. Après vingt mois de guerre, il serait peut-être temps que la lutte économique fût dirigée en France, si c'est vrai qu'elle doit être tenue pour une annexe de la lutte militaire.

P.-S. — Théodor Wolff, directeur du *Berliner Tageblatt*, déclare dans son article du 13 mars dernier : « Beaucoup des savants allemands qui ont signé le fameux manifeste des 93 ont donné leur nom, on peut maintenant le dire, sans avoir vu le texte et ne l'auraient pas signé s'ils l'avaient lu, par exemple Ehrlich et Wassermann ».

Ces excuses viennent tardivement.

XVIII

RENONCEZ A FAIRE UNE LOI NATIONALE SI VOUS REFUSEZ DE VOUS METTRE AU-DESSUS DES PARTIS

Les orphelins de la guerre.

22 mars 1916.

Pour la troisième fois, examinons le sort que le Sénat veut faire aux enfants des victimes de la guerre. Vous savez l'importance sociale de cette loi ? Dans la dernière séance, le garde des sceaux a dit qu'elle concernait déjà un million quatre cent mille enfants. Là-dessus imaginez quantativement et qualitativement, pour parler comme les pédants quels intérêts matériels et moraux sont en cause.

Si l'on vote le texte proposé par M. Viviani, l'office départemental des orphelins de la guerre deviendra le maître absolu des pupilles de la Nation...

Et l'office départemental, quand on passe au fait et au prendre, c'est le préfet et le délégué communal ou électoral. Je le repète, et c'est le fait à ne pas perdre de vue ; il domine tout le débat.

Donc, je reprends le fil de l'idée, si l'on vote le texte proposé par Viviani, le préfet et son délégué communal, dont vous connaissez le caractère et le rôle électoral, deviendront les maîtres absolus de la direction morale à donner aux enfants des héros de la guerre.

M. Viviani le déclare en termes nets, parlant de tous les pupilles de la nation, quelle que soit leur situation sociale : l'office (le préfet) a le droit « d'exercer une sur-

veillance morale sur l'éducation de l'enfant et sur sa direction ». Non seulement dans le premier âge, mais encore « lorsque l'enfant aura atteint douze ou treize ans, au moment où se posera la véritable question » du choix d'une école ou d'une carrière.

Je m'étonne moi-même de ce que j'écris là ; j'ai dû relire plusieurs fois l'*Officiel*, le texte est certain.

D'ailleurs, malgré la crise du papier, on a voté l'affichage sur les murs de toutes les communes de France d'une déclaration solennelle où M. Viviani nous prévient qu'un préfet, quand il différera d'avis avec une mère sur l'avenir d'un enfant, se trouvera dans la « nécessité d'intervenir ». Intervenir ? Comment ? Pourquoi ? « Afin de lutter contre cet égoïsme qui quelquefois se mêle à cette tendresse complexe et indéfinissable que renferme le cœur d'une mère ».

Si vous ne pouvez pas en croire mon article, allez sur les murs de votre mairie. Je voudrais que le contexte adoucît la brutalité de cette mainmise de l'administration électorale sur l'enfant. Mais lisez les textes ; voici la référence complète : *Journal officiel*, Sénat, séance du 10 mars 1916, page 138, colonne 1 *in medio*.

Cette doctrine à laquelle j'épargne un qualificatif n'est pas une erreur d'improvisation. A la séance suivante (17 mars), tout en couvrant de fleurs un contre projet de M. Monis (où je constate d'ailleurs quelques dispositions excellentes), M. Viviani a nettement prévenu ce sénateur que le gouvernement et la commission s'opposeront avec la dernière opposition à ce que, fût ce sur de menus points, les enfants échappent au préfet. Quoi ! quelques esprits timorés préféreraient les vues et direction d'un magistrat aux vues et direction d'un préfet ? Viviani s'y refuse : « Nous ne voulons pas, dit-il, de l'introduction du juge des tutelles ; nous voulons l'introduction de l'office » (c'est à-dire du préfet et du délégué cantonal. *Journal officiel*, page 174, colonne 2 *in medio*).

— Bah ! me dit un lecteur, cette direction morale et préfectorale (qui variera selon le parti en possession du ministère de l'Intérieur) plaira toujours à un certain nombre de familles. Les autres, celle que la religion du préfet blesserait, pourront s'y soustraire. La direction morale du préfet et de son délégué est obligatoire, mais il n'y a tout de même pas de sanction inscrite dans la loi.

— Pardon ! lecteur, le texte est beaucoup plus méchant que votre premier regard ne le voit. La vipère sommeille dans les herbes. Lisez à tête reposée ce bel article 4, chef-d'œuvre d'hypocrisie, et appréciez la morsure :

« Art. 4. — Lorsque le père ou le soutien du pupille est mort ou réduit à l'incapacité totale de gagner sa vie, *la nation assume la charge*, PARTIELLE OU TOTALE, de l'entretien matériel et de l'éducation nécessaires au *développement normal* du pupille *dans le cas d'insuffisance de ressources de la famille* ».

Que dis je, une vipère ! c'est tout un nid de ces reptiles.

Que ce texte soit voté, vous voyez ce que devient la France après la guerre ? Il y aura dans chaque département un office qui distribuera les deniers publics à chaque famile ou à chaque œuvre ayant recueilli un ou plusieurs pupilles. Il les distribuera suivant que le délégué communal du préfet, personnage chargé de triturer les élections, aura jugé que telle famille a « une fortune suffisante » ou que tel enfant a besoin pour « son développement normal » de bourses et d'allocations pendant de longues années... Malheur à qui vote mal !

Voyons clair et parlons net. Il ne faut pas que l'Etat se réserve la faculté de brimer les familles rebelles à ses indications électorales, ou bien d'acheter par ses faveurs la conscience des familles pauvres.

Au lieu de laisser à l'arbitraire de l'office départemental le droit de désigner ceux des orphelins qui poursui-

vront leurs études avec des bourses, la loi devra fixer quels examens subis victorieusement donneront aux orphelins un droit absolu à la bourse. Je dis un droit absolu, *ipso facto*, du fait seul de l'examen subi, et quelle que soit la situation de fortune. Si la loi s'y refuse, elle livrera toutes les familles au bon plaisir de l'office départemental, c'est-à dire du préfet, c'est-à-dire des délégués communaux ou électoraux.

En Angleterre, les familles des engagés, même millionnaires, ont droit à l'allocation. Il n'y a pas d'autre moyen d'éviter les injustices. Vous dites qu'en France, autour des allocations, il n'y a pas eu d injustice ? Plaise au ciel ! Mais contentons-nous de dire qu'il y a eu, çà et là, des apparences d'injustice et qu'elles furent funestes au moral des populations dans certaines régions.

Je voudrais que l Etat donnât à tous les enfants, sans débattre s'ils ont ou non des ressources. C'est une dette nationale que la France a contractée. Va-t-elle la refuser à un enfant parce que le délégué cantonal le déclare de famille aisée ? Les riches seraient incités, par leur sentiment propre et par l'opinion publique, à renoncer à toucher, mais je ne veux pas qu'un personnage politique ait le droit de contester ce qui est dû aux héros.

L'Etat devrait donner, les départements et les communes devraient être autorisés à donner à tous les pupilles de la nation des secours s'ajoutant aux pensions et proportionnels à ces pensions. Puis, à ceux de ces enfants qui auraient subi avec succès certains examens, des bourses ou allocations supplémentaires seraient acquises de plein droit.

Voilà pour les enfants de la guerre qui ont des familles. Quant aux autres, je les vois aller aux gré des parents survivants ou des tuteurs, dans des œuvres privées, soutenues par les souscriptions privées et par les subventions officielles, au prorata des orphelins qu'elles ont recueillis.

Je ne fais là qu'enregistrer ce qui existe déjà ; je me borne à demander que l'on codifie ce que depuis le début de la guerre nous voyons tout spontanément s'organiser sous nos yeux.

C'est sur cette méthode que l'on distribue aux œuvres d'orphelins, régulièrement et sans distinction d'opinion, les sommes qui furent recueillies l'an dernier par la *Journée des Orphelins*. Nos lecteurs veulent peut-être bien se rappeler qu'ayant pris en main, d'accord avec eux, cette juste cause, nous avons obtenu que la distribution de ce trésor de la générosité patriotique fut faite par le *Secours national*. Ce comité d'union parfaite procède avec beaucoup de tact aux contrôles nécessaires, et tous les partis se déclarent satisfaits. Pourquoi ne prolongerait-on pas le *Comité du Secours national* dans ses fonctions ?

Qu'il soit chargé de la protection des orphelins ! Qu'il soit invité à susciter des filiales dans tous les départements, et que formées à sa ressemblance, celles-ci fonctionnent sous sa direction ! Nous le demandions dans notre article du 16 mars, d'accord certainement avec d'excellents esprits de tous les partis. Deux éminents jurisconsultes, MM. les sénateurs de Lamarzelle et Larère viennent de déposer à cet effet un amendement. L'*Echo* l'a publié. Je rappelle son article 3 : « *Le Comité du Secours national* siégeant à Paris est constitué représentant et protecteur des pupilles de la nation... » C'est confirmer une situation de fait. A quel propos imaginerait-on de déposséder cette belle institution où chaque Français trouve un homme en qui il a confiance ? Le *Secours national* a beaucoup fait durant la guerre pour la paix des esprits. Je supplie les sénateurs de réclamer les raisons de la commission, si elle en a, inlassablement.

Il est impossible que la commission et le gouvernement s'obstinent à faire du préfet le centre et le maître de ces offices départementaux qui vont posséder demain dans la

France entière une si prodigieuse puissance. Donner à cet agent électoral la disposition des millions que chaque année, durant une vingtaine d'années, on va distribuer, ce n'est pas bien ; lui confier la « direction » morale d'une élite de quatorze cent mille enfants, c'est inadmissible. A s'entêter, le gouvernement briserait l'union sacrée au Parlement.

Si le gouvernement et les parlementaires ne veulent pas nous donner satisfaction, s'ils s'entêtent à tirer de cette grande loi de générosité, de gratitude et de justice, un avantage électoral, eh bien ! au moins qu'ils ajournent le scandale ! Qu'ils ajournent de manquer à la justice et à la déférence envers les familles en deuil. Par de tels débats dans une telle heure ! Attendons que les combattants reviennent, écoutent et donnent leur avis. Pour reprendre un mot prononcé par Lintilhac dès la première séance, un mot que Viviani, lui aussi, a retenu : si vous ne voulez pas tenir compte du *veto* que justement nous mettons à un embauchage électoral des orphelins héroïques, « fermons ce dossier et renvoyons la discussion du projet après la guerre ».

A défaut d'une entente, le silence !

P.-S. — Un bataillon de chasseurs qui sous les ordres du lieutenant-colonel Driant vient de se couvrir de gloire au bois des Caures, est en train de se reconstituer et de se reposer.

Ces héros aimeraient avoir une fanfare. Les instrumentistes existent, mais non les instruments, que le règlement ne prévoit d'ailleurs pas. Leur chef nous les demande au nom de Driant. C'est dire que sans délai nous devons les leur offrir.

XIX

LA KULTUR EN ORIENT

23 mars 1916.

En 1914, à la veille de la guerre, je faisais un voyage d'étude en Asie Mineure et j'y visitais les établissements français d'instruction. Dans le même temps, le général Dolot s'en allait jusqu'à Mossoul, Bagdad, Kerbela, puis Petra, et vous devinez quel accueil nos religieux et leurs jeunes élèves faisaient au grand chef français qu'ils sollicitaient d'entrer dans leurs classes au chant de la *Marseillaise*. Aujourd'hui, sous ce titre qui donne l'esprit de son livre, *l'Influence française en Mésopotamie*[1], le général Dolot publie le récit charmant et fidèle de ses journées de route. J'éprouve un grand plaisir à confronter nos impressions. Elles s'accordent. Le général est allé dans le royaume des Dominicains, au pays de Ninive et de Babylone, et moi, d'Adana à Beyrouth, j'ai traversé le royaume des Jésuites : d'un côté comme de l'autre, en 1914, nous avons rencontré d'innombrables sympathies. Même les fonctionnaires de tous grades, obéissant à leur instinct et aux ordres qu'ils avaient reçus de Constantinople, ont été infiniment aimables et attentifs à mon endroit. Ne poussèrent-ils pas la courtoisie jusqu'à refaire dans la montagne certaines pistes que je devais suivre ! Et puis, à chaque pas, le général et moi nous rencontrions des hommes de loi, des médecins, des pharmaciens sortis de l'Université de Beyrouth et une multitude d'élèves formés par les Lazaristes, les Assomptionnistes, toute une élite acquise à la France.

1. Édité par le *Bulletin de la Société de géographie*.

Je rentrai à Paris, plein de gratitude pour ces religieux et pour leurs émules de la mission laïque, dont l'effort nous conquiert ainsi par milliers les cœurs et les esprits. Plein de gratitude, dis je, mais fort inquiet ! Je venais de voir qu'à la suite de la loi de séparation, et faute de pouvoir recruter des maîtres en France, ces maisons d'éducation allaient très vite se fermer ou passer aux mains de religieux non Français.

Il fallait avertir l'opinion et développer un courant qui persuadât le Parlement de régler la question en se plaçant au seul point de vue de l'intérêt français. A peine rentré à Paris, je commençai sur le terrain patriotique une campagne, dont le premier acte fut un banquet présidé par Louis Barthou. Le général Dolot, comme il le rappelle dans son livre, me donna son précieux appui. J'eus l'occasion de pressentir Jaurès.

Jaurès, dès mon retour à la Chambre, m'avait interrogé sur ce que j'avais vu au cours de mon voyage.

— Les Allemands, lui dis-je, sont en train de mener avec une prodigieuse vigueur la conquête économique de l'Empire ottoman. Leur chemin de fer de Bagdad leur donne une supériorité matérielle certaine. Heureusement nous sommes les maîtres de la langue. Aucun Oriental ne sait l'allemand. Il faut que les Allemands eux-mêmes acceptent de parler français ; sur leurs lignes, tous leurs employés sont des élèves de nos religieux français, et par là des clients de la France. C'est une situation paradoxale, incertaine, mais qu'il faut à tout prix, n'est-ce pas, prolonger. Pourquoi n'aideriez vous pas à sauver ces maisons d'enseignement ? Je ne vous propose rien qui puisse desservir votre cause. Au contraire. Les religieux, en donnant notre langue à tous ces peuples de l'Orient, leur mettent une clef dans la main. Les jeunes Syriens me l'ont dit expressément : Quand nous sortons de chez les Pères, nous savons que les livres existent, nous puisons selon notre goût dans votre pensée française.

Tenez, monsieur Jaurès, une après-midi, à Hama, qui est l'antique Hamath de la Bible, j'ai longuement causé sur le bord de l'Oronte avec des Arabes chrétiens, employés au chemin de fer, qui me posaient des questions sur Renan. Et la franc-maçonnerie, me dit-on, a d'innombrables adeptes en Orient.

Ainsi je tentais honnêtement Jaurès ; je lui mettais sous les yeux des gâteaux de miel pour l'amener à soutenir ou du moins à ne pas gêner ma campagne. Mais il secouait la tête :

— Celui, disait-il, qui possède la prééminence économique doit nécessairement prendre la direction de la culture.

Et tout en se réservant d'étudier la question, il penchait à nier qu'il y eût un intérêt vrai et vivant pour la France à prolonger ses efforts sur un terrain qui échappait à son activité commerciale.

Je n'ai pas besoin de dire que je n'accepte pas le fatalisme économique de Jaurès et ses conseils d'inertie. Mais c'est vrai, l'esprit allemand qui rayonnait des locomotives de Bagdad était destiné à nuire terriblement à l'influence française de nos écoles, et la guerre va heureusement clarifier tout cela. Sur tous nos champs de bataille, fût ce dans la boue de la Woëvre et sur les côtes de Meuse, ce qui est en train de se régler, parmi trente-six autres questions, c'est le sort de notre domination spirituelle et de notre langue en Orient.

Les Allemands ont bien cru qu'ils allaient anéantir là-bas notre antique influence. A cette minute encore, bien qu'ils doivent renoncer à leur marche triomphale vers l'Égypte et les Indes, ils envoient, disent leurs journaux, des professeurs dans les écoles d'Anatolie, de Syrie, de Mésopotamie, d'où ils ont chassé nos maîtres. Ils y font enseigner leur langue à côté de la nôtre qu'ils n'osent pas bannir immédiatement. Les voilà partis pour « la régénération matérielle et morale » de la Turquie. Écoutez-les, ils feront une synthèse entre la vieille for-

mation orientale, telle qu'elle s'est perpétuée à travers les siècles, et l'esprit scientifique, le tout combiné avec l'ardeur au travail de l'Europe moderne. L'autre jour, dans la *Kœlnische Zeitung*, l'orientaliste Henri Becker a fait un large exposé du programme :

« *Dans la civilisation musulmane du moyen âge, dit-il, on peut découvrir une fusion entre les conceptions helléniques et certaines conceptions religieuses, morales et physiques de l'Islam. C'est de cette combinaison qu'est sortie cette indolence que domine l'idée du mérite de la contemplation. Ces conceptions musulmanes ont été modifiées dans les dernières années sous l'influence de l'esprit européen, particulièrement de l'esprit français. Mais on s'est souvent contenté d'apparences. On a pris les modes françaises, l'amour de la vie facile des Français, un certain goût littéraire français, une manière de poser les questions analogues à celle de la presse française et la philosophie superficielle du positivisme. Le danger pour les Orientaux c'est de s'en tenir à cette façon si superficielle de la culture européenne. On peut dire qu'une alternative se pose maintenant : ou bien l'influence européenne continuera d'agir comme elle l'a fait jusqu'ici, sans système, ce qui se borne à recouvrir les conceptions orientales d'un vernis de civilisation européenne ; ou bien il faudra faire aboutir un effort conscient et net appuyé sur un programme précis qu'acceptera la Turquie, qui a maintenant tant de confiance dans l'Allemagne. Il faut, pour faire réussir cette seconde alternative, transformer l'éducation du peuple turc dans le sens germanique. L'instituteur allemand doit travailler la main dans la main avec l'oriental ; c'est à l'instituteur allemand qu'il appartient de développer la civilisation orientale.* »

Le morceau est un peu nuageux, à l'allemande, mais il est curieux. L'État allemand sait ce qu'il y a d'important dans le monde, et tandis que des particuliers français, malgré d'immenses efforts, ne parvenaient pas à

obtenir que nos dirigeants maintinssent en Orient nos anciennes positions, le gouvernement impérial, poursuivant avec ampleur et énergie une politique mondiale, s'imposait à Constantinople.

Il s'imposait avec une audace et une brutalité prodigieuses. Certes les Arabes et les Turcs qui traitaient deux voyageurs français avec tant de courtoisie et de sympathie en mai, juin, juillet 1914, ne méditaient pas de faire la guerre pour le compte du Kaiser à l'Angleterre et à la France. Le plus grand nombre d'entre eux, au moins dans le pays arabe, profondément persuadés que les Jeunes-Turcs étaient décidément impuissants à établir des routes, à assurer une répartition équitable des impôts et à garantir la sécurité, souhaitaient, attendaient avec impatience que la France ou l'Angleterre vînt enfin leur donner leur libre respiration. Et cependant nul de nous ne désirait hâter la liquidation de l'Empire ottoman. Déchirer la robe de l'Asie, tailler dans cette étoffe bigarrée et recoudre, quelle responsabilité ! Les plus audacieux, en France, en Angleterre, souhaitaient simplement de trouver quelque Turc qui voulût bien écouter de sages conseils, et d'une manière à peu près raisonnable adoucir et régler la vie dans les anciens cadres ! Hélas ! il n'y a plus de Turcs, plus rien que la Loge de Salonique tombée sous la domination allemande.

Ainsi les Orientaux se trouvèrent soudain, à leur grande stupeur, précipités dans cette guerre atroce. Pour débuter, ils ont éprouvé ce que vaut exactement la Kultur ; elle étale sous leurs yeux ses leçons de froide férocité ; ils peuvent dans leur conscience la comparer avec la douce morale chrétienne et chevaleresque qu'enseignaient à leurs enfants nos maîtres français, religieux ou laïques.

Si la victoire, ce qui désormais est impossible, devait favoriser les Allemands, ils se chargeraient de faire comprendre d'une manière encore plus complète aux Turcs et aux Arabes que la douceur et la bonté ne sont que fai-

blesse et impuissance et qu'un peuple qui possède la culture complète doit être obéi et servi, comme un Dieu porteur de la foudre, par les nations à demi-cultivées.

J'ai vu les eaux de l'Euphrate encore toutes limoneuses du remous qu'y avaient produit les ouvriers indigènes précipités, noyés sans autre forme de procès par les ingénieurs allemands à qui ces pauvres diables réclamaient leur salaire. Si les choses se passaient ainsi avant la guerre, dans la période de diplomatie et quand l'amabilité pouvait encore avoir de l'efficacité, qu'est-ce que les Orientaux doivent prendre, aujourd'hui qu'ils se sont livrés, pieds et poings liés, à la terrible bête de guerre qu'est le sous-officier boche ?

A cette heure, on doit regretter là-bas les paisibles moines français ou les maîtres de la mission laïque, les uns et les autres désireux de plaire et attardés dans « ces vieux concepts d'humanité et de politesse qui sont le stigmate des nations dégénérées... » Heureusement, « les dégénérés » sont en train de briser la force allemande et de sauver la liberté, voire la bonté dans le monde ! Et parmi eux se trouvent beaucoup des excellentes gens qui nous ont fait un si bel accueil en Orient, il y a deux ans. Ils se battent pour la patrie, mais en même temps pour ces Orientaux qui ont trahi leurs propres intérêts en trahissant la vieille amitié de la France.

XX

LES « ULTIMA VERBA » DE GUILLAUME Ier

26 mars 1916.

Les sur-hommes d'Allemagne, sentant que la minute approchait où la respiration leur allait manquer au

milieu des ennemis qui les encerclent, avait décidé de terminer immédiatement cette guerre par un triple effort colossal. Qui donc allait pouvoir résister au sur-zeppelin ou au sur-sous-marin et à la sur-méthode ? Tout ce qu'a produit de plus terrible l'art militaire depuis août 1914, le génie allemand l'avait saisi dans la fournaise des batailles pour le repenser, pour le repétrir, et comme un ouvrier verrier *cueille* une masse de verre en fusion et la souffle et lui donne une forme, le sur-homme prétendait opérer sur la substance même de cette guerre un véritable modelage.

Depuis six mois, dans ses laboratoires, le sur-homme calculait et forgeait. Au 1er mars, des sous-marins géants briseraient tout jusqu'à New-York, des zeppelins géants anéantiraient les fabriques d'armes et de munitions, toutes les industries de guerre de la Grande-Bretagne, et sur un point librement choisi du front français, le grand état-major allemand allait prouver par une démonstration foudroyante qu'il possédait la méthode décisive de rupture.

« Vous nous avez vus en Russie et en Serbie ; nous allons faire mieux. Vous avez vu ce que le génie français a réalisé imparfaitement en Champagne ; c'était une conception intéressante ; nous l'avons mise au point : de l'univers jugera et se courbera... »

Ainsi parlait l'Allemagne, et pourquoi nier l'anxiété de l'univers ? Ce fut ici le titre de l'un de mes articles. Il semblait que la terre tremblât sous le poids de cette artillerie qui se massait. La terre, mais non le cœur des soldats de Verdun.

L'heure vint pour le sur-homme de passer des vantardises à l'action. Le sur-zeppelin ? Une machine à activer la mobilisation anglaise Le sur-sous-marin ? Un mystère où l'on ne voit de clair que la disgrâce de l'amiral von Tirpitz. La sur-méthode d'offensixe ? La disgrâce du général von Haeseler, vieux conseiller du jeune Kronprinz.

La discorde est dans les conseils du Kaiser, qui se venge de ses déceptions sur ses grands serviteurs.

Dès le 16 mars, du milieu de la bataille, un chef, nous écrivait : « Je crois que cette longue attaque où ils nous font face à chaque point du vaste demi cercle, est maintenant une faillite, quoi qu'il en advienne par la suite... Voilà bientôt un mois de passé depuis le 21 février et nous sommes loin de l'entrée triomphale promise par le Kronprinz, comme nous le disent ses déserteurs, pour le 1er mars, puis pour le 8 mars... Il nous faut dès cette heure enregistrer ce succès et bien établir aux yeux des spectateurs européens que l'offensive quoi qu'il en arrive par la suite, a d'ores et déjà avorté ; car on ne prouve sa force qu'en la prouvant avec rapidité... »

Vous suivez le raisonnement ? Le grand état-major allemand voulait dire aux Alliés, à la face de l'Europe : « Je suis le maître de la situation. Pourquoi vous obstinez-vous ? Chaque fois qu'il me plaira de porter mon effort sur quelque point que ce soit, je vous briserai. Donc soumettez-vous... »

La nuit de la fête de l'empereur, au long du front allemand, d'espace en espace, une voix s'élevait : « Pauvre petit pioupiou français, victime des Anglais tu te fais bravement tuer sans espoir... » Et au milieu des injures, des lazzis et des coups de fusil sortis de nos lignes, l'Allemand, du fond de son trou, se reprenait infatigablement à crier dans le porte-voix son boniment : « Pauvre petit pioupiou, tu m'injuries, mais tu m'écoutes... Ton courage n'empêche pas que tu es le plus faible. »

Restait à le prouver. La démonstration a raté. Ils avaient mesuré la puissance du choc et de la résistance, calculé tout ce qui se chiffre. L'âme leur échappait. Ils n'avaient su apprécier ni le génie inventif, ni l'esprit de sacrifice des fils de France. Je continue la lettre du chef que j'ai cité plus haut : « Quelques dures que soient les

journées qui se succèdent ici (à Verdun), on voit s'y affirmer d'une façon toujours plus merveilleuse l'extraordinaire et inattendue résistance collective de la race... »

Inattendue résistance collective de la race ! Que ces quatre mots sont pleins ! C'est un soldat, dont la vie fut toute consacrée à l'armée, qui parle ainsi d'*inattendu*, et si un tel homme fut surpris par le génie et la vaillance de ses compagnons d'armes, on s'explique l'erreur psychologique des Allemands. Ce soldat toutefois admire plus qu'il ne s'étonne ; il se rend compte du « miracle ». Une force collective, aussi ancienne que notre sang et qui tient à la nature même de nos grandes provinces militaires, se dégage d'une troupe française, quand l'héroïsme l'enflamme, et vient animer les cerveaux et les cœurs. Des puissances physiques et spirituelles, aux grands heures de la race, apparaissent.

Connaissez vous un texte superbe de Napoléon ? « Achille était fils d'une déesse et d'un mortel. *C'est l'image du génie de la guerre*. La partie divine, c'est tout ce qui dérive des considérations morales, du caractère, du talent, de l'intérêt de votre adversaire, de l'opinion, de l'esprit du soldat qui est fort et vainqueur, faible et battu, selon qu'il croit l'être. La partie terrestre, ce sont les armes, les retranchements, les positions, les ordres de bataille, tout ce qui tient à la combinaison des choses matérielles. » (*Commentaires de Napoléon*, t. VI.)

La partie divine, au cours de cette guerre, nous est départie avec surabondance. Ne cessons pas de nous appliquer aux parties terrestres. Si seulement on avait appporté partout une constance égale aux travaux monotones, aux organisations nécessaires, si on nous avait donné ou préparé la profondeur, cela, partout, c'eût été la porte fermée partout. Mais confiance : même à une porte secouée les soldats français savent mettre de nouveaux gonds.

La bataille de Verdun, aux yeux des Allemands,

devait avoir une valeur d'enseignement universel. Nous l'acceptons comme telle. Qu'elle garde ce caractère de grande leçon. Elle devait prouver que les Boches pouvaient nous imposer leur volonté. Elle prouve qu'ils ne nous l'imposent pas.

Verdun n'est qu'une expression géographique. L'objet de l'effort, pour qui sait voir, n'est pas Verdun, qui dans cette guerre ne vaut pas plus que Saint-Mihiel ou que Pont-à-Mousson. L'objet de l'effort, c'est de démontrer que le choc allemand est irrésistible. Eh bien ! la cause est entendue. Tout l'univers avec une stupeur (tels étaient ses préjugés) et peu à peu avec une joie unanime de délivrance comprend que la Bête ne vaut plus. Quand même la Bête, dans ses soubresauts désespérés, atteindrait la ville, elle a payé trop cher, et même beaucoup d'Allemands voient bien l'effroyable désastre de verser une telle abondance de sang pour quelques pas qui ne décident rien.

En date du 16 mars, le chef qui m'écrivait terminait sa lettre en redoublant son raisonnement : « D'ores et déjà, c'est un ratage, car voilà bientôt un mois que les séances sont commencées et toute force qui ne s'accompagne pas de rapidité perd toute valeur de manifestation ».

Aujourd'hui, la parole du généralissime s'élève : « L'Allemagne, dit-il escomptait le succès de *cet effort qu'elle croyait irrésistible*. Elle espérait que la prise de Verdun *convaincrait les pays neutres de la supériorité allemande*. » Ainsi le grand chef formule tout le raisonnement que nous développons.

Là-dessus qu'il nous soit permis de faire en passant une réflexion. Comment un ordre du jour du général Joffre nous parvient-il d'une manière indirecte par la la lettre d'un combattant publiée dans un journal ? La *Liberté* doit être remerciée d'avoir mis cette page sous les yeux de tous les hommes dans l'univers qui savent lire, mais il est pénible, à notre avis, qu'un tel document, précieux, grandiose et salutaire, ne nous soit pas pré-

senté officiellement et comme la plus haute parole que la France demande d'entendre.

Je suis sûr de connaître une des pensées qui hante à cette heure le Kaiser. Depuis le début de la guerre, je pense chaque jour à un fait authentique dont mes lecteurs ne manqueront pas d'être frappés.

Le prince de Bülow a dit un jour à Adrien Hébrard : « Je vais vous raconter une chose que m'a dite l'empereur et que je n'ai jamais répétée à personne. L'Empereur m'a dit que son grand-père le grand Empereur, à son lit de mort, lui avait fait une solonnelle déclaration dans les termes suivants :

« Sache et souviens-toi toujours que *les conditions dans lesquelles nous nous sommes trouvés en* 1870 *ne se reproduiront peut-être jamais. C'est un vrai miracle que nous ayons pu vaincre la France* ».

Le vaincu de Verdun, certainement, dans ces longues journées où le sang de son armée s'épuise, tandis que s'arment les Russes et les Anglais, voit au fond de sa conscience en lettres de feu les *ultima verba* qu'il a méprisées de l'aïeul.

XX (*bis*)

M. ALEXIS DELAIRE, HISTORIEN DE LA RIVE GAUCHE DU RHIN

In Memoriam.

26 mars 1918.

M. Alexis Delaire, ancien élève de l'École polytechnique, qui fut pendant vingt deux ans le secrétaire général de la Société d'économie sociale et des Unions

de la paix sociale, les deux groupes d'études et d'action fondés par Le Play, vient de mourir dans sa quatre-vingtième année.

Avec la plus belle lucidité et la plus ardente passion pour le bien de la France, il a travaillé jusqu'à la suprême minute.

Ayant voué sa vie à l'examen des problèmes sociaux, il l'a terminée dans la méditation de cette guerre. A quelles conditions la paix pourra-t-elle renaître dans un nouvel équilibre européen ? Quelles garanties exigerons nous pour protéger l'avenir contre le retour de pareilles atrocités ? Là-dessus, en 400 pages, l'éminent disciple et continuateur de F. Le Play ramasse le fruit de ses enquêtes et de ses méditations, je puis dire son expérience totale. Et voici qu'il meurt après avoir corrigé les épreuves de son livre.

Au lendemain de la victoire, ainsi a-t-il intitulé ce magnifique testament. Je recommande aux patriotes un tel livre plein de vues sur la destruction de l'impérialisme allemand, sur la province rhénane, sur les enseignements de la guerre. (Nouvelle Librairie nationale, 11, rue de Médicis.)

XXI

UN CAPORAL, DOCTEUR ÈS LETTRES, MÉDITE DANS LA TRANCHÉE

LA MORT D'AMÉDÉE GUIARD

In Memoriam.

27 mars 1916.

« *Chaque fois que j'ai fait lire les lettres de mon fils, j'ai constaté un regain de courage et d'espérance. Comment douter d'un pays qui compte de tels enfants ?* »

Ainsi parlait une mère en deuil, et sa parole était vraie. C'est ce point de vue que je prends pour écrire sur les écrivains morts au champ d'honneur et pour puiser dans leurs carnets de guerre. Je ne crois pas, ce faisant, m'éloigner de l'utilité immédiate. Quand nous leur apportons notre hommage, nous continuons notre tâche patriotique ; nous peignons la plus haute vie morale de ces terribles années. Je n'apporte sur eux rien de complet, de rond, de total ; plus tard on aura cette piété attentive ; je profite de mes moyens d'information pour dire : « accourez, ici est un grand mort, et je verse immédiatement dans la circulation des idées le sublime que des confidences ont mis à ma disposition.

Voulez-vous aujourd'hui quelques notes exactes sur Amédée Guiard, docteur ès-lettres, écrivain brillant et savant, mobilisé dans la réserve de la territoriale, qui d'abord garde-voie voulut partir au front et mourut pour la France à quarante-quatre ans, le 25 septembre 1915, à Neuville-Saint-Vaast [1].

1. Voici dans quels termes, Amédée Guiard a été mis à l'ordre de l'armée.

EXTRAIT DE L'ORDRE DE CITATIONS N° 99.

Le général Deprez, commandant le détachement d'armée de Lorraine cite à l'Ordre de l'Armée :

Le caporal Guiard, Amédée, matricule 10.712, du 405e régiment d'infanterie.

« Gradé territorial de la plus haute valeur morale, venu au front sur sa demande, modèle des vertus militaires, inspirant à tous le courage, le devoir et le dévouement. Blessé le 28 septembre 1915 au début de l'attaque du Bois de la Folie, n'a pas voulu être évacué et, après un pansement sommaire, a trouvé une mort glorieuse en rejoignant immédiatement son escouade ».

Q. G., le 14 avril 1916.

Le général commandant le D. A. L.
signé : Deprez

P. A. Le chef d'État-Major :
signé : Daugan

De la tranchée il m'avait écrit pour me recommander la mémoire d'un autre écrivain, glorieusement tombé, son ami Henry du Roure, et maintenant c'est un de ses amis, M. Léonard Constant, professeur de philosophie à Pau, qui va m'aider à fixer sa figure. Quelle chaîne émouvante d'amitiés ! Des lumières surgissent de tous les coins de la France, qui nous font voir un nouveau monde intérieur et les parties les plus profondes de l'âme.

« *J'ai fait la connaissance d'Amédée Guiard, m'écrit M. Léonard Constant, au Sillon, parmi les amis de Marc Sangnier, au côté d'Henry du Roure, voici de cela douze ans. Je le revois toujours, tel que je l'ai rencontré cette première fois, dans l'île Saint-Louis. Il conduisait avec Gabriel et François Laurentie une caravane de promeneurs, avides d'apprendre l'histoire de leur vieux Paris en découvrant nos musées, nos églises, nos vieux hôtels. Son érudition était très vaste et très sûre, mais son aisance à s'en servir plus étonnante encore. Le moins pédant et le moins pontifiant des hommes, il était une histoire et une anthologie vivantes et plaisantes, consacrées au culte du passé français. Au Sillon et dans nos milieux populaires de jeunes catholiques républicains, sa conversation, ses conférences toujours illustrées d'images saisissantes jouaient un peu le rôle que tiennent dans les lycées et collèges de France les beaux manuels d'histoire d'Albert Malet, — Albert Malet, professeur à Louis-le-Grand, un de nos maîtres les plus aimés, qui était devenu en ces dernières années, à la Jeune République notre camarade de combat et qui est tombé, lui aussi, au champ d'honneur, après avoir prophétisé dès* 1912, *dans une conférence sur la Serbie, la grande guerre de revanche où il devait mourir...* »

Je recopie ce texte et j'y trouve avec émotion tous ces beaux noms d'hommes d'étude morts pour la France. Henry du Roure, Albert Malet, les deux frères Laurentie.

C'est une occasion de maintenir notre regard sur ce milieu du *Sillon*, cénacle à la fois religieux et politique, où des âmes se formèrent. Ecoutez l'un de ces jeunes philosophes nous parler sur la tombe de ses amis.

Avant de se jeter dans la mêlée des idées sociales et des partis politiques, le *Sillon* avait été un mouvement et une méthode d'éducation populaire. Fidèle jusqu'au bout à sa vieille amitié pour Marc Sangnier, Guiard est surtout resté l'homme de cette première activité sociale. Il fut longtemps précepteur, puis en dernier lieu professeur à l'école Sainte Croix de Neuilly, celle-là même où le jeune et charmant André Lafon, mort lui aussi pour la France, était maître répétiteur. L'enseignement était son gagne pain, sa vocation, son apostolat. Quand il en avait fini avec ses élèves, il enseignait dans les cercles d'études, dans les Instituts populaires, dans les journaux, les revues et les almanachs sillonistes. Contes, récits, dialogues comiques, il a écrit énormément, par petits bouts, au jour le jour, monnayant son savoir et ses inventions pittoresques, aussi étranger qu'il est possible à la vanité littéraire et même à l'ambition de construire une œuvre.

Pourtant il connaissait la mission des dignes écrivains ; dans son apparente dispersion, il ne crut jamais que la poésie fût un jeu, et même il étudia théoriquement « la *Fonction du poète* ». Sous ce titre, il a consacré à Victor Hugo un ouvrage où il étudie la haute idée que ce génie osa se faire de son rôle et les défaillances qui l'empêchèrent de réaliser, dans son cœur trop pareil aux nôtres, ce qu'avait su concevoir sa splendide imagination. Il a compris de quelle manière, par quelles fautes intérieures Hugo a échoué dans sa mission. A quel moment, ce grand poète a-t-il commis le péché contre le Saint-Esprit ? Et l'a-t-il commis ? C'est un sujet royal.

La *Fonction du poète* est l'une des deux thèses de doctorat que Guiard soutint en Sorbonne. La seconde est

consacrée à *Victor Hugo et Virgile* ; il y dénombre les passages multipliés où le poète de la *Légende des Siècles* s'inspire de l'*Enéide* et surtout des *Bucoliques* et des *Géorgiques*. C'est une recherche d'un grand goût, qui devait tenter un humaniste, et que l'on aimerait qu'un disciple de Mistral vint à son tour enrichir des échos que le pâtre de Maillane donne au pâtre de Mantoue. Je viens d'ouvrir ce bel ouvrage et je rêve des jours d'été, après la guerre, quand je pourrais me promener avec ce livre plein de songes aux bords de la Moselle, où le petit Claude Gellée menait paître ses bêtes, non loin de la maison familiale des aïeux de Victor Hugo.

Parfois Guiard tourna du côté du théâtre ses curiosités érudites et précieuses. Il a tiré des vieux textes du moyen âge un *Mystère de Saint Denis*, pour le faire jouer avec grand succès au profit d'un institut populaire endetté. Mais satisfait, me disent ses amis, des quatre ou cinq mille francs que son adaptation rapporta, il ne voulut jamais en recopier proprement les brouillons. Du moins les curieux pourront-ils se procurer de beaux fragments de la tragédie d'Euripide, *Ion*, et encore des *Oiseaux*, d'Aristophane, qu'il traduisit pour les élèves de Sainte-Croix. Il avait la passion de la littérature grecque. C'est sous sa direction que fut représentée, dans le même collège, l'*Iphigénie* de Jean Moréas.

Je me rappelle cette après-midi à laquelle j'assistais, ne sachant rien d'Amédée Guiard, fort étonné de l'initiative et de la réussite, et cherchant avec admiration par quel concours de circonstances ce bel hommage posthume était rendu à mon cher ami Moréas. Le professeur de dessin, un jeune élève de Cormon, M. Boismard, avait composé pour le programme une figure d'une simplicité tout antique, naïve et délicieuse. M. Boismard, lui aussi, vient de mourir au champ d'honneur. Il y avait dans l'assistance, le charmant André Lafon, mort, lui aussi, pour la France.

André Lafon était maître répétiteur à Sainte-Croix, au côté du professeur Amédée Guiard. Il est curieux que du même collège soient sortis les deux romans les plus vrais et les plus touchants qui, depuis Dickens et Daudet, nous aient raconté les misères ou les scrupules des enfants délicats dans les internats. Dans le temps où André Lafon publiait l'*Elève Gilles*, Amédée Guiard écrivait *Antone Ramon*, qui est une étude sur le mystère de l'adolescence, une œuvre que seul pouvait donner un homme qui a gardé sous sa vieille expérience de professeur, un cœur jeune, une âme pure d'enfant et un peu la gaminerie d'un potache.

Sur ce dernier point, tous les amis de Guiard insistent. Le *Bulletin de Sainte Croix*, dans la belle page de *Requiem* qu'il lui consacre, nous parle de ses austérités, puis ajoute : « C'était un vrai moine dans le monde ; mais cette partie de lui-même se dissimulait : la gaieté et l'originalité de ses saillies amusaient ses auditeurs, élèves ou collègues, qui ne se doutaient pas toujours qu'elles sortaient d'un sol labouré par la mortification. » Et Léonard Constant nous définit la verve « bonne enfant » de Guiard, « faite surtout de ses souvenirs et de son imagination, qui savait établir les rapprochements les plus inattendus et les plus amusants. Mais peut être Guiard souffrait-il parfois d'être un peu trop considéré comme le poète comique de notre petit monde, car il avait une âme profonde et tendre. »

Le lecteur trouve peut-être que je m'attarde dans des explications minutieuses sur des hommes qu'il ne connaît guère. Mais d'abord, ces hommes, nous les aimons et nous désirons les connaître, parce qu'ils sont morts pour la France, et puis nous allons maintenant, après ces préparations, voir dans un texte magnifique de quelle manière Guiard, quand il fit son sacrifice, tout en restant le même, s'était héroïsé. Une page, que nous n'oublierons jamais, va nous laisser reconnaître, sous

des habits de reine, cette verve, hier « bonne enfant », et cette imagination « qui savait établir entre ses inventions et ses souvenirs des rapports inattendus ».

J'ouvre pour vous le carnet de guerre d'Amédée Guiard, et j'y trouve, datée du 14 septembre 1915, c'est à dire de dix jours avant sa mort, une fresque digne des murs du Campo-Santo de Pise, une série d'images philosophiques et terribles sur la mort.

Gourbi du Pont.
Route de Béthune-Arras.

Ce matin je suis retourné à la sape 37. Jusqu'à 9 heures rien d'anormal, travail ordinaire de creusement, le 74e en tête de la sape, le 405e trente mètres en arrière, pour approfondir encore de 0,40 et élargir de 0,20. Le bombardement boche commence, d'abord lointain, puis plus rapproché, à droite et à gauche de la sape. Je vois arriver soudain T... la figure blanche, les yeux agrandis et un peu de sang aux pommettes comme les poitrinaires. Un obus a éclaté à deux mètres de lui et de B..., sur le parapet, sans blesser personne d'ailleurs. On attend un peu et on donne l'ordre de se remettre au travail, mais les hommes se font prier. On attend un peu et ils y vont. Soudain, les hommes du 74e accourent, les uns derrière les autres, affolés ; l'un tient son bras et crie : « Mes mains, mes mains ! » ; l'autre a l'œil et toute la moitié de la figure en sang ; le troisième geint en marchant courbé et en se plaignant des reins ; un quatrième bête, il a du sang aux lèvres, et aussitôt la nouvelle se répand : il y en a de tués.

Je remonte la sape avec deux hommes pour le cas où il y aurait des blessés gisants et abandonnés, et aussi mû par le désir de montrer un peu d'énergie, car les hommes ne veulent plus retourner à l'ouvrage.

J'arrive et je vois étendu sur sa toile de tente parmi les terres éboulée un cadavre déchiqueté, ssans tête, la poitrine arrachée montrant les poumons. Plus loin j'aperçois une

loque de chair, qui est peut-être un morceau de la tête, et en m'en allant, je bute presque sur une main exsangue ; c'est le bras qui a été violemment arraché. Je suis tellement ému qu'au lieu de me retrouver chrétien et de m'agenouiller, je m'en vais par une sorte de pudeur et d'horreur sacrée après avoir regardé s'il n'y avait pas un autre cadavre.

Et alors la même pensée m'obsède. Quelle brutalité que la mort ! Comme nous sommes loin des dénoûments de drames. Shakespeare seul semble avoir entrevu cette facilité de mourir. Il nous montre Tybalt au début de Roméo provoquant en duel un ennemi de sa famille et mourant immédiatement ; on dirait une invraisemblance, cette idée qui germe, s'exécute, et aussitôt est châtiée. Il nous montre Cinna, le poète, se promenant le soir et brutalement tué par les vengeurs de César, qui l'ont confondu avec un homonyme meurtrier du dictateur. Il nous montre une châtelaine causant avec ses deux enfants, la conversation est insignifiante, et brusquement surgissent les officiers de Macbeth qui se jettent sur les enfants et les tuent. Toutes ces scènes et d'autres semblables me révoltaient par leur rapidité brutale. Hélas ! la mort vient bien ainsi. Un soldat va à la feuillée, il se baisse, un éclat d'obus le tue. Un autre se met au créneau, il déclare apercevoir les Boches, soudain il se retourne, pose son fusil et tombe ; il a une balle dans la tête. Un lieutenant sort de la sape, il veut envoyer les travailleurs, il reçoit trois balles dans la poitrine ; un autre regarde avec sa jumelle par-dessus la tranchée, on lui dit « prenez garde », il raille et tombe en poussant un soupir. C'est fini, et que de morts de même genre. C'est si simple de mourir que les soldats y font à peine attention. Alors je me rappelle la phrase de Notre Seigneur : «Je viendrai comme un voleur. Si le maître de la maison savait à quelle heure viendra le voleur, il veillerait. Mais il ne sait et ce sera la nuit, au chant du coq ou à l'aurore. Veillez donc et soyez prêt à toute heure. »

Et cette parole s'élève bien au-dessus de la pensée de Sha-

kespeare, qui nous compare à des personnages d'un drame, les uns ayant un petit rôle, les autres un grand. Les acteurs en effet ne peuvent que dire et faire ce qu'ils ont appris auparavant ; ils savent quel est leur rôle et quand il finit. Nous sommes des personnages plus indépendants à la fois et moins assujettis à un rôle. Nous savons le remplir ce rôle jusqu'au moment où il plaît au Créateur de nous rappeler hors de la scène, et sa voix est brusque ou au contraire douce et lente, et parfois il se laisse attendrir et nous laisse un repos, d'autres fois il nous réserve pour d'autres rôles puisqu'il dit au bon serviteur : « Courage, bon et fidèle serviteur, puisque tu as été fidèle dans les petites choses, tu seras mis à la direction de plus grandes ». Il juge donc au fur et à mesure la fidélité de ses personnages, et raccourcit ou rallonge leur bout de rôle selon sa conception mystérieuse de notre utilité. Et cependant si grand qu'il nous paraisse, ce rôle, nous devons le considérer comme sans utilité, nous devons nous traiter nous-mêmes de serviteurs inutiles. O Créateur, ô dramaturge divin, vous connaissez vos créatures, et vous savez de quoi elles sont capables. Leur disparition une à une ou en masse n'est pas l'effet du hasard, mais toutes ont leur valeur dans votre plan éternel...

Le morceau, commencé par un soldat qui note ce qu'il voit, continué par un grand lettré qui songe, se termine dans la prière du chrétien se haussant jusqu'à l'acceptation. Que ces étapes sont vraies et nobles! Que c'est beau de suivre ce soulèvement d'une âme qui s'analyse et qui mesure la destinée humaine sereinement au milieu des horreurs.

Dix jours après, le 28 septembre 1915, à Neuville-Saint Vaast, la compagnie de Guiard attendait dans la tranchée le signal de l'assaut. A cette minute, il fut atteint légèrement par un éclat d'obus. Il voulut rester avec les jeunes soldats de son escouade ; le lieutenant lui commanda d'aller se faire panser au poste de secours.

Bientôt la compagnie s'élança hors de la tranchée. Lui cependant, tout impatient, sitôt pansé, se hâtait pour rejoindre ses camarades ; mais les Allemands exécutaient de formidables tirs de barrage, sous lesquels il disparut.

Amédée Guiard est inhumé au cimetière militaire de la ferme La Motte, au mont Saint-Eloi. Je ne doute pas qu'à l'Académie nous n'inscrivions sur nos listes de gloire ce vaillant homme de lettres qui a mené une vie de labeur et de dévouement, entre sa sœur et son frère, aujourd'hui aumônier militaire. Son œuvre est pleine d'éruditions précieuses, et son carnet de guerre contient des pages immortelles, propres, on vient de le voir, à donner la mesure de la grandeur française dans cette guerre.

Voici la bibliographie d'Amédée Guiard, telle que je puis l'établir provisoirement : *La Fonction du Poète* (étude sur Victor Hugo), chez Bloud et Gay, Paris, 3fr,50. — *Virgile et Victor Hugo*, Bloud et Gay, Paris, 7fr.50. — *Les Oiseaux*, comédie d'Aristophane (fragments traduits en vers), (hors commerce). — *Ion*, tragédie d'Euripide (hors commerce). — *Antone Ramon*, roman, 3fr.50, chez J. Duvivier, éditeur à Tourcoing. Enfin un *Carnet intime de guerre* (une brochure à 0 fr. 50 chez Bloud et Gay, Paris).

XXII

LES DÉVOUEMENTS OBSCURS

FRANÇOIS ET GABRIEL LAURENTIE [1]

Soldats de la Territoriale.

In Memoriam.

29 mars 1916.

En dehors de l'armée active, point de salut ; c'était, chez nous, depuis quarante ans, la pensée dominante. Au Parlement, la question de l'organisation des réserves avait été souvent à l'ordre du jour ; on en avait beaucoup parlé, mais rien de plus ; pas un effort efficace pour obtenir les cadres nécessaires aux troupes qu'on mobiliserait le premier jour. Que diriez-vous d'un directeur d'usine embauchant des ouvriers et n'ayant aucun contremaître pour les diriger ? C'est dans cet état que nous fûmes surpris, le 2 août 1914. Nos troupes de troisième et quatrième ligne, territoriale et réserve de la territoriale, figuraient à l'annuaire ; mais, pour un certain nombre d'elles, c'était tout.

1. Quelques jours après que j'avais écrit cet article, un témoin, le Dr Legrain de Versailles m'écrivait : « J'ai eu la douleur d'aller chercher dans la tranchée mon pauvre ami Gabriel Laurentie, tué d'une balle au ventre, au milieu du réseau quand il revenait d'une ronde de nuit par la neige. La lune brillait, et il était si brave !... Je l'ai gardé deux jours dans mon abri, et le colonel Driant, notre voisin, prévenu l'a fait enterrer au cimetière des chasseurs. Il a voulu conduire le deuil avec moi, et a prononcé quelques mots vrais et simples ».

Ainsi nos héros se rencontrent, s'entr'aident et demeurent associés dans notre piété.

Quelques jours après le décret de mobilisation, les régiments actifs et réserves sont partis organisés. Ils avaient leurs cadres, leur train de combat, leurs mitrailleuses, leurs munitions. Mais nous ne pûmes former que 145 régiments d'infanterie territoriale, plus quelques bataillons de chasseurs et de zouaves,.....

Nous quittions nos garnisons, me dit un de leurs chefs, avec un fusil et 100 cartouches par homme. C'était tout. Pas un officier, pas un gradé de l'active. De grands vides dans les cadres,..... Voilà notre situation pour recevoir le premier choc, quand nous partions dès le début d'août, avant la réserve, pour aller vers l'Est et le Nord, dans les différents camps retranchées, places fortes. Je me souviens de nos premières nuits aux avant-postes ! Il y avait bien une réserve de cartouches, à 5 kilomètres à l'arrière ;..... Notre consigne : tenir jusqu'au dernier homme, ne pas perdre un pouce de terrain ! Ce sont des moments inoubliables, nos soldats ont été superbes. »

A part quelques exceptions, ces « territoriaux » sont au front depuis le début. Beaucoup ont pris part à des combats importants en rase campagne, telles ces divisions qui ont soutenu le choc contre la garde impériale allemande dans le Nord de la France. Pas d'outils de campagne, pas de cavalerie ni d'artillerie divisionnaires. Ajoutez à cela quinze ans d'âge de plus que l'active, et jugez.

Disons le en passant, ces soldats, des hommes de trente-cinq à quarante-cinq ans, appartenant aux classes 1895 à 1899, avaient été instruits sous la loi de trois ans, et en avaient gardé un excellent esprit militaire. Si certaines unités territoriales n'avaient pu tenir le premier choc aussi bien que l'active, il eût fallu, avant de porter sur elles un jugement, apprécier leurs moyens de défense par rapport à ceux dont disposaient les unités actives.

Si je rappelle ainsi ce que furent, dans le premier

temps, les territoriaux combattants, c'est que bien des caractères importants et des mérites de nos armées échappent à beaucoup, et que moi-même, je le sais, j'ai paru à quelques-uns mal connaître des mérites qu'attestent assez les plus glorieux sacrifices et les services rendus.

La jeunesse a ses héros que nous avons souvent célébrés. Hier, je vous racontais la vie et la mort d'un territorial exemplaire, Amédée Guiard. Vous entendiez sa méditation dans son journal de guerre. Aujourd'hui, je puis redoubler et découvrir à mes lecteurs le soliloque d'un autre soldat de la territoriale, grand intellectuel et non gradé, qui retiré en soi-même, au milieu de la tempête, s'interrogeait et se répondait.

Un de ses amis, lui-même territorial m'écrit : « *La présence sur le front d'hommes cultivés aurait encore, à défaut d'utilité militaire, une utilité morale. La mort simplement héroïque d'un François Laurentie prend une valeur propre à exalter des courages et à fortifier des énergies* ».

Déjà une première fois, au lendemain de sa mort, j'ai donné ici à François Laurentie mon tribut d'hommage, mais aujourd'hui à son côté se dresse une seconde figure également pure, celle de son frère Gabriel, mort, le mois dernier, en cherchant à le venger.

François et Gabriel Laurentie étaient fils du directeur de l'*Union* monarchique, le journal du comte de Chambord. Gabriel, le plus jeune des deux frères, s'occupait d'œuvres sociales, particulièrement de jardins ouvriers, et pour l'âme il était en tous points l'égal de son aîné François. Celui-ci, une fois docteur ès lettres, avait collaboré de très près à l'effort d'éducation sociale que le *Sillon* poursuivait par ses « Instituts populaires ». Il servit d'intermédiaire entre le *Sillon* et la cour de Rome et réussit à retarder la condamnation du mouvement par le Vatican. Puis il s'inquiéta et désillusionné, se retira pour se consacrer tout entier à ses travaux historiques.

Mlle Read, la pieuse exécutrice testamentaire de Barbey d'Aurevilly, lui confia tous les papiers de ce génie brillant et fier sur lequel il publia un beau livre. En même temps, il devenait le dépositaire des archives de la famille de Charles X et du comte de Chambord. Il tenait ce trésor de l'archiduchesse Zita, princesse de Bourbon, et pendant plusieurs mois fut à Vienne l'hôte de l'archiduc héritier d'Autriche, lui qui devait mourir en combattant volontairement contre les Austro-Germains !

Volontairement, car père de six enfants, il pouvait passer dans la réserve de l'armée territoriale. Il ne le voulut pas. Au dépôt du 27e territorial, il attendait avec impatience un rôle plus actif. Ecoutez un de ses camarades d'armes Grisard le peindre dans une lettre familière écrite au plus jeune des Laurentie :

J'ai appris à connaître votre frère à Amiens où notre régiment a passé une semaine, quand nous avons quitté le dépôt. Là, nous nous promenions volontiers ensemble dans les jardins de la citadelle, discutant littérature, histoire, philosophie, lui selon son tempérament, avec chaleur, parfois avec ironie, toujours avec un remarquable brio ; et nous n'étions pas toujours du même avis, mais chacun comprenait les raisons de l'autre et cela suffisait pour créer entre nous un accord tacite. Je remarquai dès ce moment, chez votre frère, un certain goût de la solitude. Après avoir longuement causé, il aimait à s'isoler, afin de penser aux siens sans doute, et je respectais ces moments de recueillement. Le 3 octobre après une marche très fatiguante, nous arrivions en vue de l'ennemi ; les obus éclataient à l'horizon ; des incendies empourpraient le ciel dans le lointain.

Le lendemain nous recevions ce qu'on est convenu d'appeler le baptême du feu. A la grand halte, le capitaine réunissait ses sous-officiers et caporaux et leur disait : « Messieurs, nous allons au combat. » Aussitôt, nous nous déployâmes en tirailleurs dans les champs de betteraves,

comme soutiens d'artillerie : trois salves d'obus nous saluèrent et ce fut tout. A partir de ce moment, nous fûmes toujours plus ou moins en contact avec l'ennemi, non pas pour l'attaquer ni même pour le repousser (car nous n'en eûmes jamais l'occasion) ; notre rôle se borna à occuper et à creuser des tranchées, souvent exposées au feu de son artillerie.

Je me souviens d'une heure particulièrement tragique, dans un pré entouré de haies et planté de pommiers, où nous nous promenions l'un et l'autre en compagnie de l'adjudant Auzouy, que vous connaissez, je crois : la fusillade crépitait sur la gauche ; nous attendions d'un moment à l'autre l'ordre de mettre sac au dos et de marcher à l'ennemi ; alors tous les trois, spontanément, nous nous sommes fait nos dernières recommandations chacun prit l'adresse des deux autres ; ce fut un échange poignant.

Entre temps, nous eûmes des heures de tranquillité relative. Nous nous retirions alors avec l'adjudant dans un de ces petits estaminets du Nord, bien chauffés où, entre deux bistouilles (café et petit verre), on devisait agréablement, et l'on parlait aussi de la fin de la guerre et des joies du retour. C'étaient les bons instants et qui paraissaient d'autant meilleurs que nos travaux étaient plus durs.

Pendant cette longue série de rudes journées que je vécus avec votre frère, jamais il ne se fit porter malade ni exempter de la moindre corvée et bien que peu habitué aux travaux manuels, il se proposait souvent le premier pour aller chercher le pain la viande les pommes de terre, qu'il ne dédaignait pas d'éplucher en compagnie des humbles ou des plus grossiers camarades.

Une note nous fait pénétrer dans les sentiments de ce soldat ponctuel. Un jour, des officiers du génie viennent inspecter les terrassements, et les déclarent excellents. — On voit bien, dit l'un d'eux, que vous êtes du métier pour la plupart. — Sans doute, mon lieutenant, répondit Laurentie, puisque d'ici à 5 mètres il y a deux professeurs de l'Université dans la tranchée !

Et maintenant, voulez-vous l'écouter lui-même dans

ses dernières journées, et entendre ce solitaire, comme le nommait son ami, dans les pensées de sa solitude ? Il m'est permis de vous donner une idée de son « Journal de guerre », qu'il écrivait avec amour, et que ses camarades de tranchée aimaient l'entendre lire. Il allait tomber le 12 janvier ; voici ses feuillets du 7 et du 9, les derniers qu'il ait écrits :

Jeudi 7 janvier 1915. — Journée de songes creux, de tristesse ressassée, de mornes réflexions, dans la maisonnette neuve où mes chers camarades jouent à la manille. A peine puis-je écouter de temps à autre les canonnades : je ne vois que l'implacable pluie, je ne songe qu'aux boyaux marécageux, qu'à Roclincourt qui nous menace. Obsédantes, lenteurs de la guerre ! lents progrès des mois vides ! vanité inutilité de la fuite des jours ! Quel mortel ennui suinte de cette guerre avilie par les Boches ! La prière seule m'est un recours, un utile et sûr refuge. — Vers 3 heures, cinq marmites allemandes tombent près de nous. Mais en ce moment rien ne peut émouvoir mon incurable, mon inexorable ennui. — Il pleut toujours, il pleut sans trêve et sans répit. Nous rentrons vers 5 heures sous la pluie. — Dîner modeste avec Grisard.

Samedi 9 janvier 1915. — A 4 heures du matin, il nous pleut sur le corps : ce n'est pas très agréable. Lever vers 6 heures. Café chaud. Puis, la matinée est assez belle, presque ensoleillée, joliment froide : cela nous met quelque cœur au ventre et nous donne l'espoir que les boyaux seront un peu moins marécageux cette nuit. Quelques pluies intermittentes nous font, il est vrai, broyer de nouveau du noir. Et il fait si froid que nous sommes sans cesse obligés de battre la semelle. Puis, les isolés qui arrivent des tranchées pour une raison ou pour une autre, se présentent dans un tel état de saleté que la terreur nous envahit.

Un d'eux surtout, un zouave, provoque la stupeur. C'est une statue de bronze liquide, il a de la boue sur les cils,

dans les oreilles, dans le nez, sur les lèvres, dans les cheveux. Il marche hagard et tremblant de fièvre, haletant, plus que mort. On l'a retiré à grand'peine d'un profond trou vaseux, Il a l'air fou, il gèle. Or de cette bouche terreuse sortent ces mots : « Avez-vous une cigarette ? » — J'en donne une à cette loque issue des derniers cercles de l'enfer de Dante, à ce moribond de boue. Et il reste là, immobile, limoneuse fontaine d'argile. Et on le regarde en proie à d'indescriptibles sentiments, auxquels les mots de pitié, de compassion, de commisération profonde ne sont pas adéquats. C'est peut-être l'être le plus terrifiant que j'aie jamais vu.

La matinée avance, semée de canonnades, les nôtres étant parfois très nourries, très violentes, pleines d'agrément. Auprès de ces salves d'obus, les quelques marmites et shrapnells allemands qui tombent près d'ici semblent négligeables. — Après un déjeuner froid, des lettres nous sont distribuées dans un singulier paysage. Une de A M., qui m'engage à me tenir les pieds chauds, car il y a des pieds gelés. Je le sais bien.

A plusieurs reprises (à 11 heures, à 2 h. 1/2, etc.) nos canons donnent furieusement : rien ne me charme comme ces « arrosages ». Vive le son du canon ! Mais la plus forte, la plus terrible impression du jour est la suivante : A midi, on vient chercher notre escouade pour l'amener dans le boyau de Roclincourt (boyau du bas) renforcer une « corvée de cadavres ». Il s'agit d'enlever sur un talus et de ramener dans l'ex-potager de l'usine, devenu le « cimetière des zouaves, deux cadavres de zouaves, qui restent sur quatre. Nous voilà partis pour cette course d'un kilomètre. Sans être épouvantable, ce boyau est encore bien mauvais. Au début, on est même obligé de le quitter pour prendre le découvert de gauche où passent les balles. Pour comble, il pleut. Arrivé à l'endroit funèbre, je monte sur le talus que les autres ne veulent pas escalader parce qu'il est en vue et très exposé. Nous roulons les deux cadavres sur les brancards.

C'est le dernier Cadavre, — hélas ! le plus lourd de beau-

coup, car il pèse, mouille et terreux qu'il est, 150 kilos au moins, — c'est le dernier cadavre qui nous reste à trois camarades et à moi. Le porter à deux est au-dessus de nos forces dans cet épouvantable terrain et par ces sentiers affreusement glissants. Tous les dix mètres je succombe sous le poids.

Ah ! ce n'est plus le ton de la jeunesse et l'âge de l'enthousiasme. Mais quelle solidité d'avoir pu, au milieu de telles détresses, garder la faculté et le goût de nommer et de noter ce que l'on ressentait avec une telle intensité ! Un de ses amis le peint en quelques traits que je veux encore recueillir : « *Laurentie me confiait ses espérances ; j'aimais l'entendre parler de ses beaux arbres, de ses petits marmots, de son coin de province qu'il aimait du fond du cœur et aussi de ses livres favoris et de ses études. Il pensait bien revoir tous ses objets de son amour, et, en attendant, il gémissait.* Gemens spero *deux mots seulement dont il avait orné sa pipe et que nous avons inscrits sur la croix de sa tombe.* »

Quelle variante de la légende fameuse que nous a léguée l'épopée impériale : « Ils grognaient et le suivaient toujours. »

Comment la mort vint-elle interrompre sa plainte et son espérance ? C'est encore son ami, le territorial Grisard, qui nous le raconte :

Notre compagnie devait travailler en première ligne avec le génie . . . . . .
. . . . . Il n'eut au cœur aucun pressentiment : toute la journée, jusqu'au moment fatal (trois heures environ), il fut calme, tranquille. Quand les obus commencèrent à tomber, il ne s'émut pas, il ne craignait rien. Je lui faisais remarquer que les obus s'approchaient et qu'il fallait nous déplacer : « Je crois en la Providence », me dit il, et c'est alors qu'il fut tué.

Il était connu de tous, non seulement des soldats du 27e territorial, mais encore des zouaves et des tirailleurs

qui le voyaient passer dans la tranchée. Il imposait à tous par sa haute taille, son ample barbe frisée qu'il avait laissé pousser, son grand air et sa distinction naturelle. Il attirait les regards. Aussi la nouvelle de sa mort se répandit-elle comme une traînée de poudre et causa à tous la plus forte impression. Des soldats et des sous-officiers, connaissant mon intimité avec lui, vinrent en quelque sorte m'adresser leurs condoléances.

Voici dans quels termes, pleins de bonté et d'élévation le capitaine avertit Gabriel Laurentie :

Monsieur, depuis le commencement de la guerre j'ai eu malheureusement déjà trop d'occasions de déplorer la mort d'un de mes soldats, mais je puis vous dire en toute sincérité que je n'ai jamais été plus ému que le jour où j'ai perdu votre frère.

J'avais pour lui une profonde estime, non seulement pour sa conduite courageuse, mais aussi pour l'admirable dévouement qui l'avait amené parmi nous alors que sa place aurait pu être auprès des siens, en vertu des lois militaires.

Il reste une grande figure du dévouement obscur : je vous avoue que je l'ai toujours admiré, lui le savant, le cultivé, le favori du bien-être, se pliant à cette vie du soldat de campagne, pleine de détails si pénibles.

Dans le rang, ce docteur ès lettres, entre un laboureur et un ouvrier, marchait sans murmure et donnait l'exemple de supporter les privations, plus pénibles encore pour lui que pour tout autre.

J'avais voulu lui donner le grade de caporal pour le nommer ensuite fourrier ; il m'avait refusé par conscience, craignant de ne pas être capable de remplir ces fonctions ; je l'avais proposé tout de même, estimant que je devais forcer sa conscience en le couvrant de mon estime.

Il est mort avant que cette nomination ait été faite.

Nous vivons, monsieur, à une époque où les cœurs, tout en restant tendres, doivent être parfois enveloppés d'un triple airain ; moi-même qui vous écris sur cette feuille de deuil, j'ai dû, quelques jours après la perte de votre

cher frère, subir la cruelle épreuve d'une mort qui a brisé mon cœur paternel.

Je dois vous dire en terminant que nous avons enseveli votre frère dans son uniforme, seul linceul digne du soldat mort face à l'ennemi, et il repose au cimetière du cantonnement.

Au reçu de cette nouvelle, Gabriel Laurentie voulut aller au feu. M. Grisard le fidèle compagnon d'arme de son aîné, chercha à l'en dissuader :

Dans la lettre que vous m'écrivez lui disait-il, vous manifestez le désir de venir prendre ici la place de votre frère et de lui succéder dans son rôle de combattant ; permettez-moi de vous en dissuader. Si vous voulez respecter l'un de ses désirs les plus chers et les plus souvent exprimés devant moi, vous resterez dans le camp retranché de Paris ; c'est là qu'il serait heureux de vous savoir, car il me disait toujours que vous n'étiez pas préparé aux fatigues.

Gabriel ne voulut rien entendre. Il était dans l'auxiliaire et se fit verser dans le service armé. Au début de février dernier, étant en patrouille en avant de Verdun dans le bois de Villé, il fut tué d'une balle au ventre. Et c'est Driant qui commandait près de là ses chasseurs qui vint prononcer les derniers mots sur sa tombe.

Ces jours-ci enfin, dans une lettre que je viens de recevoir, il y avait ce post-scriptum : « A propos des Laurentie, savez-vous qu'un de leurs neveux (dont le père est trop âgé pour servir) s'est engagé à dix-sept ans pour venger ses oncles. Il vient d'être tué... [1] »

Si nous voulons comprendre le secret de la force chez des hommes de l'âge des Laurentie, ce n'est pas assez que je vous montre cette énergie qui circule d'un frère à un

1. « Non, rectifient les Tharaud, leur petit neveu n'a pas été tué après eux, mais dans l'automne 1915 ».

frère et entre des compagnons d'armes, il faut que notre regard aille jusqu'à leurs foyers, où veillent les femmes et les enfants. « *Ma belle-sœur, m'écrivait Gabriel Laurentie, en apprenant l'affreuse nouvelle, m'a dit : « Dieu a choisi sa victime préférée parmi l'élite de ses serviteurs ; à travers mes larmes, je bénis la main qui me frappe...* » *Et parlant des enfants du mort, elle ajoutait : « Son petit aîné travaille seul et admirablement (en pleine campagne, sans maître) ; il se tient pour lié par un serment, car il avait promis à son père de faire pour le mieux.* »

J'ai puisé avec abondance dans tous ces papiers intimes. Je les tiens de Gabriel Laurentie, qui me disait : « *Lisez, communiquez à vos lecteurs ce que vous jugerez bon. Je sais par expérience l'influence que ces documents auront auprès des soldats déjà au front ou qui, comme moi, attendent impatiemment leur prochain départ...* » Ces textes nous donnent les couleurs graves de la guerre chez nos soldats les plus âgés, qui ne sont pas partis avec la fougue de la jeunesse ; c'était impossible, mais avec la plus haute raison patriotique.

Que n'a-t-il pas souffert ? « De quelle lutte intérieure n'a-t-il pas triomphé ? » m'écrivait Gabriel en parlant de François, et de l'un et l'autre, nous faisons cette réflexion. Mais précisément la grandeur de tels cas, c'est qu'on y voit la volonté qui maintient les corps. Nos territoriaux sont des « ouvriers » qui n'ont pas choisi par goût leur ouvrage terrible, et qui même le détestent, mais qui le feront jusqu'au bout, malgré l'énormité des risques professionnels, par dignité d'homme et parce que le sang français n'accepte pas de servir l'Allemand qui veut commander[1].

1. Sur cet article, je recevais la lettre suivante :

... Amédée Guiard, les Laurentie avec Henry du Roure dont Léonard Constant évoque la chère mémoire, furent mes camarades. Ensemble, avec des moyens différents, mais avec le même cœur et la

XXIII

DRIANT ET SES CHASSEURS

In Memoriam.

30 mars 1916.

Ils auront leur fanfare. Les souscriptions m'arrivent, accompagnées de lettres brûlantes d'admiration pour lui, pour ses braves, pour tous les défenseurs de Verdun.

« *Voici mon obole, m'écrit Louis Ganderax, pour la fanfare que désirent les chasseurs de Driant. Puisse-t-il un jour, l'entendre lui-même ! Honorons le chef, en tout cas, par une prompte et cordiale déférence au vœu de ses soldats. Et que cette sonnerie, aux alentours de Verdun, soit un symbole,*

même âme, nous avons essayé de faire un peu de bien. J'ai été profondément ému par la lecture de vos deux articles et je viens bien, simplement vous dire merci.

Les anciens sillonnistes ont beaucoup souffert avant la guerre, ils voulaient réaliser un Idéal pour lequel la vie valait la peine d'être vécue. Ils ont été . j'allais dire calomniés, non, c'est un trop gros mot, ils ont été méconnus, mais ils ne se décourageaient pas. Marc Sangnier leur avait dit qu'ils s'ensanglanteraient les mains et le cœur ils souffraient, mais humblement et avec ténacité ils se remettaient au travail.

La guerre a éclaté, nous jetant tous à la frontière, beaucoup des nôtres et des meilleurs sont tombés le plus souvent humblement comme vous le faites si bien ressortir, mais toujours l'âme haute.

La mort glorieuse de ces amis très chers auréole maintenant leur vie de dévouement et nous tous qui les avons connus et aimés, nous rappelant qu'ils furent toujours nos modèles, et souvent nos conseillers, nous prions pour eux et gardons pieusement leur mémoire.

L. Montourcy,
adjudant 11e artillerie lourde.

un signe de vie persévérante et de résistance triomphante ! »
Après l'écrivain, le peintre J.-F. Raffaelli me dit : « *Les Allemands sont entrés en France musique en tête ; c'est bien le moins que nous les reconduisions à la frontière, à notre tour, musique en tête.* » De l'armée, un sergent m'envoie sa quote part : « *Je veux que le plus vite possible retentissent les éclatants accents de cette fanfare. Il faut que le colonel Driant, quel que soit son sort, demeure toujours présent à l'esprit de ses hommes. Cette fanfare perpétuera les vibrantes paroles que ce brave a si souvent fait entendre...* » Auprès du sergent, le général : « *Ci-joint, mon cher Barrès, un billet du vieux chasseur des Garets pour la fanfare du glorieux bataillon de Driant. Elle sonnera dans un prochain avenir de si triomphants chants de victoire que le cœur du père des alpins ne peut manquer de s'y associer et de vibrer avec eux...* »

Toutes les lettres de nos donateurs seraient également à citer ; je vais du moins publier leurs noms aussitôt ma souscription close. Elle devrait l'être, car je ne demandais que seize cents francs et j'en ai reçu deux mille quatre cents, mais un scrupule m'est venu. Driant avait sous ses ordres non pas un, mais deux bataillons, le 56e et le 59e, qu'il ne sépara jamais dans son affection. Tous deux la justifient pleinement, puisque le 59e aux tranchées de première ligne défendit les positions les 21 et 22 février avec un superbe acharnement, et que le 56e accourut à son aide avec un égal esprit héroïque de sacrifice. Les deux bataillons, bien qu'aujourd'hui séparés, demeurent unis par le souvenir de leur gloire commune et de leur chef. Comment ai-je pu me mettre en tête de donner une fanfare au 56e et rien au 59e ? Driant leur a promis qu'ils défileraient sous l'Arc de Triomphe au son de leur musique. Quelqu'un qui connaît cette situation, à laquelle je m'excuse de n'avoir pas pensé m'écrit : « Vos lecteurs dans leur admiration pour les deux batail-

lons trouveront certainement la solution du problème et leur générosité ne pourra qu'accentuer l'harmonie, si j'ose dire, qui depuis toujours ne cessa de régner dans ce ménage parfait. »

La cause est entendue. Mes lecteurs et amis voudront offrir les deux fanfares. Driant sera content. Ses chasseurs, pour la plupart originaires du Nord, sans relations avec leurs familles et toujours à la peine, comme il marquait nettement leur droit à notre amitié :

« *Je me suis débrouillé, m'écrivait-il, pour envoyer une automobile à Paris L'*Écho, *d'ici son arrivée, a le temps de me constituer un petit lot. Je dis « un petit », mais il faut remplir la voiture, car j'ai beaucoup de chasseurs. En disant seulement que depuis le premier jour ils n'ont pas cessé d'aller de l'Argonne dans la Woëvre ou d'être aux avant-postes à Verdun et que je crains plus pour eux dans l'état de dénûment où le bivouac les a réduits, le froid que les obus, on se montrera généreux...* »

Et cette autre lettre (à la comtesse Joachim Murat) qui contient en quatre lignes un tableau inoubliable : « *Madame, votre magnifique envoi m'arri aujourd'hui au grand complet. Comment vous dire ma joie devant ces richesses !... C'est un Noël dont ils se souviendront. Comme le froid est tombé en ce moment, je vais retarder un peu ma distribution, pour qu'elle leur arrive le jour de la fête que nous projetons dans notre bois, dans la nuit du 24 au 25. Une messe de minuit sur un autel improvisé dans une clairière que je fais défricher, puis un grand sapin, avec un minimum de lanternes vénitiennes, pour ne pas attirer les schrapnels, et des lots pendus aux branches. Je jouis d'avance de l'étonnement de mes chasseurs arrivant des tranchées, boueux, le fusil en bandouillère et se trouvant en présence de cette vision du foyer familial ; puis rapportant à leurs camarades restés en faction, le regard dans la nuit, tous ces souvenirs venus de Paris.*

Sur leur héroïsme et leur continuel esprit de sacrifice, ses lettres sont pleines de précisions : « *Je viens de recevoir, m'écrivait-il, votre premier colis de tabac, et cette nuit j'ai commencé ma distribution. Vous ne vous doutez pas du plaisir qu'on éprouve à la faire. On m'a confié depuis peu le secteur de Consenvoye, où nous ne sommes qu'à* 10, 20, 40 *mètres* d'eux. *Je vous l'ai peut-être déjà dit, et peut-être aussi signalé, que sur deux points très rapprochés une trentaine de cadavres pourrissent depuis trois mois. Quand je passe là, je ne puis vous dire quelles nausées me donne cette odeur indéfinissable, les jours où l'apporte le vent. Et il y a des chasseurs qui la subissent toute une nuit, et quatre nuits de suite. Suspensions d'armes pour enterrer ? On n'en veut plus à la suite de certaines traîtrises. Ici les Boches nous la demandent, car les jours où souffle le vent du sud, c'est vers eux que va l'odeur de peste. Le tabac seul permet à l'homme de la neutraliser, et à ceux qui veillent là, j'en donne un paquet par figure. Le « merci » de l'homme est profond, je vous l'assure, dans le grand silence qu'impose la proximité des lignes. Je fais jeter des sacs en papier remplis de chaux vive le plus loin possible, mais c'est au petit bonheur. Tout cela je vous l'ai peut-être dit, car on rabâche les mêmes choses, en ces heures peuplées des mêmes visions, mais je tenais à vous montrer l'utilité de l'envoi.* »

Des lettres de ce genre qui font comprendre, à la fois, les terribles misères de la guerre et le cœur attentif de Driant ; des détails qui nous expliquent pourquoi ses hommes l'aimaient et l'appelaient leur père, je pourrais les multiplier indéfiniment, mais je serai plus d'accord avec mon admirable ami en vous célébrant ses hommes. Continuons à l'écouter :

« *L'autre jour, un petit chasseur, un de ces silencieux qui font leur devoir tranquillement depuis août* 1914, *quitte sa tranchée à l'aurore et se dispose à partir avec une pelle,*

une pioche et, sur le bras, une couronne de lierre qu'il a confectionnée pendant sa garde de nuit.

— Où allez-vous ? demande son sergent.

— Voilà, j'ai découvert dans un buisson, en allant en patrouille l'autre nuit, des restes qui doivent être là depuis rudement longtemps ; c'est pas un Boche, c'est un camarade : il a encore son képi ; je veux l'enterrer, et, dame, dire une prière dessus...

— J'y vais avec vous : c'est trop près des Boches, vous ne pouvez y aller tout seul.

Et le sergent me conta qu'à eux deux ils avaient en effet ramassé les membres épars d'un soldat colonial tué par un obus de gros calibre. Il y avait même là une troisième jambe venue on ne d'où et qu'on enterra avec lui. Au radius du bras, réduit à l'état de squelette, était encore attachée la plaque d'identité : B. G... Perpignan, 1900-30. *Sa mort, nous pûmes l'établir, remontait aux premiers jours de septembre* 1914.

Le pauvre colonial a maintenant sa croix, et cette croix porte son nom. Les siens sauront où venir prier. »

La suite de l'histoire vaut le début. J'avais publié le fait, à titre de témoignage contre la scandaleuse idée qu'avait eue la Chambre (et qu'elle a dû, par la suite, abandonner) de brûler les soldats morts. J'avais écrit : « Ce chasseur eût ouvert de grands yeux si Driant lui avait dit : « Il y a dans le secteur un four crématoire, il « faut y porter ce pauvre corps que tu as sauvé » Et pour montrer l'authenticité de l'histoire, j'avais indiqué le nom du colonial à qui avaient été donnés ainsi les honneurs de la sépulture. Les parents du mort reconnurent leur fils ; fort émus, ils m'écrivirent ; je les mis en relation avec le brave chasseur. Ils l'invitèrent, et, depuis lors, c'est chez eux, à Perpignan, que cet enfant du Nord passe ses permissions.

Une des grandes idées de Driant, au cours des mois

derniers, était d'élever à ses bataillons un tombeau digne de leur gloire. Un jour, il m'envoya une superbe photographie :

« *Voici la maquette d'une statue de la France, faite il y a quatre mois, par le sculpteur Corio, du 59e bataillon de chasseurs, et destinée à dominer le cimetière où je puis ramasser les chasseurs de mes deux bataillons qu'on peut extraire des réseaux.*

« *Ce cimetière, au bord de la grande route de Stenay, tout près des postes avancés, possède déjà une croix de six mètres de haut, formée de deux chênes coupés dans le bois que nous avons défendu ici, au nord de Verdun.*

« *La statue sera à son pied : déjà, elle n'est plus à l'état de petite maquette, car en voyant l'admirable talent du jeune élève des Beaux-Arts, je lui ai installé un atelier, et notre statue, magnifique d'expression, s'y dresse faite de la glaise des tranchées, reproduite en plâtre, et haute de* 1m,35. *C'est une image en pied de la patrie, une jeune femme debout qui, dans un mouvement magnifique d'imploration supplie le Dieu de la France de nous donner la victoire en échange des vies envolées.*

« *Pourquoi je vous dis tout cela ? Pour que vous m'aidiez à le réaliser en pierre. J'ai pu subvenir à tout jusqu'à présent. Le travail ne coûte rien, mais la belle pierre extraite non loin d'ici, travaillée ici, au bruit des explosions, devenue statue en quatre mois, cette pierre, pouvez-vous me la donner ? Nous viendrions l'inaugurer ensemble après la guerre.*

« *J'ai ramassé là nos morts de Consenvoye. J'y ai déjà quatre de mes officiers, sur 27 perdus. L'inscription sera : « Aux chasseurs des 56e et 59e bataillons, morts pour la Patrie. » Je désire reposer à ses pieds, si telle est la volonté de Dieu.* »

Continuellement, Driant m'écrivait de son monument, que nous avions pu l'aider à mener à bonne fin. Il ne

voulait plus attendre que la guerre cessât. « Nous la placerons, disait-il, à la limite des obus quotidiens... Elle sera inaugurée au bruit du canon allemand, et pourquoi n'y viendriez-vous pas ? »

Quand on n'a pas été à la peine, on n'est pas désigné pour être à l'honneur. Si je déclinais l'offre trop généreuse de Driant, je m'associais de tout cœur à ses admirables pensées. Continuons en les suivant de nous hausser jusqu'au sommet spirituel où vivent naturellement les soldats de cette guerre.

« *J'ai perdu hier encore, m'écrivait-il, un officier tué d'une balle dans sa tranchée, et comme je me trouvais seul auprès de lui quand il est entré en agonie, une heure après avoir été frappé, notre aumônier n'ayant pu arriver à temps j'ai cru pouvoir prononcer sur lui les paroles sacrées* : « Ego te absolvo a peccatio tui !... » *J'ai appris ensuitequ'il n'en était pas du sacrement de pénitence comme du sacrement de baptême, que mon intention était bonne et mon absolution sans valeur... Mais quelles singulières heures nous vivons là !* »[1]

Quelle scène ! Toute pareille aux épisodes les plus purs des chansons de geste. Nous avons déjà vu dans les *Enfances de Tristan* l'écuyer qui tient pour son prêtre le chevalier au côté de qui il bataille, puis rend l'âme.

Il pourrait sembler à quelques-uns que je ferais mieux de pétrir ces documents et d'élaborer un récit plus uniforme, mais c'est après réflexion que j'obéis à mon instinct et que je verse dans la circulation de si précieux documents sans une retouche... Je ne donnerai à ces faits aucun coup de pouce ; je ne m'exposerai pas à les déformer. Voilà les paroles intactes de Driant, voilà ses actes. Ils parlent avec toute leur force, comme des vertus qui s'ignorent elles-mêmes.

1. C'était au bois de Consenvoye le lieutenant Lestrade.

Ces faits bruts montrent un chef qui vit de la manière la plus aisée, hors de nos étroites limites, dans le sublime, en même temps qu'il veille aux détails familiers et cherche constamment l humble bien-être de ses hommes. Dans la nuit qui suivit la disparition de Driant, ses chasseurs, retirés tout sanglants du combat, durent demeurer en plein air, sans vivres, sans abris ; c'est la guerre, et sans doute que leur chef aimé n'aurait pu y remédier, mais tous disaient, avec la foi des enfants privés de leur père : « On voit bien déjà que le colonel n'est plus là. »

Voilà des éléments certains pour qu'on apprécie dans tout l'univers l'état d'esprit sérieux, la haute vie spirituelle de nos armées, aussi éloignés de la brutalité que de la faiblesse et du gémissement. Il y a, chez un chef comme Driant entouré de ses soldats, de la richesse et de la profondeur, un accroissement de vie, quelque chose de grave et de tendre, qui émeut chez tout homme réfléchi les sentiments les plus solennels.

XXIII (*bis*)

LA VALEUR RELIGIEUSE DU CHEF

In Memoriam.

30 mars 1916.

La valeur religieuse du chef. — Mgr Raymond de la Porte, évêque du Mans, me fait l'honneur de me dire : « Driant a donné l'absolution à un lieutenant. Vous savez certainement que le prêtre seul donne l'absolution ; mais cette confidence, en usage dans les siècles passés et renouvelée aujourd hui sur nos champs de bataille, faite

au moment de mourir à un camarade ou à un chef, attire certainement le pardon divin, par ce qu'elle enferme d'humilité, de contrition, d'amour de Dieu. Joinville en cite des exemples dans ses *Mémoires*, et on peut en trouver d'autres. »

Voilà un grand sujet, je ne puis que le marquer dans une note trop sèche. Oui nous connaissons de nombreux exemples historiques de soldats se confessant et s'absolvant les uns les autres à l'heure du péril. Lorsque les Mameluks attaquèrent sur le Nil la galère chargée de blessés et de malades où était Joinville (§ 354), les Croisés se confessèrent à un frère de la Trinité et Joinville fit comme eux (ou plutôt essaya, puisque la peur l'empêcha de retrouver aucun de ses péchés) ; puis dit-il, « Messire Gui d'Ibelin, connétable de Chypre, s'agenouilla encontre moi *et se confessa a moi* et je li dis : « Je vous « asol de tel pooir que Dieus m'a donné. » Mais quant je me levai d'illuec (de là), il ne me souvint onques de chose qu'il m'eüst dite ne racontée ». — De même, au témoignage du Loyal serviteur (éd. Lorédan Larchey, p. 491), quand Bayard fut blessé à mort « ses pauvres domestiques estoient tous transis, entre lesquels son maistre d'hotel. Et se confessa le bon chevalier a lui, par faute de prestre. »

Les chansons de geste abondent en épisodes de ce genre (Léon Gautier, en sa *Chevalerie*, a cité beaucoup de ces textes). Dans *Raoul de Cambrai*, par exemple, il est dit du chevalier Aleaume :

> Confés se fist li ber de ses pechiez
> A deus barons qu'il a apareilliez,
> Que d'autre prestre n'estoit-il aaisiez.

(Et souvent ils se communient eux mêmes d'une feuille d'arbre ou de trois brins d'herbe, symbole des trois personnes de la Trinité.)

Le plus beau de ces épisodes est celui que racontent

la *Chanson de Guillaume d'Orange*, et son double, la *Chanson d'Aliscans*. On peut le rapprocher de l'acte du colonel Driant : ici et là, il s'agit d'un homme d'âge qui se traîne sur le champ de bataille pour porter à un enfant un secours spirituel. J'ai donné ce tableau dans les *Traits éternels de la France* (p. 36).

XXIV

LE POILU, CASQUE EN TÊTE, DERRIÈRE SON BOUCLIER

1er avril 1916.

Voilà bien des symptômes intérieurs et extérieurs, concomitants, et qui ressemblent fort aux dernières convulsions des batailles de Nancy, d'Ypres et de l'Yser. Le moins curieux n'est pas cette idée barbare et baroque de jeter sur Verdun des obus incendiaires. Ils le firent sur Ypres, ils le firent partout, avant la finale, sur les villes qu'ils ne pouvaient pas prendre.

Et pourtant, quels que soient les ralentissements et même les silences, on ne peut croire que se termine la bataille de Verdun ; ce serait de leur part un tel aveu d'impuissance ! Imitons la méfiance des chefs ; évitons les prophéties. Au milieu de toutes les inconnues du problème, on prend l'horreur des affirmations, des suppositions, de tous les systèmes ; l'esprit refuse de vagabonder et cherche à s'arrêter sur des objets précis. Pour notre part, dans un tel moment, nous ne voulons pas sortir de l'éloge des morts et des vivants, de l'aide aux vivants et aux morts.

J'ai lu un petit manuel sur les attaques d'infanterie

qui a été écrit par un jeune lieutenant blessé dans les loisirs de sa convalescence. Je ne crois pas qu'il ait été rien publié qui donne d'une manière plus précise et plus saisissante le caractère de cette guerre. L'auteur s'est proposé de mettre à la disposition de ses camarades l'expérience qu'il a tirée des combats de Neuville-Saint-Waast et d'Ablain Saint-Nazaire. Le grand quartier général ayant eu connaissance de ce travail a voulu qu'il fût distribué dans l'armée, et jusqu'à cette heure le public ne le connaît pas. C'est dans ces pages terribles que l'on mesure l'esprit de sacrifice de nos troupes d'attaque. Jamais soldats ne connurent un pareil enfer. N'est-il donc pas possible d'atténuer cet implacable, cet inhumain danger ?

Le 3 octobre 1914, je publiais un article, *Tireurs d'officiers* (le mot a fait fortune), qui fut lu dans les dépôts aux officiers et sous-officiers partant au feu et que le *Bulletin des armées* a reproduit. Le 10 décembre suivant, je posais le problème : « Le combattant peut-il se protéger efficacement contre certains des projectiles allemands ? » Je demandais le casque (j'allais y revenir avec plus de précision le 1er janvier 1915) ; puis j'ajoutais : « Si les épaules de la capote étaient garnies de lamelles sur le drap, la vulnérabilité du fantassin couché serait, en ce qui concerne le shrapnell, singulièrement réduite ».

Nous avons obtenu le casque. A quand les épaulières ? Et pourquoi ne pas aller plus outre, pourquoi refuser une suite logique à ce commencement ?

A des hommes dont l'action n'est utile qu'autant qu'il leur est possible de se maintenir sur le terrain conquis, il faut non seulement un casque et des épaulières, mais encore un bouclier. J'avais parlé ici d'une plaque de métal, faisant cuirasse. « Non, me disent les combattants, le bouclier vaut mieux ; il est indépendant de l'équipement, nous le manierons mieux dans l'assaut,

nous pourrons le poser à terre devant nous si nous avons à nous coucher et ainsi nous garderons notre liberté pour tirer ».

On objecte que l'infanterie pourrait perdre de son « esprit d'offensive » si on la dotait d'un bouclier. Est-ce sérieux ?

Le fantassin qui va à l'assaut est muni d'outils portatifs destinés à lui ménager des abris, et de sacs remplis de terre derrière lesquels il se dissimule s'il est arrêté par un feu trop intense. Ces outils, ces sacs ont ils tué l'esprit d'offensive ? Leur défaut n'est pas là, mais dans leur piètre efficacité. La raison ordonne de croire qu'un homme muni d'un moyen de défense même médiocre se porte plus volontiers en avant que s'il est dépourvu de toute garantie. Et puis un soldat soumis à un feu de mitrailleuse en terrain découvert, ne pouvant plus lever la tête sans être abattu, demeure là, immobile, incapable de riposter au tir ennemi.

Aujourd'hui, les plus belles qualités militaires échouent devant l'obstacle infranchissable qu'est un tir de mitrailleuse bien réglé. Sommes-nous assez riches en hommes pour jeter indéfiniment dans cette fournaise tant d'existences précieuses, l'élite de la nation ? Et quand nous aurions une surabondance de héros, notre cœur est-il si froid que nous négligions de les préserver ? Il faut absolument perfectionner le matériel de l'assaillant.

Je ne suis pas heureux avec mes livres ; dans la hâte de mon travail, je ne parviens pas à les retrouver à la minute nécessaire, mais j'ai lu, il y a peu, le très intéressant travail sur la *Retraite des Dix Mille de Xénophon*, que le colonel Boucher, après avoir commandé, à l'âge de soixante dix ans, un groupe de héros sur l'Yser, a publié dans un instant de repos, auquel sa santé l'avait contraint, et je me souviens qu'il dressait dans ses dernières pages un parallèle entre l'armement au soldat

grec et l'armement de notre poilu ; il s'étonnait de notre lenteur à entendre les conseils de la guerre présente et des guerres passées.

Français, Anglais, Russes, Italiens, Allemands, nous avons été obligés d'entrer dans les tranchées pour y protéger le fantassin contre les armes du jour. Nous avons eu recours au vieux moyen classique, au mode de protection collective qu'est la tranchée. Mais la guerre de mouvements reparaîtrait aussitôt, si l'on pouvait substituer à la protection collective la protection individuelle, et à la tranchée substituer l'armure de jadis : casque, épaulière, bouclier. Est-ce impossible ? On ne paraît pas s'être épuisé l'esprit à se le demander.

D'ailleurs, puisque nous parlons tranchées, comment en sommes nous encore réduits à la pelle et à la pioche des ancêtres ? Qu'une première ligne, au contact de l'ennemi et au hasard des avances successives, soit ainsi forcément traitée pied à pied, c'est naturel et nécessaire. Mais nos deuxièmes, nos troisièmes positions, tracées, étudiées, organisées à distance de l'ennemi et avec liberté d'esprit, ne devraient-elles pas être établies mécaniquement ? Où est la charrue automobile pour les creusements ? Tandis qu'on se plaint partout du manque de main-d'œuvre et de main armée, ne faudrait il pas demander à des moyens mécaniques l'économie et la rapidité ! Il est hors de doute qu'à cette heure c'est sur l'organisation défensive que repose directement le salut du pays, et nos hommes la réalisent exactement avec les outils qu'employaient les légionnaires de César pour établir leurs *castra* quotidiens ! Même labeur, même lenteur. Ne pourrions nous pas en cours de guerre multiplier les applications rationnelles et simples ? Je craindrais d'être injuste en répétant que nous manquons, parfois, un peu d'imagination.

P.-S. — Je ne veux pas attendre que ma liste soit

close elle le sera dans quarante-huit heures) pour mentionner la souscription que j'ai eu le grand plaisir de recevoir avec ce libellé : « *Pour la fanfare des chasseurs de Driant, modeste offrande d'un capitaine de chasseurs alpins.* *Raymond Poincaré.* »

Cet hommage d'un Lorrain, d'un soldat aux défenseurs de la Lorraine, exprime bien comme toutes les pensées de la France s'unissent, se confondent autour de nos héros.

XXIV (*bis*)

MARCEL HABERT DÉCORÉ

1er avril 1916.

Notre bien cher ami, Marcel Habert, a reçu hier, dans la cérémonie solennelle des Invalides, la croix de la Légion d'honneur.

Par un scrupule quasi-excessif, et parce que Habert voulait que la cérémonie même dans ses abords, gardât un caractère strictement militaire, nous n'avions pas prévenu les ligueurs. Pourtant les membres du bureau étaient là. Quelle joie profonde pour nous, quel honneur qui rejaillit sur toute la Ligue, de voir le plus intime dépositaire de la pensée de Paul Déroulède, son compagnon de la bonne et de la mauvaise fortune, notre délégué général, honoré successivement de la Croix de Guerre, puis du ruban rouge, décorations gagnées l'une et l'autre dans la tranchée, sur un des points du front où les attaques se succèdent les plus fréquentes et les plus meurtrières.

Habert était délié de toute obligation militaire, quand il a demandé en août 1914 à être réintégré dans son

grade de lieutenant et envoyé sur la ligne de feu. Notre ami ne me permettrait pas en ce moment de dire toute la belle vaillance qu'il a déployée et que je sais par les combattants mêmes au milieu desquels le drapeau lui avait été confié. Porte-drapeau, est-ce assez bien pour un chef de la Ligue? Disons-le en passant, dans les derniers mois, il eut pour compagnon Georges Victor-Hugo, également vaillant et populaire dans tout le régiment. Mais j'ajourne ce que j'aurais à raconter. Pour des soldats, tant que dure la guerre, il n'y a que le témoignage des chefs qui vaille. Ecoutons le généralissime :

Habert (Henri-Ernest-Marcel), lieutenant de réserve au 171e régiment d'infanterie :

« Officier ardent, homme de cœur animé du plus pur patriotisme, A partout fait preuve des plus belles qualités militaires. A pris part brillamment à de nombreux combats. A l'attaque du 25 septembre 1915, a courageusement porté le drapeau du régiment dans la dernière des tranchées conquises et l'y a maintenu pendant quatre jours consécutifs sous un violent bombardement d'artillerie. »

(Croix de Guerre avec palme).

Au G. Q. G., le 6 mars 1916. — Le général commandant en chef, *signé :* J. Joffre.

Comme Déroulède eût été heureux et fier de son lieutenant. Marcel Habert fait revivre parmi nous le héros de 1870, porté lui aussi à l'ordre de l'armée et décoré pour fait de guerre.

XXV

LA VIE ET LA MORT D'ÉMILE CLERMONT

In Memoriam.

3 avril 1916.

Emile Clermont, l'auteur d'*Amour promis* et de *Laure*, qui vient de mourir pour la France dans une tranchée de Champagne, le 5 mars dernier, était un écrivain un peu isolé, ce me semble, parmi ses contemporains, un écrivain comme nous les aimions quand j'étais jeune, musicien savant, chargé d'éclairs, plein d'or et d'azur, dont la prose rivalisait avec les fleurs, avec les couchers de soleil et les concerts d'automne au jardin. A la veille de la guerre, les jeunes artistes ne suivaient plus guère cette mode. Leur grande affaire, c'était toujours de monter, de se hausser. Ils me faisaient songer au petit ramoneur tout noir de suie qui grimpe dans l'obscure cheminée vers un coin de ciel bleu. Hélas! à cette heure, esthètes ou apôtres, ils tombent pour la France; le diadème de la patrie se défait, et sur leurs carnets de guerre, nos jeunes artistes et penseurs signent de leur sang un même thème douloureux d'honneur et de sacrifice.

J'ai des notes et des lettres d'Emile Clermont durant cette guerre. Lisons les pour connaître avec plus de gratitude la dure vie de ceux qu'aux époques heureuses on appelait les princes de la jeunesse.

Quand Emile Clermont, né d'une famille nombreuse où les fils sont tous artistes et les filles de tendance mystique, sortit de l'Ecole Normale, passa l'agrégation et

commença d'écrire, c'était un de ces jeunes Français que nous avons connus par centaines dont l'âme, sous les chocs de la vie quotidienne, rendait un son accordé avec *Adolphe*, *Volupté*, la *Confession d'un Enfant du siècle*, le *Disciple*, l'*Homme libre*. Il recherchait les émotions, et son *Amour promis* est un livre où l'imagination se porte aux plus extrêmes abus et d'une manière qui fait peur aspire à la douleur. Certes, dès ce temps-là, Clermont était très porté à admirer chez les autres l'unité, mais il se dispersait en cherchant sa voie vers tous les points empourprés de l'horizon. Aussi ne croyait-il pas qu'il pût jamais arriver à la paix intérieure. La paix est-elle possible pour une âme profonde et mobile, aux impressions intenses et variées, continuellement soulevée vers l'inaccessible ? C'était le grand problème qui l'occupait et dont il a donné dans *Laure* une solution négative.

Cette recherche des émotions était arrivée chez Emile Clermont à un état aigu. Il cherchait à se faire de chaque moment une sorte d'éternité en se laissant prendre entièrement par l'impression de la minute, sans penser ni au passé ni à l'avenir. Comme il le dit lui-même dans ses notes de guerre, il était nerveux, irrité, blessé de tout, écorché à vif, et cet état d'hypéresthésie, qui fut celui d'un si grand nombre d'admirables artistes, a peut-être duré chez lui jusqu'en août 1914.

La guerre, dès le premier instant Clermont l'accepta avec beaucoup de courage et avec le désir de faire entièrement son devoir. Toutefois, il n'était pas doué pour la vie militaire. C'est ce qu'avait discerné le sous-officier qui, à la caserne, il y a plusieurs années, quand il faisait son temps, lui répétait fréquemment avec une ardente conviction : « Je n'ai jamais vu un homme aussi bête que vous. » Il dut faire beaucoup d'efforts afin de vaincre son aversion pour les occupations matérielles. Du dépôt au 17 août 1914, il écrivait : « *Je suis assez fatigué des exercices et travaux que j'ai dû faire et pour lesquels je*

n'ai ni goût, ni entraînement. Par exemple, faire nettoyer et aménager les chambres, commander des corvées pour le balayage et la soupe, faire habiller des hommes... J'espère en tout cas m'aguerrir peu à peu... »

On lui offrait de rester au dépôt comme sergent instructeur ; il préféra partir et laisser, disait il, de tels postes aux gens mariés. Et après neuf mois de front, en mai 1915, il écrivait : « *Je ne suis pas malheureux du tout... Je ne voudrais pas être ailleurs pour le moment et tant que la guerre durera... Je vois passer les jours sans souci, avec des occupations constantes qui ne me plaisent pas, mais dont je sens tout à la fois la nécessité et en somme la valeur... Je ne pense pas à grand'chose, mais je suis bien moins nerveux ; j'ai moins de sensations d'art, mais plus de paix... C'est une autre réalité, une autre dureté, bien plus authentique. J'ai en plus cette impression suffisante d'assister sans cesse à une grande tragédie qui élève la signification des paysages et des jours...* »

Il demanda à faire partie d'un peloton destiné à former des officiers, tout en écrivant : « *Le poste sera plus pénible, plus dangereux que ce que je fais en ce moment* ». Quand il fut nommé sous-lieutenant, il quitta le régiment de réserve dont il faisait partie pour rejoindre le régiment d'active déjà reformé deux fois, où il savait devoir être bien plus exposé, et en exprima sa satisfaction : « *Je suis si impressionnable que j'aurais pu avoir peur devant le danger ; maintenant, comme j'aurai à donner l'exemple du courage à mes hommes, je sais que je resterai ferme jusqu'au bout, et c'est tout ce que je demande.* »

Quels efforts il lui avait fallu pour dominer son extrême sensibilité, que la seule perspective d'une douleur physique faisait frémir, et sa délicatesse nerveuse qui reproduisait en quelque sorte en lui-même les souffrances des autres. Les spectacles auxquels il devait assister lui causaient un supplice. Il en était parfois accablé. Son âme demeurait obsédée de souvenirs, d'images et de cris.

Nous autres, loin des champs de bataille, quand nous voulons énumérer les horreurs des Allemands, nous nous en tenons à des expressions quasi abstraites, nous parlons des gaz asphyxiants, des liquides enflammés, des torpillages, et rien de tout cela ne fait image, mais chaque combattant a vu des choses qui demeurent dans sa conscience et le noyent de tristesse. Ce serait d'ailleurs criminel de les mettre inutilement sous les yeux du public, quand chacun a bien assez de porter à cette heure le fardeau de ses expériences.

Emile Clermont s'était obligé à surmonter sa nature. Dans ses notes on trouve à ce sujet des mots poignants : « *Etant seul et souffrant beaucoup sur un champ de bataille... ne pas avoir d'autre témoin que soi-même et se bien tenir* ». Ailleurs, parlant de l'enterrement d'un officier : « *Aider à supporter la douleur par sa présence, plus de courage qu'à s'éloigner* ». Donner l'exemple de la fermeté, adoucir les épreuves de ceux qui l'entouraient, aider les autres à supporter leurs souffrances, dont le seul spectacle le suppliciait, c'était maintenant sa règle, sa pensée directrice, et il s'en expliquait avec une chaleur profonde, avec le sentiment le plus fort et le plus vrai. Il n'avait pas perdu l'effroi de la mort et de la souffrance, mais il le dominait en le regardant en face.

Extérieurement même il avait changé. Moins de rêve, dans son regard plus ferme et plus vif ; une allure plus décidée, quelque chose de moins renfermé et de plus affectueux.

Un jour qu'il était venu en permission, au moment de regagner son régiment il avoua à quelqu'un avec qui il parlait d'âme à âme, qu'il craignait qu'une certaine personne de leur entourage ne se fût scandalisée parce qu'il ne repartait pas avec assez d'enthousiasme. Il s'en attristait. « Mais quoi, disait-il, si je savais que je vais être pris dans une catastrophe de chemin de fer et que je souffrirai beaucoup, je ne pourrais m'empêcher d'être

saisi par un sentiment d'effroi. La guerre, c'est pire encore, et je ne peux pas empêcher en moi cette angoisse, mais je suis content de partir parce que c'est remplir mon devoir. Que penses tu de cela ? »

Et la sœur bien aimée, la confidente devant qui il venait ainsi de penser tout haut le tranquillisa, car, me dit-elle, « je trouvais cette attitude d'âme tellement plus belle qu'un enthousiasme irréfléchi ! »

Je ne diminue pas mon ami en vous montrant ses scrupules et tout ce qu'il surmontait. Un soldat improvisé a bien le droit d'avoir un cœur plein d'humanité, quand le grand Turenne et les plus fameux hommes de guerre ont confessé les mouvements de leur nature, et il ne faut pas que nous ignorions ce que supportent dans cette guerre les généreux soldats de la France.

Conscient de l'effort qu'il voulait faire et qu'il accomplissait, Emile Clermont écrivait dans ses notes : « *Rester ferme au milieu de tout cela demande une force d'âme qui touche à la sainteté* ». Il sentait que son âme se purifiait, grandissait, s'ennoblissait. « *Plus cette anxiété douloureuse au fond de tout ; mais un progrès, du moins un bienfait. Cela aussi je l'attribue au fait d'avoir été le spectateur des choses les plus tragiques : don, offrande sublime de la tragédie !* » Il exprimait sa gratitude aux mineurs de Saint-Etienne, qui composaient en grande partie son régiment, pour la part qu'ils avaient dans son perfectionnement intérieur : « *On éprouve plus de respect, à mesure qu'on a davantage de contact les uns avec les autres. Hommes du peuple, mineurs, on se souviendra qu'à chaque instant, on en voyait sortir un héros.* »

Perpétuellement cette pensée du perfectionnement moral au milieu des horreurs l'absorbe. Il se compare à ce qu'il était : « *Une génération qui aura vécu des tragédies, quelle autre trempe ; Avoir passé par les suprêmes dangers, et plus encore avoir vu le courage fleurir autour de soi !* » Il s'interpelle, lui et ceux de sa race : « *Analystes, cher-*

cheurs de sentiments ! Sans doute quelque chose de simplifié, d'élargi après la guerre. Avoir rencontré quelque chose de plus grave que l'amour, la sensualité et toutes les délicatesses du cœur ou de l'âme ; s'être senti perdu dans une généralité, je ne parle pas d'une âme collective, mais se sentir avec la petite chose perdue dans la nuit immense, sentir que la mort plane, qu'on n'est rien devant elle... »

On voudrait s'attarder à méditer ces notes elliptiques et si pleines. Lui même, après la guerre, nous en eût donné dans un chef-d'œuvre le commentaire. Il voulait écrire un roman : *Ce qui est le plus haut.* (Serait-ce son titre ? Pourquoi pas ? Nous avons de Barbey *Ce qui ne meurt pas*). Et d'un trait il en indique la pensée : « *Quelqu'un qui soit plus haut que moi et qui s'achève en une sorte de sainteté* ».

Ailleurs il dit encore : « *Arrivé à l'âge d'action et de vie pleine, il faut plus que jusque-là ; il faut réaliser et puis alors mourir* ». C'est de cette manière qu'il comprenait la mort de Péguy, dont il écrit dans son journal : « *Transformé au jour de sa mort. Un point final à son œuvre, tout à coup complétée, détachée des choses terrestres, accomplie, signée : un ensemble clos, vivant, achevé* ».

Ainsi songeait et se perfectionnait Emile Clermont au milieu des devoirs d'un officier, dans un régiment d'attaque. La solitude d'âme lui était insupportable, aussi demandait-il aux siens des lettres et encore des lettres, et il était heureux de se savoir accompagné par de constantes prières : « Même si l'on n'avait pas la foi, disait-il, on aimerait à penser que d'autres prient pour vous ».

Il se plaignait de n'avoir pas le commerce d'amitié et les livres nécessaires pour mener une vie vraiment spirituelle ; mais, dans le fond de son âme, les images et les idées raffinées qui l'avaient occupé toute sa vie continuaient de se mouvoir, car la dernière phrase qu'ait écrite sur son Carnet de guerre cet officier de tranchée, c'est : « *Voir l'entrée de Madame Louise de France chez les car-*

mélites... » et d'autres idées, d'autres images plus grandes, plus profondes, qu'il tenait de sa race, émergeaient du fond de sa conscience.

Face à face avec l'inconnu, au fond de sa tranchée, il était dans ces dispositions où l'homme le plus morne découvrirait la religion. Écoutez les indignations que lui inspire l'Allemagne exploitant Dieu : « *Grande corruption de la Germanie, avoir perdu totalement le sens du divin ; avoir avili tous les buts nobles, avoir fait de la divinité la servante des grossiers appétits germains, du commerce et des plaisirs de la Germanie ; l'avoir faite le protecteur attitré des assassins, des bandits, des asphyxieurs ; quand cette autre idée s'éveillait que la guerre est un crime en elle-même, avoir fait Dieu l'auteur le conducteur, le grand-maître de la guerre le plus atroce.* »

Un crucifix lui avait été envoyé en novembre 1914. Sur son carnet de notes il l'inscrit en grandes lettres : *Le Christ de L...*, et en dessous : « *Le paquet se défait, en quel moment !...* » au moment même où le signal d'une attaque était donné. Un an après, il parlait encore avec émotion de cette coïncidence. Ce crucifix, il l'avait d'abord mis dans son sac. Quand il vint en permission à la fin de 1915, il dit à sa sœur, en indiquant son cœur de la main, que maintenant c'était là qu'il le portait. Quelle signification avait pris désormais pour cette âme profonde cet objet sacré ? Nous ne pouvons pas le dire exactement, mais sans nul doute il voulait que la mort, si elle venait, le trouvât sous le signe de la rédemption.

Emile Clermont fut tué le 5 mars dernier, laissant inachevée une lettre que j'ai entre les mains : « *Je suis dans la tranchée. Assez triste ; il m'arrive assez rarement de me laisser prendre par la tristesse, même très rarement. Ce soir, impressions pénibles... Le canon tonne avec furie, tantôt à droite, tantôt à gauche. J'ai pris depuis la guerre beaucoup de calme et de solidité...* »

Je m'arrête ; il n'est rien dans cette lettre que de vrai,

de généreux, d'humain ; mais il ne faut pas durant l'action ouvrir des fenêtres qui donnent sur des jardins trop beaux, d'où monte un parfum qui donne le désir de la solitude et de la méditation ; il faut moins encore laisser jaillir dans le ciel du soir les cris déchirants de la pitié et de la bonté.

Le commandant d'Emile Clermont, dans une longue lettre du ton le plus noble, a rendu hommage au jeune sous-lieutenant. Il a raconté les circonstances de la mort. « Votre frère, écrit-il la lettre est adressée à M. Clermont, ancien élève de l'Ecole des beaux-arts et architecte distingué, votre frère est mort en assurant l'entier accomplissement de son devoir, alors que, sous le bombardement, et malgré le danger que ses hommes lui signalaient, il se tenait à la porte de son abri, prêt à alerter son monde pour le cas où l'ennemi, qu'il surveillait de temps à autre par dessus le parapet, aurait attaqué. Il donnait l'exemple en vrai et digne chef. »

Emile Clermont a été cité à l'ordre de la division.

Son grand rôle, sa curiosité, et, je crois son aptitude, eussent été de devenir l'analyste des états supérieurs de l'âme. « Ce n'est pas faire une psychologie de ces états supérieurs, disait-il à sa sœur, que de réunir comme William James un grand nombre de documents. Pas plus que ce n'est faire l'histoire d'une époque que de réunir les textes administratifs. La connaissance est d'autre sorte ». S'il ne vécut pas assez pour nous fournir cette connaissance que tous nos réclamons, le voici devenu un des témoins que nous pouvons interroger pour y parvenir. Ses dernières années et sa préparation à la mort, nous introduiront à l'intelligence des sommets lumineux de l'esprit. Nous nous mettrons avec bénéfice en tiers, dans cette promenade silencieuse qu'un soir de 1913, à l'heure où l'Angélus venait de sonner, il fit avec sa sœur dans une allée du jardin remplie d'ombre. Il lui demanda si elle priait, et se mit à marcher silencieusement à côté

d'elle, sans vouloir l'interrompre, comme si ne sachant pas prier il eut aimé du moins se sentir enveloppé d'une atmosphère de prières. Et sur son journal intime, dans ce temps là, il écrivit : « Moins sensible au dogme chrétien qu'à cette montée formidable de prières. »

Emile Clermont nous a exposé comment il pensait que nous pouvons arriver à nous rendre intelligibles les plus hauts états de l'âme. Il n'admet pas que pour nous faire une idée des saints, des philosophes et des artistes, nous puissions nous contenter de connaître leurs habitudes et leur caractère. Nous devons voir la façon dont leur esprit s'est rencontré avec le beau, avec le vrai, avec le bien, bref, la manière dont ils ont aperçu, senti, éprouvé la divinité. Nous avons besoin qu'on nous donne des indications sur leurs sentiments supérieurs et, que l'on mette sous nos yeux les réalités qu'ils ont vécues et éprouvées.

Dès la première minute du malheur, nous avons demandé avec la plus vive insistance à Mlle Clermont qu'elle voulût bien clairement, longuement (douloureusement, mais c'était indispensable) recueillir les dernières pensées de celui dont elle avait été toute sa vie la confidente. Nous lui avons demandé qu'en s'appuyant sur des textes qu'elle possède en grand nombre, et sur ses souvenirs, elle voulut bien nous introduire dans la vie intérieure de ce jeune génie frémissant. Nous avions besoin de connaître le plan des divers ouvrages ébauchés par Emile Clermont, ses principales notes sur l'art, la philosophie et la religion, son évolution morale et en particulier sa réaction contre le dilettantisme, enfin ses notes de guerre.

Cet incomparable témoignage, qui sera lu de dix ou de dix mille, peu importe, mais qui vivra toujours auprès d'*Amour promis* et de *Laure*, comme la sœur a vécu près du frère, Mlle Clermont nous l'a promis et ce sera un grand livre de vérité ouvert à notre méditation. Nous y verrons le programme de perfectionnement qu'Emile Clermont se traçait à lui-même ou que Mlle Clermont,

ayant reçu de leurs parents communs le même appétit d'infini, lui proposait et lui supposait. Ainsi de tous côtés et par les fenêtres les plus inattendues, nous voyons au cœur de cette guerre se poser le problème de la sainteté.

Quel crédit donner à cette interprétation ? Où s'arrête le battement propre de l'âme d'Emile Clermont, où commence le retentissement de l'âme de Mlle Louise Clermont dans l'âme de son frère ? Ne nous plaignons pas d'une superposition qui nous offre une si riche et sublime matière. En écoutant Mlle Clermont déchiffrer de tout son cœur religieux l'âme tourmentée de son frère nous assistons avec un merveilleux émoi à une occultation. Mlle Clermont, tour à tour, masque et éclaire Emile Clermont. Est-ce elle, est-ce lui que nous voyons ? Nous voyons une âme qui leur est commune.

Comment définir ce livre de haute spiritualité où l'amour de sœur à frère est orienté d'un même mouvement vers le monde insensible sous les coups du malheur ? Comment définir l'attrait, la nostalgie qui nous ramènent à ce mortel chuchottement ? Emile Clermont écrit dans ses notes : « Aimer les derniers secrets, les lourdes confidences, les secrets extrêmes, les âmes qui se penchent pour dire des choses ultimes, encore plus loin, plus graves, plus générales, *engageant l'univers* ». Ces deux derniers mots donnent leur plein sens à la vie et à la mort d'Emile Clermont que désormais nous verrons sur sa stèle funèbre, interrogeant du regard le plus grave, l'horizon de la guerre et recueillant ses réponses auxquelles sa sœur donne une voix.

P.-S. — Voici la lettre que j'ai reçue du général Renouard, père du commandant Renouard, un des héros tombés sous Verdun pour la France :

Monsieur,

*Je lis dans l'*Echo de Paris *que vous vous proposez de*

doter de fanfares les 56e et 59e bataillons de chasseurs.

Le commandant Etienne Renouard, mon fils, qui commandait le 59e, au bois des Caures, avait commencé, dans le même but, avec le concours de ses amis et camarades à réunir une somme de 400 francs.

Je suis malheureusement informé, par l'intermédiaire de la Croix-Rouge de Genève, que mon fils, frappé le 22 février, à la sortie du bois des Caures, est inhumé dans le voisinage de la lisière de ce bois.

Convaincu de répondre à son intention, je mettrai volontiers cette somme à votre disposition pour qu'elle soit affectée à la fanfare du 59e bataillon, en souvenir de son commandant, qui l'a conduit au feu...

Agréez, etc...

Général RENOUARD.

Je remercie respectueusement le général Renouard et je prie les lecteurs de ne plus m'envoyer de souscriptions. J'ai à cette heure entre les mains trois mille neuf cent cinquante-neuf francs, ce qui est bien au-delà du nécessaire. On va acheter et expédier les deux fanfares, et dans le même temps, d'ici à quatre jours, les listes et l'emploi de l'argent paraîtront dans l'*Echo*.

XXVI

ACTES ET PAROLES

LE COLONEL DRIANT

In Memoriam.

10 avril 1916.

Auprès d'une tombe, il y a des choses, si bien dites, d'un accent si vrai, d'une figure si nette, qu'il

faut les noter : ce sont les meilleurs portraits du mort.

Et s'il s'agit d'une tombe militaire, d'un Driant, tombé avec ses braves chasseurs, face à l'ennemi, pour sauver la France dans la grande bataille de Verdun, ne craignons pas de nous attarder et de recueillir des faits, des paroles lumineuses. Me ferais-je un scrupule, aurais-je peur que des sujets individuels ne fussent quelque chose de trop petit au milieu des préoccupations où nous jettent le drame immense et les sacrifices anonymes qui coulent comme un fleuve de sang ? En peignant un beau soldat, je peins selon mes forces l'armée de 1914-16, tout le moral de la patrie, je collabore à constituer le trésor où les siècles viendront s'émerveiller l'imagination et s'échauffer le cœur. Driant est-il mort ? Il respire, il agit il crée ; il est un exemple vivant[1].

Regardez-le dans le cœur de ses chasseurs. L'un d'eux me raconte :

« Il s'occupait du bien-être de ses hommes : il n'en rencontrait pas un sans l'arrêter : « Eh bien ! chasseur, « est-ce que cela va ? » Si vous aviez demandé aux chasseurs ce qu'ils pensaient de leur colonel : « C'est le père « du bataillon, aurait répondu l'un ; « C'est un chic « type », aurait répondu l'autre. Les expressions auraient varié, l'idée était la même.

Un autre m'écrit :

« Je crois qu'en la circonstance « ses enfants » se sont montrés digne du « Père » : car pour nous le colonel n'était autre que le « père Driant ». Il était si paternel

1 Le général Chrétien commandant le 3e corps écrit à Mme Driant : « Ce sera une des plus hautes fiertés de ma carrière d'avoir eu sous « mes ordres ce grand français, dont toute la vie fut consacrée à la « splendeur de la Patrie et que la mort immortalise. . Le colonel « Driant demeurera pour tous un splendide exemple de ce que peut « une grande âme servie par une haute intelligence et animée du « plus pur patriotisme. Sa vie et sa mort sont pour nous une leçon « et un modèle ! » écrit le général de Castelnau, le vainqueur du grand couronné de Nancy.

et si plein de bienveillante attention !... Pas un qui n'osât l'aborder pour lui demander ce dont il avait besoin ; il savait que ses enfants étaient des gars du Nord et de l'Aisne, de ces régions envahies qui souffrent sous la botte de l'oppresseur, et il les avait mis à l'aise en leur disant : « Demandez et vous recevrez ». Aussi pas besoin d'intermédiaire : on frappait à la porte de sa modeste cagna et avec affection on recevait de lui ce qu'on lui demandait : chaussettes, caleçons, chemises, pipes, tabac. Que n'aurait-il pas fait pour ses chasseurs ! Et maintenant le voilà mort, mort en brave. Face à l'ennemi ! N'est-ce point la réalisation de son rêve et comme l'apothéose de son « œuvre » ? (Un chasseur de Driant, du 56e. Br..., blessé aujourd'hui à Vichy).

D'un autre encore :

« Il allait aux avant-postes très souvent et à toute heure, et il faisait porter derrière lui des musettes pleines de tabac, de chocolat. Il disait aux sentinelles quelques mots, puis se tournant vers celui qui l'accompagnait : « Donnez-lui du tabac ».

Après sa bonté, son courage :

« J'ai été dix-sept mois avec lui, me dit un soldat. Quand une balle vous passe tout près, instinctivement vous rentrez la tête dans les épaules. Eh bien ! le colonel ne connaissait pas ce mouvement-là ».

Un autre de ses chasseurs qui était près de lui durant les premières journées de la bataille écrit à sa marraine de guerre : « Nous avons bien de la peine de ne plus avoir près de nous le colonel Driant. Il était si bon, si brave que l'on restait cloué à ses talons, malgré le danger qui nous entourait : c'est un homme qui a su mettre ses théories en pratique ».

Sur le même sujet encore :

« Sa franchise allait jusqu'à la témérité », me dit un chasseur. *Sa franchise*, aimez-vous ce mot fier et limpide pour dire le courage ? Et le chasseur ajoute : « Per-

sonne ne peut contredire cela : le colonel Driant n'avait jamais peur. Il recherchait les coins un petit peu dangereux où les balles viennent de temps en temps. Mon colonel, lui disait-on, ne vous mettez pas à cet endroit ; les Boches y tirent depuis le matin. Cela l'amusait ; il y allait et disait : « Vous savez bien qu'ils ne tirent jamais « sur moi ».

Voici encore une anecdote que ses hommes m'ont dite :

« A Gercourt, le 1er septembre 1916, après être rentré dans le village, cravache en main, à la tête du 56e, l'ordre lui était donné de se replier... Beaucoup, dont le lieutenant Delcassé, blessé, étaient tombés. Les balles crachées par les mitrailleuses installées en haut du clocher sifflaient autour des nôtres, et le colonel (alors le commandant), sans se presser marchait en reculant. Voyant l'air étonné d'un caporal, il lui dit : « Tu te demandes ce que je fais « là, petit... Eh bien ! je fais face à l'ennemi ; car je ne « voudrais pas qu'on dise que Driant est mort en mon- « trant le dos aux Boches. »

Pourquoi je recueille tout cela, qui est minime, c'est entendu ? Pour montrer d'une façon concrète qu'il savait parler au soldat. On ne parle pas assez au soldat, au prodigieux héros de cette guerre, pas assez au modeste officier. Qu'était-il, donc, Driant ? Et qu'est-ce qu'un petit chef, qu'un grand chef même, dans la bataille ? Avant tout l'officier est le réservoir moral de ses hommes.

C'est ainsi dans la guerre, c'est ainsi dans le civil. Celui qui porte en lui et autour de lui l'ordre et l'enthousiasme, la force, celui-là seul est le vrai chef.

Je dirai un mot de Driant, député de Nancy, élu par ces fiers et tragiques territoires d'Amance, Champenoux, Haraucourt, Dombasle, villages de bataille, que j'ai eu l'honneur de représenter.

Durant cette guerre, peu après les jours de gloire où Castelnau sauva Nancy (août-septembre 1914), avec quelle émotion là-bas j'entendis les Lorrains de toutes

opinions rendre hommage à leur député Driant, qui, pendant des années, avait paru à beaucoup excessivement obsédé par les questions militaires, par le patriotisme, par la mise en défense de Nancy. Mais, en octobre, à mon voyage, la ville entière disait : « Driant avait raison ! » Cet aveu viril faisait plaisir à entendre ! Et ce 21 mars, le préfet de Meurthe-et-Moselle vient d'écrire à Mme Driant :

M. le colonel Driant est député de Meurthe-et-Moselle : c'est dire qu'il avait ici, avant la guerre, des amis et des adversaires politiques. Je dis des adversaires, non des ennemis : qui eût pu être l'ennemi d'un homme dont chacun connaissait la droiture et l'absolu dévouement aux intérêts de la Patrie ?

Mais amis et adversaires — je vous en donne la formelle assurance — ont frémi de la même admiration en lisant les récits du combat au cours duquel il a disparu.

Certes nous étions unis hier ; mais l'héroïsme calme et souriant du colonel Driant nous a rapprochés plus fraternellement encore, comme dans une émotion et une fierté familiales.

Cet héroïsme n'a surpris personne : c'est bien ainsi qu'aux heures tragiques un tel homme devait défendre notre drapeau !

Si vous deviez porter son deuil, Madame, nous le porterions tous avec vous, car le glorieux souvenir de Driant est à jamais gravé dans nos cœurs reconnaissants.

Mais, avec vous, nous espérons de toute notre âme aussi longtemps qu'une certitude ne sera pas établie. L'évidence seule pourrait nous résigner à admettre que nous n'éprouverons pas l'immense joie de le savoir vivant.

L. Mirman [1].

1. Apprenant la mort de Driant le préfet de Meurthe-et-Moselle écrivit à Mme Driant :

« Ainsi l'affreuse nouvelle est vraie ; nous ne le verrons plus ! Nous « avons tous ici partagé votre angoisse, votre espérance ; permettez-« nous de partager votre douleur, et votre fierté. Le nom de Driant « restera à jamais associé au souvenir de la bataille de Verdun, dans « l'âme de tout Lorrain, de tout Français.

Quelle terre de réconciliation que le sol lorrain, sacré une fois encore par le sang des martyrs pour la France ! De cette amitié unanime autour du député-soldat, la lettre de Mirman à Mme Driant est une expression que nous n'oublierons pas. Le sous-préfet de Verdun, Jean Grillon, avait été le concurrent électoral de Driant, jadis : les deux hommes se retrouvant face à l'ennemi, se donnèrent l'accolade : c'est français et lorrain [1].

Driant mort sous Verdun, devient une des figures exemplaires de notre province. Il a fixé sa place au cimetière des chasseurs, à Vacherauville, où sont les morts de Consenvoye, sous le monument scuplté par Corio ; mais nous dresserons sa figure dans les régions de ce pays de Saint-Nicolas-Dombasle, où il était tellement aimé et que, par son obstination inlassable, en réclamant des fortifications, il sauva.

1. Autre témoignage du même état d'esprit cette lettre écrite à Mme Driant :

Permettez à un inconnu pour vous, député lorrain comme votre glorieux mari et qui eut l'honneur d'être son compagnon d'armes au début de la guerre devant Verdun, de vous exprimer sa respectueuse sympathie dans les circonstances si cruelles que vous traversez. J'avais peu connu le Colonel Driant avant la guerre. J'ai appris à le connaître et à l'aimer aux avant-postes. Je me souviens de quelle façon ses chasseurs parlaient de lui au lendemain de l'affaire de Gercourt où grâce à son héroïque sang-froid il avait pû sauver les restes de leurs bataillons Je me souviens de notre dernier déjeuner à Charny, où le Colonel m'avait fait l'amitié d'inviter le sergent et des espoirs communs que nous formions alors. La même haine de l'ennemi nous animait et nous rapprochait. Je me souviens encore du jour où blessé sur mon lit d'hôpital le Colonel vint m'embrasser. J'en ai les larmes aux yeux en y pensant. Quel noble caractère, Madame, quel chef fraternel, quel admirable soldat était votre mari. Des hommes comme lui étaient bien utiles à l'Armée et à la France. Il est tombé à son poste de combat, à la tête de ses chasseurs, les chasseurs de Driant, ainsi que sa vaillance me le faisait redouter. Sa glorieuse épopée est terminée, mais le souvenir n'en saurait périr. L'exemple qu'il a donné survivra dans la mémoire reconnaissante de tous les bons Français. Mon cœur saigne, Madame, avec le vôtre, mais je ne me permettrai pas de vous plaindre. On ne plaint pas la femme du Colonel Driant, on l'admire et on la vénère.

Je m'incline, Madame, respectueusement devant vous.

André Maginot.

Un jour que je lui avais demandé un historique des travaux du Grand-Couronné de Nancy, il en arrivait, sur ma prière, à son propre rôle :

« *Quant à* notre *part dans la mise en état de défense de Nancy* (*je dis* notre, *car il ne faut pas séparer de moi Marin et Ferri de Ludre*), *elle est résumée dans le premier plaidoyer fait à la Chambre, et dont je retrouve le texte officiel que je vous envoie. Je le renouvelai chaque année sous une forme ou sous une autre, et ce fut huit mois avant la guerre que M. Poincaré me dit un jour :* « *J'ai le plaisir de vous* « *annoncer que la question à laquelle vous vous intéressez* « *tant est résolue. Les travaux sont commencés.* » *J'allai les voir en avril* 1914. *Ça n'allait pas vite...* »

Je m'arrête... En janvier dernier ou bien au début de février (je ne retrouve pas sa lettre), il alla encore visiter les défenses du Grand-Couronné, s'assurer de ses yeux qu'une nouvelle offensive des Boches n'atteindrait pas Nancy... Quel bon gardien de la France il faisait!

Son œuvre d'écrivain était un élargissement de son action militaire et nationale. Ecoutez-le m'en résumer l'esprit dans ces quelques lignes :

« ... *Depuis vingt-cinq ans, au cours d'une trentaine de volumes, j'ai essayé de préparer les jeunes à faire front à la nouvelle invasion.* La Guerre de demain, *je l'ai écrite, au lendemain de l'affaire Schnœbelé, en* 1899. *Je suis en train d'en vivre la première partie,* la guerre de forteresse, *et mon fort de Liouville, réduit en miettes par leur* 420 *et évacué, avait sa peinture faite de façon insuffisante, alors que je croyais l'avoir exagérée. Bientôt ce sera* en rase campagne, *et vous verrez que tout cela finira par une de ces charges de cavalerie que Guillaume affectionne, dont il prendra la tête et où il restera. Il n'y a qu'une œuvre que je regrette, c'est* Guerre fatale, *la guerre contre l'Angleterre*

qui, vraiment, agit à cette heure en grande nation ; mais je l'écrivais au lendemain de Fachoda, avec dans les oreilles, les récits de mon ami Baratier, de Marchand, et ceux qui se souviennent de notre colère d'alors ne m'en voudront pas. Oubliez ce volume... »

Si j'étais chargé de l'édition définitive des œuvres de Driant, je ne manquerais pas d'y mettre son rapport du 26 novembre 1915 sur le projet de loi relatif à l'appel de la classe 1917 sous les drapeaux. C'est une page hautement honorable pour la jeunesse française, dont il fut un des éducateurs militaires.

Donnons au chef en qui nous avons mis notre confiance nos enfants de dix-neuf ans puisqu'il nous les demande, et à l'heure où il nous les demande. La nation veut vaincre toutes ses énergies sont tendues vers ce but unique. Elle aura en 1916 un matériel formidable. Ne lui marchandons pas les bras pour les mettre en œuvre. Si vous voulez, d'ailleurs, vous former une opinion qui ne vacille pas, interrogez les jeunes gens de la classe 1917 eux-mêmes : ils vous diront qu'ils brûlent du désir de rejoindre leurs aînés. Cette génération magnifique et méconnue ignore la peur et ne veut pas être défendue contre le danger. Elle nargue superbement l'une et l'autre. Elle fera son sacrifice le sourire aux lèvres, comme les « Marie-Louise » de l'autre siècle, comme ceux de nos enfants dont les tombes marquent la frontière de la France de 1915.

Messieurs, ces jeunes gens ont des pères et des frères à venger : ils veulent prendre leur part de la victoire certaine. Permettons-leur d'arriver à temps.

Driant connaissait la jeunesse française, parce qu'elle le lisait, parce qu'il avait été instructeur à Saint-Cyr, parce qu'il avait, outre sa fille, — dont la médaille de première communion qu'il portait sur le cœur servit à le reconnaître, — trois fils, fils dignes de leur père et de leur grand-père, le charmant et vaillant soldat ardemment aimé de la France, que fut le général Boulanger.

Mme Driant et ses enfants prendront une consolation à penser que le colonel a trouvé une mort en harmonie avec toute son existence et dont le sacrifice l'eût satisfait[1].

Elle se place si naturellement au bout de ses jours qu'il semble l'avoir prévue, l'avoir rêvée. Lisez plutôt cette page que je copie dans ses *Robinsons sous-marins* et comparez-la au récit qu'hier je vous donnais :

Je suis sur un champ de bataille. Les balles sifflent leur meurtrière cantilène à travers les rangs qui s'éclaircissent ; les obus à la mélinite éclatent, projetant leurs jets caractéristiques de fumée noire, traversés de rouges éclairs.

L'air est empesté de leur âcre vapeur ; je respire à peine.

J'ignore où et pourquoi je me bats.

Est-ce *la guerre de revanche* si longtemps rêvée ? Quel est ce ravin couronné de bois que précisent mes regards enfiévrés ? Sommes-nous en France ou en Allemagne ?

Près de moi, des *chasseurs à pied* tirent, tirent sans arrêt, couchés dans les sillons... Derrière eux, des sous-officiers courent, baissant le dos, pour indiquer les objectifs, rectifier les hausses ; je reconnais des figures amies, je veux les appeler...

Un commandement : « En avant ! »

Un air entraînant s'il en fût, la *Charge*, à laquelle se mélangent des bribes de *Sidi-Brahim* et de *Marseillaise*, et vers les bois la ligne entière s'ébranle.

Je lève le bras, brandissant un sabre qui me semble lourd, lourd comme une hache ou une masse d'armes.

Je veux crier : « En avant ! » et soudain une douleur aiguë me traverse : j'ai nettement perçu un sifflement plus proche dans l'intense bourdonnement des projectiles qui passent en essaims rageurs et je tombe assis, montrant la colline du bras qui s'alourdit de plus en plus...

Une balle m'est entrée dans le flanc en achevant son juron dans un bruit mat de chairs traversées et d'os pul-

1. Le général Lyautey, du Maroc, écrit à Mme Driant. « Nulle mort ne pouvait plus glorieusement couronner cette noble vie ».

vérisés : puis une autre m'atteint au milieu du front, et il me semble que mon cerveau éclate comme une grenade mûre.

Une main glacée me couche tout du long dans un sillon au milieu des coquelicots et des bleuets.

Un silence : la canonnade s'affaiblit, la fusillade s'éteint ; l'ombre monte au ciel.

Je suis tout contre un petit soldat imberbe, à capote bleue, et, sur le col de celle-ci, je lis « N° 1 », celui d'un bataillon que j'ai aimé par-dessus tout...

Les yeux du petit chasseur sont fermés ; il semble dormir : mais il a, comme moi, un trou au milieu du front... (*Robinsons sous-marins*, p. 91 et 92).

Driant a bien vu. Il repose à côté de ses petits chasseurs, non pas auprès de deux du 1er bataillon, ceux de Troyes, qu'il aimait tant, mais auprès de huit chasseurs du 56e et du 59e dont il m'écrivait : « *Mes deux bataillons sont devenus pour moi une deuxième famille. Braves gens s'il en fût, n'ayant jamais tourné la tête, prêts à me suivre n'importe où. J'en ai perdu.....; le noyau qui reste résisteraà tout* ».

Voici le télégramme du roi d'Espagne qui nous montre Driant dans cette glorieuse tombe militaire :

Madrid, 3 *avril*, 15 *h.* 10.

Martin, chef protocole, Paris.

On mande de Berlin que pas loin de Beaumont et de Caures on a trouvé sépulture colonel Driant à côté de celle commandant du 59e chasseurs et de sept hommes. Amitiés.

ALFONSO R.

Ce télégramme fut transmis à Mme Driant par le président de la République, dans une lettre qui exprime le respect et la gratitude unanimes :

3 *avril* 1916.

Madame,

J'ai le profond regret de vous transmettre un télégramme

que le roi d'Espagne vient d'envoyer au chef du protocole et qui paraît malheureusement nous enlever désormais tout espoir. Je m'étais refusé jusqu'ici à admettre la douloureuse vérité, et je n'avais pas voulu vous importuner d'une démarche indiscrète. Mais en présence de ce nouveau renseignement qui ne semble que trop certain, je tiens à vous exprimer Madame, en même temps que ma vive admiration pour la noble et glorieuse conduite du colonel Driant, ma très respectueuse sympathie dans le deuil qui vous atteint.

P.-S. — Hier dimanche, l'*Echo de Paris* a publié la première liste des souscriptions généreuses que nos lecteurs ont bien voulu me faire parvenir pour les deux fanfares des chasseurs de Driant.

Le total des sommes reçues monte à cinq mille quatre cent dix-sept francs soixante-quinze centimes.

Les deux fanfares, grâce à plusieurs instruments qui nous ont été donnés, n'ont coûté que 3 061 fr. 60.

Nous nous trouvions en présence d'un excédent de 2.356 fr. 15 que je crois bien faire de mettre, par égales moitiés, à la disposition des deux chefs des deux bataillons pour qu'ils en usent, comme ils le jugeront le mieux pour l'agrément de leurs braves soldats.

Je renouvelle nos remerciements à nos lecteurs et amis qui ont satisfait au vœu du colonel Driant et du commandant Renouard.

— La *Ligue des Patriotes* organise à Paris une série de conférences sur des sujets nationaux, étrangers à toute politique de parti.

Notre éminent ami, le bâtonnier Chenu inaugurera cette série, mardi 11 avril, 8, rue d'Athènes, à 8 h. 30 en traitant le sujet suivant : « La Ligue des Patriotes : son programme de guerre et d'après-guerre ».

XXVII

LE TESTAMENT DU SOLDAT

Les orphelins de la guerre.

12 avril 1916.

Nous adjurons le Sénat et le gouvernement d'aimer et de maintenir le chef-d'œuvre de l'Union sacrée... Certes, c'est bien leur désir et leur volonté, mais il y faut de grandes précautions.

L'Union sacrée ! elle fut le premier prodige français, quand les cloches de nos églises sonnèrent soudain le tocsin. Il ne s'agissait pas d'obtenir que tous les Français, de toutes les opinions, fussent désormais d'accord sur tous les sujets qui, dans tous les siècles, ont divisé l'humanité ; il suffisait de les unir pour que tous s'entendissent sur les intérêts primordiaux du pays et sur les moyens du salut public. A la même minute, ce vœu se forma dans le cœur de tous les hommes qui chez nous détenaient une parcelle quelconque d'influence. On vit naître, entre autres organisations, le comité du Secours national. J'ai raconté sa fondation ; j'ai dit comment à la Sorbonne, le 8 août 1914, nous nous trouvâmes réunis, au nombre d'une trentaine, sur la convocation du président de l'Institut, un Alsacien, M. Appell.

Nous étions là, dans cette haute maison sereine, des personnes bien étrangères les unes aux autres, et pis encore qu'étrangères : des ennemis de la veille, des gens qu'il y a quinze jours il eût été absolument impossible de mettre en présence sans qu'ils se dévorassent. J'étais assis entre Mlle Jeanne Déroulède et mon éminent confrère

M. Lavisse. C'est de tout repos. Mais aux côtés de Maurice Pujo et de Bernard de Vésins, délégués par Charles Maurras empêché, et non loin de Mgr Odelin, qui représente l'archevêque de Paris, voilà M. Bled, secrétaire de l'Union des Syndicats de la Seine, voilà M. Dubreuilh, secrétaire du parti socialiste, voilà M. Héliès, président du magasin de gros des coopératives, voilà M. Jouhaux, secrétaire de la Confédération générale du travail...

J'ai vu dans ma vie bien des assemblées délibérer. Elles étaient toujours divisées en partis. C'est, je crois, la première fois que je vois des gens chercher la vérité en commun. Il y a là, en même temps que des chefs de groupements politiques, les présidents des plus grands corps de l'administration. On peut penser quelle précision solide apportent dans la discussion des hommes tels que le premier président de la cour de cassation, le premier président de la cour des comptes, le syndic des agents de change. Mais ce qui est unique, inoubliable, c'est la profondeur et le sérieux de l'émotion où baigne tout ce débat. Ces hommes, ainsi réunis, ont conscience que la présence de ceux qui hier étaient leurs adversaires est des plus utiles. Ils se savent d'autant plus de gré qu'ils étaient plus éloignés. Chacun de nous comprend que ce comité ne peut valoir que s'il est tel que chaque Français y trouve l'homme dans lequel il a le plus confiance.

Ce groupement, si disparate, qu'un romancier qui l'eût imaginé au 31 juillet 1914 n'eût probablement pas trouvé un journal acceptant de publier pareille rêverie, a dû manier et distribuer les sommes de beaucoup les plus considérables qu'aucune œuvre de guerre française ait réunies, et il a obtenu l'applaudissement unanime des victimes de la guerre, de toutes les œuvres, de tous les hommes politiques et de toute la presse.

Son succès n'est pas l'effet d'un engouement passager ; après vingt mois, il n'a cessé de s'accroître et de s'affirmer.

Or, voici que survient un des problèmes les plus redoutables et les plus pressants de la guerre et de l'après-

guerre : que vont devenir nos orphelins — qui sont déjà, d'après l'évaluation officielle — un million quatre cent mille ?

La patrie veut les élever dans la plus tendre, la plus reconnaissante générosité ; mais les charges de l'État sont déjà formidables ; le poids en augmente chaque jour dans une proportion littéralement incalculable, au point que les députés des pays envahis se réjouissent comme d'une victoire d'avoir obtenu que le gouvernement, qui avait promis de relever les immenses ruines matérielles « dans *les limites* de ses possibilités », ait bien voulu remplacer cette expression par cette autre : « *Au fur et à mesure* de ses possibilités ».

Si les ruines matérielles peuvent supporter quelques délais, il n'en est pas de même des orphelins de la guerre : c'est tout de suite qu'il faut les élever, les entretenir et leur donner une éducation selon le vœu de leurs pères.

La solution s'impose d'elle-même, me suis-je dit, bien d'autres avec moi : l'État va élargir la législation de la charité privée, susciter les initiatives individuelles et collectives, communales, corporatives, sociales, religieuses, régionales, nationales ; au-dessus de cette multitude de dévouements, il placera un organisme directeur qui, sous le contrôle des pouvoirs publics, mais muni de facultés très étendues, aiguillera les générosités particulières, évitera les doubles emplois, signalera les besoins les plus pressants, agira, en un mot, avec la souplesse que ne peut jamais se permettre, chez nous, une organisation d'État.

« Et précisément, me disais-je, cet organisme sauveur existe déjà ; il fonctionne depuis bientôt deux ans ; il ne reste qu'à lui donner la suprême investiture officielle. Le problème des orphelins, loin de nous diviser, va nous unir plus étroitement. Nos héros, après nous avoir sauvés des hordes barbares, nous auront libérés de ces

détestables querelles entre pères de famille à propos de l'éducation des enfants. »

J'exposai dans l'*Echo de Paris* mon idée. Elle s'était présentée par ailleurs à d'excellents esprits (de tous les partis). Elle prit corps législativement, dans un amendement présenté au Sénat par deux jurisconsultes : MM. de Lamarzelle et Larère. O surprise ! quelques notes de presse affirmèrent que la commission sénatoriale repoussait ce texte ; aussitôt, (le 22 mars), je suppliai les sénateurs « de réclamer les raisons de la commission, si elle en avait, inlassablement ».

M. de Lamarzelle voulut bien poser la question. Voyons les réponses. Écoutez M. Painlevé, ministre de l'Instruction publique, et M. Flandin, vice-président de la commission.

Tous deux ont couvert de fleurs le Comité du Secours national ; à l'envi, ils ont prononcé son oraison funèbre et solennellement invité le pays à ses obsèques, sans doute nationales.

Mais les motifs invoqués pour procéder à l'inhumation d'un mort si vivant et si bienfaisant ?

Je vais essayer de vous les résumer aussi sèchement que le ferait le plus scrupuleux avoué écrivant une assignation sur du papier timbré à 0 fr. 60 la feuille :

a) « *Le Secours national, c'est une organisation improvisée pour une courte période, dans le but de distribuer des secours de guerre tant que dureront les hostilités... Ses statuts ne sont point faits pour une longue durée.* » (M. Painlevé ; *Journal officiel* du 1er avril, p. 232, col. 2 et 3).

b) « *Dans sa décision du 25 mars de l'année dernière, le Secours national, discutant la question des « orphelins de la guerre », a voté une résolution d'où il ressort que ce Comité lui-même demande que l'Etat crée « précisément l'Office national » tel que le demande la Commission sénatoriale ; vouloir charger de cette fonction le Secours national, c'est*

donc « être plus royaliste que le roi ». (M. Painlevé ; *Officiel*, p. 232, col. 3).

c) *D'ailleurs, le Secours national « est une institution qui n'a pas d'existence légale ».* (M. Flandin ; *Officiel*, p. 233, col. 2.)

Quel triple coup de massue, direz-vous... J'ai eu l'audace de penser que ces réponses n'étaient peut-être pas décisives. Pas décisives « en droit », comme disent ces Messieurs du Palais, c'est incontestable ; mais « en fait » ?

Pour le savoir, j'ai employé un moyen pas très original, mais assez sûr, et puisque je suis membre du comité directeur du Secours national, je suis allé chercher dans mes souvenirs et dans mes archives des documents authentiques, des pièces officielles.

Le premier passant sympathique peut d'ailleurs nous les demander, et certes sur leur moindre geste nous serions allés les soumettre à la commission et au gouvernement.

Je les mets sous leurs yeux, sans y mêler mes impressions. J'ai hâte de me réfugier de nouveau dans le résumé « objectif » et chaque lecteur commentera à sa guise :

a) *Les statuts du Secours national « ne sont point faits pour une longue durée », même pas pour le temps nécessaire à l'éducation des orphelins ?*

Excusez-moi, monsieur le ministre, l'article XV semble avoir prévu votre objection. Le voici : « Le comité du Secours national continuera son œuvre pendant toute la durée de la guerre. Il pourra la prolonger autant que subsisteront les besoins auxquels la guerre aura donné naissance ».

b) *Le 25 mars 1915, le Secours national a lui-même demandé qu'on ne le chargeât point des orphelins ?*

Comment se fait-il que l'assertion contraire se trouve dans le texte même de la délibération, dont un secrétaire n'a

évidemment donné au ministre que de trop brefs extraits ?

La délibération dit, en effet, que « le Secours national souhaite que cette œuvre *(des orphelins* à laquelle il est prêt à collaborer, *revête vraiment les caractères d'une œuvre nationale*, conçue dans le même esprit et réalisée dans les mêmes conditions que le Secours national lui-même ». (Texte publié par le *Manuel général de l'instruction primaire*, 3 avril 1915, p. 299.) — *Et vous trouveriez un texte encore plus catégorique dans le numéro 3 d'août-septembre 1915 de la* Revue du Secours national, *pages 17 et 18.*

c) *Le Secours national « n'a pas d'existence légale » ?*

De fait, le Secours national (ce détail est utile à noter) a vécu et fonctionné de longs mois sans les formalités administratives. Pendant près d'un an il a publié au Journal officiel, *s'il vous plaît, les plus généreuses et les plus nombreuses souscriptions, contrairement (nouveau détail du plus vif intérêt pour les adorateurs de la « forme ») à la loi sur les associations. Mais, savourez comme il convient la suite : depuis cinq mois, exactement depuis le 29 septembre 1915, le Secours national a reçu, par décret du président Poincaré, la plus haute consécration légale à laquelle puisse aspirer une œuvre qui n'est pas un organisme d'Etat; elle a été « reconnue d'utilité publique », et ce, sur « la délibération du conseil municipal de Paris en date du 2 juillet 1915 », — sur « l'avis du préfet de la Seine du 4 août 1915 », — après avoir « entendu la section de l'Intérieur, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, du Conseil d'Etat », — enfin « sur le rapport du ministre de l'Intérieur », qui a du reste contresigné le décret présidentiel, et qui n'est autre que M. Malvy. Et cette existence d'abord extra-légale, puis archi-légale, a été consacrée à une activité bienfaisante dont j'ai sous les yeux le tableau détaillé. La place me manque pour le reproduire; j'en retiens la conclusion en date du 3 avril 1916 :*

« On peut estimer à environ quatorze millions les subventions réparties par le Secours national ».

M. Painlevé et M. Flandin sont-ils édifiés par ma triple réponse ? Je rends hommage à leur bonne foi, à leur bonne volonté et je me mets à leur disposition pour éclairer les points où ils croiront encore pouvoir maintenir leurs trois arguments.

J'ai promis d'être objectif. Je le serai jusqu'au bout.

M. le ministre refuse le concours du Secours national parce qu'il s'agit de « l'éducation » des orphelins (*Officiel*, p. 232, col. 3). Voilà le point névralgique, le point douloureux du conflit, le sommet du débat. Ne l'évitons pas. Prenons-le de face. Allons-y.

Eh bien ! non, monsieur le ministre, par le fait qu'il acquitte une dette, le débiteur n'acquiert pas sur son créancier un droit de contrôle. Parce que la *Patrie* payera ce qu'elle leur doit aux enfants de ses héros, il ne saurait s'ensuivre pour le *ministre*, pour le *préfet*, pour le délégué communal le droit de contrôler les dépenses de la famille, ni encore moins de surveiller l'éducation des orphelins.

Les orphelins ordinaires n'ont pas de contrôle autre que celui de la « tutelle civile » ; et vous pensez pouvoir imposer aux orphelins de la guerre un surveillant spécial, surveillant du tuteur et du subrogé-tuteur, surveillant des ascendants, surveillant de la mère ?

Ah ! je vous en conjure, retirez ce mot malheureux.

Vous ne pouvez vous imaginer à quel point la vague possibilité d'une emprise de l'administration préfectorale, sur l'âme des orphelins, émeut le pays.

Essayez de lire sans verser des larmes ce testament d'un père de famille écrit sous la mitraille de Verdun. Celui qui l'écrivit me l'envoie :

Ceci est mon testament.

C'est ma croyance et mon espérance en Dieu qui soutient mon courage sur les champs de bataille où je lutte pour la Patrie.

Si j'y trouve la mort, j'entends absolument que mes pauvres chers enfants soient élevés dans la religion catholique comme cela aurait eu lieu si j'étais revenu sain et sauf.

Et je compte énergiquement sur mes frères d'armes survivants pour empêcher que ma volonté sacrée, qui est aussi celle de ma chère femme, soit jamais contrariée par qui que ce soit dans mon pays. C'est à cette condition que je suis à chaque minute depuis dix-huit mois prêt à mourir pour lui.

Fait dans la tranchée à Verdun, le 17 mars 1918.

P... M...,
soldat au ...e d'infanterie.

Changez la foi de ce soldat, père de famille ; supposez-le protestant, juif, socialiste, tout ce que vous voudrez. Son raisonnement est le même, sa volonté dernière pareille ; il n'admet pas que ses enfants soient élevés selon les ordres et préférences du délégué préfectoral dans sa commune.

Il n'est pas possible que vous ne vouliez pas supprimer tout de suite d'aussi poignantes préoccupations chez nos défenseurs. Vous allez d'urgence confier nos orphelins et les œuvres qui s'occupent de ces enfants au Comité qui, ainsi que je l'ai écrit le jour de sa fondation et comme M. de Lamarzelle a bien voulu le rappeler à la tribune du Sénat, est composé de « telle manière que chaque Français y trouve l'homme dans lequel il a le plus de confiance ».

XXVIII

UN VOYAGE A VERDUN

I

LA ROUTE SACRÉE

14 avril 1916.

J'ai suivi cette route de Bar-le-Duc à Verdun par où la bataille fut ravitaillée, quand la voie ferrée, sous le canon ennemi, arrêta soudain son service. Minute tragique ! Nos armées engagées allaient-elles cesser d'être reliées aux services du territoire, à cet immense organisme, à ce cœur dont elles reçoivent des hommes, des armes, des munitions, des vivres, leur sang, leur vie ? N'ayez crainte, l'instrument existait.

Dans mes notes de février 1915, je lis : « L'ensemble des services automobiles dispose d'un matériel de plus dix mille voitures, conduites et entretenues par..... chauffeurs et ouvriers. Le nombre des véhicules en service a augmenté d'un tiers depuis la fin d'août, et leur état est excellent... » Et plus loin, toujours à la même date : « En vue de l'offensive, nous avons ajouté à nos dix mille poids lourds plus de..... nouveaux camions ». Voilà les chiffres de février 1915, et depuis on n'a pas cessé de travailler, sachant bien que, le jour où nous pourrons aller de l'avant, l'ennemi ne nous aura laissé derrière lui aucune voie ferrée.

Ce bel outil, immédiatement les chefs l'appliquèrent au point voulu et l'adaptèrent. On était perdu si, à Bar il y avait eu du désordre, de l'encombrement et, comme

on dit, de la pagaye. On sut trouver un aller, un retour, deux voies qui partant du chemin de fer ne se rejoignent qu'au sortir de la ville. C'est un rien cette boucle, c'est la trouvaille d'art animant et perfectionnant les moyens matériels.

Sur la longue route, sous les hauts peupliers sans feuilles, nous roulons dans le cortège des voitures à bâches qui, toutes rangées sur la droite, et distantes chacune de quarante mètres, pour empêcher les chocs de surprise, filent rapidement sous le tourbillon de poussière. Elles apportent à Verdun des hommes et des munitions, tandis que, sur la gauche, s'évacuent les blessés. Par d'autres chemins moins rapides, les ravitaillements de vivres s'acheminent en longs convois de chevaux. A l'heure matinale où nous la suivons, la route emmène des hommes de renfort. Les voilà assis, les uns à côté des autres, fumant la pipe, lisant les journaux, superbes de jeunesse, de santé, de fermeté, de liberté. Quelle grandeur triste dans ces groupes humains, solides, calmes, serrant leurs armes, et qui forment, voiture par voiture, de vivants trophées en marche !

Partout des inscriptions, des flèches qui ne permettent aux conducteurs aucune hésitation ; à tous les carrefours des officiers et des sous-officiers pour régler les croisements ; sur la chaussée, pas une ornière. A aucune époque je n'ai vu nos routes lorraines si fermes, si planes. C'est que sur le côté un peuple de cantonniers militaires casse des cailloux, arrose et empierre, sans arrêt, jusque sous les roues des camions.

Quel bel ordre ! C'est la route sacrée. Tout le monde eut le sentiment dès la première minute, que c'était bien organisé. Les troupiers se félicitèrent de la façon dont ils avaient été transportés, le plus grand nombre étant véhiculés, jusqu'au champ de bataille. « Si ça va comme ça, c'est bien », disaient-ils. Un fleuve s'écoulait vers les combattants. C'est la France, pensaient-ils, qui

vient à notre secours. Que de mots on a recueillis! Celui-ci, par exemple : « Nous avons été vingt-quatre heures sans manger, mais nous disions : tant mieux, si les munitions passent devant. »

Au début, les automobilistes fournirent un travail fou, mangeant, dormant sur leurs sièges, où vous savez qu'ils sont deux à s'entr'aider, toujours en mouvement, s'exténuant, sauvant l'armée. Joffre les a mis à l'ordre du jour; il a hautement loué « la bonne organisation des mouvements » et puis « l'endurance et le dévouement du personnel ». C'est bien qu'ils soient mis à l'honneur et que l'on reconnaisse sur preuve ce qu'ont fourni des hommes « dont beaucoup sont malingres ou déjà âgés », qui seront « indispensables tant qu'on n'aura pas trouvé le moyen d'avoir des soldats qui puissent vivre sans manger et se battre sans munitions » et pour qui l'opinion fut parfois injuste. Nous leur devons non pas certes nos succès mêmes, mais du moins la possibilité de ces succès. (Voir l'étude de M. Le Far, *Pour le ravitaillement des armées*, dans la *Revue des Deux Mondes*, du 1er mars.)

Elle deviendra légendaire, cette route du ravitaillement, cette suite ininterrompue d'automobiles se déroulant sur une soixantaine de kilomètres de Bar à Verdun et de Verdun à Bar, avec l'aisance et le silence d'une courroie de transmission. Elle continuera de parler à jamais dans cette longue plaine meusienne qui vit passer tant d'invasions et qui ne sait rien que par la pluie, le soleil, la neige et la charrue.

Parfois nous traversions des villages pleins de troupes au repos, où les hommes couchés dans l'herbe astiquent, fourbissent, se parent, ou se pressent autour du lavoir, ou bien encore assis sur la marche des portes, les jambes écartées, lisent leur journal. C'est dans l'un d'eux, inutile de dire où, que je vais saluer le général Pétain.

Une demi-douzaine d'officiers et de sous-officiers dans le corridor et dans l'escalier, une salle aux quatre murs

blancs de plâtre, des chaises de paille, une table de bois noircie. Simplicité, nudité, pauvreté de cette pièce de hasard, où le chef passe de longues heures durant la bataille. Le voilà : grand, complètement chauve, une certaine majesté naturelle, une façade glaciale sous laquelle on devine l'être plein de chaleur. Pour un tel homme, toute sa vie, rien n'exista que les choses de l'armée, et dans ces semaines où l'univers pense à lui, pas une de ces pensées ne vient jusqu'à son être qui tout entier ne connaît que les problèmes d'exécution qui lui furent confiés.

Je ne suis pas si niais que de philosopher sur le contraste d'une telle puissance et d'un lieu si pauvre ; c'est la dixième fois, depuis le début de la guerre, que je me trouve dans ces installations où la majesté du commandement ne doit rien aux tentures de Belloir, mais tout de même il faudrait avoir bien peu d'imagination pour ne pas sentir la grandeur de cette chambre d'école ou de mairie où on respire la puissance. Puissance matérielle : cet homme ouvre ou contient le robinet de sang ; puissance spirituelle : il distribue la foi, l'espérance, l'énergie ; enfin il tient dans ses mains le volant des destinées françaises.

Qu'a-t-il dit ?

Nous n'avons pas besoin que les chefs nous parlent. Aucun discours ne vaut un acte, aucune préface, aucun commentaire ne remplace l'œuvre. Il en est de ces hommes de guerre comme des grands artistes. On connaît Corneille par le *Cid* et *Polyeucte* ; Racine par *Athalie*. Pétain appelé par Castelnau, qui savait de quelle manière il travaillait, reçut des mains du général Herr la matière en fusion et chacun des trois avec abnégation donna ou reçut le commandement, sans chercher autre chose que le bien du service.

On voudrait que dans toutes leurs parties ces grands chefs-d'œuvre militaires où l'esprit français se déploie en plusieurs collaborations, fussent signés authentiquement.

Quand l'heure sera venue, et que leurs chefs les autoriseront, des observateurs tels que nos chers amis Henry Bordeaux et Louis Madelin raconteront les tragiques dehors et puis, pour parler comme Stendhal, « les intérieurs d'âme » qu'ils virent sur cette humble place de village, et qui, à l'encontre de ce qu'écrivait M. l'auditeur, délégué au département des vivres, au retour de la campagne de Russie (1812), ont augmenté leur respect du caractère français et de la nature humaine. Ils me l'ont dit ou fait comprendre dans des conversations inoubliables, où ils me permirent de m'approprier une part de leur expérience, sans que je puisse en faire état. Combien il serait beau de vous montrer des âmes et cette diversité de génies : Joffre, Castelnau, Pétain... Mais reprenons notre route, rentrons à Bar-le-Duc.

Au soir, ce grand cordon de voitures s'allume, forme une illumination mouvante... Souvent les illuminations suivent la victoire, celle-ci la prépare.

XXIX

UN VOYAGE A VERDUN

II

LES FLEURS DE VERDUN

15 avril 1916.

J'arrive de Verdun.

Verdun est à cette heure le centre de l'univers. Les regards des peuples sont tournés vers cette vieille petite ville, dont nous venons de parcourir les rues écroulées, fumantes et désertes, et vers ces collines qui ne parurent

jamais plus solitaires que depuis que deux millions d'hommes s'y déchirent, terrés dans des sillons sanglants... Les chaumes et les boqueteaux s'étendaient à perte de vue, sans que je visse rien autour de moi que les alouettes suspendues dans l'azur, et, par brefs intervalles, au loin, l'éclair de nos batteries, les lourds flocons de leur artillerie.

Aujourd'hui, parlons seulement de la ville.

Les rigueurs de la censure nous gêneront? Rigueurs justifiées, bienfaisantes. Je les mentionne uniquement pour que le lecteur s'explique les coins d'ombres que je devrai multiplier dans mes croquis d'après nature.

Il n'y a plus de civils dans Verdun et l'on sait que les soldats s'occupent ailleurs. Je me suis promené dans cette solitude, dans ces rues bordées de demi-ruines et bien déblayées des gravats que les explosions y avaient amoncelés. Effet tragique des maisons s'écroulant et se diluant dans la Meuse. Çà et là des quartiers de la ville subsistent, portes ouvertes, volets battants. Je suis allé à l'hôtel de ville, à la cathédrale, et monté au palais épiscopal, j'ai parcouru ses salles et son petit cloître. Inutile de préciser dans quelle mesure le tir des Barbares a bien ou mal porté. Ce qu'on peut dire, c'est qu'il n'y a que les vieux évêques et Vauban qui aient construit à toute épreuve ; leur double fortification subsiste intacte : rue Mazel, les bombes et le feu ont mis à nu d'anciens remparts antérieurs à Vauban, sans doute du temps des évêques, qui faisaient le fond des maisons récemment effondrées, et dont pour ma part je ne soupçonnais pas l'existence.

Une petite fille de huit ans m'avait dit : « Si tu vas à Verdun, va voir dans mon armoire à jouets si mes jouets sont cassés. » J'ai cherché et trouvé la maison de l'orpheline. Porte ouverte, fenêtres fermées, son mobilier familial intact, elle attend, inanimée, ceux qui ne viendront plus. J'ai ouvert l'armoire aux jouets toute sombre

où les poupées étendues dormaient paisiblement. Combien de temps subsistera cette demeure, quasi seule debout au milieu des ruines ? Tandis que je m'y attarde, peut-être l'obus incendiaire accourt-il dans le grand ciel bleu ? Peut-être tandis que j'écris ?...

Les Boches ont encore beaucoup de choses inutiles à faire dans Verdun !

Que leur sert d'obliger des milliers de bourgeois à quitter leurs demeures et, pauvres gens inoffensifs, à laisser toute place à la défense ? Un journaliste danois qui revient de Verdun écrit : « L'unique avantage que les Allemands ont remporté par leurs progrès, c'est que la ville est placée maintenant dans le rayon de tir de leurs canons. La malheureuse cité reçoit chaque jour de 300 à 400 obus (je crois ce chiffre très exagéré) dont un grand nombre d'incendiaires. N'ayant plus l'espoir de pouvoir prendre la ville, les Allemands ont évidemment l'intention de la détruire le plus possible. Verdun produit l'effet d'une ville morte, *mais qu'importe tout cela*, comme disent les soldats, pourvu que les Allemands n'y entrent pas. Et cela n'arrivera jamais. » (*Froeis Froeisland*). *Berlingske Tidende* (*dan.*), 29.3.

Le *qu'importe* est juste. Voilà bien des ruines, mais qu'est-ce que cela prouve ? A quoi cela avance-t-il les Allemands ? L'Anglais Repington a précisé mieux encore cette saine façon d'apprécier la guerre, quand après s'être promené dans la bataille il fait cette observation : « Les chefs de la grande armée française ont l'esprit tranquille, parce qu'ils ont mesuré ce que peut faire l'ennemi... »

Nous touchons là au centre même de la pensée qui sauvera la France. Quand Castelnau, dans la nuit mémorable de février, arriva près de Verdun, il apprécia qu'il avait le temps d'exécuter les diverses actions qu'il jugeait nécessaires et ainsi de « rétablir la bataille », parce que les Allemands ne pouvaient pas opérer une nouvelle

pression avant d'avoir déplacé leur artillerie et amené des renforts. Il disposait d'un délai qu'il calcula. Et ainsi il se maintint dans un état paisible. Cette tranquillité du haut chef, à travers tous les étages du commandement, elle se communique aux simples soldats, en se nuançant, selon les nécessités de chaque emploi. Ne pas s'émouvoir ; au milieu d'un formidable déploiement d'épouvantes, tenir compte seulement de ce qui est agissant ; considérer que cette poussière de plâtras qui remplit l'air n'augmente en rien les chances des Boches, c'est grande dignité, grande force.

Ceux qui commandent ont conservé l'usage libre de leur âme. C'est la vertu de Joffre sur la Marne, de Castelnau sur la Meuse, et de leurs dignes officiers dans les détails journaliers. Je voudrais en noter un trait, bien minime, mais de mon expérience. Nous ne manquons pas d'adjectifs à l'arrière ; si l'on va au milieu des héros, ce n'est pas des adjectifs que vous voulez que l'on vous rapporte, mais des faits. Les plus simples, pourvu qu'ils soient significatifs. Si des témoins voulaient noter, en même temps que les grands actes de sacrifice, des impressions rapides et profondes, presque indéfinissables, certaines minutes secondaires, combien nous augmenterions le trésor dont la France se nourrit.

Quand nous sommes entrés dans les interminables galeries de la forteresse de Verdun, taillées à même dans le roc, superposées les unes aux autres, reliées par des escaliers, éclairées à l'électricité, et que je ne puis mieux comparer qu'aux tunnels du Métropolitain, nous avons suivi des rails sur lesquels des wagonnets transportent des approvisionnements de tous ordres, puis parcouru des galeries-dortoirs, des galeries-bureaux, où les officiers écrivent, téléphonent et télégraphient ; enfin, ayant visité les immenses services de cette ville souterraine, bien chauffée, bien illuminée et bien ventilée, ruche laborieuse et silencieuse, magnifique d'ordre, de richesse

et d'activité, nous sommes arrivés dans la galerie-réfectoire où, comme la haute barre d'un T majuscule, la table d'honneur était dressée à la tête de la table des officiers.

Table d'honneur ? Oui, car j'étais là avec le ministre de Grèce, M. Athos Romanos, dont les sentiments personnels de francophilie ne sont pas douteux, qui croit qu'une victoire française doit être une victoire de l'hellénisme, et qui venait au titre privé admirer le génie de nos chefs et l'héroïsme de nos soldats.

— Ah ! dit-il avec émerveillement, ces fleurs sur la table !

En effet, au long de la nappe blanche, les soldats, pour recevoir un étranger de distinction, avaient semé les fleurs des jardins et des champs de Verdun.

Nous nous sommes tus. Il y avait là de ces officiers qui, pour marcher en tête de leurs hommes et mener l'attaque, ont souci de se raser de frais, de se mettre à leur avantage, d'être parés, « comme pour une fête ». M. Romanos a senti dans un éclair la noblesse et la fermeté de ces soldats de Verdun, qui sur une terre trempée du sang de leurs camarades et, demain, peut-être, du leur, avaient eu la liberté d'esprit et la volonté de recevoir leur hôte en toute bonne grâce, à la française.

J'entendrai toujours son accent d'émotion : « Des fleurs sur la table ! »

O Boches ! rien de ce qui compte, rien de ce qui sert n'est altéré dans Verdun par votre bombardement. Vous démolissez les maisons des civils, ils sont tous partis ; on mettra sur votre note la valeur de leurs immeubles et les frais de leur exil. Quant à la citadelle, aux portes, aux remparts, ils sont intacts. Aucun des moyens de défense de cette place où vous juriez d'entrer en quatre jours, n'est altéré par cet effort colossal où vous vous détruisez depuis cinquante-cinq jours. La citadelle res-

pire à l'aise, plus vivante qu'à aucune époque. On y fabrique le pain et la lumière électrique ; les officiers y font leurs innombrables écritures ; vos obus géants n'ont même pas dérangé la paperasserie française ! Au dessert, le général Dubois, obéissant aux ordres de service a, comme il convenait, évoqué tous les souvenirs classiques et « sorti » les Thermopyles, ingénieusement, éloquemment, en pleine liberté d'esprit, comme une heure avant, comme une heure après, il a mené et mènera son monde à l'attaque. C'est bien beau et bien significatif. L'émotion qu'en éprouvait M. Romanos s'est traduite dans sa belle harangue d'ami que je ne me permets pas de reproduire. Je ne cite ces faits que pour établir dans un détail saisissant, qui fait image et preuve, jusqu'à quel point règne dans Verdun la tranquillité française.

Les Allemands racontent aux neutres lointains qu'ils pressent Verdun (parfois même qu'ils l'occupent). Eh bien ! voilà ce que nous y vîmes ces jours derniers, y étant venu sans l'ombre d'une difficulté dans un cortège de cinq automobiles.

Une heure plus tard, comme nous étions dans la campagne et regardions l'effroyable duel d'artillerie, sous lequel il semble que les terres se soulèvent et s'envolent, quelqu'un dit : « Pour entrer dans Verdun, il faudra qu'ils nivellent les collines... » L'obstacle insurmontable est moins dans les collines que dans cette fermeté d'âme de ses défenseurs.

XXX

UN VOYAGE A VERDUN

III

SOUS LE CIEL DE VERDUN

17 avril 1916.

Du fort de La Chaume, où nous sommes montés, auprès des méandres de la Meuse, on voit sur la rive droite les collines de Belleville et de la côte Saint-Michel, puis, en arrière, la côte de Froideterre et, derrière encore, la colline de Douaumont... On voit tous ces points c'est-à-dire que mon compagnon veut bien me les désigner et me les nommer, mais la pluie tombe à verse, le canon fait rage : aucune figure, aucune masse n'apparaissent dans le vaste horizon, et, malgré moi, sur cette terre qui m'est familière, je retourne en esprit aux images que j'y venais chercher avant la guerre.

J'imagine ce qu'un tel déluge a pu faire des espaces de roseaux et de bois, des petites rivières qui se trainent lentement à travers les boues et les champs de la Voivre et je retrouve cette tristesse que j'aimais tant, quand j'allais visiter dans les vestiges du château d'Hammonville-sous-les Côtes, mon ami le Dr Thoroin le fameux exégète de la Kabbale, le sorcier de la Voivre.

O jours heureux ! Que sont devenus Hammonville, Fresne, Etain et le trésor précieux que la petite ville abritait ? Ceux que j'interroge lèvent les bras au ciel. Mais je sais l'essentiel de l'histoire ; le jour même où je quittais Paris, j'ai reçu de Leipzig, par la Suisse, un

ouvrage allemand de M. Paul Clemen, qui est une tentative arrogante pour nier les crimes de la Barbarie contre l'art. (Que pensez-vous de cette propagande qui s'en vient insolemment de Leipzig jusque dans ma boîte aux lettres tenter l'impossible justification des Boches ?) M. Clemen publie les photographies des chefs-d'œuvre de Ligier Richier, le retable d'Hattonchatel et la Piéta d'Etain, tels qu'ils se trouvent l'un et l'autre, à cette heure, transportés dans Metz.

Nos villes sont jetées bas, nos populations décimées et refoulées, les plus belles œuvres de notre race anéanties ou emportées, nos sentiments méprisés, niés. Les Allemands viennent pour modifier l'harmonie qui règne dans nos esprits et sur notre territoire, et pour y substituer l'ordre germanique.

Ainsi je songe, tandis que le ministre de Grèce, M. Athos Romanos, m'explique le symbole qu'est devenu Verdun pour l'univers tout entier attentif. Il s'agit de savoir quel Esprit gouvernera le monde, possédera les âmes...

Cependant l'automobile rapide nous emmène et court sur cette succession de collines pareilles à de longues vagues pétrifiées. La pluie a cessé. Maintenant nous devons aller à pied, à cause de ce *drachen* allemand, œil rond des batteries qui surveille toute la contrée, et nous voici en plein champ, au milieu des chaumes qui succèdent aux chaumes.

La terre que nous foulons est toute pleine, à chaque écorchure, de pierrailles plates et blanches. C'est sur ce sol que tant des nôtres gisent, sur cette sécheresse que coule le meilleur sang de France. Tout demeure désert. Dans le ciel, deux, trois ballons immobiles, français, allemands, guettent l'horizon : çà et là, des groupes d'artillerie font rage ; sur nos têtes l'alouette gauloise lutte contre le vent, et chante. Tout le reste est silence et solitude. Par intervalle au milieu des buées qui traînent

on parvient à voir un éclair de nos 75 et puis, au revers des côtes, de faibles éraflures qui sont nos batteries. Plus loin, sans arrêt, de gros tourbillons de nuages s'élèvent des batteries ennemies et se maintiennent en s'élargissant.

Quel symbole, ces grands espaces vides, ce beau ciel profond ! Pour décrire cette bataille, il faudrait rendre sensible l'invisible, faire connaître à toutes les minutes la présence de deux esprits qui s'affrontent.

L'Allemagne se sent ou se croit plus forte que les « chiffons de papier » ; elle s'imagine être plus vivante que l'état de choses garanti par les traités solennels qui reposent dans la poussière des chancelleries ; en conséquence, elle prétend créer un nouveau statut international plus analogue à sa valeur réelle. Au nom des espérances qu'elle porte dans son cœur en nous niant, elle marche sur nous.

Et nous, si divisés, d'un cœur unanime et fier, nous répétons la grande parole authentique du général de Castelnau : « Plutôt que de se soumettre à l'esclavage allemand, la race française tout entière périra sur le champ de bataille. »

Comme une ode triomphale, que cette formule jaillisse dans ce silence ! C'est elle que je dois voir et rendre visible dans la profondeur de ce ciel de Verdun. Sur cette terre, en apparence déserte, dont les sillons ensanglantés cachent près de deux millions d'hommes, nous lisons, nous entendons de la bouche des vivants et des morts la furieuse protestation d'une nature qui ne peut être soumise. L'Allemand ne mettra pas son pied sur notre tête, mais nous, s'il insiste, sur la sienne. Au cœur de chacun de nous, au cœur des chefs militaires et civils et des plus obscurs citoyens, c'est l'idée, réfléchie ou instinctive, c'est la volonté, c'est l'impulsion, et pour n'être pas esclaves, officiers et soldats sont prêts à dévouer leurs vies avec ivresse.

Ma vraie tâche, au retour de Verdun, serait de célébrer,

à côté de l'héroïsme des combattants, le génie des généraux, leur force morale, leur science et leur art, la solidité de Joffre, le rayonnement de Castelnau, la conscience de Pétain, les autres encore... Tout s'y oppose, et nous vivons sous le régime de l'anonymat militaire.

Nous souffrons, depuis bien des années, d'une désaffection publique, entrecoupée de caprices violents, à l'égard de certaines formes de talent et de supériorité. Alfred de Vigny notait cela bien avant d'écrire son livre, et son meilleur commentateur, Fernand Baldensperger, que j'aime à citer, s'étonne que si peu de lecteurs aient compris que le titre, *Servitude et grandeur militaire*, signifie en réalité la servitude à l'égard du pouvoir civil et non la servitude à l'intérieur du métier militaire. Pourtant le moment est venu, quand c'est toute notre civilisation qui est en cause, de s'évader des étroites conceptions partisanes et de magnifier, pour susciter d'autres vocations pareilles, les modèles dignes de hanter les grandes émulations. Chefs militaires, chefs civils, science, sacrifice, dévouements des plus humbles, tout ce qui est grand, dans tous les ordres, nous devons l'appeler à la lumière et le proposer en exemple.

Acceptons le sens que l'univers donne aux journées de Verdun. L'univers dit que Verdun est la pierre d'épreuve où l'on reconnaîtra le meilleur génie de l'humanité. Et voici que la victoire vient s'asseoir dans notre camp. « On les aura », écrit Pétain, redonnant à ses troupes, dans un échange sublime, la formule que d'instinct elles lui avaient donnée. On les aura ! C'est-à-dire que, grâce à la France, l'esprit impérial de la Germanie n'assombrira pas le monde. Eh bien ! ne masquons pas ni la vertu ni l'efficace des armées de Verdun ; peignons-les, sans ménager les couleurs, pour que l'univers, comme il le désire, les honore.

J'ai sous les yeux, tandis que j'écris, les journaux sud-américains. On y voit l'émotion de ces lointains pays : l'Uruguay, le Pérou, le Chili, le Brésil, l'Argentine autour

des télégrammes apportant les nouvelles de la bataille. L'attente des peuples est chargée d'anxiété. Pour eux, la bataille de Verdun est bien autre chose qu'un duel où deux adversaires se mesurent en champ clos : c'est une des crises de la destinée universelle où se font et se défont les civilisations. Il faudrait ne pas être homme pour rester indifférent en présence du choc le plus gigantesque et le plus sanglant de l'histoire. L'importance de la partie engagée, la valeur des idéals pour lesquels on meurt, les proportions formidables des effectifs qui se heurtent, le déchaînement des forces matérielles et l'acharnement des combattants, les visions d'horreur que les témoins ont rapportées du champ de bataille, tout cela confond l'imagination des peuples comme en présence d'un cataclysme, épouvante leur sens pacifique de la vie et les confirme dans leur conviction que le sort de l'humanité se joue sous les murs de Verdun.

Joffre, Castelnau, Pétain, les poilus, les fils de France sauvent la civilisation. C'est le monde qui le sent et le dit. Donnons au monde des noms, des faits, des images toutes les vérités, toutes les précisions qu'il réclame pour constituer à la France un trésor de gloire comme nul peuple jamais n'en posséda.

XXXI

QUELQUES NOTES SUR L'ÉTAT D'ESPRIT ALLEMAND

19 avril 1916.

Discours utile d'Albert Thomas aux ouvriers du Creusot. En substance, il les félicite et les presse de redoubler d'efforts. Au jour de la victoire, c'est avec fierté

que vous pourrez accueillir les camarades qui vous reviendront couverts de la gloire des tranchées à condition que vous égaliez la production d'un ennemi qui jamais ne s'endort...

Egaler la production allemande ? Oui, l'Entente y doit parvenir avec l'aide de l'Angleterre, et c'est bien une des perspectives qui démoralisent, enfièvrent l'Allemagne intelligente, la jettent dans ses résolutions désespérées.

Les raids de Zeppelins et le renouveau de l'activité sous-marine signifient sans doute que la guerre « scientifique » contre l'Angleterre semble au gouvernement impérial d'un rendement plus décisif que les opérations sur notre front.

C'est bien ainsi que certains neutres jugent la situation : Le *Vort Land*, journal danois, écrit :

« On n'observe plus en Allemagne la même confiance qu'en Angleterre et en France dans l'issue heureuse de la guerre. Tandis que dans les premiers temps de la guerre le public allemand ne songeait qu'aux résultats des victoires c'est aux sacrifices et aux pertes qu'il songe surtout à l'heure actuelle. Ce public est très las, d'une lassitude qui ne paraît pas très loin du désespoir. C'est *pour combattre cette lassitude que le gouvernement a voulu frapper un grand coup à Verdun, puis, le coup ayant échoué, a donné un regain d'activité à la piraterie sous-marine. Pour tout homme normal, cette piraterie sous-marine effrénée ne peut s'interpréter que comme un signe de faiblesse* ».

Ce Danois est d'accord, sans le savoir, avec un soldat lorrain qui après avoir dû faire la première partie de la guerre dans l'armée allemande a pu passer ces jours-ci dans nos rangs, où il a déclaré sans ambages qu'il quittait les Allemands parce qu'il estimait qu'ils étaient perdus. Cette prévision, d'ailleurs, en raison de ses origines, n'est pas pour lui déplaire.

Jusqu'à la fin de 1914, ce Lorrain au service de l'Allemagne a cru à la victoire de nos ennemis. . . . . .

. . . . . .

. . . . . Mais vers le milieu de 1915, son opinion sur la valeur militaire des Français change.

Je supprime, parce que trop précise, l'indication des affaires où il se persuada ainsi de la supériorité grandissante des Français.

Plus le temps s'écoulait, plus son opinion se précisa. A l'heure actuelle, dans la région où il se trouvait, les Allemands reconnaissent que leurs attaques partielles échouent régulièrement ; ils constatent l'échec complet de leur tentative d'irruption dans nos premières lignes. Il n'y a plus rien à faire. On cherche des volontaires pour enlever une sentinelle française, on n'en trouve pas.

De plus, la nourriture diminue de qualité et de quantité : on n'a plus que 375 grammes de pain par jour, la soupe ne contient pour ainsi dire pas de viande, elle est faite avec du riz, des pâtes, pas de pommes de terre. Les officiers ont seuls de la viande, les hommes infiniment peu.

Ceux-ci insuffisamment nourris, ne travaillent plus comme autrefois, on doit fréquemment les menacer, ils abandonnent leurs outils. Ils sont cependant patriotes, mais les nouvelles de l'intérieur sont déplorables, on ne leur envoie presque plus rien. Il y a eu des révoltes de femmes à Berlin, une répression sanglante. Les permissionnaires, partis avant la suppression des permissions, ne sont pas, à leur retour, remontants bien au contraire.

On raconte aux hommes, pour leur donner du courage, que la situation est pire chez le Français ; ils le croient, bien entendu, mais cela n'empêche pas que leurs femmes et leurs enfants souffrent de la faim ; s'ils savaient que chez nous la disette n'est pas à envisager, leur découragement serait irrémédiable Les cultures

sont peu poussées, car on manque de semence. La famine apparaît menaçante.

Ce Lorrain estime qu'il sera impossible de continuer longtemps. Il fixe comme limite à la résistance le mois d'août prochain. L'offensive sur Verdun a tendu les ressorts de la nation ; on s'est attendu à une victoire décisive et voilà qu'après des succès proclamés à grand fracas, le silence se fait. Dès lors, il faut recommencer à lutter avec la faim.

Pour conclure, ce Lorrain déclare que la partie est jouée et que les Allemands ont perdu.

Vous retiendrez ce que vous voudrez de ces dépositions ; elles sont du moins authentiques. Elles nous introduisent dans les lignes allemandes, nous aident à y voir clair. Ecoutez une autre pièce, un résumé des interrogatoires subis par des Bavarois faits prisonniers dans le bois de Malancourt.

Les Bavarois, retour de Serbie, où la campagne n'avait été qu'une promenade militaire, ne parlaient rien moins que d'avaler les Français. Les vainqueurs de Serbie et de Russie ne feraient du Franzmann qu'une bouchée. En passant à travers les cantonnements de l'arrière, les Bavarois, retour d'Orient, faisaient sensation parmi leurs camarades restés, depuis, des mois et des mois, sans bouger de place, dans la même tranchée. Ils leur jetaient des quolibets, répétant à ces Occidentaux, les deux vers devenus refrain dans la bouche des troupiers de l'Est :

C'est dans l'Est qu'est la vraie armée ;
Dans l'Ouest ne sont que les pompiers.

Ils s'imaginaient qu'il en était en France comme en Orient, où la guerre ne leur avait pas paru exceptionnellement pénible. Mais dès le premier jour de la bataille sous Verdun, le moral baissa, les hommes se découragèrent. Sous l'avalanche des projectiles, ils se débandent

tourbillonnent. Tel officier devient fou. Tel autre ne veut pas sortir de son abri, et abandonne, à l'heure de l'assaut le commandement de son unité à un Feldwebel. Les fameux Bavarois, rejetés par notre feu, sont à leur tour raillés par les « pompiers du front occidental ». Le chiffre des pertes subies les impressionne. Au bout de quelques jours leur moral tombe au-dessous de celui de ces « Occidentaux », dont ils se riaient. Ils commencent à se chamailler avec les Prussiens. Les premiers prétendant qu'on les emploie aux plus rudes besognes pour ménager les seconds. « Nous tirons les marrons du feu pour les Prussiens. Après la guerre, c'est nous qui serons les dindons de la farce. Nous aurons fait le plus gros effort et nous obtiendrons la plus chiche part. »

Voilà un résumé des conversations des prisonniers. Je ne vous donne que les traits les plus pittoresques : d'autres plus plats confirment le manque d'entrain, l'atonie. L'impression générale est celle de l'indifférence dans laquelle vit le soldat allemand. « On exécute les ordres, dit l'un, et on ne cherche ni à voir, ni à entendre, ni à réfléchir. Tout va bien si l'on mange. » « Le résultat de la guerre importe peu, dit l'autre, pourvu qu'elle finisse. »

On peut objecter que les prisonniers sont de la médiocre matière militaire. Séparés de leurs officiers, sortis de leur cadre, éloignés du réservoir moral où ils se ravitaillaient, ils cessent d'être une troupe, pour devenir des individus dans une foule quelconque. Le cordon ombilical est coupé. La force ne leur parvient plus. Souvent même il arrivera qu'ils essayeront, quasi instinctivement, de s'agréger à ces ennemis avec qui les voilà réunis, de dire à leurs interrogateurs ce que ceux-ci désirent entendre.

L'observation est exacte, mais les lettres qu'on trouve dans leurs poches ? Ne les peignent-elles pas sans simulation possible ?

Une mère écrit de Weyer, province du Rhin, en date du 9 mars, à son fils simple soldat :

Rien de particulier à Weyer, si ce n'est que les vivres sont hors de prix. On ne trouve plus rien, ni huile, ni beurre, ni lard, pas plus de chez nous que de l'étranger. J'ai eu la chance de découvrir un peu d'huile ces jours-ci; je n'ai pu en avoir qu'un quart de litre sur présentation de ma carte d'huile, et j'ai dû payer 6 mark ce que j'achetais en temps de paix 70 à 80 pfennig. Il faudra que j'aille à Dusseldorf, car ici, à Weyer, aucun magasin n'a plus ni beurre, ni lard, ni pommes de terre. J'irai chercher des cartes, car il y a des cartes de tout : cartes de pain, de pétrole, de beurre, d'huile, de lard, cette dernière donnant droit à une demi-livre par semaine et par tête ?

Tous les jours, on ne fait que penser : Ah ! si seulement cette guerre pouvait finir !

Une femme écrit de Berlin, en date du 15 mars, à son mari, offizier stell vertreter, c'est-à-dire faisant fonction d'officier :

Où es-tu donc en ce moment ? Pas encore au front ? Je pensais que tu resterais plus longtemps, voire même définitivement, à Anvers. J'espère que tu n'es pas devant Verdun : cela me ferait de la peine pour toi. Si encore on arrive à quelque chose ! Mais la chute de la forteresse se fera attendre encore longtemps. On s'étonne que la France n'en ait pas encore assez. Je suis curieuse de voir combien de temps la guerre durera. Pourvu que nous ne succombions pas économiquement ! Nos adversaires tiendront sûrement; ils sont ravitaillés de tous côtés. Si seulement cela pouvait finir ! Notre situation devient de jour en jour plus mauvaise...

Une sœur écrit de Magdebourg, en date du 16 mars, à son frère, simple soldat :

Tu ne saurais croire, mon petit, quelle disette de saucisses règne ici ! Pendant des heures, les gens font queue pour obtenir quelque peu de charcuterie : et nous sommes

dans un grand embarras. J'ai voulu t'envoyer des saucisses de conserve en boîtes, il n'y en avait pas davantage ; je n'ai pu acheter qu'une toute petite boîte de conserve de saucisse de foie. Tu sauras qu'il est défendu de faire des conserves de viande : les magasins n'ont le droit que d'écouler leur stock... Que t'enverrai-je donc ? C'est pour moi une énigme. On ne peut presque plus rien avoir. Et il parait que l'on va bientôt manquer aussi de chocolat et de cacao. Alors, nous faudra-t-il vivre de l'air du temps ?

Et celui-ci de répondre, en campagne, le 22 :

... Qu'il soit difficile de se procurer saucisses, charcuterie et provisions de ce genre, je m'en doute bien. Espérons que la guerre finira bientôt. Ici, je ne peux presque rien acheter non plus et, ces jours derniers, je n'ai eu souvent à manger que du pain sec. Comme tu peux le penser, ça ne descend pas facilement, et je te prie de m'envoyer un peu de ce que tu pourras, de n'importe quoi, ça n'a pas besoin d'être de la saucisse. N'y a-t-il donc plus ni sardines à l'huile, ni marmelade, ni miel, ni conserves quelconques ? N'y a-t-il plus d'œufs ? Je ne voulais pas t'écrire tout ça, mais, vois-tu, à ne rien manger que du pain sec, on est forcé de dépérir (kaput gehen) et je ne voudrais pourtant pas m'adresser à des étrangers...

P.-S. — *Si tu n'as pas autre chose que du chocolat, envoie m'en ; j'espère bien qu'on n'a pas encore défendu la vente du chocolat et autres denrées de ce genre.*

Voici encore, à titre de document, deux lettres écrites pendant la bataille de Verdun et saisies sur des Allemands qui n'avaient pas eu le temps de les envoyer :

Ma chère sœur et mon cher beau-frère,

... Je vous fais savoir que je suis encore en bonne santé, bien qu'à moitié mort de fatigue et d'effroi. Je ne peux pas vous décrire tout ce que j'ai vécu ici, cela a dépassé de loin tout ce qui avait eu lieu jusqu'à présent. En trois jours

environ, la compagnie a perdu plus de 100 hommes. Et bien des fois je n'ai pas su si j'étais encore vivant ou déjà mort. Depuis un ou deux jours nous sommes au repos pour nous rassembler, car toute la compagnie était dispersée. Nous n'avons pas encore été ici devant l'ennemi, mais nous allons y aller demain, et ça n'est pas une petite affaire. J'ai déjà abandonné tout espoir de vous revoir. Celui qui sortira d'ici entier pourra remercier Dieu. J'ai reçu votre paquet ainsi que je vous l'ai déjà écrit par carte postale et je l'ai consommé immédiatement, car je ne savais pas si je pourrais le faire plus tard. J'ai envoyé ma solde à la maison, car on ne trouve rien à acheter ici...

Enfin cette carte postale saisie sur un prisonnier :

24 *mars* 1916.

... Devant le fort de Vaux, près de Verdun ; je n'ai pas besoin d'en écrire davantage, tout le reste se comprend. Je veux cependant avoir de l'espoir. C'est amer ! Bien amer ! Je suis encore si jeune !

A quoi bon ? Que sert de prier, de supplier. Les obus !... Les obus !...

Voilà des preuves certaines de dépression. Pour les apprécier justement, il faut toujours avoir présente à l'esprit la réponse que faisait un prisonnier allemand consulté sur l'opinion générale de ses compatriotes : « Le pays, chez nous, n'a pas d'opinion, disait-il. En Allemagne, on n'a pas l'habitude de consulter le pays. »

Sans doute, mais qu'on le consulte ou non, à mesure qu'il se démoralisera, la tâche de nos soldats deviendra plus aisée.

Deux choses soutiennent encore les troupes allemandes et les rendent puissantes : leur discipline et leurs moyens matériels.

Un grand chef me dit : « Le soldat allemand est de moins bonne qualité guerrière que le nôtre ; mais, bon

ou mauvais, il marche par la volonté de ses chefs, à laquelle il lui semble quasi physiquement impossible de se soustraire, tant le dressage militaire l'a façonné... »

Quant à l'outillage de guerre, il faut de toute nécessité, comme le demande Thomas à ses ouvriers, que nous l'égalions.

Etrange guerre ! Voici une observation que je crois juste, en dépit de son apparence paradoxale : les gros succès des Allemands sont dûs avant tout à la cohésion de leurs plans, à l'excellence de leurs chemins de fer et à leur ardeur au travail d'organisation défensive, au point que le génie proprement militaire est moins intéressé qu'il ne semblerait à première vue dans les événements de ces dix-huit mois.

Et nous aussi, disons-le en passant, nous avons donné d'admirables preuves de notre puissance d'organisation. L'histoire doit les recueillir. Tite-Live raconte que « ce qui contribua surtout à abattre la confiance d'Annibal, au lendemain de Cannes, alors qu'il campait sous les murs de Rome, ce fut d'apprendre que le Sénat romain envoyait en ce moment même un corps expéditionnaire pour renforcer l'armée d'Espagne ». Eh bien ! pendant que se livrait la bataille de Charleroi, qui devait être suivie de la ruée allemande vers Paris, la France pressait l'achèvement du chemin de fer de Gabès, aujourd'hui terminé. N'est-ce pas un magnifique fait à souligner devant l'univers ?

Si je rassemble mes impressions successives, il me semble que l'Allemagne a été le plus bas en novembre 1914, après l'Yser. Crise des munitions, désarroi du commandant, échec du premier programme de guerre, inquiétude des populations, voilà quel fut alors son état, hélas ! dans un moment où nous-mêmes nous ne pouvions pas bénéficier à fond de la rupture d'équilibre commencée à la Marne.

C'est alors qu'a joué pour l'Allemagne, puis pour le

bloc germanique, la fameuse « organisation » et que nos ennemis, profitant à la fois des enseignements de la première campagne et des ressources du temps de paix, ont monté sur nouveaux frais une rude machine militaire. La campagne de Pologne et celle de Serbie ont été le résultat de cette réorganisation.

Actuellement, depuis le mois de mars et devant la difficulté d'avancer et d'obtenir aucune décision à Verdun, l'Allemagne éprouve de nouveau (et cette fois encore par l'effet du bras français) une sorte de crise qu'accentuent la lassitude, la déception, la difficulté de certains ravitaillements. Je ne crois pas me tromper en admettant que la courbe a de nouveau plongé et plongé plus bas que la première fois.

XXXII

« LA FOIRE DU LIVRE A LYON »

20 avril 1916.

Mardi prochain 25 avril s'ouvre à Lyon « la foire du livre », sous les auspices de la Ville et de son maire Édouard Herriot, et sous la présidence du sous-secrétaire d'État aux beaux arts, M. Albert Dalimier.

La Foire du livre ! C'est une exposition industrielle et commerciale, c'est plus encore une manifestation morale. La somme d'efforts intellectuels qu'elle va mettre sous les yeux du public donnera au monde une belle vue sur l'âme française durant cette guerre, et permettra d'admirer son calme, son sérieux, son labeur.

Qu'y a-t-il en France, à cette heure ? Des Français qui se battent. Ce sont les meilleurs, ceux que les siècles mettront hors de pair. Et puis des Français qui travail-

lent. En est-il d'autres ? Pourrait-on vivre dans l'oisiveté ? Nous n'avons que trop de tendances à nous perdre dans le souci dont nous oppriment tant de phénomènes énormes et qui nous échappent. Malgré nous, nous sommes entraînés beaucoup plus qu'il ne faut vers des questions insolubles : Que va-t-il arriver ? Que se passe-t-il ? Où en sont les Russes ? Où en sont les Anglais ? Que fait, que va faire l'Allemagne ? Et une foule de questions inutiles et énervantes qui nous obsèdent, nous harassent, chaque jour, et dont les éléments de la réponse nous échappent. Travaillons, faisons notre métier ou soignons les blessés. Rien ne sert de s'agiter ou de prophétiser. Quant à ceux qui s'amuseraient, hommes ou femmes, s'il en est, le mépris public devrait les écraser et les livrer aux Boches.

L'intelligence française n'a pas démérité durant cette guerre. Ouvrez le catalogue de l'exposition de Lyon, vous y verrez des livres édités au bruit du canon, et qui sont de grands livres d'étude.

Le professeur Gustave Lanson n'est plus en âge de porter utilement les armes. Son fils unique part et meurt pour la patrie, et lui il termine, il publie dans la collection des Classiques du Romantisme une édition des *Méditations poétiques*, où il étudie Lamartine, les sources de son inspiration, les variantes de sa rédaction, tout ce qui dans l'œuvre du génie appartient aux horizons de l'érudit. Il nous montre le grand homme naissant de son milieu. Le « milieu » mot si vague, quand Taine l'employait ! Et ce Lamartine, que nous croyions voir entre sa bible et son Ossian, le voilà familier avec tous les pseudo-classiques, avec les *poetæ minores* du XVIIIe siècle et du Premier Empire que personne ne lira plus jamais, et tributaire comme un fleuve de ces humbles ruisseaux, les Jean-Baptiste Rousseau, les Chenedollé, les Lefèvre.

J'ai pris Lanson et son *Lamartine* en exemple. Me permettez vous de continuer ? Henri Brémond est prêtre ;

il voudrait rejoindre son frère, aumônier militaire et mis à l'ordre de l'armée ; il ne le peut pas ; il s'enfonce dans une besogne savante. Il écrira l'« *Histoire littéraire du sentiment religieux en France* », il s'en ira vers des richesses de Golconde enfouies sous la poussière, dressera l'inventaire d'une immense bibliothèque dispersée, quasi inconnue, et, si j'ose parler ainsi, il descendra dans des encombrements de vieux bouquins, parmi lesquels il en est de superbes, pour y mettre de l'ordre et nous en ouvrir les accès. Grand service qu'il rend aux curieux et peut-être à d'autres, pour qui ces antiques fontaines seront ravivées.

Le savant M. Reuss, l'historien de l'Alsace, s'est remis à la tâche, lui aussi et son livre qui s'arrêtait au traité de Francfort, voici qu'en pleine guerre il vient de le conduire jusqu'à la fin de juillet 1914. C'est l'espérance qui le mène. L'espérance, et puis la douleur, la fierté. Que vois-je à la première page, dans la dédicace de cette édition de janvier 1916 ? Trois noms, Édouard Reuss, Paul Reuss, Armand Reuss, morts pour l'Alsace et la France, et, lui, le père de ces trois jeunes gens, il écrit ces lignes que je copie avec respect : « *Pour cette délivrance de la terre natale, objet de leurs plus ardents souhaits, mes trois fils, la fierté de ma vie, le bonheur de ma vieillesse, sont tombés au champ d'honneur. Ils n'auront pas eu la joie suprême de voir flotter le drapeau tricolore aux tours de la vieille cathédrale, mais je veux les associer à cet espoir qui adoucit ma douleur en dédiant ces pages à leur mémoire chérie.* »

Un livre encore que je veux signaler comme révélateur des pensées profondes de nos intellectuels. C'est le plus humble petit manuel, presque un A. B. C. cartonné à l'usage des enfants alsaciens... Bien des écrivains, depuis que nous sommes rentrés en Alsace, se sont trouvés tout naturellement entraînés à essayer de tracer un tableau qui corresponde au chef-d'œuvre d'Aphonse

Daudet intitulé *La dernière classe d'un maître d'école alsacien*, et ils ont fait voir nos admirables officiers inaugurant la nouvelle école dans les vallées reconquises ; mais la réalité est pleine de variété et s'il avait été donné à Daudet de fermer d'une manière touchante l'école en Alsace, elle est rouverte avec la plus charmante amitié par un maître de l'érudition alsacienne et lorraine, Christian Pfister, qui s'est appliqué à donner aux petits écoliers de là-bas un manuel de lectures françaises et allemandes, un recueil de morceaux choisis dont l'ensemble compose une histoire de nos deux provinces. Avec quelle émotion de plaisir, le vieil Alsacien a dû composer ce bouquet dont le parfum chasse le cauchemar et apporte la clef libératrice aux enfants de la captivité !

Sans méthode, au gré de mon cœur, je vous signale ces quatre ouvrages d'espèces très diverses, parus en cours de la guerre. Mais que je suis incomplet ! Pour avoir une idée du mérite de nos éditeurs et de nos auteurs, il faut que vous vous procuriez le catalogue de cette exposition, qui va paraître, me dit-on, incessamment. Quant à moi, ma vraie tâche serait de m'attacher aux livres qui ont pour matière la sensibilité actuelle et d'essayer d'en saisir l'âme. Assurément. Mais c'est trop tôt.

Plus tard on appréciera les mémoires déjà nombreux qu'ont publiés certains combattants, et les écrits de ceux qui s'efforcent de créer dans la nation certains états d'esprit. Les uns et les autres ont raison. Raconter les hauts faits d'armes, désigner aux efforts publics un but, orienter les desseins des gouvernants, c'est bien. Des armes à la main, des sentiments au cœur, des raisons dans la tête, c'est la seule condition du succès. Plus tard, d'autres examineront comment ces tâches diverses furent remplies. Avec honneur, dira-t-on, je crois.

Les Allemands, eux, ne semblent pas satisfaits de leur littérature de guerre, encore qu'elle ait pris un grand développement. Le professeur Sieper, à Munich, la

résume comme suit : « Dans les discours et les écrits des premières semaines de la guerre, on a trouvé plus d'une fois des paroles exactes et émouvantes pour définir les pensées et les sentiments qui nous assaillirent alors. Et qui nierait la grandeur de ce moment où notre destinée nous parut si infime, où nos pensées à tous s'unissaient dans l'angoisse pour notre peuple et notre patrie, où des centaines de milliers de jeunes gens allaient gaiement vers la mort... Mais quand l'enthousiasme des premières semaines se fut atténué, une autre catégorie de livres inonda le marché : on commença à s'occuper de nos ennemis, on s'efforça d'en faire des types de bassesse, de lâcheté et de dépravation. Des professionnels habiles essayèrent de joindre à la haine contre l'ennemi le culte de la vanité nationale... »

J'écoute cet Allemand sans mot dire. Il doit se connaître. Mais on observera avec intérêt que, chez nous, les publications de guerre semblent plutôt avoir subi un développement inverse. Au début, quand nous fûmes surpris par cette effroyable agression, nous dûmes célébrer, pour mieux nous ressaisir, notre antique force, et chanter la *Marseillaise*. Cependant les Allemands multipliaient, durant les mois d'août et de septembre 1914, en Belgique et en France, les plus atroces férocités et perversités. Nous dûmes les publier avec horreur, et la haine, qui n'est pas naturelle aux Français, naquit chez les plus pacifiques. Elle laisse place à côté d'elle à des qualités spirituelles admirables. A mesure que la guerre se prolonge, la France, de l'aveu des neutres et bien souvent de l'aveu même de l'Allemagne, a paru faite pour donner des exemples de noblesse et de courage à tous les peuples de la terre.

Les carnets que nous lèguent les morts, les lettres que reçoivent toutes les familles donnent sur l'âme des combattants un ensemble de renseignements que n'a pas encore pu enregistrer la littérature imprimée. Aussi la

Foire du livre, demain à Lyon, sera-t-elle un tableau nécessairement incomplet de la pensée française durant la guerre, mais elle fournira l'occasion en même temps que le cadre le plus convenable pour une série de conférences et de leçons, pour toute une propagande qui va se consacrer à faire connaître l'âme française de cette heure tragique.

Le savant et brillant Ferrero, qui est avec Gabriele d'Annunzio la gloire spirituelle de l'Italie, va parler à Lyon incessamment, puis mon illustre confrère M. Boutroux. J'y voudrais voir le grand Unamuno et tels autres de nos amis espagnols : le savant M. Nyrop, cher à ses émules de France et qui nous défend à Copenhague avec tant de force et de fierté ; tous nos solides amis de Suisse, et, bien entendu, Mæterlinck, Verhaeren, les deux génies de la Belgique, enfin Rudyard Kipling. Et pourquoi pas Gorki ? De tels hommes, nés pour enflammer les imaginations, sont les plus capables de marquer le but, d'honorer les deuils et de glorifier les sacrifices [1].

XXXIII

UNE CONSPIRATION CONTRE LES ŒUVRES DE GUERRE NON GOUVERNEMENTALES

12 avril 1916.

Avant hier, jeudi soir, au Sénat, coup de théâtre sensationnel, tragédie et pasquinade, dont les auteurs vou-

1 Au lendemain de cet article, en remontant de Lyon à Paris, notre train croisait les trains chargés des premiers soldats russes qui arrivaient en France.

laient enlever à tout prix le « dénouement », le soir même.

Durant près de deux mois, un certain projet des « œuvres de guerre » était resté inscrit à la suite du « projet des orphelins ». Soudain, sans prévenir personne, on le déplace, on l'avance, on le glisse dans le « feuilleton », avant les orphelins. Et puis, la semaine dernière, on annonce, sans avoir l'air d'y toucher, que la prochaine séance se tiendra le jeudi suivant, à quatre heures. « Bon ! se disent les sénateurs qui n'étaient pas du complot. A quatre heures, le jeudi saint, c'est une séance de liquidation. On y expédiera sans débats quelques broutilles, des projets « d'intérêt local », et on nous donnera congé, pour que nous puissions assister aux séances de nos conseils généraux ».

Ainsi raisonnent-ils et ils ne vont pas au Sénat !

Au Sénat, pourtant, soudain, à cinq heures du soir, le président Dubost annonça la « première délibération sur les œuvres faisant appel à la générosité publique ».

Stupéfaction. La surprise redouble lorsqu'on voit surgir le président de la commission, qui demande avec énergie qu'on vote tout de suite l'urgence, en ajoutant qu'il est nécessaire d'adopter le projet avant Pâques, autrement dit, en deux séances dont la première déjà était presque achevée.

Je m'excuse de tous ces détails. Ils pourront importuner le lecteur inattentif. Mais j'ai à cœur de donner un exemple « vécu » et de montrer sur quels faits je raisonne lorsque je dénonce le régime parlementaire, tel que nos assemblées le pratiquent.

En vain, à cette commission devenue soudain si pressée, fait-on remarquer que M. Delahaye, auteur d'amendements déposés dès le 1er février, est souffrant et qu'il conviendrait de renvoyer la discussion après les vacances. La commission ne veut rien entendre.

— Mais, insistent plusieurs sénateurs, nous sommes

trop peu nombreux pour un débat dont la « réelle importance » vient d'être soulignée par le rapporteur lui-même.

Ils ajoutent que le ministre de l'Intérieur, pivot de toute la nouvelle réglementation qu'il s'agit d'instituer, n'est pas même venu à la séance !

— Qu'importe le ministre ! Et l'on est toujours assez nombreux pour délibérer, répliquent à l'envi et à maintes reprises le président et la commission.

Retenez cet axiome, je vous en supplie : « Le Sénat est toujours en nombre pour délibérer. » (*M. le président : Journal officiel, 21 avril 1916, p. 368, col. 1*) ; c'est-à-dire, pour écouter les arguments des orateurs, il y a toujours assez de monde.

Cinquante-deux sénateurs (au nom de 235 collègues) prirent alors, sans autre délai, les plus graves décisions.

Qu'ont-ils entrepris de décider ? Que veulent le gouvernement et la commission ?

Je suis obligé d'écourter leur discussion et d'abréger l'analyse de leur pensée, J'y reviendrai. Mais du moins vais-je en donner le sens avec la plus scrupuleuse exactitude.

La guerre, disent le gouvernement et la commission sénatoriale, a suscité d'innombrables œuvres admirables. Parmi elles, à côté d'elles, se sont glissés des abus.

Je ne contredis pas cette constatation. Il y a eu des abus ? C'est très possible, et je n'ai pas d'objection à y chercher des remèdes.

J'admets la nécessité d'une déclaration officielle préalable, imposée à toute œuvre de guerre s'adressant à la générosité publique.

J'admets le contrôle de toutes les œuvres de guerre par des commissions départementales composées de 5 membres nommés par le préfet, de 5 membres élus par les œuvres de guerre, et d'un président élu par ces 10 personnes.

C'est le texte que nous avons voté à la Chambre, sur l'initiative des socialistes. Mais il ne suffit pas aux sénateurs.

a) *Désormais, disent-ils, aucune œuvre, aucune personne, aucun journal ne pourront faire appel à la charité publique sans l'autorisation préalable du ministre de l'Intérieur ou du préfet ; les œuvres déjà existantes sont soumises à cette obligation comme les œuvres nouvelles ;*

b) *Cette autorisation peut être refusée ou retirée sans débat et sans qu'aucun motif soit notifié aux intéressés. Ceux-ci, d'ailleurs n'auront aucun recours judiciaire.*

Voyez-vous la différence ? Nous sommes dans un nouvel horizon. Je croyais qu'il s'agissait de combattre l'escroquerie et d'assurer le bon ordre, mais voici qu'il s'agit de ligoter la charité privée.

Parlons avec toute clarté. Je crois pouvoir dire (sans en avoir mandat, bien entendu, et jugeant d'après ma connaissance des esprits et des partis), je crois pouvoir dire que tous les sénateurs et tous les députés accepteraient un renforcement éventuel du Code contre les voleurs ou les simples désordonnés, mais que tous les gens de raison et de cœur trouveront abominable d'improviser, dans un tel moment, au nom d'un parti, une loi de lutte et d'étranglement contre certaines œuvres.

Le Code pénal prévoit et punit déjà l'escroquerie. Il est possible et même facile de la renforcer. Mais comment osez-vous chercher à ligoter la charité privée, dont les ressources à cette heure et durant de longues années, sont et seront indispensables pour suppléer à la pénurie du Trésor public et au manque de souplesse des organisations d'Etat !

Je disais l'autre jour que chacune des lois que le Parlement vote contient, plus ou moins visible, une clause qui est la récompense du parlementaire, son sou du franc, son avantage propre, une clause électorale, un instru-

ment de domination. Quel beau livre à écrire sous ce titre : *Arcana imperii*, les ressorts cachés du pouvoir, les secrets pour régner. J'imagine un dialogue des morts, une petite composition où, en toute liberté, un certain nombre des grands hommes du Parlement s'expliqueraient sur l'envers de la tapisserie, et, venant à causer de ce « projet sur la générosité publique », je crois les entendre qui disent à peu près ceci :

« Mon cher Ranc (naturellement Ranc est du colloque), en 1916, nous fûmes inquiets de voir qu'un certain nombre d'œuvres rendaient des services, et que le mérite n'en revenait pas à nous et à nos comités. Nous décidâmes de les étrangler.

— Très bien ! dit Ranc... »

Cætera desiderantur.

Nous reviendrons sur cette tentative d'étranglement des œuvres non gouvernementales. Aujourd'hui, en hâte, nous voulions seulement jeter le cri d'alarme.

Et pour finir, voici une observation d'ordre général qui nous semble d'une force irrésistible.

Il y a plus d'un an, une mère de famille sans ressources, dont le mari est mobilisé, demandait à la caisse des écoles d'une mairie parisienne des chaussures pour ses enfants.

On lui répondit : « Vos enfants vont aux écoles libres ; ils ne peuvent recevoir aucun secours de la caisse des écoles. C'est la dure loi, mais c'est la loi ».

Est-ce vraiment la loi ? Je n'ouvre pas ici cette discussion. Ce n'est pas à ce débat que je veux en venir. Je veux rappeler que Pugliesi-Conti ayant demandé au ministre, au nom de l'Union sacrée, qu'il fût sursis *durant la guerre* à cette réglementation qui refuse aux élèves de l'enseignement libre les secours de la caisse des écoles, une lettre fameuse fut écrite par M. Viviani.

Cette lettre, je la saisis, je l'invoque. Vous la rappelez-vous ? Viviani refusa de suspendre le règlement qui offensait notre esprit d'union. Il envoya les petits pieds-nus se trotter devant le bureau de bienfaisance, et nous fit au nom du gouvernement tout entier une déclaration de principe.

Qu'on l'écoute ! On en saisira l'extrême importance :

Le gouvernement, écrivit-il, *a décidé de maintenir toutes les lois politiques dans l'état où elles se trouvaient quand la guerre nous fut déclarée. Il ne vous échappera pas, en effet, que l'abrogation ou la suspension d'une loi créerait un précédent qui ouvrirait la porte à toutes les revendications et ferait naître des espérances qu'il serait impossible de satisfaire. De plus*, l'union serait rompue ou en tous cas menacée, si, au détriment ou au profit d'un parti quel qu'il soit, la législation présente était atteinte. (Lettre publiée dans les journaux de Paris le 28 décembre 1914).

Le gouvernement et la commission sénatoriale manqueront à l'engagement très clair et très ferme pris par Viviani s'ils donnent au préfet, comme ils le projettent, la faculté de refuser, voire même de retirer, par acte de bon plaisir, sans motif et sans recours, l'autorisation administrative à toutes œuvres dont l'influence leur déplaira.

XXXIV

QUE LA MORT AU CHAMP DE BATAILLE FAIT D'UN SIMPLE ÉCRIVAIN UN MAITRE

LA FOIRE DE LYON

In Memoriam.

26 avril 1916.

C'est une belle idée qu'ont eue les organisateurs de la la Foire du livre à Lyon de vouloir que, le jour même de son inauguration et en quelque sorte pour l'ouvrir, les ombres des écrivains morts à l'ennemi fussent évoquées.

On m'a demandé d'assumer l'honneur de cette tâche. Je n'avais pas le droit de me récuser, mais les héros de notre corporation ne seront pleinement loués que le jour où leurs camarades de lettres et frères d'armes revenus de la guerre pourront leur donner leur témoignage.

Ils diront : « J'y étais » et s'exprimeront avec une incomparable autorité, quand ils reprendront, chacun à leur manière, le beau passage de Virgile : « Cendre « d'Ilion, tombeau des miens, je vous prends à témoin « que, dans votre ruine, je n'ai rien fait pour éviter les « traits des Grecs ni aucun des hasards funestes et que « si le destin avait été que je tombasse, j'ai tout fait pour « mériter de mourir... »

En les attendant, pour obéir au vœu de la Société des gens de lettres et de la Ville de Lyon, j'ai essayé de dire notre admiration et notre gratitude envers ces soldats dont la mort glorieuse est à la fois une diminution et un enrichissement pour le trésor littéraire de la France.

Je ne suis pas à même de reproduire mes paroles : je parlais d'abondance de cœur, et je ne veux ici que rétablir mon plan et sauver quelques traits qui me venaient de nos héros.

Comment aurais-je pu dénombrer les deux ou trois cents écrivains, poètes, romanciers, historiens que nous avons déjà perdu ? Tout le temps que mon auditoire me donnait, je l'aurais employé quasi à lire cette funèbre liste. Je suis entré dans mon grand sujet, dans ce cimetière de gloire, sans songer à en faire le tour, résigné à n'aborder que quelques tombes amies, avec l'espoir que je pourrais du moins faire voir l'élément spirituel de cette guerre.

Tout naturellement je devais citer les écrivains morts au champ d'honneur qui sont de quelque manière rattachés à la ville de Lyon : le capitaine Detanger qui sous le pseudonyme d'Emile Nolly a rapporté des livres de nos colonies où il a découvert et aimé mieux que des décors, des âmes. L'étudiant de l'Université de Lyon, Paul Lintier, tombé en Lorraine, le 15 mars dernier à l'âge de vingt-trois ans, dans le moment même où les éditeurs Plon et Nourrit achevaient d'imprimer ses impressions de guerre, *Ma pièce, souvenirs d'un canonnier*, et André Rupingler, élève de l'Ecole normale supérieure, né d'une famille lorraine et mort pour la conquête de la Lorraine à l'âge de vingt-cinq ans le 20 août 1916, après avoir écrit à son père : « Quel bonheur pour vous, quand nous allons « revenir au berceau de notre famille, de pouvoir vous « dire que vos fils y sont pour quelque chose ».

Ce pieux devoir rempli, j'ai parlé de nos morts avec l'idée qu'ils forment une famille, une camaraderie sacrée, et ce que je disais de ceux qu'il m'est permis de mieux connaître, je ne manquais jamais de l'étendre à ceux que je ne pouvais pas nommément désigner. Au reste, tout se passa dans un accord étroit, tout fait d'émotion, avec le public, et plutôt qu'une conférence, il me semblait que c'était un dialogue où nos pensées se croisaient.

Vous voyez ce que nous avons perdu, disais-je à mes auditeurs, tous ces deuils nous atterrent. C'est vrai c'est une grave diminution pour les lettres et pour la patrie, mais ne vous arrêtez pas à ce premier stade de votre pensée. Voyez plus loin, constatez l'embellissement des œuvres de ces héros. Comme leur mort y ajoute d'autorité et de sonorité ! Les ouvrages des Péguy, des Psichari, des Clermont ne sont-ils pas devenus plus beaux, plus vrais, plus profonds ? On les interroge comme des livres sybillins, on leur demande des conseils, des prophéties, tout autre chose désormais que de nous distraire. Ils vont guider les générations. Ils étaient de grands écrivains, les voilà devenus plus sûrement des Maîtres. Cette transformation a été admirablement vue et expliquée par un tout jeune homme, un enfant de la classe 16, qui vient de tomber ces jours derniers.

Avant que je vous donne sa formule, laissez que je vous dise de quelle manière émouvante elle m'est parvenue. Je ne connaissais pas Robert Thurin. C'était un de ces amis inconnus, comme c'est le bonheur de tout écrivain s'il peut en avoir. Il n'avait pas vingt ans, préparait l'Ecole Polytechnique au moment de la guerre et fut nommé aspirant d'artillerie. Un jour, il lit un de mes articles sur les écrivains morts au champ d'honneur. Le voilà qui se met à m'en écrire ses réflexions. Lui-même s'essayait non sans talent, à versifier, et la gloire des poètes morts pour la patrie l'enivrait. Tandis qu'il cause au courant de sa plume avec moi, un chef lui donne un ordre, il se lève, va l'accomplir, est tué. Ses parents ont eu la bonté de me faire parvenir cette lettre tragiquement interrompue. Je la garderai comme une noble et précieuse relique. Recueillons la sagesse de ce jeune héros.

« *Ces écrivains, me disait-il, avaient cru mettre le meilleur d'eux-mêmes dans leurs œuvres, ils se sont démentis glorieusement en montrant par leurs morts qu'ils possédaient quelque chose de plus pur encore qu'ils réservaient à la patrie.* »

Il faut que vous entendiez ces paroles dans cette bouche ensanglantée, parce qu'elles y sont plus graves et plus vraies, et qu'elles reçoivent de la mort et de la jeunesse une sorte d'accent religieux. Elles confirment notre expérience quotidienne. Des forces qui dans les temps calmes paraissaient dormir et s'étioler, dès que le vent de la tempête s'éleva, se sont raffermies dans les cœurs. Ce fut un changement à vue, une nouvelle saison de la France, le réveil de notre nature, le miracle qui suit l'hiver.

Un écrivain soldat m'écrivait, ces jours derniers : « *A propos de Marcel Drouet, dont j'attends avec tant d'impatience que vous publiiez le* Cahier rouge (*son journal de guerre*), *je souhaiterais que dans l'*Anthologie *figurassent les vers suivants, les derniers vers d'une pièce intitulée :* Indifférence (*de son volume* L'ombre qui tourne) :

Il vaut bien mieux se taire et rester là,
Et dormir longuement en respirant des roses,
En attendant, nous aussi, de mourir
N'importe comment,
Car, dites-moi, que nous importe
Une mort ou bien une autre ?

» *Il suffirait que la publication de sa citation à l'ordre de l'armée suivît cet extrait, pour qu'en un raccourci revivent toute la crise de nos dernières années et la reprise de l'intelligence sur elle-même finissant en holocauste.* »

Emouvante antithèse, en effet, de mettre auprès de tels vers la citation à l'ordre de l'armée que voici : « *Le sergent réserviste Drouet n'a cessé depuis le début de la guerre de donner des preuves de dévouement et de courage. Modèle des chefs de section, entraînait ses hommes au combat en leur donnant le plus bel exemple. Tué dans la tranchée, le 4 janvier* 1915. »

Comment se fit cette transformation des âmes françaises ? Dans la souffrance.

Quand les derniers habitants de la Voivre et de Verdun

durent obéir aux ordres militaires et s'en aller, quitter leurs foyers, au milieu d'eux, sous la mitraille et l'horrible temps, marchait l'évêque. Il dit à une vieille femme : « Nous avons notre calvaire, madame. » Elle répondit : « Celui de nos soldats est pire, monseigneur. »

Le calvaire de nos soldats, leur montée dans la souffrance pour notre salut, voilà l'explication de cette gloire morale qui nimbe aujourd'hui le visage de la France aux yeux de toutes les nations, ce perfectionnement par la douleur, nous apprenons à le connaître dans les cahiers de guerre de Marcel Drouet, de Laurentie, d'Amédée Guiard, d'Emile Clermont, qu'il m'a été permis de de publier, et dans ces lettres sublimes qu'écrivent des tranchées les vieux et les jeunes, les uns pleins d'allégresse, et les autres de virile résignation.

J'ai entendu dire par des grands chefs civils : « Cette guerre, ce n'est qu'un vaste problème d'administration ». Ils voulaient marquer le rôle immense joué par les chemins de fer, par les téléphones, par l'aviation, par tout l'outillage, par la production industrielle. Ils définissaient bien cette guerre. Mais un tout jeune soldat, des tranchées d'Alsace, jette un plus profond regard sur la situation quand il dit : « L'élément spirituel domine tout dans cette guerre ».

La Germanie campe, formidable, en face de l'Entente, qui n'était pas prête. Ce n'est pas la préparation matérielle qui décidera de tout, c'est la persévérance de l'âme. Des deux camps, celui-là sera vaincu où l'élément spirituel défaillera le premier.

A toutes les époques, les hommes de lettres et les artistes sont, pourrait-on dire, les secrétaires de la nation? Ils remplissent encore cet emploi durant la guerre. Rien qu'en se tenant au niveau des autres soldats avec lesquels ils sont confondus, les écrivains nous permettent de voir le niveau moral de nos armées. Ce qu'ils nous facilitent d'en connaître, nous montre une solidité d'âme, une

vertu (au sens latin) qui ne cédera pas. L'autre jour, à Verdun, un écrivain-soldat m'a dit un mot inoubliable : « J'ai vu bien des sauvageries et des horreurs dans cette guerre ; au total, elle a augmenté mon admiration de la France... » Il s'est arrêté, puis il a ajouté : « ... et mon estime de la nature humaine... »

Au vingt et unième mois d'une telle guerre, que des troupes fassent l'objet d'une telle réflexion, qu'elles rendent plus respectueux de l'humanité un observateur professionnel qui, vivant avec elles, les voit souffrir et agir, quelle preuve émouvante de leur qualité supérieure, de leur invisible fermeté !

XXXV

CEUX QUI NOUS AIMENT EN AMÉRIQUE

Propagande à l'étranger.

1er mai 1916.

Pendant longtemps, beaucoup d'entre nous furent persuadés que pour le plus grand nombre des Américains l'unique souci était de gagner de l'argent en vendant n'importe quoi en Europe, aux Austro-Allemands, aussi bien qu'à l'Entente. Mais, de jour en jour, des dispositions morales apparaissaient, que nous aurions été bien coupables de ne pas reconnaître et saluer quand elles venaient d'elles-mêmes s'offrir à nous servir.

Avons-nous toujours distingué clairement entre les Américains, et accueilli avec un suffisant empressement nos amis ? Ici, peut-être mes lecteurs veulent-ils s'en souvenir, nous avons dépouillé des lettres qui nous venaient des grandes Universités d'Harvard, de Cam-

bridge, de partout, et qu'animait un amour ardent de la Justice piétinée en Belgique et de la France. Je disais : « *Une révolution de conscience se prépare en Amérique, au profit de la France. Voulez-vous y assister ? L'opinion des Universités est là-bas d'une importance que je ne risque pas d'exagérer. Seules elles ont des idées, au sens européen du mot, au milieu d'un public tout neuf, qui vit d'impressions.* » (Cf. les pages sur « la conscience américaine » dans *La Croix de guerre*, p. 367.) Et je recueillais les premiers frémissements de l'intelligence d'outre-mer. Mais, dans l'ensemble, les Américains les meilleurs ont parfois trouvé que notre presse, qui n'enregistre guère que les actes politiques des pays étrangers, nous laissait trop ignorer les manifestations de sympathie individuelles, si belles et si touchantes, qui de leur pays montaient vers la France. Ce reproche de l'amitié méconnue a bien quelque vérité, et je voudrais montrer ceux qui furent le ferment de l'honneur et de la justice, ceux par qui la pâte fut soulevée.

Nul de nous ne doit ignorer que cinq cents Américains, représentant l'élite intellectuelle, ont lancé le fameux message annonciateur du 17 avril, pour protester contre les méthodes de la guerre allemande et pour dire leur espoir dans le triomphe du droit et de la civilisation. Cinq cents signatures (on n'en voulut pas une de plus) qui représentent quarante-quatre États et toutes les catégories de citoyens : vingt-neuf évêques et puis des hommes de lettres, des hommes de loi, des hommes d'affaires, deux cent douze professeurs d'enseignement supérieur et des présidents d'Universités, vingt-sept juges et même des Américains de pure descendance allemande, qui protestent contre les crimes allemands.

Que nous disent-ils, ces amis ? Ils crient que « *la conscience américaine ne peut pas continuer à se taire* » qu' « *à sembler rester neutre, elle se sentirait atteinte dans sa propre intégrité et dans son respect d'elle même.* » Et alors ils prononcent la grande parole étrange et vraie :

Le bien de la civilisation moderne, pour laquelle l'Allemagne a tant donné, et les intérêts de l'Allemagne même demandent que dans ce conflit l'Allemagne et l'Autriche soient défaites.

Enfin, il est rompu le lourd silence américain, et les sympathies que nous avions vu frémir, l'opinion que nous sentions se former prennent corps et s'affirment. C'est trop peu de dire que voici, dans cet appel des cinq cents, la première protestation collective de nos amis américains depuis le commencement de la guerre ; le fait est sans analogie dans toute l'histoire de leur pays ; pour la première fois, je crois bien, des Américains exercent ainsi une pression directe sur le gouvernement. Nous ignorons trop les démarches de l'esprit public à l'étranger. L'Américain a pour son président une déférence librement consentie, telle que nul monarque absolu ou constitutionnel n'en peut imposer de plus grande, et si la presse là-bas se permet des critiques, des citoyens réunis se sont toujours interdit d'en formuler, afin de ne point diminuer le prestige de leur élu. Ainsi cette voix collective qui s'élève retentit dans un silence séculaire qui lui donne une ampleur et une portée extraordinaires. Elle sonne le glas d'une tradition universellement acceptée. Elle est pour tout Américain la plus significative des manifestations, puisqu'elle est unique de son espèce. Elle témoigne de la profondeur d'un sentiment plus puissant que toutes les impulsions intéressées des partis ou que toutes les émotions soulevées par des crises intérieures, si graves fussent-elles. Aucune n'a pu déterminer une démarche semblable. Il a fallu vingt mois d'angoisses, d'humiliations refoulées, d'espérances toujours déçues, avant qu'une indignation, devenue enfin intolérable, ait pu faire jaillir ce cri de la conscience américaine.

Cette manifestation a pesé sur Wilson, et n'est pas

étrangère au ton de sa note. Maintenons donc notre regard sur les arguments de cet appel : cherchons quels sont leur centre et leur solidité, leur noyau, leur germe.

La première semence dans les âmes ? Ce fut le respect du contrat.

Paul Bourget, qui reçut l'hospitalité de la grande Université américaine de Harvard, où il retrouvait son ami, le célèbre professeur William James (le frère de notre ami commun, le romancier Henry James, qui, dès le début de la guerre, se fit naturaliser Anglais), a bien marqué que, depuis le viol du territoire belge, la guerre présente met en cause le principe même de la civilisation, et que c'est là un débat essentiel pour la conscience américaine.

Il s'agit de savoir, dit Bourget, si, oui ou non, une signature donnée doit être respectée. Du petit au plus grand, entre particuliers comme entre Etats, dans les affaires privées aussi bien que dans les affaires publiques, ce respect du contrat est la condition sine qua non *du pacte social. C'est le fondement des plus hautes vertus comme des plus humbles, de la famille comme de la propriété. Il est inscrit dans ce Décalogue dont les puritains de Massachusetts ont eu la religion jusqu'à l'exil, jusqu'au martyre. Comment leurs descendants de* 1915 *renieraient-ils cette tradition sacrée ?*

Qu'un tel débat émeuve religieusement l'Amérique, que l'appel de ses intelligences corresponde à une révolte presque universelle de sa conscience, qui pourrait en douter ? La longue inertie du gouvernement, ses timidités, ses renoncements, nous ont trop caché des sentiments qu'exprimaient pourtant une multitude de paroles et d'actes.

Jamais on n'a plus magnifiquement parlé d'un peuple

que toute leur presse de l'Est n'a parlé de nous. Je voudrais un florilège des témoignages donnés hors de France à la France durant la grande guerre. Un esprit savant et charmant, qui connaît bien l'Amérique, M. Émile Hovelacque, a groupé dans la *Revue de Paris* des 15 février et 1er mars derniers, des textes mémorables, pour nous faire connaître l'*opinion américaine et la guerre*. J'en retiens un article du *Chicago Herald*, 16 avril 1915 (notez que Chicago est un centre pro-allemand) où se trouve indiquée la légende de la France dans le monde, ce que l'univers croit voir sous ce mot, la France. Ah ! pour un grand musicien, quel thème de symphonie.

Jamais on n'entend parler des volontaires qui se battent pour la Grande-Bretagne, pour la Russie, pour l'Allemagne, pour l'Autriche. Aucun de ces pays ne peut s'enorgueillir d'une légion étrangère. C'est toujours pour la France que les étrangers combattent. Pourquoi ?

Il n'y a qu'une seule réponse : « Parce que c'est la France ! » Il y a quelque chose dans la France qui impose à l'imagination du monde et l'émeut. De toutes les nations, la France est la seule qui n'ait pas besoin d'arguments, d'affirmations, de preuves pour faire impression sur l'étranger. Il lui suffit d'exister.

A travers les espaces du monde, tant peuplés que déserts, flottent comme résidu de sa longue histoire un vague parfum de roman, une suggestion délicate de grâce facile, de courtoisie et de politesse, pâles visions de beauté dans la forme et le langage, échos affaiblis de rires légers, tonnerres lointains de la Déclaration des Droits de l'Homme.

Voilà ce qu'est la France pour des millions d'hommes. Telle est la France idéale, vague, fuyante, qui remplit le monde, qui s'impose aux foules et attire comme un aimant les volontaires sous ses étendards. Ce n'est assurément pas la vraie France. Mais la vraie France disparaîtra plutôt de la scène de l'histoire que cette France universelle et persuasive.

Et sur le rôle historique de la France, sur les services

qu'elle a rendus à l'humanité et qui font que le monde entier restera éternellement son débiteur, retenez l'article de F.-H. Simonds, dans la *Tribune de New-York* (14 juillet 1915) :

C'est la France, et la France seule qui soutint le faix dans le grand acte initial de la guerre..., qui fit obstacle à la vague humaine et la contint, la repoussa, fixa le sort de la guerre dès les premiers jours. Aujourd'hui même, si près encore des événements, nous pouvons dire que la bataille de la Marne prendra place, à jamais, dans l'histoire du monde, à côté de celle de Marathon.

Et l'écrivain continue :

La France ne trembla point, ne perdit point courage, ne songea pas un instant à abandonner la cause pour laquelle chaque Français se sentait combattre, la cause de la civilisation... Et pendant cette affreuse épreuve, le peuple français n'a pas fait entendre un murmure. Il y a dans ce silence de quarante millions d'hommes quelque chose de plus impressionnant, de plus formidable que tous les torrents de protestations que d'autres nations ont déchaînés.

C'est comme si une race entière avait reconnu que sa dernière heure était venue, que la question posée était celle de la vie ou de la mort...

La France a maintenu le front de notre civilisation contre la barbarie magnifique mais destructive de l'idéal germanique. Seule parmi les adversaires de l'Allemagne, elle s'est montrée à la hauteur de sa tâche. Le monde entier commence à apprécier la grandeur du service rendu par la France.

Voilà de grands mots d'admiration et d'amour. Je sais aussi des actes innombrables de fraternité envers nos ouvroirs, nos hôpitaux, nos mutilés. Je ne suis pas à même d'en tracer un tableau d'ensemble complet et j'hésite à citer des noms propres. Nous avons parmi nous Whitney Warren, que nous connaissons ; là-bas, il y a

ses collaborateurs. Et combien de groupes analogues ! Un Américain de Baltimore visite par hasard un de nos hôpitaux de Bretagne ; il y trouve un docteur français aidé de sa femme et de ses quatre filles, et dont les fils se battent. Il s'émeut, rentre chez lui et forme « un petit club », comme il l'appelle, de dix personnes qui enverront chacune, chaque mois, une cotisation importante à cet hôpital. On lui demande les noms de ses associés pour les remercier. « Bah ! dit-il, la chose n'en vaut pas la peine. »

Les dons affluent avec une générosité admirable, sans qu'on voie trace de lassitude. Ils sont riches ! dira-t-on. Mais je ne vous parle pas de leur argent ; ce n'est pas leur argent que je pèse ; j'admire et je remercie leur générosité de cœur.

Un inconnu, dans la situation la plus humble, apporte cinq dollars à M. Jusserand et refusant de se nommer dit :

« J'espère que ma petite contribution sera la bienvenue ; je la verse aux fonds que vous consacrerez à décorer l'ambassade de France pour le jour de la victoire. »

M. Jusserand n'a jamais fini de citer les lettres émouvantes, pleines de délicatesse, qu'il reçoit. A Noël, un ménage très peu fortuné lui a envoyé deux chèques, le mari et la femme ayant décidé qu'ils s'offriraient l'un à l'autre, à l'occasion de cette fête, un chèque pour nos blessés.

Un Américain, qui a pénétré en Alsace avec nos troupes, a arraché au premier sapin rencontré de l'autre côté de la frontière une branche, qu'il a envoyée à M. Jusserand, ornée de rubans tricolores, avec ce mot : « Première offrande de l'Alsace reconquise. » Elle décore un salon de l'ambassade. — Un homme de loi fort connu à Baltimore, termine une communication qu'il fait à l'ambassade en écrivant : « La France est à nos yeux la gloire de la race humaine. »

Je citerai enfin, comme une preuve des sentiments américains, l'érection, sur le grand Riverside Drive de

New-York, d'une statue équestre de Jeanne d'Arc. C'est la première fois qu'en dehors de nos frontières un tel hommage est rendu à l'héroïne lorraine. Son piédestal est en moellons provenant du vieux château de Rouen où la sainte fut prisonnière. Une de ces pierres a été réservée pour l'archevêque de Saint-Paul, Mgr Ireland, qui l'a fait placer dans la chapelle Saint-Remi de sa cathédrale. Le président d'honneur du comité, M. Saltus, manifeste son enthousiasme de la manière la plus heureuse pour nos blessés, par des chèques qu'il envoie à l'ambassade de France à chaque anniversaire important de Jeanne d'Arc. Enfin, par une de ces attentions où se révèle le côté sentiment du caractère américain, les organisateurs ont souhaité que l'invocation religieuse par laquelle commence là-bas toute cérémonie fût prononcée par un Alsacien, qui s'exprimât en français.

J'accumule les détails, je vais dans l'immense jardin, composant un peu au hasard mes bouquets ; ce ne sont là que de minces gerbes auprès des profondes jonchées de l'amitié américaine. Vous y devinerez pourtant l'irrésistible montée d'une sève que l'on croyait engourdie. Cette force de sentiment s'est épanouie en raisons dans le manifeste des cinq cents, et puis en acte dans la note Wilson. Il faut que nous sachions ce qui vit et nous aime derrière les lourdes tentures officielles. Nous avons pour nous les hautes intelligences et les cœurs émus. Mon devoir d'en parler était double. Les lecteurs trouveront du réconfort à contempler l'image de la France que reflètent les sensibilités étrangères, et puis il est indispensable que nos amis, là-bas, nous sachent reconnaissants et renseignés.

C'est d'autant plus indispensable pour la France d'être attentive envers les intelligences et les cœurs, que c'est sur eux et sur elles que nous pouvons compter, infiniment plus que sur le personnel politique et de gouvernement.

XXXVI

LE 20e CORPS

UNE SOLENNITÉ « POUR METZ »

3 mai 1916.

Il y avait ce mardi au Théâtre-Français une représentation « Pour Metz », c'est-à-dire, plus exactement, au bénéfice des réfugiés messins et lorrains. Dans cette solennité, s'étaient donné rendez-vous les délégués de toute la nation lorraine. Les organisateurs m'avaient confié l'honneur d'interpréter l'hommage qu'il fallait bien que l'on exprimât au pays messin et à la Lorraine. Célébrer nos paysages, nos traditions, nos grands hommes, nos souvenirs et nos espérances ? Plutôt que de puiser dans l'antique trésor, j'ai préféré y ajouter. J'ai tenté d'indiquer le chant de gratitude et d'admiration qui de toute la France s'élève à la gloire des divisions de fer et d'acier.

Le poète lorrain Emile Hinzelin me rappelait, ces jours-ci, un magnifique titre que les statistiques décernent à la Lorraine. Elles établissent qu'elle est le pays de France qui fournit le plus de soldats et de sœurs de charité. En vérité, j'aurais pu me borner à prononcer cette phrase. Il n'est rien qui surpasse un tel mérite.

Pourtant j'ai esquissé quelques traits qui donnent une idée du gaufrier militaire qu'est la Lorraine et de ce qu'elle fait avec sa propre pâte et avec la pâte qu'on lui confie. Je devais être court ; la censure que je m'appliquais par avance, et en prévision de la censure officielle, me gênait. Il suffisait d'ailleurs de donner à un public

lorrain et parisien l'occasion d'acclamer ceux qui, en sauvant Nancy et Verdun, ont sauvé Paris.

Je pense que j'ai suffisamment marqué ce qui était, certes, dans ma pensée : que le 20e corps n'a rien fait qu'en collaboration avec d'autres unités dont nul ne songe à diminuer les mérites, et puis est renouvelé, peu à peu, hélas ! avec des recrues de toutes les régions.

Cela même est à sa gloire. Donnez-lui les hommes que vous voudrez, il en fera de l'élite. Songez à l'admirable pépinière d'officiers, que sont les régiments du 20e corps. C'est au milieu d'eux que viennent se former les Grossetti, les Castelnau, les Foch, les d'Urbal et quasi tous les autres, qui, sans être lorrains, sont l'honneur de l'armée française.

Il y aurait à étudier le secret de cette formation magistrale. Un soldat n'est pas du 20e corps par le seul fait qu'à son col est cousu le numéro de l'un des fameux régiments. C'est par des travaux terribles durant la paix (et même aux cantonnements de guerre) que ces troupes exemplaires acquièrent leur endurance et leur élan irrésistible.

J'espère qu'un jour il me sera permis de mieux définir, à l'aide de documents que je ne puis encore utiliser, l'esprit de corps de ces troupes, « la garde de la France », que le tzar vient d'honorer dans la personne du général Balfourier. Voici du moins le thème qu'il m'a été permis de faire approuver par la colonie messine et lorraine réunie au Théâtre-Français pour assister les réfugiés de Metz :

Mesdames, mes chers compatriotes,

Il y a quarante et un ans, la France a quitté Metz, entraînant avec elle une partie de la Lorraine. Jours de désolation ! Mais quelques semaines encore et les survivants de l'exode, leurs fils et leurs petits-fils referont, ivres de joie, le douloureux chemin et descendront la

Sarre, la Seille, la Moselle, avec les drapeaux tricolores.

Metz, la ville fidèle, nous attend auprès de la rivière, parmi ses mirabelliers et ses coteaux de vigne, en gardant les tombes de nos soldats et de nos parents, et rien n'a changé depuis un demi-siècle dans les petits villages agricoles, pleins de silence, de douceur et de vaillance.

Pays messin, rives mosellanes, les plus aimés qui soient au monde! Il est un vieux vers de Virgile qu'ont invoqué à travers les siècles bien des exilés, au moment qu'ils s'éloignaient de leur patrie, c'est celui qu'écrit le poète quand il nous montre Troie en flammes et tous les survivants du désastre se groupant autour d'Enée pour quitter avec lui les ruines de la ville

... et campos ubi Troja fuit.

Qui ne connaît pas ce vieux thème? Je l'ai murmuré bien souvent, quand je suivais de la cathédrale au monument de Chambière les « Dames de Metz », ou que sur les champs de Noisseville, de Gravelotte et de Saint-Privat, je visitais pieusement les tombes avec nos amis du Souvenir Français. Un jour que des Messins célébraient la gloire séculaire de leur ville, qui fut cité gauloise, municipe romain, ville libre, et puis mère des plus beaux soldats de la France, le vieux maréchal von Haeseler, qui assistait à l'entretien et qui sans doute souffrait de penser que Metz était reine à des époques où nulle ville prussienne n'aurait même paru digne d'être sa servante, les interrompit en jetant d'un ton sarcastique au travers de leurs éloges : « Troja fuit ».

« C'est le passé, voulait dire le vieux reître. Cela fut ; nous l'avons ruiné. Grâce à nous, sur la Metz romaine et française, sur la ville que vous aimez, repose lourdement la dalle funéraire... »

Non, maréchal von Haeseler, rien n'est mort de l'antique Lorraine; son esprit palpite toujours et, plus fier,

plus fort que jamais, fournit à cette heure des preuves dont l'univers s'émerveille. Le Grand-Couronné de Nancy, le Grand-Couronné de Verdun, quel double diadème éclatant au front de notre race, et dans ce jour où nous voici groupés pour célébrer notre terre natale et son génie que l'Allemand se vantait d'avoir étouffé, laissons nos archives et nos trésors accumulés de gloire, et saisissons à pleines mains au milieu des événements ce qui manifeste toujours la grandeur de l'esprit lorrain.

Il est un corps dans l'armée française qu'entourent la gratitude et le respect, un corps d'élite dont tous les hommes, officiers et soldats, portent les aiguillettes aux couleurs de la Croix de guerre, verte et rouge, et des blessures et, dans le cœur, des deuils innombrables. C'est le 20e corps, formé de Lorrains qui transmettent, quand ils meurent, à ceux qui les remplacent, l'âme héroïque de la frontière. De tous temps, les Parisiens furent nombreux au 20e corps et maintenant, quand il revient sanglant et décimé de la bataille, toutes les provinces de France sont appelées à l'honneur de remplir ses vides ; mais où qu'il fasse ses recrues, son esprit, c'est toujours l'esprit des Marches de Lorraine qui repose dans ses formations et qu'il épanouit au combat.

Je ne vous dirai pas son histoire : vous sauriez tous la raconter. Le 20e corps a sauvé Nancy, durant la bataille de la Marne, quasi percé en Artois, et de rechef, sur la terre lorraine, sauvé la France à Verdun.

Le 24 février dernier, la bataille depuis trois jours était engagée sous Verdun ; le ... corps achevait de se faire hâcher, disputant bois par bois et motte de terre par motte de terre le terrain à l'ennemi. Douaumont venait d'être occupé. C'est alors qu'on signala en vue les premiers camions amenant une division du 20e corps. Elle débarqua le 25 à Verdun,.....
Très fatiguées par le transport rapide, littéralement glacées de froid, ces troupes semblaient, au dire des rap-

ports, presque incapables de marcher au feu incontinent. Elles le firent pourtant. Dès le 26, elles entraient en ligne, puis immédiatement attaquaient à l'ouest du fort de Douaumont et dans le village. Leur audace stupéfia l'ennemi ; elles brisèrent cet océan qui jusque-là semblait emporter, morceau par morceau, nos barrières. L'arrivée du 20e corps marque le point d'arrêt, rétablit la bataille, présage la victoire.

Mais pour nous montrer ce que vaut le 20e corps, la force, l'énergie, la gloire qu'il projette autour de lui, et comment son esprit modèle les âmes, je possède un texte, le récit violent que me fit un jeune soldat[1].

« C'était en Artois, m'a-t-il dit, au printemps de 1915. Mon régiment arrivait d'un secteur tranquille de l'Aisne, où nous avions fait peu de pertes. La veille, nous venions encore de recevoir un renfort de la classe 15. On nous avait tout habillés de neuf. Nos uniformes d'azur n'avaient pas eu le temps d'être ternis par la boue, la poussière et la pluie ; nous débordions d'enthousiasme ; nos colonnes, aux cadres complets, avec un officier ou aspirant à la tête de chaque section, allongeaient fièrement leurs trois mille deux cents hommes sur la route. On nous avait dit que nous nous dirigions vers un coin sacré, où tous les yeux étaient tournés. La trouée tant rêvée avait été, quelques heures, virtuellement faite, grâce à l'héroïsme inouï des divisions « de fer » et « d'airain ». Nous allions relever ces troupes, et, en montant aux tranchées par le plus beau crépuscule, nous nous demandions avec un peu d'inquiétude si nous serions à la hauteur de pareils héroïsmes, car une telle succession est lourde.

« Et soudain, voilà que sur la route, dans le soleil couchant qui dorait toutes choses, un fort groupe nous apparut. Des soldats venaient lentement, sans hâte, sans

1. Roland Engerand, le fils de notre ami Fernand Engerand, l'éminent député de Caen.

bruit. Et quand ils furent près de nous, nous comptâmes 250 hommes et devant eux un capitaine qui commandait le régiment, car c'était un régiment : le ... régiment d'infanterie... Des hommes en haillons, portant encore de vieux uniformes bleu foncé, tout déchirés et salis de boue et de sang ; des fusils rouillés et encrassés ; des souliers sans nom ; des képis rouges, mal recouverts de lambeaux de manchons bleus ; et au milieu de tout cela, des figures superbes, sales, hirsutes, aux pauvres traits tirés et durcis, avec des yeux dont le regard entrait en nous jusqu'à l'âme car il reflétait tous les spectacles sublimes recueillis depuis quinze jours. Ces regards de fièvre et de victoire, quel rayonnement ! Ils passaient près de nous, ces hommes, en nous regardant avec curiosité, étonnés de notre luxe et de notre nombre, et tout en défilant ils nous disaient seulement : « Ne vous en faites pas. Bon courage, on les a eus ! » Tous répétaient : « On les a eus ! » Des voix jeunes, des voix de Parisiens, des voix à l'accent plus rude, des voix de l'Est, et cette voix enfin qui avec un accent d'Alsace nous jeta du dernier rang : « Les Bauches, on les a eus ! » Ils n'avaient retenu que cela de toutes leurs souffrances. Leur capitaine les regardait silencieusement avec une prodigieuse expression d'amour.

« Et pendant que nous montions, tout remués, prendre leur place, ils disparurent, de leur pas lassé et triomphal... J'ai compris ce jour-là ce que c'était que la beauté de la gloire ».

Que ce dernier mot d'un enfant est grandiose ! Ainsi s'allument à l'héroïsme les cœurs bien nés. Ainsi l'esprit de la frontière inséré dans les origines du 20e corps et perpétué par lui court à travers les âmes qu'il embrase.

Gloire aux soldats exemplaires qu'a formés la terre lorraine ! Avec leurs camarades de toutes les provinces, demain, ils rapporteront dans Metz la civilisation de nos pères.

XXXVII

NOTE COMPLÉMENTAIRE SUR LE 20e CORPS

3 mai 1916.

Que de lettres complémentaires ou rectificatives j'ai reçues à la suite de cet article ! Je ne vais pas en faire la critique ; le mieux est que je les accueille et les verse dans le dossier comme un écho de la sublime émulation des fils de France.

Dès le premier moment, c'est Péricard, le fier soldat de « *Debout les morts !* » qui m'écrit :

« Le village de Douaumont, occupé dans la nuit du 24 par le 95e d'infanterie, a été défendu par ce régiment le 25 et le 26 contre trois furieux assauts. Malgré le plus fort bombardement de Verdun, les Allemands n'ont pas réussi à prendre pied dans le village. Le 95e est parti de Douaumont en laissant le village plus fortifié qu'à l'arrivée : il y avait devant notre tranchée trois ou quatre lignes compactes de cadavres ennemis.

« Ce qui est exact c'est que notre division, la 16e, était alors rattachée au 20e corps, mais même avec cette rectification, on ne peut dire que le 20e corps a « repris » Douaumont, puisque Douaumont n'a été pris pour la première fois par les Allemands que quelques jours plus tard.

« Au résumé, à Douaumont, les 25 et 26 février, il n'y avait que la 31e brigade qui fait partie de la 16e division et qui est composée des 13e, 29e, 85e et 95e. Le 95e et le 85e étaient seuls à Douaumont. Ce sont les seuls régiments qui n'aient pas quitté le front de Verdun, même une heure, depuis le 24 février au soir ».

Et les Bretons réclament :

« Heureux, le corps d'armée qui trouve un apologiste ! Il acquiert la popularité et la gloire. Les fusiliers-marins ont eu M. Le Goffic : ils sont célèbres ; le 20e corps a M. Barrès : on le porte aux nues. Le 11e corps, le corps de ces fiers et rudes Bretons qui, je vous le signale modestement, composaient en majeure partie le 20e corps « n'a jamais sauvé la France ». Ses petits Bretons ont versé leur sang généreusement ; ils ont fait tout leur devoir avec un héroïsme simple et magnifique sur les champs de bataille de Sedan, de la Marne, d'Albert, de Champagne et tout dernièrement de Verdun. Ils n'ont pas eu leur poète, ils n'auront pas la gloire.

« Nos ennemis sont plus justes, monsieur. L'héroïsme des Bretons a suscité leur admiration. Je n'en veux pour preuve que cette phrase extraite de la *Gazette du Rhin et de Westphalie* concernant la prétendue prise du fort « de Vaux : « Ce sont des régiments de réserve qui ont « enlevé le fort d'assaut. Le commandement français « opposait aux nôtres des troupes de campagne, *des régi-« ments bretons, les meilleurs de France...* » (J. Corvest, sergent blessé du 62e, 4 mai 1916.)

Et les contingents du Nord :

« Vous êtes trop juste pour ne pas me permettre d'élever une voix vraie et fière en rectification de votre article sur le 20e corps. Il est une règle d'abnégation qui émet que ce ne sont pas des individualités qui sont dressées contre les barbares mais une seule âme collective, celle de la France. Pourtant s'il est loyal de reconnaître au 20e corps la persévérance dans l'effort, il est équitable de faire place aux éléments qui y furent adjoints.

« La division dont vous parlez comme ayant été amenée en camions automobiles est la 2e division. Mise sous les ordres du 20e corps, elle est arrivée le 25 février à 22 heures à la caserne Chevert « littéralement glacée par « le froid. » Elle en est repartie le 26 à 2 heures pour

entrer en ligne à l'ouest du fort de Douaumont. Son audace stupéfia l'ennemi. A sa droite la 153e division, à sa gauche la 39e division et en liaison avec elle « bri-« sèrent cet océan qui jusque-là semblait emporter, mor-« ceau par morceau, nos barrières ». Le principal effort du 26 février au 4 mars s'est porté sur le centre et ce sont la 153e division et la 2e division qui ont subi le choc formidable. (Leurs pertes ont été du reste supérieures du double à celles des divisions voisines.)

« Vous rappelerais-je que la 2e division a fourni, en Champagne, à l'offensive de février 1915 et que c'est un de ses régiments qui a emporté la position fameuse des Eparges en avril 1915.

« Voilà pourquoi nous vous demandons, monsieur, de bien vouloir en toute sincérité, distraire une branche de la couronne de lauriers tressée en l'honneur du 20e corps pour en faire hommage aux drapeaux de la 2e division. »

« La 2e Division d'Infanterie (Artois, pays miniers de Lens, Flandre maritime) compte parmi nos troupes les plus rudement éprouvées. Beaucoup des braves qui la composent savent leur foyer au pouvoir de l'ennemi. La rareté des nouvelles est si grande que de longs mois se passent dans l'incertitude affreuse. C'est un dur calvaire, et le malheur a uni cette population dans le sacrifice.

« La troupe est très belle. *Aucun clinquant, mais une impression de ténacité inébranlable entretenue par la haine.* Jamais de recul, le terrain est gardé quel qu'en soit le prix. Dans le faisceau splendide des qualités de l'armée française la constance intangible représente le contingent du Nord. L'ennemi le sait.

« C'est à Verdun que la 2e division placée sous les ordres du 20e corps et combattant avec lui, va donner la mesure de son inébranlable résistance.

« Les troupes débarquent du convoi automobile le 25 février 1915, à quelques kilomètres de Verdun. Les

nouvelles sont mauvaises. L'ennemi, à la faveur d'une canonnade formidable qui roule sans interruption, progresse vers la place. Sur les routes la population des localités menacées s'en va par petits groupes, lentement. Le ciel gris, le froid, le sol gluant, tout semble hostile. On se met en marche vers de lointaines casernes où doit avoir lieu la halte de nuit. Les mitrailleurs portent courageusement leurs pièces sur l'épaule et gravissent ainsi, au crépuscule, les pentes des Hauts de Meuse. Dans cette souffrance physique et morale, pas une plainte ; il n'est même plus question de s'arrêter pour souffler un peu. Les braves de la brigade Reibell qui indiquent l'avance ennemie vers Haudromont sont à bout de forces, on doit les relever. La brigade Lévi part immédiatement. Déployée à la hauteur de Fleury elle atteint la ligne de feu et remplace, de Douaumont au ravin d'Haudromont les héroïques survivants de la brigade Reibell.

« Chacun a compris. Il faut tenir dans les conditions les plus dures.

« Bombardement écrasant, continuelles attaques d'infanterie, froid rigoureux. Les nécessités de l'heure, imposant une rapide entrée en scène des troupes, n'ont pas permis aux équipages de suivre. L'homme ne peut compter que sur ce qu'il porte comme cartouches, comme vivres, comme eau. Bien entendu, aucun des accessoires précieux de la lutte des tranchées, sacs à terre, grenades, grands outils commodes pour le travail. C'est la guerre de campagne contre un ennemi qui a accumulé les moyens formidables d'une attaque de siège. Bien évidemment, la lutte n'est pas égale : la force morale fera l'appoint.

« La situation est particulièrement pénible dans le ravin d'Haudromont, pris d'enfilade jour et nuit par l'artillerie et les mitrailleuses ennemies. On marche dans le chaos : terres projetées par les explosions d'obus, troncs d'arbres brisés, cadavres. Le moindre déplacement est très dangereux, Aussi les évacuations de blessés et les rares

transports de vivres ne se font-ils que de nuit et au prix de pertes graves.

« Les souffrances augmentent avec la durée de l'épreuve, mais chacun comprend l'importance de son rôle. L'ennemi qui avançait sans répit et à une allure inquiétante jusqu'au 25 février est fixé maintenant : il faut tenir pour donner à notre artillerie lourde, à nos avions, à nos renforts de toutes sortes le temps de venir à notre aide. On tient.

« Au bout de six jours la brigade Lévi a subi un chiffre de pertes qu'elle ne saurait dépasser sans risques. Elle est relevée par l'autre brigade de la division, la brigade Duplessis. La lutte devient furieuse autour de Douaumont où l'ennemi emploie les moyens les plus déloyaux et les plus barbares.

« Le commandant Cordonnier voit s'avancer vers le village une troupe coiffée de casques français. Bien que leur direction de marche rende suspects ces nouveaux venus, il crie : « Ne tirez pas, ce sont des Français ! » Cette troupe avance encore un peu, s'arrête et ouvre le feu, le commandant Cordonnier tombe mortellement frappé.

« L'ennemi tente l'emploi des liquides enflammés. Mais le jet ne peut franchir les 50 mètres qui séparent les deux lignes. Une saute de vent le ramène sur l'adversaire qui cesse ce jeu décidément dangereux. Les blessés font preuve d'une force morale extraordinaire qui renforce celle des combattants. Certains ne pouvant plus tirer décrassent les fusils de leurs camarades et leur passent des cartouches. Les agents de liaison circulent constamment dans cette zone de mort. La plupart tombent, sacrifice nécessaire. La brigade Lévi subit une usure analogue à celle de ses prédécesseurs. Rentrée au front dans les mêmes conditions, elle parvient à dégager un instant Douaumont.

« Les héroïques survivants de la division, ralliés par leur

chef, le général Guignabaudet, sont rassemblés dans une caserne de Verdun puis ramenés à l'arrière pour l'œuvre de reconstitution.

« La 2e division d'infanterie a terminé son rôle dans d'effroyables batailles, rôle de la première heure. En combinaison avec le 20e corps et la 14e division, elle a arrêté la ruée terrible de l'ennemi sur les Hauts de Meuse, enrayant ainsi la première poussée, la plus redoutable en raison de la disproportion des moyens.

« Combattant dans des conditions de précarité extrêmes, n'ayant guère que ses fusils et ses baïonnettes contre un ennemi muni d'une artillerie lourde formidable, sachant qu'elle devait se sacrifier pour donner aux renforts le temps d'arriver, elle forma une muraille dont aucun coup de bélier n'eût raison. L'ennemi qui progressait de 2 kilomètres par jour, a stoppé. Il a dû modifier sa zone d'attaque, entamer l'offensive sur la rive gauche, tâtonner. Pendant ce temps le commandement organisait la bataille, recevait et installait l'artillerie. L'holocauste des troupes admirables qui ont formé barrage en ces journées difficiles a seul permis de reconstituer les éléments de résistance contre lesquels les efforts de l'ennemi se brisent depuis cinq mois.

« Le 20e corps, les 2e et 14e divisions d'infanterie ont sauvé Verdun.

« Deux régiments de la 2e division portent à leur drapeau la croix de guerre avec palme. »

L. Watelin.

Vous n'êtes pas sans ignorer que le 20e corps comprenait au moins six divisions dont la 2e (1er corps) (110e-8e-33e-73e) et puisque dans votre article du 3 mai, vous donnez des dates et vous citez le corps, il me semble que vous auriez très bien pu dénombrer les divisions qui faisaient partie du 20e corps à cette date. Voici notre histoire :

La 2e D. I. débarqua des camions autos à Verdun

le 25 février au soir, après quelques heures de repos notre brigade (4e) fut dirigée sur Douaumont. Le 26 au soir, le 110e relevait les restes du 1er régiment de tirailleurs et du 95e d'infanterie et nous eûmes à défendre Douaumont. Le P. C. du colonel était dans le village même. Inutile de vous dire le bombardement que nous eûmes à subir, les attaques qu'il fallut repousser, la journée du 28 est mémorable. Bref nous tenons, et le 29 au soir, nous passons une ligne intacte au régiment qui vient nous relever. Malheureusement les Boches tenaient toujours le fort de Douaumont et y avaient amené des mitrailleuses et des canons à tir rapide qui prennent d'enfilade les tranchées. Le régiment qui nous releva n'y put tenir et les Boches occupaient le village le 1er mars au matin vers quatre heures. Le 1er mars au soir rappelés en toute hâte nous étions à nouveau devant Douaumont. Les 2 et 3 mars (aidés par les 170e et 174e d'infanterie) nous attaquons et reprenons le village deux fois, mais impossible d'en déboucher, pour tenir le village il faudrait prendre le fort. Nous nous bornons alors à établir des tranchées au sud du village et le 4 au soir nous sommes définitivement relevés.

Je crois savoir que la ligne est encore là ou nous l'avons tracée, c'est donc au 110e que revient l'honneur d'avoir défendu Douaumont et d'y avoir cloué les Boches.

On a tant parlé de ce village, qu'il était quand même intéressant de savoir qui l'a défendu et vous voyez que ce ne sont pas du tout des troupes du 20e corps.

Pour un groupe de défenseurs de Douaumont,
A. Decellecq.

« La division dont vous signalez le débarquement après plusieurs jours d'auto, qui pouvait paraître fatiguée et qui, dès qu'elle eut mis pied à terre, fut engagée dès le 25 à Douaumont, qui se battit avec rage pendant plusieurs jours pour briser l'océan ennemi, cette division, dis-je, c'est notre 2e division, qui du 1er corps était passée momentanément au 20e corps... » (Commandant Lenoir, 4 mai 1916.)

COMMENT EST COMPOSÉ LE 20e CORPS ?

Un Champenois m'écrit :

Notre âme, a tressailli de fierté quand nous avons pu lire votre évocation triomphale de nos poilus du 20e corps, Lorrains, Parisiens ont rivalisé d'ardeur, d'audace, d'énergie et de dévouement pour arrêter l'avance boche dans les endroits menacés. Vous avez fait une omission involontaire en ne nommant pas les Champenois, l'Aube fournissant en effet toutes ses recrues au 20e. Ou bien est-ce parce que sachant que Jeanne, la bonne Lorraine, était d'origine champenoise et que notre appellation de Lorrains, s'appliquerait aussi bien aux Champenois ? Excusez-moi cette réflexion sans acrimonie ; tous les Français sont frères, tous sont prêts à se dévouer jusqu'à la mort pour la France, la liberté, la civilisation.

Avec mes meilleurs sentiments.

Deutschland wieder alles !

LABUT.

Voici une autre lettre :

Troyes, le 10 mars 1917.

Monsieur,

Naguère dans un article de revue vous définissiez la composition du 20e corps : Lorrains, quelques cantons vosgiens ou haut marnais et des Parisiens.

Récemment dans un de vos articles de journal vous êtes encore plus particulariste en revendiquant le 20e corps comme Lorrain.

D'un autre, autant en emporte le vent, mais par vous, une légende erronée peut être créée au détriment d'une majorité.

La présente vous dira que votre assertion qui peut vous paraître bénigne, a été regrettablement ressentie dans un certain rayon ; c'est pourquoi je vous signale le fait pour qu'à l'occasion vous restituiez à César...

Ce qui en vaut la peine.

Donc, sauf quelques petits détails à remettre au point :

Si le 20e corps est recruté *dans une partie seulement de Meurthe et-Moselle*, dans quelques cantons des Vosges ou Haute-Marne et avec assez légère proportion de Parisiens, *il comprend le département de l'Aube en entier.*

Et je vous prie de croire qu'il n'y a guère de localité dans ce département qui n'ait été multiplement endeuillée dans les rangs des 37e, 156e, etc., etc.

Recevez, monsieur, les salutations d'une mère qui a payé une double dette à la Patrie dans les champs de Lorraine.

C. C.

Qu'a donc fait le 20e corps ?

Mon émotion a été très vive ce matin, quand j'ai lu dans les premières colonnes de l'*Echo de Paris* l'éloge du 20e corps.

J'en suis, monsieur, du 20e corps et j'en suis très fier, j'appartiens depuis dix-sept mois, à l'un des régiments de la division de fer, à un régiment de Nancy que M. le général Balfourier honore d'une estime particulière. Depuis novembre 1914, sans relâche, sans arrêt, sans blessure, sans évacuation, j'ai suivi partout le 79e. En Belgique d'abord, à la Maison du Passeur.

En Artois ensuite, en mai 1915, à l'attaque de Neuville-Saint-Vaast et du Labyrinthe.

En Champagne, en septembre, devant la Butte du Mesnil et Maisons de Champagne, entre Tahure et Massiges.

Sous Verdun enfin où pendant quinze jours consécutifs, du 26 mars au 10 avril, le 79e, malgré des pertes terribles, sous des bombardements inouïs, dans des tranchées improvisées, a tenu tête à l'ennemi qui a lancé contre le front même du régiment cinq attaques à gros effectifs dont les plus violentes se sont produites les 9 et 10 avril.

Le 9 avril fut un jour de victoire. Sous les rafales de 210, à l'annonce des Boches, ce qui restait du 79e s'est dressé aux parapets et cette poignée d'hommes a empêché l'ennemi d'approcher de la tranchée et de nous prendre un pouce de terrain.

Et si le 10 avril nous avons, les quelques survivants, cédé

trois cent mètres de terrain, nous n'avons cédé qu'en combattant pied à pied, au fusil et au corps à corps, un terrain plat (la vallée du Ruisseau de Forges devant la cote 304) qui ne pouvait longtemps être défendu sous la plus effroyable pluie d'obus que j'aie encore vue.

Merci, monsieur Barrès, au nom de tous mes camarades tombés dans les rangs du 79°, d'avoir mis en lumière le 20e corps.

Merci pour ceux qui ont barré aux Allemands, de leur poitrine, la route de Verdun.

Avec vous, monsieur Maurice Barrès, avec les Lorrains, je crie très haut la gloire du 20e corps.

Avec Nancy qui nous a acclamés le 9 février dernier quand nous y avons défilé, je crie : « Honneur au 79° ; Honneur au lieutenant-colonel Mangin qui nous a conduit à la gloire sous Verdun. »

Un étudiant parisien du 20e corps,
RAYMOND DUBY,
sergent au 79e d'infanterie.

Toujours sur la 2e division :

Partis brusquement de l'Aisne, après un voyage pénible de cinq jours à pied et en autos, arrivés le 25 soir à Verdun, sans repos, sans ravitaillement, nous prenions position immédiatement en face la côte du Poivre et dans la nuit du 26 nous passions au contact immédiat de l'ennemi, le régiment français qui était devant nous ayant fondu dans la journée du 26. Et alors pendant trois jours mémorables de la côte du Poivre (ferme d'Haudromont) à Douaumont, c'est notre division qui eût le grand honneur de sauver Verdun du péril imminent qui le menaçait.

Ce ne fût pas malheureusement sans y laisser la plupart des nôtres. Notre pauvre division était plutôt réduite, mais personne ne recula, malgré le marmitage épouvantable, malgré la faim, malgré la neige.

J. QUANTIN.
Adjudant.

Un correspondant m'écrit au 1er avril 1916 : « Oui, parlez du silence des campagnes lorraines et des tressaillement d'espoir qu'y occasionne le canon de Verdun qu'on y entend si bien. J'ai vu dernièrement une lettre d'une jeune fille des environs de Metz à son père, prisonnier en France : au milieu d'une phrase où elle racontait les nouvelles de la maison elle s'interrompt, tire un trait, et écrit : « — Boum ! j'entends encore un de ces bruits qui me font toujours plaisir — ». La lettre ensuite continue et parle des cultures.

M. le chanoine Collin.

29 octobre 1916.

L'esprit du 20e corps est fait d'endurance, de bravoure, de fidélité à la tradition.

En 1914, lorsque la 11e et la 39e divisions quittèrent leurs casernes de Nancy et de Toul, elle formaient un corps homogène, ardent, discipliné, grâce aux éléments valeureux qui le composaient, mais qui n'avaient qu'une seule âme, un même mot d'ordre...

Le Lorrain apportait dans cette masse d'élite son énergie, son esprit de sacrifice, sa rancune héréditaire contre le Germain.

Cultivateur du Vermois, employé aux grandes industries textiles des Vosges, petit propriétaire sur les bords de la Seine, chacun comprenait clairement son devoir, les yeux fixés sur la *ligne bleue* dont nous a parlé Jules Ferry et sur les aigles du poteau frontière.

Paris nous donnait son contingent de gosses résolus, de gavroches aux réparties joyeuses, aux boutades héroïques, qui entraînaient les camarades hésitants sous la pluie des shrapnells.

A l'enthousiasme patriotique, à la belle humeur et à l'ironie de furieux assauts, il fallait mêler la confiance, la pondération, la ténacité. Les gas du Nord vinrent

grossir nos régiments ayant aux yeux le reflet de ces mâles vertus qui devaient avoir une action décisive.

Cette flamme inextinguible, cet « allant » admirable, cette fougue impressionnante et presque furieuse, c'était l'Esprit du 20e corps.

Après deux années et demie de guerre, les héros de la première heure sont tombés ou les glorieux survivants se sont dissociés. L'Esprit est toujours le même, puissant comme une doctrine, immortel comme une idée.

Le 20e corps de 1915, celui de 1916, ont recueilli pieusement les traditions de force, de cohésion, de haine, que le corps d'armée de 1914 opposa aux Boches à Morhange, rempart hérissé de baïonnettes et formé par la foi. Il demeure instruit à la grande école des Pau, des Castelnau, des Foch. Son rôle est prépondérant dans les annales de la grande guerre.

(Note de Georges Legey, du 20e corps, le 29 octobre 1916.)

Les gas de Lorraine étaient répartis entre le 6e corps en résidence à Châlons, le 20e corps, en résidence à Nancy, le 21e corps en résidence à Epinal.

Au 6e corps étaient affectés les Lorrains de la Meuse et d'une partie de Meurthe-et-Moselle (canton de Briey, Conflans, Chambley, Pont-à-Mousson, et Thiaucourt).

Au 20e corps étaient affectés les Lorrains d'une partie de Meurthe-et-Moselle et d'une partie des Vosges (cantons de Charmes, Mirecourt, Vittel et arrondissement de Neufchâteau).

Au 21e corps étaient affectés les Lorrains d'une partie du département des Vosges et d'une partie de Meurthe-et-Moselle (cantons de Blamont, Cirey, Badonvillers et Baccarat).

En outre des Lorrains, le 20e corps comptait des Champenois de l'Aube et de la Haute-Marne, des Parisiens et des gas du Nord, recrutement de Lille.

Le 21e corps comptait outre les Lorrains, des hommes de la Haute Marne et de la Haute Saône.

Cette composition a été rompue dans le courant de l'année 1916. En été 1916, les régiments que nous venons de nommer ont été attribués à d'autres divisions, selon qu'ils étaient réclamés par d'autres généraux, selon les besoins de leur secteur. Et puis dans le même temps, la composition de ces régiments changeait.

Dès 1914, les Lorrains avaient commencé à disparaître à Morhange et puis au Grand-Couronné. La classe 14 lorraine a été très éprouvée, quasi détruite le 17 décembre 1914 à l'attaque de Cortequaire (Belgique).

Actuellement après tant de pertes, voici dans quel ordre se compose le fond du 20e corps : des Parisiens, des gens de l'Est, des gens du Nord, des Normands et des gens de l'Aube. Les Lorrains y sont en infime partie, ces Lorrains et ces Parisiens des premières troupes du début de la guerre et quelques récupérés lorrains provenant des dépôts des régiments 69e, 79e, 37e, 26e, 156e, 160e, 153e, 146e, 8e d'artillerie, 12e dragons, 5e hussards.

Les Alsaciens-Lorrains engagés qui sont venus au début de la guerre s'engager à Nancy ont demandé presque tous à s'engager à la 11e division (division de fer), mais depuis, par suite d'événements divers il y en a bien peu qui restent au 20e corps.

Deux fois j'ai vu quelques régiments de notre admirable corps d'armée traverser Nancy et c'était pénible de voir avec quelle curiosité ces nouveaux venus au 20e regardaient la ville.

A un débarquement à la gare des mères anxieuses cherchaient leurs fils. J'ai entendu des poilus leur dire : « Vous savez il n'y en a plus beaucoup de chez vous ! »

(Note de G. Sadler du 21 mars 1917.)

Après Verdun, deux divisions du 20e corps, les 39e et 153e ont été citées à l'ordre de la 2e armée (la 11e était restée dans les environs de Nancy). A ce moment, du

Grand Quartier général russe arriva au Grand Quartier général français, le télégramme suivant :

Le 13 mars à 11 h. 15.

Sa Majesté l'Empereur me charge de vous prier de transmettre au général Balfourier et au vaillant 20e corps d'armée français, les sentiments de sa plus vive admiration et de toute son estime pour la brillante conduite qu'ils ont eue dans les batailles livrées sous Verdun. Sa Majesté est fermement convaincue que sous le commandement de ses valeureux chefs, l'Armée française fidèle à ses traditions de gloire, ne manquera pas d'amener ses rudes adversaires à merci.

De mon côté, je suis heureux de vous témoigner les sentiments de ma plus haute admiration pour la vaillance dont elle a fait preuve dans ces difficiles et violentes rencontres.

L'Armée russe entière suit avec une attention soutenue les hauts faits de l'Armée française, lui adresse tous ses vœux de frères d'armes pour la victoire complète et n'attend que l'ordre d'engager le combat contre l'ennemi commun.

signé : Alexeiff.

Le général commandant en chef répondit :

Je prie votre Excellence de remercier respectueusement Sa Majesté l'Empereur des éloges qu'Elle a bien voulu adresser à nos vaillantes troupes de l'Armée de Verdun.

Le 20e corps d'armée et son chef le général Balfourier seront particulièrement touchés de la marque de haute estime qui leur est donnée par Sa Majesté.

Je remercie également votre Excellence des sentiments de confraternité d'armes qu'Elle me transmet au nom de l'armée russe.

Vous pouvez compter sur nous, et nous savons que nous pouvons compter sur vous.

signé : Joffre.

XXXVIII

LES SACRIFICES DE L'INTELLIGENCE[1]

(PIERRE-MAURICE MASSON)

In Memoriam.

4 mai 1916.

Le samedi 4 mars dernier, au cours de l'après-midi, toute la société de Parisiens et de Parisiennes qui vivent dans la familiarité de la Sorbonne s'acheminait vers la vieille et savante maison. Ils venaient assister à la soutenance d'une thèse de doctorat. Mais au public habituel, d'ailleurs bien diminué par la guerre, public de parents, d'universitaires et d'habitués des cours, s'étaient joints pour la circonstance une foule de simples patriotes. C'est que le candidat, un jeune professeur, déjà bien connu des lettrés, était pour le moment sous-lieutenant dans les tranchées d'Argonne, et les journaux racontaient qu'il avait obtenu une permission pour venir, ce samedi, à quatre heures, parler en Sorbonne sur *La religion de Jean-Jacques Rousseau.*

Un beau sujet, plein de grande querelle. Je savais que l'exemplaire que le lieutenant Masson voulait bien me destiner portait cette dédicace : » *Pour lui faire mieux connaître Rousseau* ; j'avais entendu dire qu'il se proposait de replacer le pauvre catéchumène de Chambéry et de Turin en pleine renaissance catholique savoisienne. Ainsi la dernière réhabilitation de l'extraordinaire personnage

1. Les lettres de guerre de Pierre-Maurice Masson ont été publiées par Victor Giraud, chez Hachette.

est obligée de faire de lui une espèce de marguillier admirable ! C'est bien curieux que ce suprême effort de la sympathie vienne encore compliquer le malentendu où les politiques maintiennent la figure de Jean Jacques, demi dément qu'ils veulent costumer en sage... Mais ce n'était pas le désir d'entendre discuter ce grand musicien insensé qui nous attirait en pleine guerre à la Sorbonne, nous allions y saluer un brave à l'esprit libre.

Je ne connaissais pas personnellement Maurice Masson. Je savais qu'il était de Nancy[1] et avait l'esprit lorrain ; qu'au sortir de l'Ecole normale, brillant agrégé de lettres, et se préparant à l'Ecole d'Athènes, il avait, sur l'appel de Victor Giraud, changé de voie et accepté une chaire à l'Université de Fribourg ; en Suisse. Pourquoi ? Giraud me répond : « Pour le plaisir et l'honneur de représenter, de faire connaître et de développer la pensée française à l'étranger, dans un milieu très cosmopolite, où l'influence allemande était prépondérante... »

A Fribourg, non seulement Masson professa avec un succès dont témoignent les livres de plusieurs de ses élèves : le *Lamennais* d'Anatole Feugère, le *Lacordaire* de Julien Favre, le *Chateaubriand en Orient* du Père Der-Sahagian ; mais il écrivit deux volumes sur *Fénelon et Madame Guyon*, sur *Madame de Tencin*, médita une grande *Histoire littéraire du dix huitième siècle*, et surtout construisit cette thèse sur Jean-Jacques Rousseau, à laquelle le préparaient ses propres dispositions, graves et religieuses.

Cette démarche d'un jeune maître venant d'un des

1. Ce Lorrain était entré dans une famille lorraine. Il avait épousé l'une des filles de notre confrère de l'Institut, mort récemment, M. René Zeiller, dont les beaux travaux sur le sol lorrain nous ont enrichis d'un nouveau trésor souterrain.

C'est la terre lorraine que, dès la déclaration de guerre, Maurice Masson est allé défendre (il était sergent à Toul), et c'est en terre lorraine que, devenu sous lieutenant, puis lieutenant faisant fonction de capitaine, il est tombé et repose.

secteurs les plus exposés de l'armée, soutenir avec une parfaite liberté d'esprit une thèse sur un grand sujet littéraire et philosophique, dont il avait corrigé les épreuves dans la tranchée, avait de la noblesse et affirmait avec simplicité et fermeté la prééminence de l'esprit que rien ne trouble, n'abaisse, ne détourne. C'est de cela que nous savions gré à Masson. Nous nous préparions à l'écouter, à le méditer, à le contredire peut-être, et sûrement à l'applaudir. Notre déception fut vive.

Sur la porte de la Sorbonne, une petite affiche écrite à la main disait : « *M. Masson étant retenu au front, la soutenance de ses thèses est renvoyée à une date ultérieure.* »

Tous les arrivants ressentirent une tristesse mêlée d'angoisse.

Et lui, là-bas, dans sa tranchée d'Argonne, qu'éprouva-t-il, quand il se vit refuser sa permission, quand il dut renoncer à la soutenance de cette thèse à laquelle il travaillait depuis tant d'années ?

Une fois encore saisissons l'occasion de voir « l'intérieur d'âme » de l'un de nos soldats et de connaître ce que vaut notre élite. Rejoignons Masson, écoutons-le penser tout haut.

Une lettre antérieure à cet incident et datée du 23 janvier 1916 nous montre l'écrivain-guerrier :

Chaque nouvelle étape me rapproche un peu plus du péril. Le secteur où mon nouveau régiment[1] *prend les tran-*

1. Qu'on se rende compte des fatigues imposées par une telle guerre à de tels hommes :

« Mon devoir à l'heure présente .. être tout à ma tâche et tenir vaillamment. Jusqu'ici, d'ailleurs, je ne sens ni fatigue physique, ni lassitude morale ; mais on ne me laisse guère chômer. Comme quelques territoriaux qui n'ont pas atteint la quarantaine, je viens d'être affecté à un régiment de réserve, ou d'active, comme vous voudrez, puisque c'est tout un. Seulement, je quitte mon régiment à l'heure où il va prendre son repos après huit mois de présence ininterrompue sur le front, et je retombe dans un autre régiment qui vient de goûter trois mois de repos et qui part sur le front. C'est une petite malechance. A la grâce de Dieu ! » (24 décembre 1915).

chées est un des plus célèbres du front, mais c'est une célébrité un peu chère. De dix heures du matin à minuit il faut vivre sous un bombardement presque incessant. Le touriste qui, à cinq kilomètres en arrière, contemple à la jumelle cette croupe volcanique en perpétuel jaillissement de fumée et de feu, tumultueuse et bouleversée, comme si quelque cyclone y faisait son œuvre, se demande un peu sceptique, s'il peut rester quelque être humain sur cette terre maudite. Et non seulement on y vit, mais on y veille. Il est vrai aussi qu'on y meurt. Chaque jour, en moyenne à ma compagnie, il tombe un homme ou deux. Mathématiquement si nous restons trois mois là haut, mon tour doit venir. Il faut aller là, pour comprendre tout ce que comporte ce mot « tenir » et pour se rendre compte de ce que c'est que la guerre d' « usure ». Pour moi, je reste paisible, tout en faisant mon service de mon mieux, et j'abandonne tout à la bonne Providence.

Et cependant, j'ai achevé ma thèse ; j'en ai corrigé les dernières épreuves, à 30 mètres des Boches et à six pieds sous terre : c'est peut-être un cas rare dans les annales du doctorat. Dans trois semaines, elle sera complètement imprimée, et dans six, s'il plaît à Dieu, à la Sorbonne et aux Boches, je la soutiendrai l'épée au poing. Je vous invite à la séance...

Le jour dont il se réjouissait tant approche. Le 17 février nouvelle lettre à Victor Giraud. :

Bien cher ami, la sorbonique cérémonie aura lieu le samedi 4 mars à 1 heure de l'après-midi, amphithéâtre Quinet. Admirez la précision, l'imprudente précision ! Avouez que c'est tenter les grenades et les torpilles, au-devant desquelles je remonte cette nuit. Espérons qu'elles auront un peu de respect pour la « cultur ». En attendant, le monstre est là, c'est ma thèse que je veux dire ; et, de temps à autre, avec un mélange de lassitude et de complaisance, j'y jette un coup d'œil...

Merci de votre dernière lettre si affectueuse ; mais n'ayez pas le « cœur serré » en pensant à moi. Je suis fort content d'être où je suis. Je serais désolé d'abandonner les braves gens qui, chaque jour, à côté de moi, risquent leur vie et souvent la donnent. Ce n'est pas parce que je laisserais quelques gros bouquins derrière moi que ma vie vaudrait plus que la leur. Cette égalité dans le péril anonyme a quelque chose de fraternel qui est très salutaire. Il est vrai que je suis le plus vieux de ma compagnie ; mais il ne me déplaît pas de me rajeunir.

Donc, cher ami, un peu en tremblant pour ne pas tenter « le vieux Dieu allemand », je vous donne rendez-vous au 4. Ce sera peut-être ennuyeux et ridicule ; mais il y aura la sortie et quelques mains très chères à serrer...

La déception est venue. La soutenance n'a pu avoir lieu à cause de l'offensive allemande, qui a fait suspendre les permissions dans le secteur. Son premier mot (en date du 7 mars) est pour dire :

Merci, mais ne me plaignez pas ; je n'ai aucun effort à faire pour oublier mes petites déconvenues personnelles et me donner tout entier aux émotions héroïques et aux grandes espérances de l'heure présente. Est-ce déjà leur bienfaisance que j'éprouve ? Mais jamais je ne me suis senti un meilleur moral. Pardonnez-moi de ne pas vous en écrire plus long ce matin ; mais il faut que je surveille mes « poilus ». Le Boche se tient coi ce matin ; il faut en profiter pour travailler ferme. Je n'ose plus vous dire au revoir, mais je l'espère tout de même...

Quelle belle simplicité des grandes époques françaises ! On admire cette plénitude et cette clarté d'âme, ce repos.

Le matin du 16 avril au bois de Mortmare, les Allemands firent sauter une mine dans le secteur immédiatement voisin de celui qu'occupait la compagnie de Masson. Aussitôt il *alerte* ses hommes, puis tous étant à

leurs postes de combat, prêts pour une attaque possible, il revient à son abri. Il en avait déjà descendu la première marche, quand il s'arrêta et se retourna en chef vigilant, pour jeter un dernier coup d'œil sur les alentours : un projectile arrivait juste alors sur le parapet voisin...

Il est parti, raconte un témoin, M. D..., *d'une mort éblouissante et brève*, comme nous en souhaitons une, lorsque viendra aussi notre tour.

Les hommes pleurèrent en relevant le corps de celui qui avait été leur commandant de compagnie. Ils le descendirent par le boyau dans une toile de tente, la chose qui l'émouvait toujours. Il fut enterré, sitôt que ce fut possible, sous une croix de bois, dans un cimetière où il sera facile de le retrouver. L'aumônier, qu'il connaissait, célébra sur la tombe un service auquel tous les hommes assistèrent, et il dit ce qu'il fallait dire. Ainsi parlent les témoins.

Et voilà. Le sillage se referme en apparence sur le passage de la nef disparue, mais je suis bien sûr que cette âme, ce clair esprit n'aura pas traversé en vain les deux régiments où il a été successivement officier de réserve. L'intelligence, le cœur, la délicatesse exercent une action persistante sur des hommes que la communauté du danger partagé, l'impossibilité des attitudes et des paroles contrefaites rendent uniquement sensibles au vrai mérite. Au début, les soldats avaient été un peu inquiets de voir ce « prof » prendre le commandement de la compagnie. Un homme qui parlait si poliment et si nettement, si plein de bonne grâce pour chacun ! On se méfia d'abord, mais pas longtemps. « Nous admirions, me dit un témoin, qu'un intellectuel et un sensitif s'adaptât si bien à la dure manière de cette guerre. » Ils virent qu'il puisait son énergie dans une source morale particulièrement haute ; en outre, ils distinguèrent dans le chef militaire le mérite individuel.

Quand ses camarades trièrent ses papiers, pour les ranger dans sa cantine, et retourner le tout à sa famille (peu de choses, me dit un témoin, pas même le spectacle direct des hécatombes, m'auront autant ému, durant cette guerre, que nos funèbres inventaires), ils remarquèrent les lettres d'étrangers, qui d'un mot lui disaient leurs vœux pour la victoire de la France. Ils sentirent qu'à travers ce petit lieutenant, à travers ce professeur de Fribourg, beaucoup d'étrangers aimaient la France, et ils dirent ce mot, plus beau encore par la générosité de ceux qui le prononcent que par la vertu de celui qui le mérite : « Nous savons qu'un homme comme celui-là ne se remplace pas. »

Quelle scène ! Les voyez vous ? Ils manient les objets qui viennent de perdre leur âme en perdant leur propriétaire, ils parlent du disparu, et ils ont tant de magnanimité qu'ils placent au dessus d'eux-mêmes ce mort dont ils acceptent de partager, d'une minute à l'autre, le destin. Ce tableau, ce mot, l'ensemble des circonstances posent un grand problème et immédiatement le résolvent.

Quel problème ? Celui-là même qu'un Anglais distingué, sir Thomas Barclay, soulevait, il y a quelques jours, à Lyon, après que j'avais prononcé l'éloge des écrivains morts pour la France. « Monsieur Barrès, disait il, n'y a t il pas des hommes que, dans l'intérêt de la France, il faille mettre à l'abri ? »

Sans hésitation, tout Français qui a réfléchi sur cette guerre réplique :

« Il est possible qu'une organisation qui ne tiendrait compte que du rendement social, sans s'inquiéter de la valeur morale des individus, aurait trouvé utile de retirer du front et de conserver l'élite, mais il fallait des chefs, et qui le sera, sinon ceux qui dépassent la moyenne par leurs qualités d'intelligence et de cœur ? Nous n'avions pas la préparation matérielle, nous nous

en tirons par la qualité morale de notre armée et grâce à la présence, dans tous les rangs, d'une élite où l'on trouve en abondance des chefs, chefs à galons ou spontanés. Que fût-il arrivé si les meilleurs avaient été dispensés? Assurément il y avait dans les classes 14, 15 ou 16 quelques grands savants, grands artistes, grands écrivains de demain qui eussent accru la France par leur vie infiniment plus qu'ils ne l'ont préservée par leur mort; pourtant, ces enfants, quand ils veulent être aspirants, petits officiers, agissent d'instinct de la manière la plus utile pour la défense de leur propre être moral et pour la défense du pays. »

Maurice Masson s'est tenu là où il devait être, et si sa vie en fut abrégée, il atteignit pourtant le but qu'il lui donnait. Qu'avait-il voulu? Etre de ces Français qui aident à donner au dehors, aux amis possibles du pays, une idée plus juste de sa valeur profonde; devenir l'un de ces hommes à travers qui le monde apprend à aimer et à mieux connaître la France. Maurice Masson, dans son Université de Fribourg, a fait avec d'autres de bonne besogne française[1]. Mais sa mort a mieux rempli encore

1. Sur le cours de Pierre-Maurice Masson, on lira avec intérêt ce témoignage :

« Vous venez de dire sur Pierre-Maurice Masson de très belles choses. Je viens de les lire et je ne puis taire mon émotion. Au moment où la tombe de mon professeur se ferme à jamais je me fais un devoir de jeter moi aussi sur ses restes l'eau sainte du souvenir et du regret.

« J'ai connu Pierre-Maurice Masson à l'Université de Fribourg où il avait remplacé M. Victor Giraud et j'ai été son élève : tous les mercredis soirs nous étions quelques privilégiés qui allions suivre dans une petite salle attenante à la Bibliothèque cantonnale les explications du Maître sur des textes de nos grands auteurs. Comment évoquer ces heures exquises? Il demandait à l'avance à l'un de nous de préparer l'explication d'un texte qu'il nous indiquait. Et quand, quelques jours après, il nous retrouvait réunis, avec quelle simplicité ce maître nous aidait. Comme il savait saisir dans le fatras de nos jeunes pensées l'idée qui lui plaisait! Et cela lui fournissait toujours l'occasion d'un encouragement.

« Je me rappellerai toujours le charme que ce jeune professeur à l'esprit si fin, à la diction si parfaite, exerçait sur son auditoire cos-

que sa vie sa mission. Les étrangers auront une grande idée de la France en sachant qu'astreint au service militaire, cet homme de trente-six ans a corrigé les épreuves de sa thèse dans la tranchée et non dans une vague mission, dans un faux emploi ; qu'il a su, durant la guerre, demeurer un homme d'étude et devenir un soldat, homme d'étude jusqu'à l'œuvre qui dure, soldat jusqu'à la mort qui, elle aussi, enseigne.

De l'utilité d'une telle mort auprès de l'imagination étrangère, une belle lettre de M. Philippe Godet, sur laquelle je veux finir, est un témoignage décisif.

M. Godet, auteur d'un ouvrage sur *Madame de Charrières* et professeur à l'Université de Neufchâtel, est un des esprits les plus sages et les plus vigoureux de la Suisse française. Voici ce qu'il écrit en date du 24 avril (et les *Débats* publient aujourd'hui sa lettre) :

Pierre-Maurice Masson nous donnait fréquemment de ses nouvelles. Ses messages respiraient la vaillance, la belle humeur, ils étaient pleins surtout de cet espoir, disons mieux, de cette certitude de la victoire qui en est déjà beaucoup plus que la promesse.

« Le reverrons-nous ? » Cette angoissante question, nous nous la posions sans cesse. Et lui, il nous écrivait (le 3 janvier) : « Je viens d'être versé dans un régiment d'action.

mopolite. Quel murmure flatteur lorsqu'ouvrant la porte de la salle toujours comble où il faisait son cours officiel, il entrait, grand, mince, avec son spirituel sourire. Quel triomphe pour la France ! dans ce milieu où l'influence allemande voulait être souveraine.

« Pierre Maurice Masson m'avait fait l'honneur de m'admettre à ses explications de textes privées, où il développait les idées générales de son cours public. Il m'avait permis d'aller le trouver chez lui chaque fois que j'avais besoin de faire appel à son sens si affiné des choses littéraires. J'aimais aller, de temps à autre, le trouver dans la jolie villa qu'il habitait avec sa jeune femme au-dessus de Fribourg.

« Je dois à Pierre-Maurice Masson d'avoir compris Lamartine et d'avoir connu le vrai Rousseau et je lui jure une reconnaissance éternelle. » (Lettre de M. Raymond Dubois, ancien étudiant à l'Université de Fribourg, en Suisse, sergent au 79e d'infanterie.)

C'est pour moi si vous le voulez, une chance de moins de revenir indemne de cette grande aventure ; mais, à mon âge, et dans un tel moment, j'aime mieux n'y voir qu'un rajeunissement, et c'est sans doute la dernière occasion de ma vie où un grison comme moi sera invité à faire figure de jeune homme. »

Ce brave avait l'héroïque sang-froid de travailler, dans l'intervalle des combats, à sa thèse sur la Religion de Rousseau ; *il avait, pour la préparer, passé avant la guerre de longues heures à la bibliothèque de Neuchâtel, fouillant le trésor des manuscrits de Jean-Jacques. Et voici que, de sa tranchée où il revoyait ses épreuves, il adressait au directeur de notre bibliothèque des lettres où l'érudit apparaissait aussi calme que s'il eût écrit dans son cabinet de travail ; il s'agissait de vérifier tel passage, tel mot, telle virgule, quelque infime texte original ; et il s'acquittait de ce labeur avec la même exactitude que de son devoir militaire.*

Admirable témoignage rendu à la suprématie de l'esprit ! Plus encore : stoïque manifestation d'une âme à la fois antique et chrétienne ; triomphe de la conscience qui, en élevant cette âme au-dessus d'elle-même, l'a préparée au suprême sacrifice.

Pierre-Maurice Masson demeurera pour nous une des plus fières incarnations de cette élite française, décimée si cruellement, mais qui donne à l'humanité une incomparable leçon de grandeur morale.

Ces derniers mots sont décisifs. Ce jeune professeur-soldat mérite d'entrer, pour l'ennoblir encore, dans cette douloureuse et consolante société des Ombres qui fait la liaison entre la cité de la pensée et le front meurtrier. C'est pourquoi nous recueillons les détails de sa mort et les impressions immédiates de ses camarades, de ses chefs, de son public. Mais on voudrait qu'une sorte de sanction fût accordée à ce candidat « retenu au front », et l'on attend que la Sorbonne l'honore d'un simple et

grave hommage, qu'elle lui accorde une soutenance posthume où beaucoup iront avec respect prendre place sur les bancs de l'Ecole.

XXXIX

UN SAVANT DANOIS NYROP, PROCLAME QUE L'UNIVERS DOIT PRÉFÉRER LA FRANCE[1]

PROPAGANDE A L'ÉTRANGER

6 mai 1916.

A côté de ceux que l'on a appelés à juste titre des littérateurs du territoire, rendant ainsi hommage à la bonne volonté de leur effort pour écarter ce qui n'est pas né du sol même ou digne d'y prendre racine, il est à l'étranger des défenseurs de l'esprit français, des maîtres qui sont entrés dans la bataille pour nous et qui, sans être de notre sang, veulent être de notre cause.

En Danemark, depuis le début de la guerre, un grand et noble savant montre à l'égard de la France une chaleur de cœur, une activité débordante et passionnée.

L'illustre philologue Nyrop est depuis longtemps un des plus sûrs amis étrangers de la France ; s'il se place aujourd'hui hardiment au premier rang de nos partisans, c'est qu'il nous connaît non seulement dans notre agrément superficiel et dans nos apparences parisiennes, mais dans notre passé, dans l'histoire la plus lointaine de notre littérature et de notre langue, dans la valeur profonde de notre génie et de notre civilisation.

1. *France* par Kristoffer Nyrop, traduit du danois par Jacques de Coussanges, chez l'éditeur Larousse.

Il appartient à notre compagnonnage et parenté, à notre *mesnil*, aurait-on dit dans ce vieux langage qu'il aime ; il est de ces « amitiés » du dehors que Gaston Paris eut le mérite de former, et d'attacher à une sorte de France immanente que nos visiteurs superficiels ne savent pas toujours découvrir. Le rayonnement de ce grand professeur et animateur avait allumé dans le domaine du médiévisme, où la science allemande avait tant de raisons de clamer son labeur et son zèle, des foyers de sympathies françaises qui jetèrent de vives et sûres lueurs.

Nyrop fut élève de Gaston Paris vers 1880. L'œuvre maîtresse de sa vie est sa « *Grammaire historique de la langue française* », écrite en français. Quatre volumes en ont paru chez Picard de 1904 à 1913 et le cinquième est en préparation. Tous nos étudiants doivent pouvoir consulter cet ouvrage magistral dans toutes les bibliothèques. Son œuvre de jeunesse la plus frappante est son *Histoire de l'épopée française*, écrite en danois, parue en 1886, dont il existe une bonne traduction italienne. Ses articles sur François Villon, sur nos folklores sont nombreux. On lui doit encore une chrestomathie philologique, recueil de morceaux types de philologues français, pour prouver que cette science n'est pas le monopole exclusif de l'Allemagne.

On ne fait rien de grand sans un peu de partialité passionnée. A l'origine de toute conception, il y a un mouvement d'amour. Joseph Bédier me disait : « Ce qui fait que l'œuvre de Nyrop égale celle de Littré, c'est l'amour. Il ne nous analyse pas à l'allemande comme du persan ou de l'indoustani ; s'il a surpris le secret de notre mécanisme grammatical et de tout notre développement, c'est qu'il n'est pas un pédant appliqué sur nos textes, mais un ami qui vit de notre vie. »

Nyrop en Danemark a orienté des générations, par delà l'Allemagne prochaine et visible, vers la France, et

les a persuadées chaleureusement qu'elle avait beaucoup à leur apprendre encore. Fernand Baldensperger me racontait qu'étant de passage à Copenhague, il accompagna Nyrop à l'Université, entendit son cours, et que le savant professeur, après avoir commenté la scène patoise de *Don Juan* de Molière, demanda à ses auditeurs si l'un d'eux voulait faire un peu d'enseignement mutuel franco-danois avec un agrégé que ses études venaient d'amener parmi eux : soixante candidats bénévoles s'offrirent.

Un détail émouvant, c'est que ce philologue sans fautes, grand savant, travailleur productif, est atteint d'une maladie de la vue qui l'empêche de lire depuis quinze ans. Vous rappelez-vous Victor Brochard ? Mais Brochard philosophait. Comment Nyrop peut-il porter dans sa mémoire cette bibliothèque de textes qu'il invoque et qu'il critique ? Comment, dédaignant les gênes physiques, peut-il avoir l'âme si ardente ? Secondé par l'inébranlable vaillance de sa femme, il a multiplié depuis le début de la guerre les initiatives, les marques de sympathie et d'actif intérêt envers la France.

Une belle image, n'est ce pas, ce savant frappé par une maladie de la vue qui renouvelle à sa manière la grande parole, que la France n'a jamais oubliée, du noble roi Jean de Bohême, vieux et aveugle, à ses chevaliers : « Je vous prie et requiers que vous me meniez si avant que je puisse frapper un coup d'épée. » Mais Crécy était une défaite. Mme Nyrop, quand elle conduit son mari de ville en ville à travers le Danemark, pour qu'il combatte pour la France, l'associe à une victoire.

Pourquoi nous aime-t-il si fort, ce savant, cet étranger qui n'est nullement un cosmopolite, mais un fils du Danemark proclamant, du milieu même de sa patrie, sa reconnaissance et son amour pour notre France ? Eh ! vous l'entendez bien ! l'un des hommes du monde qui ont étudié le plus à fond la vie de la langue française, il

avait trop accompagné notre nation au long des siècles pour se déprendre de nous à l'heure qu'il nous mettait en péril. Si vous voulez savoir dans le détail ses raisons de nous mettre au-dessus des Allemands, lisez sa fameuse brochure, sa conférence qui, après avoir obtenu immédiatement de nombreuses éditions dans les pays scandinaves, se publie maintenant dans toutes les langues, et va paraître en français, grâce aux bons soins de Mme Quirielle.

Nyrop reprend le proverbe espagnol et veut que ce soit la formule de l'humaine sagesse : *Italia par nacer, Francia para vivir, Espana para morir.* « *En ces quelques mots,* dit-il, *l'esprit populaire espagnol a caractérisé les trois grandes nations romanes. Il faut naître en Italie parce que le climat est sain, mourir en Espagne parce qu'il y a beaucoup de couvents où l'on peut passer sa vieillesse dans une pieuse tranquillité. Mais il faut* vivre *en France parce que c'est la terre promise de la beauté et de la joie* ».

Il le dit et le prouve avec l'accent le plus chaud :

« *La sainte flamme qui brille pour les générations humaines, tandis qu'elles avancent à travers les siècles, fut allumée à Athènes et à Rome, mais elle fut éteinte par les Barbares quand ils enhahirent l'Europe. Après des siècles d'obscurité, elle se ralluma à Paris, et de la Ville-Lumière, elle brille sur le reste du monde, réchauffant, allumant, attirant.*

» *La France est la terre de la beauté. Son peuple a un sens inné de l'harmonie des lignes, des couleurs et des formes ; dans toutes les branches de l'art nous trouvons les mêmes qualités, le clair, le précis et, avant tout, la* mesure *aussi bien dans la vigoureux et le violent que dans le léger et le gracieux.*

» *L'admiration pour le Kolossal, l'informe qui est caractéristique de la culture des autres nations est inconnue en France. L'exagération, la répétition, le large et le pesant*

sont des éléments importants de l'art et de la littérature orientale par exemple. A la place du colossal *la Grèce mit le grand, à la place du contourné et du stylisé, la Grèce mit le naturel, et ce sont les nations latines qui ont recueilli l'héritage des époques classiques.*

« *La joie de la beauté qu'il y a chez les Français ne s'est pas seulement exprimée dans le grand art. Elle a mis aussi son empreinte sur tout ce qui appartient à la vie quotidienne, depuis les livres de prières du moyen âge jusqu'aux timbres, aux cartes postales, aux pièces de monnaie, aux billets de banque de nos jours...* »

C'est donc vrai ! Ce que nous sentions et savions, d'autres, placés à un point de vue tout différent du nôtre, le proclament sans restriction. Ce lointain étranger qui n'a nul besoin de nous, de qui les plus sûrs intérêts personnels seraient dans les universités allemandes, élève sa voix si claire, et son témoignage savant, sincère, nous confirme dans la certitude que notre cause est juste, humaine. C'est ce que les gens de notre race laissés à leur naturel, désirent toujours savoir, avant la bataille. Au début du XIIIe siècle, un pauvre chevalier de l'Amiénois, Robert de Clari, un vrai type de poilu, raconte qu'avant l'assaut de Constantinople les évêques prêchèrent et montrèrent aux pèlerins soldats *que la bataille estoit droiturière.*

J'ai lu ces pages de Nyrop avec une grande émotion de plaisir et puis de gratitude pour notre pays et pour l'étranger qui nous aime. Depuis le début de la guerre et, chaque jour plus nombreuses et plus ardentes, des paroles lointaines sont venues comme des rayons de lumière éclairer, mettre en valeur notre pays à nos propres yeux. Ceux qui nous célèbrent ainsi dans notre péril sont animés par un sentiment vrai et profond qui multiplie, élargit, élève notre patriotisme et la conscience de notre tâche. Il appartient aux « littérateurs du territoire » de mettre à la disposition du public ces libérateurs qui

viennent du dehors nous confirmer dans notre droite cause. A lire un Nyrop témoignant pour la France, nul de nous qui ne se sente un grain de limaille appelé, soulevé par l'aimant qu'est une grande patrie. Un tel défenseur est plus précieux pour la France que des centaines d'êtres moyens.

XXXIX (*bis*)

VALLE-INCLAN A PARIS

PROPAGANDE A L'ÉTRANGER

6 mai 1916.

Nous avons en ce moment pour hôte à Paris le grand écrivain espagnol, poète, dramaturge et romancier don Ramon Maria del Valle-Inclan y Montenegro. Il puise à l'ordinaire son inspiration dans son pays natal de Galice ; il en a peint la grandeur « barbare » dans la *Geste des loups* qui a été traduite en français, et son biographe et traducteur français, Jacques Chaumié, le nomme un Celte d'Espagne. Pourtant c'est le castillan le plus pur qu'il écrit, et dans tous les pays de langue espagnole il est tenu pour un maître admirable et savant.

Dès le début de la guerre, Valle Inclan a manifesté avec la véhémence enthousiaste qu'il apporte à toutes ses manifestations, une ardente sympathie pour la France. Non seulement il a signé le manifeste de l'Intelligence espagnole, mais je crois savoir que c'est lui qui en avait pris l'initiative. On remarqua que ses opinions carlistes donnent à son adhésion à notre cause une signification particulière.

Valle-Inclan, qui a voyagé par toute l'Amérique, n'est jamais venu en France. Comme Rudyard Kipling

et un certain nombre des écrivains les plus estimés du public universel, l'auteur de la *Geste des loups* vient visiter nos soldats dans leurs tranchées. C'est avec la plus vraie amitié qu'il va s'approcher ainsi du cœur de la France; nous devinons quelle admiration émue il y trouvera. Ses confrères lui adressent le plus cordial salut de bienvenue.

XL

LE VOYAGE D'ITALIE

I

AVANT LE DÉPART :
LES ÉTAPES DE L'AMITIÉ FRANCO-ITALIENNE

8 mai 1916.

Il n'y a qu'une seule guerre. C'est de quoi l'opinion doit prendre conscience dans chacun des pays de l'Entente. Aujourd'hui, l'Italie est en train de surmonter ses dernières hésitations et déclare officiellement qu'elle n'a pas d'autre but que les combattants de la Meuse et de la Dvina... Dans le même moment, nos amis et alliés veulent bien m'inviter à passer les Alpes pour demeurer quelques jours au milieu de leur vaillante armée. J'accepte avec empressement. Que mes lecteurs excusent mon absence; à mon retour, je ne manquerai pas de leur faire mon rapport et d'aider, selon mes forces, à dissiper ce qui subsisterait des malentendus détestés qui retardèrent l'unité de l'action militaire et diplomatique, l'unité du front, assurée aujourd'hui par la Conférence de Paris et par l'entente des états-majors.

Tout naturellement, avant que je me mette en route et que je voie et que j'entende, je repasse en esprit le chemin parcouru, les étapes de l'amitié franco-italienne. Vieux pèlerin des routes d'Italie, je suis l'un de ces Français, fidèles à l'antique vérité, qui ne cessèrent jamais de célébrer la force animatrice de cette terre des chefs d'œuvre. Aujourd'hui, nous voulons tous une extension de l'amitié franco-italienne sur tous les terrains : intellectuel, économique, financier, militaire.

Les artistes ont toujours travaillé à une diffusion plus grande de la pensée latine sur les deux peuples. Quelquefois, on a reproché aux écrivains français amis de l'Italie de se tenir en contact avec son passé, plutôt qu'avec ses manifestations quotidiennes. Ils en avaient plusieurs raisons. En tous lieux, nous serions inexcusables de ne pas aller d'abord à ce qui est éternel, mais en Italie le présent, parfois, serrait le cœur d'un Français.

Quand j'avais vingt ans et que j'étais l'hôte de la Villa Médicis, à Rome, j'ai entendu un homme politique, philosophe et publiciste, homme d'action et de réflexion, M. Bonghi, déclarer : « Chez nous, quel que soit le parti qui occupe le pouvoir, une chose est nécessaire et durera, l'alliance allemande. »

Que pouvait dès lors un jeune Lorrain ? Retourner à la Villa Médicis, visiter Raphaël et Michel-Ange, les tombeaux de la voie Appienne, les traces émouvantes de Claude Gelée et de Chateaubriand et se tenir en dehors de la vie la plus actuelle.

En Italie, trop souvent, nous avons éprouvé l'amer sentiment d'aimer sans être aimés. Mais quand l'aube d'une Europe nouvelle se leva, la nation aimée détacha ce masque léger qui la cachait. Août 1914 ! L'Allemagne déclare la guerre à la France. Voilà le peuple italien incertain, angoissé. L'Italie est elle obligée, par le seul jeu des alliances, de prendre les armes contre nous ? Sur l'heure, dans l'âme populaire, les querelles que

l'Allemagne avait tant avivées s'effacent, en même temps que se réveille la vieille haine contre l'Autriche. Ne symbolisait-elle pas, cette haine, les plus glorieux souvenirs de l'Italie moderne? Tout de suite le ministère prit un parti : la Triple-Alliance ne l'obligeait nullement à s'associer à l'agression allemande...

La conscience populaire respira plus à l'aise, mais quelle serait l'issue de la lutte formidable? « *Nous avons passé d'une angoisse à l'autre* », dit un professeur italien, l'un des meilleurs historiens d'aujourd'hui.

Morhange, Charleroi! Le torrent germanique semble tout emporter. L'Italie reçoit les communiqués allemands, et, de France, à peine quelques rares nouvelles. Une tristesse muette remplit les cœurs. On a saisi le sens de la partie qui se joue. Pas une parole qui puisse nous blesser, beaucoup d'anxiété seulement. On espère le miracle français.

C'est la bataille de la Marne. De suite la prodigieuse intelligence italienne qu'aucun mot ne trompe a compris. Ailleurs, on épilogue sur les contradictions des communiqués, pas en Italie. Ferrero salue « *la victoire de la civilisation* ». D'autres voix lui répondent. Le maire à demi-paysan d'un bourg de la côte Adriatique dit à un Français : « *Sur la Marne s'est décidée dans le monde une grande question : il s'agissait de savoir s'il y aurait encore des hommes libres.* »

Un long hiver de quarante-quatre ans se dispose à fleurir dans le printemps de 1915. Le ministère, calme et résolu, prépare son œuvre immense : réorganisation de l'armée, mise en état de la défense nationale, revendication des frontières naturelles et des provinces *irredente*. Un Français arrive à Rome et voici qu'il soulève l'enthousiasme. Quel signe d'un nouvel état d'esprit! Le 7 avril 1915, le général Pau visitant le Forum, l'illustre archéologue Boni lui présente un bouquet de lauriers romains et de roses « France » poussés dans cette terre

glorieuse. En vain la force allemande et ses manœuvres troublent quelques Italiens ; le roi et le ministère en appellent à la nation. Soulevées à la voix de Gabriele d'Annunzio, les foules de Rome, de Milan, de Gênes, de vingt autres villes, demandent à prendre leur place pour le combat, selon l'honneur et selon le droit. Dans la lumière dorée du printemps romain, à l'ombre des lauriers, le peuple réclame la guerre, et les cortèges immenses du Capitole et du Pincio entraînent l'Italie entière. Les pompes qui se déroulent donnent à la décision virile d'un peuple un caractère d'indicible beauté.

La guerre nationale commence. Dès l'abord, les armées portent leur élan au delà des frontières, s'assurent les passages et les cols dans les hautes montagnes, et pressent vigoureusement les positions autrichiennes de l'Isonzo et du Carso. La parole première de Gabriele d'Annunzio continue de mûrir : *En vérité*, avait-il dit plusieurs mois déjà avant sa rentrée en Italie, *notre tâche est bien plus sévère que d'achever l'agonie du vautour. Sans doute, « le vieux pontife armé de la liberté latine », celui que les volontaires des Vosges dressèrent sur son cheval pour la dernière fois, attend au cœur même de Trente la libératrice, assis à l'ombre de la statue redoutable... Mais bien plus généreuse est la tâche de « celle dont la vie crût avec la libre vie de l'homme, et dépérit avec sa ruine ». Il faut que par une action plus éclatante elle mérite d'entrer, avec les rudes chevaux de ses Maremmes et toutes ses belles bannières déployées, dans les villes impériales, quand le triomphe des nations sur la horde sera célébré...* » Et le jour même où la déclaration de guerre éclatait dans la Ville enfiévrée, il m'avait télégraphié : « *Nous avions deux patries, et, ce soir, nous en avons une seule, qui va de la Flandre française à la mer de Sicile.*

C'était proclamer l'unité de front. De mois en mois, on s'y achemine. Un progrès continu manifeste clairement l'opposition foncière entre l'Italie et l'Allemagne.

La solidarité croissante contre l'adversaire commun, l'union toujours plus étroite à réaliser dans tous les ordres de l'activité, voilà les vérités qui s'imposent à tous dans l'Italie en guerre.

« *L'Allemagne s'est déshonorée à jamais ; après la paix, elle portera le poids de sa défaite morale* », déclare le *Corriere della Sera*. « *L'ennemi*, affirme M. Sonnino dans un retentissant discours, *a manqué sous Verdun ce qui était le but principal de son assaut par surprise ; il n'est pas parvenu à provoquer en France, ni dans les pays alliés et neutres un seul mouvement de dépression et de découragement.* » Luzzatti s'écrie : « *Amis, anciens et dévoués, adversaires acharnés, tous aux jours de Verdun ont senti grandir ou s'affermir leur admiration pour la France.* » Et dans un commentaire des plus significatifs, le *Secolo* écrit : « *La parole de Sonnino marque un progrès sensible de l'Italie dans la voie de l'union avec ses alliés. Tout d'abord l'Italie a refusé de s'associer à l'agression des Empires centraux. Puis elle a revendiqué son droit à ses territoires « irredenti », prenant ses armes pour assurer ses frontières. Elle en est venue maintenant à une guerre de solidarité avec l'Europe qui se défend contre le péril allemand.* » Voilà l'exposé presque officiel de la façon dont l'Italie considère non pas *sa* guerre, mais *la* guerre.

C'est le sentiment de la nationalité italienne qui monte à la surface, brise les liens du passé et dépossède de leurs arguments les représentants des anciennes habiletés.

Il existe en Italie un parti neuf, ardent et savant, qui compte peu de représentants à la Chambre, mais rallie dans le pays la plus belle jeunesse. Sa pensée vaut comme une force d'avenir. C'est le parti nationaliste. Il prétend — nous ne prenons pas cette opinion à notre compte — que la place de l'Italie dans l'Entente a été jusqu'ici secondaire, et sans plus tarder, il veut que l'Italie déclare la guerre à l'Allemagne :

« Et ce n'est pas une déclaration platonique de guerre qu'il nous faut ; elle ne changerait rien à la situation. L'essentiel est que l'Italie soit présente, et dignement présente avec des forces suffisantes pour la tâche et pour notre rang, partout où l'Entente voudra porter à l'Allemagne le coup décisif : en Orient, et c'est de là que doit partir l'assaut : sur le front occidental, en Flandre, en Champagne, en Alsace, si on le juge plus opportun. Il s'agit d'un problème technique, à résoudre selon des principes techniques. Au point de vue politique, il importe que les armées allemandes trouvent sur leur route les soldats italiens » (M. Alfredo Rocco, dans l'*Idea Nazionale*).

Quelle netteté ! Ce qui est tout à fait intéressant, c'est le point de vue auquel se place ce parti de la jeunesse. A ses yeux rien ne compte que l'intérêt de l'impérialisme italien. Il se flatte de couper net avec les partis et les thèmes de la veille.

« C'est avec une âme de combattants, dit-il, non avec une âme de spectateurs et de juges que nous devons décider. Il ne s'agit pas de décerner un prix de vertu à l'Allemagne ou à la France, mais de vaincre. On peut admirer la force organisatrice, les vertus patriotiques, l'esprit militaire de l'Allemagne, et croire qu'il faut mener avec plus d'intensité et de vigueur la guerre contre elle. On peut, par contre, avoir le plus profond mépris pour la démagogie parlementaire française, et penser que nous devons aider la France à repousser l'attaque allemande, si l'on estime qu'aujourd'hui le salut de la France est nécessaire à notre victoire... »

Sans doute je me surprends à regretter qu'à ce rude accent ne se mêle pas un peu de la pensée plus tendre du savant danois Nyrop, dont je vous parlais hier, qui veut le salut de la France pour l'agrément et la beauté de l'univers, et je garde ma plus fraternelle inclination pour un Gabriele d'Annunzio, qui de toute sa réflexion

aime la France, autant que nous admirons la divine terre d'Italie, mais je n'ai rien à objecter contre la rude logique des nationalistes italiens. Leur intérêt national, disent-ils, coïncide, en ce moment, avec l'amitié française. *Cuique suum*. Réjouissons-nous de constater que ce n'est pas l'esprit des nations étrangères qui agit sur l'Italie, quand elle étouffe chaque jour davantage ce qui subsistait en elle de pensée germanisante; admirons qu'elle s'engage dans une collaboration plus ardente et plus étendue à mesure qu'elle accueille ses tendances profondes, ses besoins positifs; attendons toute amitié de cette conscience où chaque jour s'élabore un sentiment plus clair des conséquences de l'Entente, — et, d'abord, rendons justice à ce qui déjà fut réalisé.

P.-S. — Un témoignage entre autres de cette activité concertée que les deux pays veulent mener dans tous les ordres, c'est l'Exposition d'œuvres artistiques françaises se rapportant à la guerre, qui s'ouvrira le 10 mai, à Rome. Le prince Jacques de Broglie a voulu mettre sous les yeux du peuple romain les scènes de la guerre telles qu'elles se déroulent sur notre territoire et que les ont vues nos plus grands artistes. L'héritier des Colonna, le prince Paliano, pour cette haute manifestation, a offert la galerie de son magnifique palais. La reine Marguerite présidera l'ouverture de cette exposition, où le public romain veut trouver une occasion nouvelle d'affirmer l'amitié franco-italienne.

XLI

LE SÉNAT SUPPRIMERA-T-IL DEMAIN LA CHARITÉ PRIVÉE ?

22 mai 1916.

Je voulais dès aujourd'hui rendre compte à mes lecteurs du voyage que le grand quartier général italien a bien voulu m'inviter à faire sur le front de ses armées, mais je dois remettre à quarante-huit heures le début de mon rapport, car, en arrivant à Paris, je trouve engagée devant le Sénat une grave question qui veut qu'on la surveille et ne souffre pas de retard.

Mes lecteurs la connaissent déjà. Je leur ai dénoncé au 22 avril « *une conspiration contre les œuvres de guerre* ». Je leur ai dit qu'il y avait au Sénat un certain projet dont les auteurs voulaient à tout prix enlever d'urgence le vote.

Notre article fit échouer le complot ; on n'osa pas brusquer ainsi le dénoûment. La discussion que l'on voulait étrangler a continué et continuera encore mardi.

La séance que tiendra demain le Sénat peut devenir historique. Elle va rompre l'union sacrée, ou bien, suivant la décision de nos sénateurs, elle sera le point de départ d'un magnifique progrès, l'aube d'un large développement où s'épanouiront les deux qualités essentielles que l'univers nous reconnaît, je veux dire l'initiative et la générosité.

Il s'agit d'épurer et de discipliner une situation créée par la guerre. Le problème est immense. Qu'il me soit permis de l'exposer sèchement et de ne m'adresser qu'à

la raison du lecteur. Quand on parle des œuvres de guerre, il est aisé d'émouvoir la sensibilité. Dédaignons cet argument facile. L'ensemble de ces œuvres est excellent ; quelques-unes très rares, suspectes. Aucun citoyen n'a le droit de se désintéresser de cette immense question que l'on veut régler à la hâte, dans un intérêt de parti.

Au lendemain de la mobilisation, il y eut dans toutes les régions du pays, à tous les étages de la société, des misères, des catastrophes, des ruines. Les pouvoirs publics n'avaient pas prévu ces désastres. C'est d'ailleurs la preuve convaincante que nous ne fûmes pas les agresseurs. Nous n'avions quasi rien prévu en vue de la guerre.

Ce désarroi fut l'affaire d'un instant. A peine les cloches avaient-elles cessé d'appeler aux armes, que déjà surgissaient des volontaires pour secourir ceux de nos frères qui avaient besoin d'aide. C'est une belle histoire à écrire que celle de ces gens de tête et de cœur qui pensèrent aux ouvriers et ouvrières sans travail, aux enfants, aux malades, aux personnes aisées soudain réduites à un état voisin du dénûment, puis aux blessés, aux mutilés, aux réfugiés, aux prisonniers. Frédéric Masson a écrit plusieurs chapitres de cette histoire-là.

Tous les Français, toutes les Françaises voulaient « servir ». Il fallait improviser ; il fallait réunir les dons de toutes sortes et de toutes provenances, en argent et en nature, les classer par catégories, les expédier dans les endroits où ils étaient le plus nécessaires. Tous se dévouaient ; bien peu étaient capables de diriger. La générosité publique suppliait qu'on l'employât. On dût de toute nécessité organiser des groupements, recueillir des souscriptions et distribuer des secours : ce furent les œuvres de guerre.

L'ensemble de ces associations de bonnes volontés et de ces dévouements fut, durant de très longs mois, presque exclusivement d'initiative privée. Le gouverne-

ment avait d'autres occupations angoissantes et très nobles, où nul particulier ne pouvait songer à le suppléer.

Après un an, on a commencé à « se retourner ». On a eu plus de calme pour se rendre compte de la situation ; on a eu le désir très normal de l'améliorer et de débuter par la suppression des abus, inévitables en de pareils bouleversements. L'heure des juristes avait sonné.

En examinant le fonctionnement des œuvres de guerre, ils y découvrirent des illégalités de forme et des abus de gestion.

Les abus de gestion ? Qu'on les dénonce donc aux tribunaux. Ils ne seront jamais trop sévères. Nul besoin de loi nouvelle et spéciale. Le Code pénal a prévu l'abus de confiance et l'escroquerie.

Mais, disent nos légistes, il y a aussi des illégalités.

En quoi consistent-elles ?

Gens de la ville et gens de la cour, oyez : aucune association (sauf celles, fort rares, qui sont reconnues d'utilité publique) n'a le droit légal de recevoir des dons et des legs. En fait de ressources, les associations simplement déclarées (c'est-à-dire qui ont, au moment de leur fondation, fait une déclaration de naissance à la préfecture) ne peuvent posséder, outre les subventions de l'Etat, des départements et des communes, que les cotisations de leurs membres (article 6 de la loi du 1er juillet 1901). Telle est la règle incontestée.

Cette disposition légale est-elle appliquée ?

Toutes les personnes compétentes affirment que, surtout en ce qui concerne les dons, elle est universellement violée, dans toute l'étendue du territoire, au nord et au midi, à l'est et à l'ouest, dans la métropole aussi bien que dans les colonies et les pays de protectorat, par toutes et chacune des associations existantes, qu'elles soient associations régulièrement déclarées ou de simples

groupements de fait, qu'elles soient éphémères ou permanentes. Et cette illégalité est tellement dans les mœurs qu'elle a été commise durant treize mois, avec la plus complète sérénité, avec la pleine approbation et la plus effrontée complicité de toutes les autorités gouvernementales, par l'œuvre de guerre de beaucoup la plus importante, par le *Comité du Secours national*, qui compte parmi ses membres les plus actifs le plus haut magistrat de ce pays après le garde des sceaux : M. le premier président de la Cour de cassation.

Durant treize mois, le *Journal officiel de la République française* a publié, sans jamais réussir à émouvoir la censure, ni le parquet, les souscriptions, près de dix millions, illégalement reçues par le comité illégal du Secours national.

Il y a mieux : les personnes compétentes ajoutent qu'il est impossible à une association quelconque de vivre sans commettre journellement des infractions à cet article 6 de la loi de 1901, notamment, il n'est pas un député, pas un sénateur, pas un ministre, pas un seul, qui n'ait sur la conscience mille infractions de ce genre, car il n'en est pas un seul qui n'ait sans cesse à donner des subventions, c'est-à-dire en termes juridiques, à faire des dons, à des associations artistiques, littéraires, politiques, électorales, sportives, etc., non reconnues d'utilité publique.

Tout cela était grave. Des juristes s'en sont émus. Soudain. Ces juristes, dont je veux ignorer les noms et encore plus les intentions, ont imaginé, les Allemands étant encore à Noyon, qu'il fallait mettre un terme immédiat à cette illégalité.

Mais...

J'appelle d'une manière pressante votre attention sur ce *mais*.

Mais on ne fera rentrer dans la légalité ni les associations littéraires, ni les artistiques, ni les sportives, ni

les politiques, ni les électorales... On n'obligera à la légalité, on ne vise que les associations charitables.

Bien plus, parmi celles-ci on ne frappera que celles qui répondent aux nécessités les plus nombreuses et les plus urgentes.

On ne veut obliger à cette fameuse légalité que les œuvres de guerre. « Elles sont un moyen d'influence, nous ne voulons pas le laisser à nos adversaires. » Tel est le triste mot chuchoté par ceux à qui la guerre n'a rien appris et dont le cœur n'est qu'un guerrier de guerre civile. Et froidement les voilà qui empruntent à l'Allemagne une loi de 1915.

Ils l'empruntent à l'Allemagne. C'est le rapport Mauger qui nous indique cette origine du projet. Et je m'en scandalise parce que c'est notre mérite, je le disais plus haut, que notre initiative et notre générosité, et que je trouve insensé de les régler à l'allemande, selon l'esprit d'un pays où précisément ces deux vertus françaises n'existent pour ainsi dire pas.

O sottise ou méchanceté d'un tel emprunt !

Ecoutez donc cette pensée allemande sous laquelle on veut nous faire vivre ; écoutez le projet que je supplie le Sénat de ne pas voter demain mardi.

Désormais toute association s'occupant d'œuvres de guerre « à titre principal ou accessoire » ne pourra ni subsister, si elle existe déjà, ni se créer, ni adresser « sous quelque forme que ce soit » un appel quelconque à la « générosité publique », sans une autorisation préalable. Cette autorisation ne pourra lui être accordée que par le ministre de l'Intérieur, seul et unique juge (article 3). Au reste, ce ministre n'est jamais obligé de répondre à une demande d'autorisation (article 3) ; il n'est pas davantage obligé de motiver son refus d'autorisation (article 3). A-t-il donné l'autorisation, il peut toujours la retirer, même après des années. Il est le seul et unique juge ; la loi se plaît à le répéter, et en cette qua-

lité il possède un droit absolu de supprimer sans explications l'œuvre la plus sérieusement organisée. Et cette suppression, il la prononce sans délai, sans motif, sans débat, sans recours (article 6).

Vous vous étonnez, vous vous récriez, vous ne voulez pas me croire. Dans un pays civilisé, on ne saurait condamner même le pire des malfaiteurs, à plus forte raison les membres d'une œuvre charitable, sans leur assurer la publicité des débats, la liberté de la défense et une sentence motivée. Il n'est pas admissible qu'à partir du 24 mai la vie et la mort de toutes nos œuvres dépendent de la seule volonté du juge essentiellement politique que sera toujours un ministre de l'Intérieur.

Je comprends et je partage votre indignation. Je m'explique que vous ne vouliez pas me croire. Mais regardez du côté du Sénat. M. de Lamarzelle s'est très éloquemment mis en travers de cette opération détestable et rapide ; n'empêche qu'elle va aboutir si l'opinion publique trop justement accaparée par d'autres angoisses continue d'ignorer ce que l'on perpètre. Citoyens, écoutez, comprenez, protestez. Il est temps.

Il se peut qu'il y ait eu dans les œuvres des abus. Tous les honnêtes gens demandent qu'ils soient réprimés impitoyablement. Mais il serait honteux que cet honnête prétexte servit à une opération partisane. Il ne faut pas que des sectaires, en invoquant le souci de la moralité publique, se donnent le moyen d'étrangler les œuvres de bienfaisance utiles, et qu'ils détestent simplement parce qu'elles sont dues à l'initiative et à la générosité de ceux qu'ils tiennent pour des adversaires.

Combattons l'escroquerie, si elle existe ; assurons le bon ordre, si la discorde s'introduit dans les œuvres, mais ne créons pas un de ces nouveaux moyens de régner, un de ces instruments électoraux dont la France peu à peu dépérissait.

Je n'admets pas que nous donnions aux préfets la

faculté de refuser, voire de retirer par acte de bon plaisir, sans motif et sans recours, l'autorisation administrative à toute œuvre dont l'influence lui déplaira. Il est d'autres moyens d'assurer l'honnêteté de la bienfaisance et de garantir le bien des pauvres.

Quels moyens? Comment et par quelle méthode pourrait-on aboutir à ce qu'il y a d'honnête dans les soucis du Sénat? Je n'ai plus le temps de l'exposer aujourd'hui. Permettez-moi de vous renvoyer à demain. Demain j'essayerai de vous expliquer que tous les bons Français du Parlement et de tous les partis, sans exception, sont parfaitement capables de se mettre d'accord pour supprimer tout abus dans la gestion du bien des pauvres et que pour arriver à ce résultat il est inutile d'installer la loi impériale allemande de 1915 à la place Beauvau.

XLII

DERNIER APPEL AU SÉNAT POUR LES ŒUVRES QUE L'ON VEUT ASSERVIR

23 mai 1916.

Si le Sénat vote sans une seule modification le texte dont je vous parlais hier et qui attribue au ministre de l'Intérieur des pouvoirs autocratiques sur toutes les œuvres de guerre, voilà une loi qui devient définitive, immédiatement applicable, et c'en est fait, dès ce soir, des libres initiatives de la générosité.

La Chambre, en effet, a déjà voté ce texte et n'a plus à le revoir si rien n'y est changé.

Je me refuse à croire à ce désastre. La loi proposée au Sénat est sangrenue, incohérente. Impossible que des

gens honnêtes et intelligents, après examen, l'acceptent. J'ai confiance que cet après-midi l'édifice, bâti trop précipitamment et de mauvaise maçonnerie, va s'écrouler avec fracas.

Plusieurs modifications graves paraîtront nécessaires à tout homme de bon sens, quels que soient d'ailleurs ses passions et ses principes.

D'abord, je prie qu'on porte les yeux sur le droit qu'on voudrait donner au ministre de l'Intérieur de ne pas motiver son refus d'autorisation. Je ne veux pas croire que là-dessus les sénateurs s'entêtent. Sans doute, au cours de la discussion générale de jeudi et vendredi derniers, aucun des orateurs officiels — ministre de l'Intérieur, rapporteur ou président de la commission — n'a promis de renoncer à soumettre à l'autorisation préalable toute œuvre charitable s'occupant des victimes de la guerre. Mais un fait s'est passé, digne de remarque pour quiconque connaît l'amour-propre en somme légitime de tout législateur : en dépit des questions pressantes des membres de l'opposition, nul des partisans de la loi n'a osé soutenir qu'il n'y aurait pas lieu de tempérer le pouvoir du ministre de l'Intérieur, en l'obligeant à motiver son avis. Le ministre refuse d'autoriser une œuvre. Au moins qu'il s'en explique. Les motifs de sa sentence permettront un recours devant le Conseil d'État. La haute et honnête assemblée administrative mise en présence de « raisons » pourra les discuter, parfois les rejeter... On ne voit pas quelle objection la majorité du Sénat trouverait à élever contre cette modeste amélioration du texte qu'elle examine.

Voilà une première retouche inévitable. J'en vois une seconde, beaucoup plus grave.

Le ministre de l'Intérieur reçoit de ce projet le pouvoir de retirer l'autorisation à toute œuvre, c'est-à-dire de la supprimer purement et simplement, *sans délai*, *sans motif*, *sans débat*, *sans recours*. C'est insensé. Chacun,

je le veux croire, répète avec moi : « C'est insensé », et le Parlement qui élargissait hier les droits de la défense des déserteurs devant l'ennemi, ne refusera pas aux promoteurs et directeurs des œuvres de guerre le droit de se faire entendre par leurs juges.

Enfin, troisième retouche. Je viens d'écrire *juges* au pluriel. C'est à dessein, car on ne saurait maintenir le « juge unique », alors surtout qu'il s'agit du ministre de l'Intérieur. Et les recours contre les retraits d'autorisation seront « suspensifs », c'est-à-dire que les retraits d'autorisation ne seront pas suivis d'effet avant que le juge d'appel se soit prononcé. Ne pas donner d'effet suspensif à un recours devant le Conseil d'Etat, qui met d'ordinaire dix-huit à vingt-quatre mois pour se prononcer, serait ajouter à l'exécution sans phrase la plus indigne dérision.

Il y aurait bien d'autres points à relever. J'ai parlé d'incohérence ; bornons-nous à un exemple, significatif :

D'après l'article 1er, la loi nouvelle n'atteint que les particuliers et groupements qui font appel à la générosité publique pour des souffrances occasionnées par la guerre, et ce, d'une façon habituelle. Mais si l'on se reporte à l'article 3, ainsi qu'à l'intitulé de la loi, les dispositions nouvelles, viseraient, au contraire, tous ceux qui, individuellement ou collectivement, feraient une seule fois appel à la générosité publique pour une œuvre quelconque ! — Impossible de se contredire plus complètement.

C'en est assez de ces quatre considérations pour nous assurer que le Sénat retouchera la loi, et qu'ainsi elle reviendra devant la Chambre. La Haute Assemblée tiendra à honneur de ne pas insérer dans nos Codes, avant de l'avoir refondu, ce texte dont la méchanceté est peut-être une simple maladresse. Il fut voté par la Chambre à la fin d'une séance de janvier dernier sans aucun débat. Et depuis longtemps déjà la loi était au

Luxembourg que son existence n'était pas connue de deux douzaines d'hôtes du Palais-Bourbon. Disons-le en passant, ce ne sont pas là des méthodes de travail propres à rehausser la gloire du parlementarisme tel que nous sommes arrivés à le pratiquer.

Au reste, le Sénat perd petit à petit sa foi dans son texte. Le 20 avril dernier, jeudi saint, en fin de séance, le président du Sénat ayant fait aborder la discussion du projet, le président de la commisssion, M. Strauss, déclara indispensable de le voter avant Pâques. Il ne restait plus qu'une séance; celle du samedi saint. Le matin de ce jour, je me permis de dénoncer ici même cette affreuse situation. J'ai grand plaisir à reconnaître que, l'après-midi, M. Strauss se mit d'accord avec M. de Lamarzelle pour renvoyer le débat après Pâques. De toute évidence, la justice et le bon sens exigeaient cet ajournement. M. Strauss pourtant doit être loué d'avoir résisté à la tentation d'enlever le vote d'urgence, par un coup de force de la majorité, comme il faut avouer que c'était en son pouvoir.

M. Strauss fit mieux encore. Je prends au pied de la lettre la déclaration finale de son discours au Sénat, et j'espère qu'il emploiera l'autorité dont il jouit auprès de ses collègues pour réaliser son programme aussi noble qu'opportun. Il a dit :

« Nous entendons non seulement que toutes les œuvres de bienfaisance qui ont été créées depuis la guerre ou qui se sont transformées à l'occasion de la guerre, ne soient en aucune façon atteintes dans leurs ressources, paralysées ou entravées dans leur fonctionnement, mais nous voulons encore qu'elles se développent, qu'elles s'amplifient, afin de porter à son plus haut point de rendement l'effort de la bonté française et de la solidarité nationale. »

But très noble. Comment l'atteindre? Je cite encore M. Strauss :

« Dans un intérêt évident de contrôle que vous reconnaissez avec nous (oui, sur la nécessité du contrôle je m'accorde, chacun doit s'accorder avec M. Strauss) et pour qu'aucune suspicion imméritée ne plane sur l'ensemble de la philanthropie française, nous voulons uniquement établir, pour la durée de la guerre, un régime de contrôle sans tracasserie, sans vexation, qui donne à l'opinion publique les garanties qu'elle est en droit d'exiger. »

Très bien ! De ces lignes je fais mon programme. Notre accord est parfait. Je veux, moi aussi, un contrôle. Mais voyons qui l'exercera, comment sera composée la commission de contrôle.

Le projet n'y met que des fonctionnaires et, en nombre infime, des représentants d'œuvres privées mais désignés par le ministre de l'Intérieur ou les préfets. Parlons franc : ce personnel est trop exclusivement officiel, serait trop tâtillon, trop exposé à subir les influences de la politique. Si l'on a sincèrement l'intention de se maintenir sur le terrain de l'union sacrée, il ne semble pas qu'on puisse trouver une meilleure formule que celle de la proposition primitive déposée à la Chambre par trois socialistes et radicaux-socialistes, MM. Landry, Breton et Honnorat :

« Dans chaque département, disaient-ils, il est constitué un conseil départemental de l'Assistance publique et privée, composé de cinq membres désignés par le préfet, de cinq membres élus par les établissements de bienfaisance situés dans le département, suivant des règles qui seront déterminées par un règlement d'administration publique (j'aimerais beaucoup qu'on précisât dans la loi même qu'auront voix élective toutes les œuvres de bienfaisance constituées en association déclarée) et d'un onzième membre faisant fonction de président, et nommé par les dix membres précités ».

Quant à la nécessité d'une autorisation préalable,

quant à la possibilité éternelle du retrait pur et simple de l'autorisation, ce sont là des dispositions draconiennes, qu'il est manifestement impossible de maintenir. Rien de plus aisé que de les remplacer par la nécessité d'une déclaration. La formalité de la déclaration donnerait *ipso facto*, l'existence à toute association qui l'aurait accomplie et qui vivrait désormais sous l'égide des lois et du droit commun : *sub lege libertas*.

Tel est déjà, du reste, le régime de toutes les associations ouvrières dites « syndicats », à qui il est arrivé, si mes souvenirs ne m'abusent, de créer aux pouvoirs publics des embarras un peu plus sérieux que les œuvres de guerre.

La déclaration et la publicité, c'est encore le régime de l'ensemble des sociétés commerciales, et quelques-unes d'entre elles, si j'en crois la chronique de la *Gazette des Tribunaux*, font à l'argent du public des appels qui ne tournent pas toujours à l'avantage de leurs clients.

Envers ceux qui veulent faire le bien, soyons généreux, loyaux : nous sommes des frères, traitons-nous comme des frères, comme se traitent, sans distinction de classe, tous nos héros dans la tranchée. A leur exemple, nous collaborerons efficacement. Qu'une fois encore la basse politique électorale ne vienne pas tuer les initatives et asservir la générosité française.

P.-S. — Je n'ai rien dit, et dans la discussion du Sénat il n'a rien été dit jusqu'ici, d'une disposition qui interdirait à tout particulier comme à tout groupement (à tout journal, par conséquent) toute souscription de quelque forme que ce soit sans autorisation du ministre de l'Intérieur. A ce jour, ledit ministre n'a pas légalement le droit d'autoriser ni d'interdire les souscriptions ouvertes par des particuliers ou par des journaux. Aurait-il la prétention de se faire octroyer ce droit exorbitant pour remercier les journaux de tous les partis des

souscriptions ouvertes depuis vingt mois en faveur de toutes les infortunes de la guerre? Il suffira évidemment d'avoir signalé cette prétention pour la faire rejeter par l'unanimité du Parlement.

XLIII

LE VOYAGE D'ITALIE

II

LE RETOUR

25 mai 1916.

Me voici de retour d'un voyage au front italien, où j'ai été reçu avec une sympathie dont je demeure profondément reconnaissant. Que de spectacles émouvants et rassurants me furent offerts en peu de temps! Debout dès cinq heures du matin, nous causions encore avec nos excellents hôtes vers les minuit. En dix jours, j'ai vu un nombre incroyable d'hommes, de choses et de pays; j'ai causé avec les plus illustres personnages. Et maintenant qu'assis à ma table de travail je fais le rappel des images et des idées que j'ai recueillies, je me trouve vraiment dans cette forêt, *silva rerum ac sententiarum*, dont parlait un grand Romain. L'abondance même de mes richesses me gêne. C'est trop naturel. Plus on fut généreux et confiant, plus je dois me surveiller et de moi-même devancer la censure qui m'observe. Le lecteur voudra bien comprendre les difficultés de ma tâche.

D'excellents travaux ont déjà été publiés sur l'activité de « l'Italie en armes », je me préoccuperai moins de les rappeler, de les résumer et de faire un tout complet,

que d'apporter ma faible contribution, ma rapide expérience. Je transcrirai mes carnets. J'invite le lecteur à m'accompagner, à profiter avec moi des facilités incomparables qui me furent données pour visiter le Carso, la lagune de Grado, la Carnie, les Alpes Juliennes, les Dolomites, le front et les services d'arrière, et puis la charmante Venise. Que mes lecteurs soient mes compagnons de route.

XLIV

LE VOYAGE D'ITALIE

III

LE DÉPART. — ARRIVÉE A TURIN. — UN DÎNER AVEC DES HOMMES POLITIQUES. — UNE HEURE A VENISE. — LE TIEPOLO DES SCALZI DÉTRUIT.

25 mai 1916.

Depuis longtemps le Grand Quartier Général italien voulait bien m'inviter avec quatre compagnons à visiter le terrain varié où, sur une ligne de six cents kilomètres et parfois au milieu des neiges éternelles, se battent ses soldats. Si grand que fût l'intérêt de ce voyage, nous avions dû l'ajourner ; nous ne pouvions pas sortir de France durant les anxiétés de Verdun. Enfin, au début du mois, l'échec du Kronprinz ne faisant plus de doute, j'ai prié mes lecteurs de me donner congé, et le 9 mai, au soir, notre petit groupe s'embarquait.

Arrivés à Turin le lendemain vers trois heures de l'après-midi, nous étions, faute de train, obligés d'y demeurer jusqu'au soir. C'était tout indiqué par cette éclatante

journée de printemps de s'en aller jusqu'à la Superga, belle église sur une hauteur en dehors de la ville.

J'ai fait seul, à pied, une partie de la montée, et je reconnaissais toujours pareille à elle-même, que ce soit la guerre ou la paix, la puissante nature d'Italie. La colline vigoureuse, luisante de verdure, respirait largement au soleil, chaude, parfumée, pleine d'oiseaux, semée de jeunes femmes qui se reposaient sur ses pentes, et couronnée d'un riche monument architectural. Quelle figure éternelle du Printemps d'Italie !

Au couvent de la Superga sont ensevelis plusieurs princes de la maison de Savoie, et parmi eux la princesse Clotilde, femme du prince Napoléon. L'inscription funèbre nous dit que la morte royale fit ce mariage pour servir l'œuvre de l'unité et de l'indépendance italienne. Ce tombeau, dans ce lieu glacial, cette phrase de récompense est pleine de grandeur.

A mon retour dans la ville, j'ai rencontré une musique militaire et quelques soldats que suivaient plusieurs centaines de jeunes gens, portant à la main de petits ballots. Sans doute des recrues arrivant au dépôt. Le public ne semblait guère s'occuper de ce cortège, qui fut ma première image de la guerre italienne. Si j'avais voulu voir le vrai caractère que les événements donnent à Turin, j'aurais dû, me dit-on, visiter les ateliers où l'on travaille pour l'armée ; l'activité y est très grande, et Turin comme Milan, à cette heure, gagne beaucoup d'argent. Mais le temps me manquait. Le sénateur-maire de Turin avait l'aimable attention de nous réunir à dîner, avant le départ du train, avec quelques notables, préfet, hommes politiques, consul de France.

On a causé, l'aisiblement, entre voisins, ou bien à voix sonore, à l'heure des toasts. Une chose est certaine : l'admiration pour les défenseurs de Verdun. Les Italiens, officiellement, ne sont en guerre qu'avec les Autrichiens. Mais les Autrichiens s'appellent *Tedeschi*.

Chacun de ceux qui entourent cette table, quelles que soient ses opinions de la veille, prend les événements au point où ils sont, et voit bien que la décision de la guerre se prépare partout où l'on tue des Teutons. Solidarité des Alliés et coordination de leurs efforts, voilà le programme où sont arrivés ceux que j'écoute parler et, me disent-ils, le plus grand nombre de leurs compatriotes.

Si j'avais à prendre la parole en public, je crois tout à fait que je serais dans le sentiment général en disant que l'Italie se bat pour l'accomplissement de ses destinées nationales, c'est-à-dire pour s'assurer les frontières dont elle ne peut pas se passer, et puis pour la défense de la civilisation. Aux yeux de l'Italien qui raisonne, une chose n'est pas tout à fait nationale si elle demeure territoriale. Toujours préoccupé de son origine latine, il aime avoir des pensées universelles, et, plein de feu, il s'échappe du cercle étroit de ses intérêts propres après les avoir assurés. Les brutales injures grossièrement multipliées par les Allemands en Belgique ont révolté l'Italie, et le député wallon Destrée, qui possède, paraît-il, un don admirable d'éloquence, a remporté jusqu'en Sicile les plus grands succès en peignant de quelle manière sa patrie s'est immolée pour la défense de son territoire et de son droit.

Pour ma part, tandis que nos hôtes parlaient, j'ai vu avec netteté, derrière les draperies de la courtoisie et de l'éloquence, que le mariage de la France et de l'Italie était en train de s'accomplir. Mon opinion m'a été confirmée par des compatriotes qui habitent Turin et avec qui j'ai causé en confiance. La tragédie de Verdun a été suivie autour d'eux, m'ont-ils dit, avec une véritable anxiété et avec la plus vive admiration dans toutes les classes de la société.

Maintenant il faut tout disposer pour que ce mariage produise de bons fruits. Il s'agit que nous fournissions à un peuple ambitieux et travailleur, justement fier de

l'ascension qu'il accomplit depuis vingt années, les moyens économiques et financiers qu'il demandait à l'Allemagne.

L'Italie animée par de hauts sentiments idéalistes, entraînée par un concours de faits que je me préoccupe de noter, s'est trouvée un beau matin irrésistiblement engagée dans la fournaise. Cette dure guerre que nous avons subie, qui nous fut imposée, elle l'a voulue. C'est grande noblesse. Tout naturellement elle aimerait bien être récompensée de son désintéressement. Les politiques qui ont déterminé les hésitants auraient besoin de pouvoir montrer au pays ce que l'intervention rapportera. Nulle part plus qu'en Italie ne se posent dès maintenant les problèmes d'après-guerre.

A huit heures du soir, après la conversation la plus intéressante, nous dûmes nous séparer de nos amis civils pour continuer notre voyage jusque chez nos amis de de l'armée. C'est à Udine que nous nous rendions. Le train où nous montâmes n'aurait pas dû aller jusqu'à Venise. Régulièrement il passe à Milan, touche à Mestre et de là, sans entrer dans la lagune, tourne court, prend la ligne de Vienne. Mais l'administration du chemin de fer, devinant combien il nous serait agréable de jeter au moins un coup d'œil sur la ville enchantée, nous fit la surprise de pousser notre wagon de telle manière qu'à l'aube nous nous trouvâmes à l'entrée du Grand Canal.

Je dormais encore quand on vint me dire : « Nous sommes à Venise pour une heure. » A travers les vitres, je voyais, je respirais l'étendue charmante, et je me hâtai de profiter de l'aimable minute.

Par le plus joli soleil du matin, me voici hors de la gare, devant l'escalier battu de la vague dont jadis, tant de fois, j'ai descendu avec ivresse les marches. Le temps nous manque pour aller jusqu'à la place Saint-Marc ; mais tout auprès voici l'église des Scalzi, sur laquelle les avions autrichiens jetèrent des bombes. Allons voir leur

crime et la voûte effondrée qui portait le chef-d'œuvre de Tiepolo, la maison de la Vierge transportée à travers l'espace par les anges de Nazareth à Lorreto.

Je sonne. Deux moines m'ouvrent. « Les pauvres vieux, me dit-on. Si vous aviez vu leur émoi, quand au milieu de leur paix et de leurs trésors est arrivée cette brutalité ! » Rien ne subsiste, rien ne laisse d'espoir ; c'est un trou béant, un désastre complet. Vous vous rappelez l'éclatante merveille ? Entourée d'anges musiciens, la Vierge portait un manteau jaune, inoubliable, qui donnait la clef musicale de tout le tableau. On sait comment la Venise du XVIIIe siècle mettait au-dessus de tout les concerts et l'opéra ; une harmonie délicate et fastueuse emplissait les églises, les palais, les places, les théâtres ; il semble qu'aux Scalzi Tiepolo ait voulu dire : « Moi aussi je suis musicien ». Rythme, coloris, mouvement, il égale Monteverde et Marcello. Ses anges avec leur violon et leurs longues trompettes jetaient cette note claire et aiguë de jaune... Adieu, plaisir, éclatante fantaisie, caprices, bel art apparenté aux féeries de Shakespeare, aux grâces de Marivaux et, déjà au romanesque un peu triste de notre Musset ! Du feu d'artifice que l'aimable génie avait fixé dans les airs, la brute allemande a fait ce tas de platras en poussière qui gisent dans un coin de la chapelle.

Rien ne subsiste du chef-d'œuvre, sinon, aux quatre angles de la corniche, quatre motifs, quatre spectateurs qui regardaient voler au centre du plafond la Vierge de Lorette. Ils voient, ce matin, par le plafond troué les pigeons de Saint-Marc entrer librement et voltiger sur nos têtes.

Ce crime si bête a rempli d'enthousiasme la Germanie entière. Dès la première minute elle avait cherché cet exploit. La guerre fut déclarée le 23 au soir ; le lendemain matin, vers cinq heures, dans cette aube rose et bleue où les églises et les palais de Venise semblent des

choses aériennes qui se reflètent dans l'eau, trois avions ennemis apparurent dans le ciel. « Cela donnait l'impression, me dit Ugo Ojetti, qu'on jetait des bombes sur le berceau d'un enfant. » L'une d'elles éclata sur le quai des Schiavoni.

N'y a-t-il pas dans Wurtzbourg quelque plafond de Tiepolo que l'on pourrait détacher et rapatrier, pour la consolation et la gloire de l'église des Scalzi ?

P.-S. — Les élèves de l'Institut national agronomique organisent, pour le 27 mai, une matinée littéraire et musicale au bénéfice des agriculteurs mutilés. « Nous cherchons, m'écrivent-ils, à faciliter aux grands blessés le retour à la terre. Nous remettrons les bénéfices de ce gala à la *Fédération nationale des mutilés*, pour que vous affectiez cette somme aux mutilés des écoles de rééducation agricole de Limonest (près Lyon) et de Beauvais. »

Je demande aux amis de notre œuvre de favoriser le succès de cette représentation, qui sera précédée d'une allocution de notre éminent confrère et ami Gabriel Hanotaux.

XLV

LE VOYAGE D'ITALIE

IV

L'ARRIVÉE DANS LA ZONE DE GUERRE.

UN CAMP D'AVIATION. — UN DÎNER CHEZ LE GÉNÉRAL PORRO.

26 mai 1916.

Au bout d'une heure trop courte passée dans cette Venise matinale, nous reprenons notre train qui va nous

conduire à Udine, Udine sur la ligne de Vienne et capitale du Frioul. Le général Duroc, né à Pont-à-Mousson, était duc de Frioul. Nous voici dans la région la plus napoléonienne, si je puis dire, de l'Italie, dans une région toute pleine des titres de la noblesse impériale et des gloires du général Bonaparte. Quelle différence des temps, des méthodes et des moyens! Les victoires du premier Consul et plus tard celles de Napoléon III ouvraient les chemins de Vienne. Aujourd'hui des tranchées.

Notre train court à travers une plaine immense et riche, sur un terrain d'alluvions glissé des montagnes. La couche fertile recouvre légèrement un lit épais de cailloux que les torrents apportent des Alpes. Les Alpes travaillent à combler, à « enterrer la mer », comme dit la langue italienne. Dans ces vastes herbages plans, la nombreuse et brillante cavalerie italienne comptait trouver un champ incomparable d'activité, mais Cadorna débuta par une offensive et dès son premier effort se porta sur la montagne. Aujourd'hui la cavalerie italienne, de la même manière que la nôtre, a dû se mettre jusqu'à nouvel ordre au travail des fantassins.

Nous avons traversé Trévise, Conegliano, et vers midi nous passons les eaux et les cailloux du Tagliamento sur un pont de huit cents mètres. C'est sur sa rive droite que l'opinion générale croyait que l'armée italienne s'installerait, laissant entre elle et les Autrichiens le large torrent; mais Cadorna s'est porté 80 kilomètres plus loin, au delà des frontières. C'est le grand fait de la guerre italienne. L'armée et le pays en reçurent un surcroît prodigieux de confiance. Songez à notre entrée en Alsace, à ce premier poteau frontière arraché et que nous avons planté sur la tombe de Paul Déroulède. Les Italiens s'attendaient à l'invasion, ils croyaient avoir à se battre pour leur défense sur leur propre sol, et voilà qu'ils commençaient immédiatement la reconquête!

Ce que fut leur joie, un témoin, Luigi Barzini, l'a peint dans une page saisissante de son recueil *Al Fronte :*

« Dans l'armée, l'attente était lourde... Il y avait encore une crainte obscure et vague d'être retardé. Qu'attendons-nous ? se demandaient les soldats, qui sont simplistes, et qui considèrent que tout est prêt, du moment qu'ils sont là. Les clochers des villages, les collines qui s'élevaient comme des îlots dans la plaine, les antiques remparts vénitiens de quelque vieille cité, enfin la haute esplanade de la citadelle d'Udine, étaient toujours bondés de soldats, qui contemplaient les terres italiennes à délivrer. On entendait des exclamations naïves et passionnées. Certains, des ignorants, arrivés au front par devoir, s'enflammaient à cette vue. Elle était comme la vision matérielle de l'injustice. Ce profil de l'horizon avait pour leurs cœurs quelque chose de douloureux ; ils sentaient au delà la Patrie déchirée et opprimée. Dans cette ligne bleuâtre des plaines qui allait se dégradant jusqu'à la mer, dans ces crêtes des montagnes lointaines et diaphanes, dans toute cette terre aux noms italiens et à la physionomie italienne, il y avait je ne sais quelle expression indicible d'appel et d'entente.

« Et l'heure sonna. Personne ne l'eût imaginée si belle.

« Un mouvement d'états-majors commença dans la nuit. Un ronflement d'automobiles éveilla la ville vers trois heures du matin. Le crépitement des motocyclettes se dispersa dans les ténèbres vers des buts ignorés. Puis, dans tous les cantonnements, dans les villages, dans les centres de dépôts, éclatèrent des sonneries. Les joyeuses fanfares du réveil appelaient et répondaient par dessus la plaine sombre. C'était la diane de l'Italie.

« Notre infanterie s'avança, croyant aller à l'attaque. Elle y allait avec une volonté compacte et joyeuse. Elle passa le Natisone parmi les bouquets d'arbres, dans le parfum des acacias fleuris, dans la fulgurance du plus

beau soleil de mai, dans une atmosphère enivrante de printemps italien. Le flot humain passait, gonflé de joie. Il arriva sur la rive broussailleuse et fraîche du Judrio : la frontière !

« Alors ce fut une frénésie. L'avalanche d'hommes se précipita dans l'eau à travers les buissons pour toucher aussitôt l'autre rive, et un cri formidable s'éleva : « Italie ! Savoie ! Italie ! »

« Un à un les bataillons qui se suivaient en colonnes, par toutes les routes, lançaient sur le seuil de l'Italie Nouvelle le salut fatidique. Aucun appareil de fête solennelle ne peut atteindre à la grandeur de cette acclamation spontanée, formidable, irrésistible. Toutes les régions de l'Italie unissaient leur voix au chœur frémissant. Est-il possible que quelque chose de cette émotion mâle, fière, ardente, de l'armée, ne soit pas parvenu jusqu'au peuple qui attendait ?

« Sur la plaine ensoleillée, une mer de verdure s'épandait au bruit lointain et confus des cloches. C'est Villanova qui la première sonna le tocsin. Les églises de Manzano, de Trivignano, de Palmanova répondirent. Toutes les cloches s'ébranlèrent successivement. C'était la voix du Pays, la voix de la Terre, la voix de la Patrie, qui envoyait aux troupes son salut, l'hymne antique de ses fêtes, la musique de ses traditions. Et le tocsin donnait à l'heure inoubliable un auguste caractère de solennité religieuse.

« De ce moment, l'Italie était plus grande.

« De longs nuages de poussière s'élevaient et formaient des bandes, mettant çà et là des voiles sur la végétation, enveloppant les villages, se dissipant pour renaître plus près. C'était l'artillerie en marche, des colonnes à chevaux et à tracteurs, dont le bruit se répandait grave et continu, comme un frémissement de toute la plaine. L'antique frontière, la frontière de honte était effacée. »

N'est-ce pas que cette page est belle ? Il semble qu'il y passe le coup de vent qui soulève les grandes draperies de marbre du Bernin. C'est écrit dans une manière déclamatoire et vraie, d'une façon qui nous étonne, nous, froides gens du Nord, mais où se maintient toujours vive la vieille force oratoire de Rome.

Je fermai le livre quand nous arrivions à Udine.

Udine, où nous descendons du train, est une petite ville vénitienne, déjà italienne, avant la guerre. On nous installe dans un vieux palais où sont venus successivement, depuis douze mois, le général Joffre, Briand et hier le prince de Galles. C'est ici que Gabriel Faure écrivit, il y a peu, ses *Paysages de guerre* et peignait les aspects du Cadore et de la Vénétie en armes. Chateaubriand, en 1833, est passé à Udine ; il note : « Je dînai dans l'appartement que venait d'occuper Mme la comtesse de Samoyloff : il était encore tout rempli de ses dérangements. »

Au temps des curiosités paisibles, après quarante heures de train, nous aurions aimé nous dégourdir les jambes en flânant un peu dans ces vieilles rues pittoresques ; mais nous avons hâte de voir les soldats italiens. Les autos s'avancent ; on nous offre d'aller visiter un parc d'aviation. Avec grand plaisir, certes ! Et sans plus de répit, nous voilà partis vers les Alpes Carniques.

Nous traversons un village, que mon compagnon me nomme : « Campo-Formido ». Je rectifie et dis : « Campo-Formio ». Il paraît que j'ai tort. Au reste, le traité de 1797 fut signé à quelques cent mètres de là, à Passariano, mais Bonaparte ne voulut pas plus de Passariano que de Campio-Formido ; il lui fallait de beaux mots pour nommer sa gloire.

Nous arrivons au parc, que je ne puis nommer. Quel décor ! D'immenses espaces en prairie au pied des plus nobles montagnes couvertes de neige. Au milieu de l'agitation d'innombrables appareils disposés par escadrille,

on me montre les machines proprement italiennes, les Caproni à trois moteurs de 100 chevaux chacun.

L'inventeur, qui leur donna son nom, est de Arco, dans le Trentin ; il vit à Milan ; l'Autriche vient de confisquer ses biens dans sa ville natale. Notez que l'Italie n'a pas confisqué un sou des millions possédés par les Autrichiens en Italie, ni le Palazzo Venezia à Rome, ni la Villa Ariana à Tivoli, ni les biens de l'archiduc héréditaire à Este, ni les grandes propriétés des Coltalto à Susegagna, près de Trévise.

A ce moment, l'un des Caproni prend son vol. Il porte deux mitrailleuses et deux fusils automatiques. A l'arrière, dans la tourelle, se tient debout un cavalier cuirassé et casqué, un chevalier noir, beau comme la mort. La machine est peut-être un peu lente à s'élever, mais elle porte cinq hommes. Dans la douceur d'une fin de journée de mai, sur des prairies d'un jaune vert, que ferment les grands plis somptueux des Alpes, quel tableau, ces chevaliers qui volent et ce fond déjà vu dans les toiles de Giorgone et de Titien !

Tous ces appareils brillants, prêts à s'élancer, dont les hélices tournoyent ; d'autres qui bruissent dans le ciel libre ; toute cette jeunesse qui s'élève, ces motos qui courent sur la prairie pour porter des ordres ! Je n'y résiste pas et je demande à nos hôtes s'ils ne voudraient pas m'emmener dans le ciel d'Italie.

Quel appareil ? Un Panhard ?

Je choisis le Caproni, plus spécialement italien.

Quelle douceur ! quelle tranquillité ! La plaine s'efface, les neiges des montagnes deviennent nos voisines. Je me crois emparadisé. Je songe que c'est d'ici que s'éleva, sur un même appareil, le commandant Salomone, dont Gabriele d'Annunzio, au lendemain de sa propre blessure m'écrivait : « Quelques heures avant d'entrer dans ma nuit, j'ai pu m'incliner sur la figure sainte du héros de Laibach. » Salomone venait de jeter

des bombes sur Laibach, plusieurs avions autrichiens l'entourèrent, tuèrent l'un de ses compagnons, blessèrent l'autre à mort, le blessèrent lui-même et de si près qu'ils lui crièrent : « Tu n'as qu'à te rendre «. Les pieds dans le sang, écartant un cadavre qui glissait sur lui, tandis que le blessé, la tête en dehors de l'appareil, répandait dans les airs les étincelles sanglantes de sa vie, Salomone parvint à regagner les lignes italiennes.

...Pour terminer la journée, nous dînons, *quelque part dans la région*, chez le général Porro, ou, comme disent les Italiens, chez Son Excellence Porro. Le général est très populaire dans toute la nation, pour avoir vu d'ancienne date la nécessité de réformer l'armée. Il occupe au *Commando Supremo* une place analogue à celle de Castelnau auprès de Joffre. Porro et Cadorna sont étroitement unis. Celui-ci à la tête des opérations et s'en remettant au second pour la direction des services. Tous deux vivent sous le même toit, mangent à la même table et se partagent le poids de la guerre avec une pleine confiance.

Ce soir-là, le général Cadorna inspectait le Trentin et nous ne devions avoir l'honneur de faire sa connaissance que sur la fin de notre voyage. Le général Porro nous raconta ses visites sur le front français avec le général Joffre, et nous parla des grands chefs, ses frères d'armes, qu'il a rencontrés à la tête de nos armées. Il connaissait leurs plus belles manœuvres et les rappelait en quelques mots : on croyait entendre parler la postérité.

Le général s'exprime dans un français excellent. Il a été longtemps professeur de géographie militaire à l'Ecole de guerre ; il parle en détachant et surveillant chacun de ses mots. C'est un Piémontais, grand bourreau de travail, très réfléchi, dont la solidité s'impose dès l'abord ; c'est en même temps un esprit charmant de courtoisie et de finesse.

Bien que la chose ne fût pas encore officielle, nous

avions appris que le roi venait de l'élever à la dignité de sénateur, et Barthou, qui, en toutes circonstances, avait accepté d'être l'orateur de notre petit groupe, tourna très joliment son compliment dans un toast.

— Eh ! répondit en souriant le général, c'est une chose qui arrive aux vieilles gens. N'est-ce pas, monsieur Pichon ?

Après dîner, au milieu des cartes, nous avons parlé du voyage que le quartier général italien nous avait préparé, et ces quelques instants d'entretien, je dirais volontiers cette leçon que ces hommes supérieurs, le général Porro et ses officiers, ont bien voulu nous accorder, ont été pour moi d'un immense profit. Je crois voir maintenant avec une grande clarté le front italo-autrichien qu'il allait m'être donné de parcourir.

On peut le diviser en trois secteurs.

1° *Secteur du Trentin.* — La frontière de 1866 était très défavorable à l'Italie, en ce qu'elle laissait à l'Autriche non seulement le nord du lac de Garde, et la vallée de l'Adige presque jusqu'à la plaine, mais les sources et les hautes vallées de nombreuses rivières allant à l'Adriatique par la Vénétie, telles que l'Astico (sous affluent de la Brenta) ; la Brenta (Val Sugana) ; le Bordevole, la Boita (Val d'Ampezzo), affluents de la Piave. Ces vallées sont autant de portes d'invasion : en deçà de la frontière, la route autrichienne dite des Dolomites les relie entre elles ; la place de Trente forme leur réduit central.

2° *Secteur des Alpes Carniques.* — La frontière passait sur la ligne de partage entre les eaux allant au Danube et les cours d'eau côtiers allant à l'Adriatique. De forts ouvrages s'élèvent au débouché des cols en Autriche, et le chemin de fer de la Drave permet des mouvements latéraux de troupes, de la Styrie et de la Carinthie au Trentin.

3° *Secteur du Carso.* — La frontière laissait à l'Autriche tout le plateau du Carso, dont la partie abrupte est tournée vers l'Isonzo.

Les choses étant ainsi disposées, on voit que toute

armée opérant dans la direction de Trieste est exposée à des attaques de flanc et d'arrière venant des Alpes Carniques et du Trentin. C'est pour donner à leurs opérations sur le Carso, entreprises avec la majorité de leurs forces, la sécurité nécessaire, que les Italiens, dès le début des hostilités, ont été conduits à pousser leurs détachements au delà de la frontière politique du Trentin, par les hautes vallées, et, quand ils l'ont pu, au delà de la crête, dans la mesure où le leur ont permis les solides organisations de défense fixe des Autrichiens. De même, pour paralyser les déplacements latéraux de leurs adversaires, ils ont dû entreprendre des opérations destinées à intercepter (au col di Lana) la route des Dolomites et à battre de leurs feux le chemin de fer de la Drave.

Voilà le programme réalisé jusqu'à cette heure par l'armée italienne et dont le grand quartier général veut nous faire voir sur place les difficultés. Successivement nous visiterons ces divers secteurs de la lutte. Demain, à six heures du matin, nous partons pour le Carso.

XLVI

LE VOYAGE D'ITALIE

V

LES RUES D'UDINE. — UNE VISITE AU CARSO.
L'AUDIENCE DU ROI.

28 mai 1916.

Aujourd'hui, 12 mai, à six heures du matin, départ en voiture d'Udine pour le Carso.

Le Carso ! terre *irredenta*, pays à recouvrer, c'est cette

série de plateaux qui s'élèvent en escaliers des bords de l'Isonzo jusqu'à Trieste, et qui prolongent, terminent les Alpes. Nous les voyons sur ce propre horizon, accotés à de hautes montagnes et assez pareils à des sacs jetés au pied d'un mur. Cette partie de la frontière est la plus accessible aux Italiens, puisque les Alpes s'y abaissent ; mais elle confirme la définition que chacun des adversaires donne de cette guerre. « Notre guerre, déclare l'Italie, est une ascension. Notre ennemi fuit en hauteur ». Et le commandement de l'armée autrichienne, dans une proclamation à ses troupes, au début de la campagne, disait : « Nous avons à conserver un terrain qui est fortifié par la nature. Devant nous, un grand cours d'eau ; derrière nous, une côte d'où nous pouvons tirer comme d'une maison à dix étages... »

En dépit de positions si favorables, les Autrichiens n'ont pu arrêter tout l'effort des Italiens. Ceux-ci ont franchi l'Isonzo et ont brisé les puissantes lignes défensives construites au rebord du Carso. Ils sont installés sur les premiers seuils du plateau. C'est ce terrain conquis pied à pied que nous allons visiter.

La voiture roule à travers un pays prodigieusement italien. Quel art décoratif chez les gens et dans la nature ! Les façades des maisons et des églises sont peintes en trompe-l'œil : les maisons, pour faire croire à des balcons, les églises, pour mettre des statues dans de fausses niches. La terre est mince sur un fond de cailloux, mais quelle parure partout de vignes, de mûriers et parfois de cyprès ! Les jeunes femmes ont sur leurs épaules un long bois cintré, où s'accrochent aux deux extrémités deux seaux, et sous ce joug familier elles s'avancent avec fierté, jeunes princesses de village.

Au milieu de ces beautés éternelles, çà et là, le long de la route, des groupes de tentes, des baraquements, des villages militaires construits pour les cantonnements des troupes du Carso.

Puis nous croisons des régiments en marche. On me fait remarquer leurs vêtements rougis par la terre du haut plateau. Jeunes et gais, les soldats imitent les cris de la sirène des automobiles qui les pressent de se ranger.

Cependant nous avons franchi l'ancienne frontière et bientôt nous atteignons l'Isonzo au nouveau pont de Cassegliano. Un petit groupe d'officiers vint à notre rencontre. Mettons pied à terre. C'est le général de division Elia, hier encore sous-secrétaire d'État à la Guerre, le lieutenant Visconti-Venosta bien connu à Paris, qui ont la bonté de s'offrir à guider notre petit groupe français. Le moment est favorable pour étudier le panorama qui, fût-il seul à parler, se ferait déjà comprendre clairement.

Sur la rive gauche, qui nous fait face, aussi loin que le regard puisse descendre et remonter le fleuve, nous rencontrons une barrière, une muraille qui ferme l'horizon en s'abaissant du côté de l'Adriatique. Ces montagnes forment les bastions d'une forteresse démesurée dont l'Isonzo est le fossé. Leur partie la plus basse est le Carso, tout devant nous.

Naturellement, la défense des Autrichiens dans cette forteresse naturelle qu'ils ont surchargée de leurs savants travaux, c'est la destruction des ponts. Ils en ont détruit trois ; les Italiens les ont relevés et, pour plus de sûreté, en ont établi cinq nouveaux que les Autrichiens, avec plus ou moins de sûreté, continuent à bombarder. Je me fais cette réflexion que toute la plaine de l'Isonzo est sous le feu de ces montagnes et que les Autrichiens qui les occupent, s'ils pouvaient dépenser les munitions sans compter, rendraient la vie difficile à nos amis...

Nous gagnons le Carso et ses premières pentes où de grands bœufs romains traînent sous les pins des chars gémissants. Eh ! quoi ! voici des roseraies, des serres, des chênes d'Italie, des terrasses d'où l'on voit la mer, le

fleuve et la montagne ; voici un petit temple de l'Amour qu'un 305 a démoli et, semées au milieu de ces vestiges du plaisir délicat, des centaines de croix de bois. C'est la villa de Castelnuovo qui appartenait à un prince de Hohenlohe. Nous en sortons pour passer dans un bois de pins, tout pareil à celui que peignit Puvis de Chavannes. Des tombes encore. Un bois sacré saccagé par la guerre. Tel quel, un refuge, car sitôt sortis de son couvert, on est en vue des Autrichiens qui se sont repliés sur des terrains plus élevés. Au loin indéfiniment s'étend le vrai Carso, tel qu'on me l'a décrit, pays rugueux, pierreux, à peine vêtu d'une maigre végétation, profondément triste.

Il faut entrer dans les tranchées. Nous suivons des cheminements de terre rouge et de pierre bleuâtre. Beaucoup de pierre, très peu de terre. Immédiatement apparaît la terrible difficulté des Italiens qui s'avancent sans pouvoir faire de tranchées, sinon à la mine. Le pic n'y parviendrait pas. Il faut des perforateurs. Pour monter où nous les trouvons, ils durent s'abriter à chaque pause derrière des pierres sèches et des sacs. Encore, les sacs, doivent-ils les remplir de terre à l'avance. Sur place on n'en trouverait pas. Les Autrichiens, eux, avaient des organisations défensives puissantes. Nous en voyons sur tout notre parcours les vestiges : remparts de roches, fossés, réseaux de fils de fer, qui n'ont pu arrêter la progression italienne.

C'est pour les officiers qui nous accompagnent une juste occasion de célébrer le courage de leurs soldats, et de dénoncer l'éternelle hostilité secrète de l'Autriche.

— L'Autriche, disent-ils, a cru utile de feindre qu'elle était surprise par notre guerre. Mais ces formidables travaux démentent sa surprise, prouvent une préparation bien étudiée, longue et patiente. Cette habile et laborieuse organisation tactique du terrain dit comment la guerre avec l'Italie était dès longtemps dans ses plans.

Seul le moment restait à choisir, et c'est nous qui l'avons choisi.

La matinée s'écoule à parcourir des kilomètres au fond de ces cheminements de Bosco-Lancia à Pollazo et ensuite à Fogliano, à Redipuglia. Que vous en dirai-je? Toujours les mêmes choses. Que ce soit le front français, anglais, belge, italien, s'il n'y a pas d'action, c'est un vaste et triste désert; s'il y a quelque action, on ne peut pas lever le nez hors de la tranchée, et l'on ne voit rien, sinon des sacs, de la boue. Pourtant ce Carso présente une singulière particularité qui me rappelle nos collines de Provence dans la région de la Durance. Des crevasses, des cavernes, des conques pleines de verdures, sortes de coupes d'où émerge une végétation entre des rebords de pierre. Là-dedans, çà et là, reposent des troupes, plus à l'aise que dans les cheminements, mais toujours à la merci du dracken ou de l'avion autrichiens qui les repérerait.

A plusieurs reprises, des soldats que je croise et que je salue me répondent en français. On s'arrête, on cause. L'un habitait Paris, avait un petit commerce que sa femme continue de tenir; un autre vient de Nice; un troisième travaillait dans le pays de Briey, chez les Wendel. Tous se promettent avec joie de retourner en France; tous parlent avec admiration de Verdun. Et sur ce mot de « Verdun », chacun de leurs camarades de s'émerveiller affectueusement.

Si j'essaye de comparer l'ensemble du Carso à quelqu'une des positions que j'ai visitée sur la ligne française, c'est avec l'éperon de Notre-Dame-de-Lorette que je crois voir le plus d'analogie. Ces bords de plateaux sont peut être encore plus difficiles à conserver qu'à conquérir. Je voudrais comprendre davantage les admirables gens qui vivent dans cette malédiction. Leurs chefs avec qui je cause demeurent d'une manière extraordinaire des Italiens amoureux d'art. Un lieutenant,

officier de liaison, me dit qu'il a connu de tout temps ce pays, et qu'il le trouve bien plus émouvant du fait de la guerre.

— Au soir, chaque aspect prend une beauté redoublée ; l'horizon qui nous a coûté tant de sang devient rouge.

Je ne me rappelle plus ce qu'il disait encore des tranchées, considérées comme des sillons dans le rocher stérile. C'était tout un poème qu'il m'esquissait de la manière la plus vraie.

Un capitaine me raconte qu'il a vu le clocher de San-Pietro de l'Isonzo détruit par un coup de 305. « Les cloches, me dit-il, ont commencé à tinter. C'était à faire venir les larmes aux yeux d'entendre ce clocher qui sonnait et cherchait la place où tomber sans faire de mal. »

Ils vivent naturellement dans l'art, et dans un art théâtral : leur finesse naturelle associe des traits réalistes, des notes charmantes de vérité, aux plus fortes recherches d'effet.

On me donne à admirer l'histoire d'un aumônier militaire que le roi a tenu à décorer. C'était l'an dernier, dans le début du choléra. Les premiers morts, on les a mis dans de belles caisses de bois, remplies de chaux, et le soir l'aumônier les conduisait au lieu réservé à leur sépulture ; mais voici qu'éclata un grand orage, et l'eau étant entrée dans les caisses, il y eut une explosion qui les brisa et qui projeta les cadavres. Alors l'aumônier prit sur ces épaules ses pauvres corps de cholériques. Mon narrateur insiste sur le tableau : le tonnerre, les éclairs, cet homme si effroyablement chargé. Il ajoute qu'ensuite, pour préserver ce héros de la contagion, on lui donna à boire une demi-bouteille de cognac...

Ici j'abandonne l'histoire ; elle finit en bouffonnerie. C'est le génie de l'Arioste. L'histoire est théâtrale, pleine de grands effets, tels que les aiment nos amis d'Italie.

tels qu'ils les trouvent du premier coup, quand nous aurions à nous y reprendre à plusieurs fois pour les imaginer ; mais à ce goût de la surcharge, quelle finesse naturelle ils joignent ! Remarquez le trait du début sur la sympathie plus vive que l'on donne à une espèce nouvelle du malheur. Les premiers cholériques eurent des cercueils. L'avoir noté, c'est d'une excellente vérité.

Je faisais ces remarques durant le déjeuner, à la table du général Ciancio, commandant du corps d'armée. Le général Ciancio est député de Piazza-Americia en Sicile. C'est sa division qui a conquis le Carso. Elle est composée de Napolitains. Ils sont montés à l'assaut en chantant leurs hymnes ; pendant quarante-deux jours ils demeurèrent dans les retranchements en fournissant une série d'attaques heureuses... Après cela, il faut renoncer absolument à des légendes offensantes sur le manque d'esprit guerrier des Napolitains. « Ils crient entre eux, me dit un de leurs chefs, ils ont leur conception propre de la discipline, mais les bons soldats ! » Déjà Napoléon Ier avait constitué avec les Italiens méridionaux des divisions braves et fidèles. Disons-le en passant, ce n'est pas de chez nous que venait cette injustice, mais d'antiques rivalités locales opposaient l'une à l'autre les diverses régions de l'Italie. Aujourd'hui la fusion nationale est parfaite, c'est un des effets de cette guerre. Un vieil Italien me dit : « C'est la première fois qu'aucune province ne se moque de l'autre. »

Je regarde, j'écoute ; la nouveauté dispose à sentir les nuances ; avec émerveillement, je retrouve tout vifs cette animation, ce mouvement de l'âme que traduit si divinement le grand art italien. Écoutez encore ce trait (mais d'abord il faut savoir que les prisonniers autrichiens sont internés dans le pays de Naples) :

Un tout jeune soldat hongrois, saisi dans une attaque, est entraîné vers l'arrière à travers les tranchées. Il est épouvanté, fort ému. Un Napolitain, « qui lui-même,

me dit le narrateur, était pris d'une envie de pleurer en voyant ce gamin en larmes », lui dit : « Petit, pourquoi pleures-tu quand tu as le bonheur de t'en aller à Naples? » Cette rapide succession de sentiments me transporte en esprit au milieu de la *via di Toledo*.

Naturellement, je ne garantis pas mes historiettes. On me les dit, je les répète, et, bien sûr qu'elles se déforment en route, mais on y voit la vivacité, la passion italienne. Au sortir de table nous entrons à l'ambulance. Peu de blessés, c'est trop près du front. Quelques Siciliens seulement. Ici nous touchons avec respect le fonds commun à toute l'humanité. Toujours cette douceur, cette admirable résignation du soldat.

A la fin de la journée, le roi veut bien nous recevoir.

Prodigieuse simplicité de cette maison des champs au fond d'un petit parc, où quelques officiers, sans aucun faste, assurent le service.

Depuis le début de la guerre, le roi n'a passé que très peu de jours à Rome; il vit au milieu de l'armée, s'associant le plus qu'il peut à ses fatigues. Chaque matin, avec une suite peu nombreuse, il part, visite les positions, est acclamé par les troupes, déjeune d'un repas froid au milieu d'elles et dans toutes ses délibérations fait entrer au premier rang le désir de ménager le sang de ses soldats.

Ce qui frappe d'abord, chez ce souverain, c'est la supériorité morale. On éprouve jusqu'au respect le sentiment de se trouver devant un esprit tout de délicatesse et de scrupule. Je voudrais qu'il me fût permis de reproduire simplement la suite des propos qu'il nous fut donné d'entendre, pleins de mesure et de bon sens, où apparaissaient la bonté naturelle et le profond sérieux d'un prince qui ne se lasse jamais d'élargir sa connaissance des choses.

Saisissante figure, bien inattendue au cœur de cette Italie théâtrale et pleine de feu. Quand je cherche à me

définir ce que j'ai vu dans cette petite chambre royale, je songe à cette conception des devoirs princiers dont notre Louis IX a créé le type incomparable, et je crois avoir respiré quelque chose de cette atmosphère que, depuis, le monde n'a plus revue, atmosphère inoubliable de courage et de douceur, d'humilité simple et grande, de mélancolie profonde et touchante.

XLVII

LE VOYAGE D'ITALIE

VI

L'ORGANISATION DÉFENSIVE DES LAGUNES. GRADO ET AQUILÉE RECONQUISES.

31 mai 1916.

Ce matin, 13 mai, nous ne partirons qu'à neuf heures ; avant de monter en voiture, j'ai le temps de visiter Udine.

C'est une petite ville qui plaît d'abord par sa force, par sa vie jaillissant en monuments de tous les âges. Comment ces Italiens du Vénéto sont-ils si riches que de si bien bâtir ? Ils aiment l'architecture, ont un besoin d'art décoratif. Au milieu des maisons et des palais qui témoignent du bon goût des siècles passés, de coûteuses constructions modernes cherchent à se faire admirer. Ces formes et ces couleurs perpétuellement variées donnent au promeneur un plaisir physique, une espèce de joie, un rajeunissement des sens. Rues dallées, arcades fermées que de grandes toiles flottantes et jaunâtres abritent du soleil, petites salles sombres des cafés et des restau-

rants, vues rapides au fond des porches sur des cours intérieures éblouissantes de verdure, jolis profils mats et grands yeux noirs sur des balcons : c'est l'Italie heureuse, l'Italie éternelle, où la vie, comme nulle part ailleurs, est modelée et peinte. Quand je regarde d'enfilade une *via* quelconque, je vois des tours carrées, des jardins, de grands toits bruns, des façades vertes et rouges, des murs tapissés de lierre, d'humbles maisons, des palais, et tout au fond la façade blanchie à la chaux, à la fois théâtrale et familière, d'une douce église où l'antique paganisme respire aux pieds de la Vierge et du Christ.

J'ai vainement cherché sur les autels des églises d'Udine les vierges de Bellini, mais je les ai trouvées en abondance sur le Marché aux Herbes, qui vendaient des fruits, des fleurs, des légumes et des fromages. Les voilà bien, toujours les mêmes, les colombes de Saint-Marc !

Mais les automobiles s'impatientent. Continuant de visiter la partie méridionale des organisations italiennes, nous devons descendre aujourd'hui jusque sur la lagune et parcourir ses organisations défensives. Nous irons en bateau sur des horizons charmants, désolés et fiévreux, où il n'a manqué que de construire une Venise... Le programme est parfait. En route !

Belvedere, où le canot à vapeur nous attendait, est un rivage incertain, demi-pourri, au ras d'une immense nappe liquide. Quelques pins de la fameuse *pineta* de Ravenne s'y sont aventurés et semblent des parents accourus pour se lamenter d'un éternel désastre. Nous voilà partis avec un tapage effroyable de moteur pour le pays du silence. Quel décor des époques les plus misérables du monde ! Nous glissons entre la boue et l'eau. Çà et là, sur des bancs de sable, quelques peupliers ou des petites maisons de pêcheurs, pareilles à ce qu'elles étaient au IVe, au Ve siècles, plus pareilles encore au *Pauvre Pêcheur* de Puvis de Chavannes. J'honore en elles

au passage l'humble germe de Venise. Et nous atteignons Grado, la perle de ces boues.

Cette charmante petite ville, lumineuse, diaprée, innocente, était hier autrichienne. Tous ses dehors aménagés pour les baigneurs sont assez allemands, mais son cœur, tout en ruelles tortueuses, en boutiques voûtées, en petites places pittoresques, est aimable et précieux dans sa misère comme un coin de Venise. Grado comptait six mille habitants ; les Autrichiens ont emmené quatorze cents mâles pour en faire des soldats ou des terrassiers, et n'ont laissé que les vieillards qui demeurent tout le jour assis sur le rivage en regardant la mer.

Autour d'eux, par exemple, voltigent des nuées d'enfants qui ne s'arrêtent pas de rire. Les patriotes italiens se chargent de les entretenir de si belle humeur. On me mène assister aux repas qu'ils prennent en commun à d'immenses tables. Partout dans l'univers les mêmes scènes; partout des orphelins qu'on ne peut regarder sans avoir des larmes plein le cœur et qui jouent gaiement sur des tombes. Ceux-ci mangent dans un délire de joie leurs gamelles de soupe chaude. « Et nous leur donnons de l'émulsion Scott », me dit avec orgueil le maire de Grado.

A notre tour, nous allons déjeuner au mess des officiers, comme on dirait en France. A toutes les tables de soldats, qu'ils soient anglais, français, italiens, j'ai trouvé durant cette guerre la même gaîté, le même accent d'honneur, le même naturel. Mais les Italiens ont le plus d'animation. Ces jeunes officiers nous racontent comment les Autrichiens abandonnèrent Grado. « Seules restaient deux femmes terrifiées qui coururent se jeter aux pieds de notre général. — Eh ! mesdames, leur dit-il, que croyez-vous donc que vous feront nos soldats ? Ils vous feront la cour... — Mais, ajoute avec regret un sous-lieutenant, au bout de quelque temps, on les a expulsées. »

Tous parlent avec une charmante amitié de Gabriele d'Annunzio : « Plusieurs fois, il est venu de Venise en volant s'asseoir à cette place où vous êtes, et partager notre repas. Avec nous, il rit, s'amuse, est simple comme un enfant. » Ils l'aiment et sont fiers de lui.

A les croire, le dialecte de Grado serait la plus douce variété du dialecte vénitien : « Le vrai langage des femmes, un roucoulement de tourterelles. »

Nous allons visiter l'ouvroir des jeunes filles. Elles sont plusieurs centaines dans les salons du premier hôtel de Grado, toutes fenêtres ouvertes sur la mer ; elles tricotent, brodent, cousent, font plaisir à voir, et sur un signe de la religieuse patriote qui les commande, voici qu'elles entonnent les hymnes de la délivrance ; elles glorifient les morts de Lissa et reportent sur eux la gloire de la frontière italienne élargie. Ces voix d'une race ressuscitée sont bien attendrissantes.

Je les entendais encore, quelques minutes après, quand d'un haut point de Grado, nos amis nous firent voir Trieste. J'aperçus distinctement un toit largement marqué de la Croix-Rouge des ambulances. Cela me rappelait le regard que, depuis la colline de Pont à-Mousson, j'ai pu jeter sur Metz. Ces beaux pays et la Lorraine sont éternellement occupés à repousser les mêmes Teutons, dont ils se font une même image. Au XIIe siècle, je ne sais quel patriarche allemand s'était emparé de Grado et y avait installé douze chanoines. Le doge Michiel II reprit la ville, fit captifs le patriarche et les chanoines, et ne les délivra que sur promesse de payer à Venise, tous les ans, au jour de Pâques, un taureau et douze cochons (traité de 1162). Cette histoire qui enchante Grado plairait également à Metz ou à Nancy.

Nous sommes remontés en canot et maintenant le fond vers lequel nous glissons, c'est le Carso que nous avons visité hier. Un lourd soleil chauffe le paysage immense d'eaux, de bois, de maigres ajoncs. Toujours

de rares cabanes de pauvres pêcheurs, et puis la petite île de Barbana, espèce de terrasse qui porte un couvent, un clocher, quelques arbres. C'est un lieu mystique, me dit-on ; je le vois bien sur sa figure ravissante de douceur et d'humilité. Au soleil couchant, cette île doit paraître une petite Bretonne agenouillée sous les splendeurs de l'Orient ! J'ai honte d'avouer qu'à cette minute j'avais oublié la guerre. Bleu du ciel, des eaux, des montagnes là bas : immense repos ; pays sauvage de boues, d'ajoncs, de pauvres paillottes en roseaux. Comment résister aux magies d'une terre qui réveille chez tous ceux qui l'ont aimée à vingt ans un sens spécial, le sens de l'Italie ? J'honorais le berceau de Venise, et je cherchais dans les frissons et les nuances du miroir un pressentiment de Saint-Marc. Mais voici que des mouettes se lèvent à notre passage, et les suivant du regard, qu'aperçois-je sur le prochain horizon ? Un drachen qui surveille la lagune. Il nous ramène à la réalité.

Je m'excuse auprès de mes lecteurs de mettre en forme de leçon ce que j'ai vu et compris, et ce qu'il m'est permis de rapporter des travaux de guerre exécutés dans cette région par nos amis et alliés.

La République de Venise avait mis jadis ses soins et son orgueil à relier entre elles les lagunes par un beau système de canalisation. Aux jours de sa décadence, elle le laissa dépérir. Le Tagliamento obstrua de ses alluvions les voies entre la lagune de Caorle et celle de Marano Grado. Par suite, toute une région, celle de Marano, bien que située sur territoire italien, se trouva coupée des voies de communication italiennes, ne put entretenir de relations qu'avec l'Autriche et sembla délaissée de la mère-patrie. Il en fut ainsi jusqu'à la guerre. C'est une nécessité militaire qui avait provoqué cet abandon. N'était-il pas universellement admis qu'au jour d'une guerre avec l'Autriche, l'armée italienne devrait se porter sur le Tagliamento sans espoir de le

franchir, heureuse si elle n'était pas contrainte à reporter sa ligne de défense en arrière, sur le Piave, voire sur l'Adige ? Dès lors, si l'Italie avait en temps de paix établi des voies d'accès facile au Tagliamento, c'eût été non à son profit, mais au profit de l'envahisseur. Tout changea quand les Italiens eurent porté leur guerre bien au delà du Tagliamento, quand tout péril d'une invasion autrichienne de ce côté fut dissipé. Sitôt le front de bataille consolidé sur l'Isonzo, l'Italie entreprit le grand œuvre de réunir par une ligne de navigation continue Venise, Grado, Aquilée. Les travaux menés avec une magnifique ardeur furent achevés vers la fin de novembre 1915. Trois mois et demi avaient suffi pour que fût établi un large réseau de 9 kilomètres de canaux et de bassins. Sur 6 kilomètres, ces canaux, larges de 22 mètres, peuvent porter des bateaux de 600 tonnes (sur les canaux français ne peuvent circuler en général que des bateaux de 300). De la sorte, Cervignano et Aquilée, définitivement réunis à l'Italie, sont devenus des ports fluviaux tout actifs, tout chargés de l'approvisionnement des armées de l'Isonzo ; et ces profonds canaux relient la mère patrie aux terres déjà rachetées.

Tout en naviguant sur ces voies nouvelles, que les dragueurs continuent de perfectionner, nous visitons, au milieu des marécages, quelques batteries. D'énormes pièces fabriquées par Krupp, mauvaises bêtes enchaînées maintenant, sont prêtes à s'opposer à une attaque par mer ou bien à battre les positions autrichiennes de terre. J'ai vu leurs servants, dans l'intervalle des soins qu'ils donnent à ces monstres, s'occuper à nourrir un rossignol. S'il aime les moustiques, ce petit chanteur peut se régaler. La vie dans ce décor de féerie est simplement atroce. Et la malaria flotte jusque sur Aquilée, qu'elle a toute dépeuplée.

La grande Aquilée où nous atteignons vers le soir n'est plus qu'un petit bourg, mais sa puissance respire

encore dans sa basilique. Le lieu est sublime par ses proportions. On ne peut que se taire et chercher à entendre les croyances qu'exprime un monument si simple et si grand. Une immense mosaïque du IVe siècle se charge de faire le discours. Elle représente l'histoire de Jonas, c'est-à-dire de l'immortalité de l'âme, et nous met en plein au milieu des sentiments de l'Église primitive. C'est enivrant d'intérêt, cette pensée qui se déroule dans toute sa fraîcheur et au milieu de laquelle sont portraiturés de nobles personnages, contemporains de Théodore le Grand.

Cette basilique avec ses hautes tours et ses cyprès, semble d'abord une tombe. Je veux dire qu'on la croit immobilisée, fixée au moment qui l'a créée et qu'elle exprime. Eh bien ! non, un soldat vient d'y déposer une tête de Christ qu'il a sculptée dans ses loisirs. L'œuvre a de la virtuosité et même de la vérité. Ce soldat avait vu avec émotion l'expression de ses frères d'armes dans la mort. C'est bien émouvant, ces deux sous de talent et de bonne volonté ajoutés à ce trésor de gloire et de beauté, et dans la rêverie du retour vers Udine, je me surprends à voir là un symbole de la force éternelle qui sommeille dans cette terre privilégiée.

Les peuples sont difficilement intelligibles les uns pour les autres. Le moyen de se comprendre, c'est de s'aimer. Le curé d'Aquilée, don Celso Constantini, directeur de la revue *Arte Christania*, nous guidait. En principe, je n'entends guère l'italien, mais comme j'aime tout ce que pense ce prêtre artiste et patriote, je n'ai pas perdu un seul mot de son commentaire.

Quel grand pays, cette Italie qui construisait Aquilée quand les Germains ne savaient que faire des ruines, et qui se replace aujourd'hui au premier rang des peuples, par le talent de ses terrassiers et de ses ingénieurs ! Nos compagnons italiens, cet après-midi, sur la lagune, avaient parfaitement le droit de nous répéter ce qu'im-

priment avec tant de complaisance, chaque jour, leurs journalistes :

— Nos armées, comme les légions de Rome, laissent sur leur passage, non pas des ruines (c'est bon pour les *Tedeschi*), mais des ouvrages de la civilisation... Demain, ajoutaient-ils, quand nous vous mènerons dans les Alpes Carniques, vous verrez quelles routes nos soldats ont construites dans les hautes montagnes et jusque dans les neiges éternelles.

XLVIII

GALLIÉNI EN SEPTEMBRE 1914

In Memoriam.

1er juin 1916.

Je prie les lecteurs qu'ils me laissent interrompre mes notes d'Italie pour que je rende, à mon tour, mon hommage à l'illustre soldat. Ce jeudi, à une heure et demie, je dois présider au Trocadéro la réunion annuelle de la *Société de prévoyance et de secours mutuel des Alsaciens-Lorrains ;* nous ne manquerons pas de nous unir d'intention à ceux qui dans le même moment suivront le cercueil et que j'espère bien que je pourrai rejoindre. Le drapeau de la Ligue des Patriotes sera dans le cortège, et d'ailleurs Paris entier, frémissant de reconnaissance.

Les titres de Galliéni sont tout puissants devant la patrie et, je crois qu'on peut le dire, devant la science. A Madagascar, il n'a pas seulement obtenu des résultats localisés, il a obtenu une méthode générale. Je viens d'ouvrir l'ouvrage intéressant publié par le ministère de l'Instruction publique et par d'illustres spécialistes, à

l'occasion de l'Exposition de San Francisco. Vous connaissez ces deux tomes intitulés la *Science française*, où l'on a donné pour chaque science une courte et substantielle notice résumant l'œuvre accomplie par la France dans la discipline correspondante. J'espérais y trouver, à la suite du chapitre sur la *Science de l'éducation*, quelque étude sommaire de la *Science de la colonisation* qui nous donnât une idée de l'œuvre des Galliéni et des Lyautey. Mais rien... Les auteurs de ce recueil me diront qu'ils durent se borner ; nous aussi, aujourd'hui, acceptons de rétrécir notre pensée. Avec tous, derrière le cercueil de ce grand serviteur dont la biographie complète devra être étudiée, nous honorerons surtout le défenseur de Paris.

Invinciblement ce que nous voyons quand nous pensons à Galliéni, c'est l'homme des premiers jours de septembre, l'homme qui prit en charge les intérêts de Paris quand le gouvernement et le Parlement s'éloignèrent, l'homme vers qui dans la ville demi-vide nous nous tournions avec une ardente sollicitation.

Défendrait-on Paris ? La question se posait. Il y avait des réponses diverses, des courants contradictoires. « Paris, écrivais-je ici le 3 septembre, a montré d'une manière constante depuis un mois, depuis les derniers jours, surtout qu'il savait supporter les annonces et les approches d'une situation grave. Paris a le droit d'être instruit des préparatifs faits pour sa défense ». Quelles étaient les intentions vraies ? Quels étaient les moyens réels ? Au soir, tandis que les derniers trains du Parlement, des ministères et des grandes administrations quittaient nos gares, je tenais dans le centre de la ville, au 1er arrondissement une petite réunion. J'avais convoqué quelques hommes influents pour les renseigner et les interroger. Plusieurs d'entre eux réclamaient des armes. C'était un cri qui commençait à s'élever. Une bataille des rues, sur les barricades, de maison en maison, une défense de Saragosse, était-ce possible contre un adversaire qui, la

résistance constatée, écraserait Paris d'obus sans même se montrer ? A quelle anarchie impuissante ce courage même et cette générosité patriotique n'allaient-ils pas aboutir ?

D'un seul mot, le général Galliéni établit l'ordre dans tous ces cœurs ardents. Il les groupa, les satisfit, leur donna fierté, certitude en jetant sur tous les murs sa fameuse parole : « J'ai reçu mandat de défendre Paris contre l'envahisseur. Ce mandat, je le remplirai jusqu'au bout. »

C'était un mot ? Mieux que cela, une résolution. Pour tous, désormais, le devoir était tracé : on défendait Paris. Mais comment ? Nous voyions travailler en hâte, dépaver la porte Maillot, y poser de légers abris. En vérité, était-ce sérieux de compter sur nos forts ?

Paris, moralement, était magnifique, sérieux, calme, résolu. Ceux qui vécurent ces jours tragiques ne les oublieront jamais et, gens de toutes opinions, auront en commun de grands souvenirs fraternels. Nous ne savions rien, sinon que leurs masses immenses accouraient à 40 kilomètres par jour. Quelques-uns racontaient : ils sont à Chantilly, à 41 kilomètres de Paris ; des ulhans ont été vus à Luzarches, à 30 kilomètres de Paris. C'était vrai. Mais dans ce silence solennel qui nous enveloppait, nous préférions écouter, la nuit, au long des heures d'insomnie, le roulement ininterrompu des trains transportant nos troupes. Chaque jour, l'un de nous essayait de rompre ce cercle d'ignorance, cherchait à donner dans les proches environs de Paris des coups de sonde, et à connaître où étaient nos forces et les leurs. Mais entre mille bruits comment discerner le renseignement vrai ?

Une nuit (peut-être du 2 au 3), la nouvelle parvint au gouvernement militaire que l'ennemi laissait le camp retranché de Paris sur sa droite et marchait dans la direction du sud-est. Le général Galliéni dormait. Celui de ses officiers qui reçut l'avis en pesa l'importance, mais

ne voulut pas interrompre le repos de son chef. Au premier réveil, il lui tendit la note.

Les armées allemandes s'engageaient dans l'immense couloir entre les camps retranchés de Paris et de Verdun ; le général von Kluck, en s'infléchissant vers Meaux et Coulommiers, offrait sa droite à l'attaque de l'armée de Paris. L'heure d'agir pour nos armées avait sonné ; la belle occasion attendue par Joffre s'offrait ; la défense de Paris, bien difficile contre un assaut, prenait de grandes chances. Nos grands chefs saisirent la minute.

Que s'était-il passé dans les délibérations du grand état-major allemand ? Y eut-il un conseil de guerre ou bien des échanges de dépêches ? Hanotaux a dit, un jour, si mes souvenirs ne me trompent pas, qu'il serait à même de raconter les délibérations des chefs allemands. *Grosso modo*, on comprend qu'ils voulurent ne pénétrer dans Paris qu'après s'être défaits des forces françaises. Eurent-ils tort ou raison ? Beau sujet d'éternelle dispuste entre experts, qui finira toujours par l'éloge de Joffre, de Maunoury et de Galliéni.

Le 6 septembre, toutes les armées avaient repris l'offensive et se battaient avec une ardeur surhumaine. Nous avions eu dans Paris quelques échos de cette offensive. Le 6 septembre au matin, j'écrivis ici : « Nous sommes toujours à parler des Cosaques, des Belges, des Anglais, et nous n'en dirons jamais trop de bien. Mais vous savez que nous avons aussi des armées françaises. J'ai idée que les Allemands dont les marches aventureuses semblent nier ou oublier que nos forces sont là, vont apprendre à connaître que nos soldats joignent à leurs vieilles qualités guerrières individuelles le génie prudent et calculateur d'un stratège qui attend la minute prévue. Quelque chose d'heureux et de grand se prépare. C'est un système depuis huit jours de ne plus fournir au public aucun renseignement officiel, je ne discute pas ce système ! j'en vois les raisons ; on veut se dispenser de fournir des

notions à l'ennemi. Soit ! Chacun s'incline... Mais pas un soldat qui ne doute que l'audace des Barbares ne soit châtiée, à l'heure voulue, par notre chef qui les surveille. Et ce n'est pas sur le succès final seulement que l'on compte, sur ce succès qui nous est assuré par la multitude des Russes en marche et par la ténacité des Anglais, maîtres avec nous de la mer. Non, la confiance de notre armée est locale, située entre Seine et Marne. Notre espérance plane sous le ciel même de Paris... »

Il est évident qu'il est peu convenable de se citer soi-même et je m'en excuse, mais il ne s'agit de personne, il s'agit de tout le monde ; je cherche à retrouver les sentiments et les idées de Paris à ces dates tragiques et je me laisse aller à revivre nos espérances, qui furent justifiées. Pourquoi n'avouerait-on pas que l'on est content d'avoir fait avec quelque justesse de coup d'œil son métier de porte-parole de la confiance, au moment où c'eût été un crime de ne pas espérer ?

Le général Galliéni fut alors la clef de voûte de la solidité parisienne. Il justifia l'instinct d'espérance ; il réalisa ce que voulaient croire ceux qui avaient voulu demeurer dans la grande ville. Depuis vingt-quatre heures, toute la population parisienne, les femmes, les enfants défilent devant son catafalque, et en se rappelant les heures périlleuses, chacun s'assure que, si longue que soit cette guerre, ses heures les plus dangereuses ont bien tourné : l'Allemagne, en dépit des forces qu'elle garde, ne s'est jamais remontée au point où elle était en 1914 quand Galliéni, Maunoury et toutes les armées de Joffre brisèrent le plein de son offensive.

XLIX

L'HOMMAGE NATIONAL A JEANNE D'ARC

La Ligue des Patriotes.

3 juin 1916.

Je reçois un petit mot superflu. Mais Voltaire l'a dit : « Le superflu, chose si nécessaire ». Un groupe de jeunes filles m'écrit : « *L'an dernier vous avez recommandé au souvenir des Parisiens et des Parisiennes les fleurs de la fête de Jeanne d'Arc ; cette année, un petit rappel ferait une grande joie à ceux qui y pensent afin que celles et ceux qui n'y pensent pas s'en souviennent.* »

Ces jeunes Parisiennes ont bien raison d'être très zélées pour le service de Jeanne. Elles tiennent leur rôle de parentes. Il y a cinquante ans un poète anglais dédiait un poème sur Jeanne d'Arc : « Aux sœurs de Jeanne, les filles de la France. » Mais qu'elles n'aient pas un doute sur notre fidélité. Les ligueurs demain, dimanche matin, seront au rendez-vous annuel.

Ce serait une faute de laisser sommeiller ou se desserrer la volonté exprimée par un si grand nombre de Français de rendre un hommage national annuel à Jeanne d'Arc. Viviani, d'une voix mystérieuse, m'a demandé, comme un effet de ma bonne volonté pour l'union sacrée, que je renonce à déposer une proposition de fête nationale. Nul n'a rien compris d'avouable à l'émoi de Viviani, mais que refuser au chef du gouvernement pendant la guerre ? D'ailleurs pour admirer, aimer et vénérer, avons-nous donc si grand besoin d'un ren-

fort législatif? La réserve, la tergiversation du Parlement pourraient s'expliquer honnêtement par quelque judicieuse modestie. Peut-être voit-il qu'il n'est pas créateur et qu'il n'a d'autre rôle que d'enregistrer ce qui déjà a pris naissance. Des députés, des sénateurs sont incapables de décider qui que ce soit à aimer quoi que ce soit. Dégager le pur diamant et lui donner tous ses feux, c'est l'affaire de Quicherat, de Michelet, d'Henri Martin, d'Anatole France, d'Hanotaux, de Charles Péguy ; c'est l'affaire des curés et des instituteurs. C'est à nous tous d'agir de telle sorte que la fête existe et que les députés mis devant une situation de fait, n'aient plus qu'à dire « Amen » en prenant leur place dans les cortèges.

Une fleur incomparable est en train de se former. Victor Hugo aurait voulu que Jeanne d'Arc eût « un monument national » ; il disait encore : « Un trophée grand comme Notre-Dame ». Il déclinait l'honneur de le dresser. Paul Meurice, à la veille de sa mort, dans le seul entretien que j'aie eu avec ce charmant vieillard et qui m'a laissé un vif regret de n'avoir pas été de ses familiers, m'a dit que son glorieux ami avait désiré consacrer à Jeanne d'Arc un chant de la *Légende des Siècles* et puis y avait renoncé, tellement il avait l'assurance que toute littérature, tout génie, étaient écrasés par cette perfection dans la pureté. « Un trophée grand comme Notre-Dame ? » Qu'est-ce à dire ? Le bon Joseph Fabre proposait de consacrer à la mémoire et au culte de Jeanne le Mont Saint-Michel. C'est un piédestal. J'en connais un plus beau : la France tout entière. Nulle architecture ne réalisera ce que le maître des mots s'est senti noblement indigne d'exhausser. C'est aux cent mille voix du peuple et de l'élite, c'est au chœur français soulevé par l'enthousiasme d'épanouir annuellement l'image de la jeune martyre.

Nous réclamons une poésie populaire, spontanée anonyme, née des événements, jaillie de l'âme du peuple tout entier. Où personne ne suffirait, que tous s'associent.

Que les sanctuaires, les théâtres, les pèlerinages les cortèges, les conférences et les sermons retentissent. Qu'au village sacré de Domremy, à Vaucouleurs, à Saint-Nicolas, à Nancy, la ville de son duc, dans toutes les étapes de son voyage vers Bourges, à Orléans, à Reims, sur tous ses champs de bataille, dans tous les pas de son martyre, elle soit nommée sainte et patronne de la France.

L'univers la reconnaît comme telle. On ne tiendra pas comme un fait dépourvu de sens que l'Allemagne la poursuive jusque sur les autels et veuille étouffer les supplications qui la pressent. Les Allemands tirent sur Jeanne d'Arc. Pourquoi ? Comment ? Qu'a fait exactement l'évêque de Metz ? Je me suis renseigné. Au printemps de 1915, sur l'invitation du gouvernement impérial, Mgr Benzler a commandé aux curés du pays messin de faire disparaître les statues de Jeanne d'Arc des églises et des salles de patronage, parce que « son culte est un synonyme de la Revanche ». Gloire à Jeanne d'Arc ! Cette définition donnée par l'ennemi s'accorde avec nos pensées, dont M. Charles Dupuy de la (Haute-Loire) donnait jadis cette formule superbe : « Jeanne d'Arc... le plus grand de nos souvenirs où repose aussi la plus grande de nos espérances ».

Un fait bien beau et saisissant c'est que les Anglais furent les premiers à comprendre la grande destinée posthume de Jeanne. Au cours du procès de Rouen, l'un d'eux s'était écrié : « Ah ! la brave fille ! C'est dommage qu'elle ne soit pas Anglaise ». Et peu après retentissaient les deux grandes paroles décisives qui marquent son double rôle immortel. « Nous avons brûlé *une sainte !* » disait avec horreur, devant le bûcher, le secrétaire du roi d'Angleterre. Et Shakespeare déclare : « Jeanne la Pucelle sera désormais *la patronne de la France*.

Alors, nous, qu'est-ce que nous attendons ? Les Anglais ont-ils plus que nous l'intelligence de notre pays, de notre âme, de notre gloire, et de notre bien ? Ils ont vive-

ment insisté à Rome en faveur de la béatification. Leurs illustres cardinaux Manning et Newman écrivirent des lettres mémorables. Ils ont décidé de dédier un monument à Jeanne d'Arc dans leur cathédrale nationale de Westminster, et se sont arrêtés à l'idée d'une mosaïque qui la figurera. Leurs députés quand ils viennent à Paris, portent des fleurs à ses statues, et se donnent la peine de déniaiser leurs collègues français qui craindraient de passer pour « cléricaux ». Alors, je le répète qu'est-ce que nous attendons? Qu'est-ce que nous avons à piétiner autour de ses images? Qu'est-ce que qu'il nous faut de plus pour déclarer à l'humanité entière : « Si tu veux me comprendre, regarde la douceur, le génie, la vaillance et les malheurs de la jeune fille lorraine, victorieuse et martyre. »

Je le sais, ce que nous attendons. Nous voulons être visiblement dignes d'elle; nous sentions que l'heure approchait où le monde verrait la jeunesse française, les fils de France mourir fièrement pour le salut des peuples et gravir par fidélité à la patrie et à l'Esprit les collines du martyre et de la victoire. L'Europe et l'Amérique reconnaissent dans nos armées les traits chevaleresques de Jeanne. Nul ne s'étonnerait plus aujourd'hui que sa figure rayonnât sur nos monnaies et sur nos drapeaux, qu'elle fût l'écusson de la France puisqu'elle en est l'âme. Sitôt que ses compagnons d'armes, ses frères et ses pareils, le glorieux et malheureux peuple des tranchées sera revenu de la guerre, Jeanne, par une promotion unanime, montera au faite de notre vie nationale. Allons tous, demain, au pied de ses images, honorer en elle les absents, les meilleurs, les Français de la première classe, les soldats de la Grande Guerre.

L

LA PLUS VIEILLE RELIQUE DE JEANNE D'ARC A PARIS

5 juin 1916.

A l'occasion de mon dernier article, où j'invitais les lecteurs à multiplier leurs hommages à Jeanne d'Arc, c'est-à-dire à ses frères les jeunes conscrits, à ses frères les vieux territoriaux, à ses frères les chefs et les simples soldats, à ses frères les morts et les vivants de la guerre, de la grande Délivrance, j'ai reçu de notre ami Failliot, député de Paris, un billet qui contient un juste et cordial reproche : « Mon cher ami, n'oublions pas la Jeanne « d'Arc qui depuis si longtemps veille à la porte de la « vieille Eglise Saint-Denis de la Chapelle, 96, rue de « la Chapelle. Modeste, c'est peut être la plus ancienne « statue de Jeanne, à Paris. Son drapeau de fonte en « pourrait témoigner; quelques fleurs lui feraient certai- « nement plaisir. »

Je n'aurais pas cru Failliot si bien renseigné, attentif à ce point. Il a grandement raison. Les deux plus beaux reposoirs où honorer Jeanne dans la grande ville, c'est la région mal déterminée, entre la place des Pyramides, la place du Théâtre-Français et l'avenue de l'Opéra, où elle fut blessée pour la reconquête de Paris, et puis c'est la pauvre chapelle, demi-croulante, où elle s'agenouilla dans l'angoisse.

Failliot, je ne l'ai pas oubliée, cette petite église, de la rue de la Chapelle. Seulement c'est en septembre qu'elle resplendit le mieux, aux jours anniversaires des

6, 7 et 8 septembre 1429, où Jeanne y vint prier. De là mon silence. Mais vous avez raison, toute occasion est bonne de mettre en vue une si précieuse relique, d'autant que, le savez vous, l'administration, mal inspirée, la déclare « bonne à abattre ». Et, pour mon jour de fête, je viens d'aller me promener là bas.

Au pied de Montmartre, dans le quartier populeux de la Chapelle, une église extrêmement modeste, dont la façade bien délabrée est du XVIIIe siècle et que rien ne signale, sinon sur le côté une statue de Jeanne, pas très vieille, plutôt agréable que laide et dont j'ignore l'auteur. Entrons : il y règne une sorte d'humilité assez touchante, mais au surplus je n'y vois rien à admirer. Par trois fois, semble-t-il, l'édifice fut agrandi. On distingue aisément l'ancienne chapelle dont la nef s'appuie sur six piliers trapus. Ces piliers, peints en jaune, pourquoi ? datent de la fin du XIIIe siècle. Les trois de gauche s'inclinent, plient sous le poids. Tous les six sont vénérables. Auprès d'eux l'héroïne a médité, prié, souffert, fut battue des tempêtes. On parle beaucoup trop de la douceur de Jeanne, mais jamais assez de la douleur de Jeanne.

En rentrant, j'ai regardé mes livres. J'en retiens ce qui se rapporte à cette chapelle et peut en quelque sorte se situer sous son humble voûte.

Le mercredi 6 septembre 1429, le roi Charles VII arriva à Saint-Denis. Jeanne d'Arc, beaucoup de seigneurs et dix mille soldats se logèrent à mi-chemin de Saint-Denis et de Paris, dans le village de la Chapelle. Pourquoi la notice qu'on m'a donnée dans l'église dit-elle que Jeanne d'Arc passa la nuit au lieu où s'élève la maison qui porte le numéro 48 de la rue de Torcy ? Je n'ai rien vu chez les chroniqueurs qui nous permette une si étonnante précision... Le lendemain 8 septembre tombait la fête de la Nativité de la Sainte Vierge. Jeanne d'Arc et les siens se mirent en marche et parvinrent

devant Paris, sur la butte des Moulins, entre onze heures et midi.

Les chroniqueurs ne disent rien de plus sur cette matinée du 8, mais songez au silence, aux graves pensées d'un prélude de bataille. Où croyez-vous qu'aille Jeanne dès l'aube ? Saint Louis et ses chevaliers, avant de jeter le cri : « En avant ! » gagnaient, pieds nus, la petite chapelle improvisée dans leur camp. Le jeu des heures donne la certitude que Jeanne assista ce matin de fête à la messe et, nécessairement, ce me semble, s'agenouilla dans cette Chapelle Saint-Denys, sur les dalles, auprès de ces vieux piliers.

A son procès, ses juges, ou plutôt ses bourreaux, lui disent : « Etait-ce bien d'aller assaillir Paris au jour de la Nativité de Notre-Dame, un jour de fête ? » Elle « ...respond, c'est bien fait de garder les festes de Nostre-Dame et en sa conscience lui semble que c'estait et serait bien fait de garder les festes de Nostre-Dame depuis un bout jusqu'à l'autre. » Un commentateur, qui est un théologien le Père Ayroles, remarque à cette occasion : « Elle esquive une réponse directe et indique par les mots *d'un bout à l'autre* qu'on avait satisfait aux devoirs essentiels de la fête par l'audition de la messe, avant d'aller à l'attaque ».

Voilà les titres certains de l'église sise au 96 de la rue de la Chapelle ; Jeanne d'Arc et ses gens y entendirent la messe le 8 septembre 1429, jour de la Nativité de la Vierge. Mais ce me semble probable qu'il y a plus.

Durant la journée, Jeanne, comme on sait, fut blessée à l'assaut. Elle ne voulait pas s'éloigner ni qu'on l'emmenât ; elle criait que chacun approchât des murs et que la place serait prise, mais les nôtres l'enlevèrent de force et tous regagnèrent la Chapelle, d'où ils étaient partis le matin.

Jeanne d'Arc était très malheureuse. Non de sa blessure, qui semble avoir été légère, mais de l'impuissance

où elle se trouvait de communiquer la confiance dont elle était pleine. C'était son rôle de faire renaître l'espérance au cœur des Français, et, pour la minute, de prendre Paris. Elle avait annoncé à tous cette victoire. Une des pages les plus charmantes et les plus touchantes qu'on puisse lire, c'est cette lettre où les deux jeunes seigneurs Guy et André de Laval, âgés de dix-huit ans et de vingt, racontent leur émerveillement de la voir et de l'entendre, et que c'était chose divine comment elle leur offrit le vin et leur dit qu'elle leur en ferait boire bientôt à Paris. Elle voulait retourner à l'assaut, au succès certain ; mais les plus puissants conseillers du roi la trouvaient insensée, et demandaient qu'on s'éloignât de Paris. Le vendredi 9, malgré sa blessure, elle était debout dès l'aube et sommait, suppliait, prêchait les chefs de faire sonner le boute-selle pour qu'on retournât sous Paris. Mais quand elle eut tout persuadé et que déjà l'armée s'ébranlait, le roi arrêta la marche et donna l'ordre à Jeanne de la rejoindre à Saint-Denis.

Le jour suivant encore, le samedi 10, au petit jour, avec son prince préféré, le duc d'Alençon, et une faible troupe, elle fit une tentative désespérée sur Paris. On avait enlevé tous les moyens de réussite, tout le matériel de guerre. La trahison faisait son œuvre autour d'elle. Le roi quitta Saint Denis le 13 septembre, Jeanne d'Arc le suivit, le cœur désespéré.

Au cours de son procès, elle déclare :

« La voix me disait de rester à Saint-Denis en France ; je voulais y rester, mais contre ma volonté les seigneurs m'ont emmenée. Si cependant je n'avais pas été blessée, je ne me fusse jamais éloignée. » C'est toujours bien elle dont un contemporain disait que : « Passant nature de femme, elle demeurait à l'arrière comme chef et comme le plus vaillant du troupeau. »

Sans doute, ses dernières minutes, elle les prolongea dans l'église de l'abbaye de Saint-Denis et dans la cha-

pelle devenue l'église du 96 de la rue de la Chapelle. C'est là qu'elle souffrit. Son angoisse est autre que celle d'un chef militaire qui, sûr du succès, voit son plan écarté par l'inintelligence ou l'envie, ou rejeté par de criminelles trahisons. Jeanne n'est pas seulement dépossédée d'une victoire qu'elle juge certaine ; ses hommes, en s'opposant aux directions qu'elle est persuadée de recevoir du ciel, la mettent hors de sa voie. C'est d'un triple tourment : fièvre de sa blessure, abandon de Paris, manquement à sa mission, que ces quatre piliers, sous la petite voûte, furent les témoins insensibles.

Nous n'avons pas une force de sympathie assez puissante pour ranimer Jeanne en chair et en os auprès des piliers de la vieille chapelle. Nous sommes vite au bout de notre aptitude à comprendre les êtres de jadis. Les morts, quand ils ont perdu leurs mères, sont bien abandonnés. C'est l'ombre d'une ombre qui m'accueillait hier. Celle qui vécut trois jours ici, il y a cinq siècles, nous échappe. Sœur chrétienne d'Iphigénie et d'Antigone, Jeanne nous ravit par sa beauté dans le ciel de l'art, ou bien à travers elle nous reconnaissons comme dans un symbole des êtres mêlés à nos préoccupations.

Je ne m'étonne pas que les manifestations de Paris, ce dimanche, aient été plus ardentes que jamais. Cette figure de l'héroïsme persécuté que nous avons dressée sur nos places publiques devient d'une extraordinaire actualité. Jeanne avait apporté avec elle l'enthousiasme et la confiance, la volonté de vaincre, de marcher sur les difficultés pour les prendre corps à corps : elle était ce que sont aujourd'hui encore les soldats de la France : générosité, vaillance, allégresse, honneur, acceptation du sacrifice, unanimité, et contre cet esprit de lumière peu à peu se formait la coalition des oiseaux de ténèbres, l'intrigue des tenanciers de séance secrète.

LI

IL S'AGIT DE PAYER UNE DETTE AUX ORPHELINS DE LA GUERRE ET NON DE LES ASSERVIR

Les orphelins de la guerre.

7 juin 1916.

Quelle difficulté j'éprouve à reprendre la suite de mes notes de voyage au milieu de l'armée italienne ! Je les avais suspendues au premier moment, quand nous ne voyions pas exactement jusqu'où la nécessité obligerait l'armée italienne à rompre, pour assurer la continuité de ses lignes. Je ne voulais pas me trouver dans la situation de raconter ma visite sur des points que nos amis ont conquis vaillamment, dans le moment même où ils pouvaient être amenés à les évacuer. Mais voici la situation stabilisée, et de même qu'à Verdun nous avons dû reculer avant d'engager à fond la bataille défensive, les Italiens font face et attaquent sans avoir eu à bouger aucune de leurs autres lignes, où je les ai vus et qu'il me reste à décrire. Pourtant je dois encore ajourner mon compte rendu.

La tyrannie de l'actualité, ou plus exactement le désir d'être utile, m'obligent à vous parler aujourd'hui de la loi sur les orphelins de la guerre dont le Sénat va reprendre l'élaboration.

Nous en avons déjà traité plusieurs fois. Si je n'hésite pas à y revenir, c'est qu'il y faut voir (et c'est bien l'avis de nombreux lecteurs) une des plus graves lois d'après-guerre.

Cette loi pouvait, devait être la simplicité même. Avec tous mes collègues les députés de la Seine, j'ai signé, sur ce sujet, une proposition de notre ami Henri Galli (déposée à la Chambre le 25 mars 1915) où nous disions :

« Vis-à-vis des orphelins, le devoir de la nation est double. Il s'agit de leur attribuer un secours annuel jusqu'à leur majorité, et de leur donner, à défaut d'autre tutelle, la tutelle de la nation ».

En d'autres termes :

1° A tous les orphelins de la guerre sans exception, privés de leur père, mort pour la patrie, la patrie doit donner une sorte d'indemnité annuelle jusqu'à leur majorité ;

2° De plus, à ceux de ces orphelins qui n'ont plus de famille et dont par suite aucun parent ne pourra prendre la tutelle, l'Etat doit fournir un tuteur, directement ou par des œuvres spécialisées dans cette noble forme du dévouement.

Pourquoi, diable, s'est-on mis à compliquer dans des proportions inouïes ce que nous avions entrevu d'une belle et généreuse simplicité ?

Si le projet de la commission sénatoriale est adopté, aucune organisation de l'Etat français ne sera aussi formidable.

Pour distribuer des secours à nos orphelins de la guerre, et fournir un tuteur à ceux qui n'en peuvent avoir dans leurs familles, l'Etat mettrait en mouvement plus d'un million de personnes pendant vingt ans.

Vous m'excuserez facilement si je m'y prends à plusieurs fois pour étudier avec vous les principaux rouages de cette machine. On peut l'appeler Kolossale. Comme on l'a montré au Sénat, elle est directement inspirée, non de nos traditions françaises (nous aimons une sage indépendance), mais du code civil allemand, du caporalisme prussien. Je n'examinerai pas ce mécanisme si compliqué sans prendre des guides compétents.

Aujourd'hui, je consulte un groupement qui se tient en dehors de la politique électorale et militante. Je m'appuie sur la *Société d'études législatives*, où les jurisconsultes les plus éminents de Paris (de tendances d'ailleurs très diverses), se donnent rendez-vous pour étudier les lois dans une atmosphère sereine.

Cette société, où voisinent de très hauts personnages de la magistrature, du barreau et de la Faculté de droit, a consacré, du 26 février au 1er avril, cinq séances au projet qui nous occupe. Son rapporteur, M. Berthélemy, professeur célèbre de l'Université de Paris, fut chargé l'an dernier par le ministère Viviani, Briand, Sarraut, Malvy, de rédiger le *texte du projet du gouvernement*. C'est vous dire s'il fait autorité dans sa spécialité. J'ajoute que nul ne saurait le soupçonner d'une malveillance quelconque à l'égard du ministère Briand, Viviani, Painlevé, Malvy qui a succédé à Viviani, Briand, Sarraut, Malvy.

J'ai la bonne fortune d'avoir sous les yeux les épreuves du rapport de M. Berthélemy, les procès-verbaux de cette *Société d'études législatives* et le texte de la proposition de loi à laquelle elle s'est arrêtée. Vous pensez que je ne vais pas me priver de puiser largement dans un tel trésor de bon sens et de science.

Abordons le premier article que l'on va discuter demain au Palais du Luxembourg (art. 12). Il détermine la constitution de l'Office national des pupilles de la nation. Ses attributions seront de répartir entre les offices départementaux les subventions et les dons, de donner son avis sur les règles générales de gestion, de statuer sur les recours formés contre les décisions des offices départementaux.

J'avais proposé que cette fonction fût confiée au *Comité du Secours National*, qui précisément la remplit à la satisfaction unanime depuis un an pour toutes les œuvres d'orphelins sans distinction. Pour écarter ce

groupement admirable où tout Français trouve quelqu'un qui a sa pleine confiance, les orateurs officiels ont objecté que ce comité ne veut durer que pendant la guerre ; or ses statuts contiennent une clause très formelle en sens contraire. Ils ont objecté que le comité n'a pas d'existence légale ; or il est plus que légal, un organisme d'Etat, puisqu'il est reconnu d'utilité publique par décret du Conseil d'Etat. Ils ont objecté que, par une délibération spontanée, ce comité avait déclaré refuser un tel rôle ; or ladite délibération était justement une offre de service dudit comité demandant au gouvernement de le charger des œuvres d'orphelins.

Disons-le en passant, le ministre Painlevé et le vice-président de la commission, M. Flandin, qui, sans le vouloir, par quelque faute certainement de leurs secrétaires, ont fait voter le Sénat d'après des informations si erronées, auront à cœur, je n'en puis douter, de réparer une erreur si regrettable.

Que nous offrent-ils à la place du *Comité du Secours National?* Une immense assemblée que M. Berthélemy apprécie comme suit :

Si l'on songe au rôle modeste qu'on assigne à l'Office, on ne peut se défendre d'un sentiment de surprise à l'idée qu'on veut associer pour cette tâche soixante-huit personnages [depuis lors, le nombre a été porté à 81] sur l'activité desquels reposent les intérêts les plus sérieux du pays. Que feront ici le premier président de la cour de cassation, le grand chancelier de la Légion d'honneur, les directeurs de presque tous les grands services, un représentant spécial de presque tous les ministères, le président de la chambre de commerce de Paris, les maires des cinq plus grandes villes de France, les délégués élus par les conseils supérieurs de l'instruction publique et de l'agriculture, des délégués de la Coopération, des délégués de la Mutualité, des délégues des syndicats patronaux et ouvriers, etc... ?

Quel inutile emploi d'énergies, quel déploiement su-

perflu de forces sociales pour répartir quelques ressources et donner quelques avis ! En quoi cet appareil colossal offre-t-il quelque garantie de meilleure exécution des actes qu'il s'agit d'accomplir ?

Mais voici un grief encore plus sérieux :

Dans ce parlement de soixante-huit [81] membres où l'on a pu dire qu'on avait rassemblé toutes les « têtes couronnées de l'Almanach national », on n'a fait aux compétences qu'une place infime. On n'a même pas accordé aux œuvres ce qu'on pourrait appeler la « portion congrue ». Il n'y aurait, en effet, que six délégués du *Collège des œuvres philanthropiques* (?)

Depuis, pour donner satisfaction à un sénateur, la commission a ajouté six autres délégués d'œuvres privées ; mais, en même temps, elle ajoutait huit autres membres d'autres catégories sociales ! N'insistons pas sur ces détails de cuisine. Allons à la conclusion : Ici, je cite encore M. Berthélemy, le modéré et savant M. Berthélemy, à qui les ministres demandaient son concours : « *C'est la défiance des œuvres privées qui caractérise sur ce point un organisme si important* ».

Dans le projet primitif du gouvernement (déposé au Sénat le 17 juin 1915), le rôle le plus actif était réservé aux œuvres, — sous un contrôle officiel, bien entendu, toutes les fois qu'on serait en présence d'œuvres subventionnées. Pourquoi le cabinet Briand, qui rassemble à peu près les mêmes ministres que son aîné, le cabinet Viviani, a-t-il pris le contre-pied d'une disposition si heureuse ? Il ne nous l'a pas encore dit ; j'espère que son silence trahit son embarras et que, au lieu de donner des raisons qui ne seraient que des prétextes, il aura le courage patriotique de modifier le texte de la commission dans un esprit national.

Je ne cesse pas d'espérer que, soit dans une deuxième

délibération au Sénat, soit devant la Chambre, tous les partis, à l'appel du gouvernement lui-même, donneront au pays le spectacle réconfortant de l'unanimité en confiant nos orphelins de la guerre au *Comité de Secours national*, contre qui, après vingt-deux mois de fonctionnement, ni un homme politique, ni un journal, ni un groupement quelconque, ni une victime de la guerre n'ont élevé une seule plainte.

Nous éviterons cette erreur grave, je ne veux pas en douter, mais une plus grave encore nous menace.

Quelle conséquence aura pour une famille le fait d'avoir sacrifié son chef à la défense de la patrie ?

Approchez, lecteurs, écoutez. Voici qui est invraisemblable : Toutes les familles ayant un orphelin de la guerre, même celles qui ne recevront aucune subvention des offices départementaux, seront sous la surveillance de ces offices, c'est-à-dire du préfet, ou plus exactement encore du délégué préfectoral (art. 14, § 5), durant toute la minorité de l'orphelin. Cette surveillance (art. 22) ne sera pas passagère : elle sera constante. Elle ne se bornera pas à un point précis ; elle sera universelle. Elle sera exercée « au point de vue tant matériel que moral » (art. 22, § 1er). En tout temps, sur la moindre dénonciation d'un délégué inconnu de la famille, le préfet pourra exiger du conseil de famille des mesures à l'égard de l'enfant non approuvées par la mère, et en cas de refus, le différent sera réglé par le tribunal (art. 22, § 4), etc., etc.

Cette surveillance de la police préfectorale n'est imposée actuellement à aucun tuteur d'une famille ordinaire, à aucun tuteur des orphelins mineurs des fonctionnaires, lesquels reçoivent pourtant un secours annuel de l'Etat (Loi du 9 juin 1853). Pourquoi cette surveillance si pénible réservée aux seules familles de nos héros ?

Je ne savais pas comment répondre à cette interroga-

tion. Je n'avais que mes pressentiments. Il me manquait un texte. Je l'ai. Le courrier m'apporte le numéro du 1er juin de la *Correspondance hebdomadaire de la Ligue de l'Enseignement* ; j'y vois le compte rendu officiel du congrès tenu les 20 et 21 mai à Paris par cette association, rouage essentiel de notre régime, véritable ministère de l'Instruction publique. Depuis plus de trente ans, aucune mesure relative à l'enseignement n'a été édictée qui n'ait reçu l'estampille de ce groupement, dont les congrès annuels ont toujours été présidés par le ministre de l'Instruction publique et parfois clôturés par le président de la République en personne. Eh bien ! que répond le rapporteur de la *Ligue de l'Enseignement* à ceux qui critiquent les articles du projet consacrant la mainmise de l'Etat sur les orphelins ? Au milieu de phrases inspirées d'un reste d'Union sacrée, je lis ces paroles à l'adresse des défenseurs de la liberté des familles :

« Si l'on désire que l'Etat intervienne, on ne veut pas qu'il soit le dispensateur de ce qu'il donne. On veut que les organes qui distribueront ses faveurs (*faveurs?* le gouvernement a, dit il, répété cent fois avec raison qu'il s'agit d'une *dette*) échappent à son influence. » (*Correspondance*, col. 4.)

La Ligue repousse donc avec horreur l'idée que les familles des orphelins de la guerre pourraient échapper à l'influence de l'Etat.

Il y a pire encore. Le rapporteur conclut : « Il faut en un mot que les orphelins de la guerre soient les pupilles de la Nation avant d'être les pupilles d'une église, quelle qu'elle soit, et il faut que l'Etat puisse y tenir la main. » (*Correspondance*, col. 5.)

Où donc allons-nous ? C'est brusquement rejeter ce que depuis le début de la guerre nous affirmons et cherchons, tous, à pratiquer. C'est le désaveu des principes selon lesquels toutes les œuvres prétendaient régler le problème des orphelins. Voilà qui est infiniment dou-

loureux. Mais, après tout, mieux vaut s'éclairer tout de suite. Un des plus influents personnages de la *Ligue de l'Enseignement* est M. Ferdinand Buisson, qui fait aussi partie du *Secours National*. Il déclare très fréquemment que nul plus que lui ne désire le maintien de l'Union sacrée. Je l'adjure de dissiper ce gros nuage d'urgence ; je le supplie de me dire que j'ai mal lu, que nul, dans sa *Ligue*, ne veut porter la moindre atteinte à la liberté des familles, à la liberté de l'enseignement, à la liberté d'aucune confession.

Sa réponse ne peut être que catégorique. Pour qu'elle le soit pleinement et pratiquement, je souhaite qu'il se joigne à moi pour demander à ses amis du Parlement de supprimer purement et simplement l'article 22, d'écarter toute surveillance nouvelle des tuteurs de droit commun.

Si cet article était voté, le projet sur les orphelins, que le ministre Painlevé voulait faire voter à l'unanimité, serait frappé d'un vice radical ; et c'est à l'unanimité de tous les Français patriotes, de toutes les mères de famille, de toutes les femmes, sans distinction de religion, de classe ou d'opinion, qu'une pareille loi d'oppression serait rejetée.

Nous avons une obligation envers les enfants des soldats morts pour la France. Ne dites pas que vous leur accordez une faveur ; n'agissez pas comme s'ils devenaient vos humbles clients. Il s'agit de payer une dette aux plus nobles enfants de la France et non de les asservir. Qu'ils demeurent les enfants sacrés.

LII

LE VOYAGE D'ITALIE

VII

DANS LES ALPES JULIENNES. — LES TRANCHÉES DANS LA NEIGE. — UN DÉJEUNER CHEZ LES ALPINS ET LES BERSAGLIERI.

8 juin 1916.

Ce dimanche matin, 14 mai, à travers les campagnes semées de mûriers, de vignes, de villas et dont les cyprès parachèvent le caractère italien, nous courons vers la haute muraille neigeuse qui fait le fond de tant de tableaux célèbres. Nous allons visiter les premières lignes de l'armée italienne dans les Alpes Carniques et l'un des officiers que nous accompagnent veut bien me donner des explications.

— Vous avez vu, nous dit-il, nos armées opérant dans la direction de Trieste ; vous êtes allés sur le Carso. Rien qu'à regarder la carte, vous vous rendez compte que nous y sommes exposés à des attaques de flanc et d'arrière venant des Alpes Carniques et du Trentin. Aussi, dès le début de la guerre, pour se donner de la sécurité sur le Carso, où nous engagions la majorité de nos forces, Cadorna a dû, tout le long de la frontière, pousser nos détachements dans les hautes vallées, sur les crêtes. Je ne sais pas si l'on pourra vous conduire dans le Trentin (déjà nos amis connaissaient l'imminence de l'offensive autrichienne), mais demain vous irez dans les Dolomites et aujourd'hui nous allons vous montrer nos postes dans les glaces éternelles des Alpes Juliennes.

Tout en causant ainsi, nous admirions dans la campagne mille détails dignes de la Toscane : sur une colline, une tour carrée avec loggia ; à la sortie d'un village, une madone peinte dans un encorbellement très pur ; puis la charmante bourgade de Gemona, tapie comme dans un nid dans un giron des Alpes. Nous rejoignons le large et grandiose Tagliamento. A Venzoni, une église et une maison municipale, réussites d'art qu'on est émerveillé de trouver dans un endroit si modeste, nous obligent (dussions-nous nous mettre en retard) à descendre de voiture.

Dans ce pays, la guerre ne parvient plus, comme elle fait en France, à occuper seule nos esprits, et pourtant, de tous côtés, des baraquements pour soldats nous ramènent à l'idée essentielle.

Maintenant nous remontons la vallée de la Fella, et la sauvagerie commence à se mêler à la grandeur. Voici Poggio Udinise, église, couvent et terrasse, noble ensemble italien exposé sur un mamelon, au-dessus du fleuve, au-dessous des montagnes. Je cherche à dégager d'un trait le caractère du paysage, au long de cette route de Vienne. Bordée de cytises en fleurs, elle semble un adieu de l'aimable Italie que l'on quitte pour entrer dans les sapinières du Nord. Au milieu d'éléments connus, chatoye un mystère nouveau. C'est une beauté composite où semblent se mêler deux voix. Deux voix ? non pas : la carte du pays et ces noms de lieux italiens, allemands et slaves, invitent à découvrir trois veines, trois génies, trois amours dans ces frontières disputées.

Il pleuvait à verse, quand nous arrivâmes à Chiusaforte où s'ouvrent le val de Raccolana et la route militaire audacieusement poussée vers les cimes à travers ces sauvages solitudes.

Forêts, immenses falaises, noirs abîmes, cascades, chacun de nous depuis le début de la guerre vous entendit maintes fois nommer. Il est tout le temps ques-

tion de cette route dans les communiqués italiens. Comment nos amis ont maintenu la possession de leurs frontières contre les attaques persistantes de l'ennemi qui veut pénétrer dans cette haute région, et de là les menacer de flanc; comment leurs tirs d'artillerie, leurs hardies incursions d'infanterie ont troublé les communications autrichiennes le long des vallées du Gail et du Haut Fella; comment ils ont détruit le fort Hensel et endommagé le fort du Predil, puis sur le haut Isonzo conquis la conque de Plezzo jusqu'aux pentes du Monte-Rombon et occupé en partie le massif de Monte-Nero : vous en trouverez tous les détails, toutes les précisions sur les cartes et dans les documents imprimés. Si je puis vous servir, c'est pour vous donner le sentiment des efforts dépensés par nos amis. J'ai respiré quelques minutes le climat de leurs hautes tranchées. Montez avec nous dans l'automobile qui gravit les audacieux lacets d'une route où des nuées de terrassiers achèvent de travailler.

Ici serpentaient quelques rares sentiers de chasseurs et de contrebandiers. Les premiers convois de mulets qui s'y hasardèrent sentir le terrain céder sous leurs sabots et glissèrent dans l'abîme au milieu d'une avalanche de cailloux. Y faire passer de l'artillerie lourde? Les Autrichiens ne soupçonnaient pas que le projet pût être conçu. Aujourd'hui, écoutez le chant de triomphe que Luigi Barzini dédie à la route carrossable du val de Raccolana :

« Il semble que la route monte à l'assaut; elle passe d'un flanc à l'autre, avec ce serpentement ascendant, rétréci et fou, qui est celui de certaines fusées. Elle monte, monte encore, taillée dans le roc; elle s'accroche à de véritables murailles; sur certains points, elle semble de loin un zigzag tracé sur un mur gigantesque. Nul parapet encore; à peine est-elle plus large que la voiture, dont les roues, habilement guidées, laissent

leurs traces à quelques centimètres de l'abîme. En se penchant, on aperçoit le scintillement vif de l'eau, qui jaillit au bas, dans l'ombre, parmi les roches lavées, autour desquelles elle met d'effervescents colliers d'écume. Les lacets parcourus peu auparavant sont là, sous nos pieds, à pic, bien loin de nous. Derrière ou devant nous, la route semble toujours trop étroite, pour qu'on y puisse passer, et l'on a l'impression qu'on va être d'un moment à l'autre projeté dans le vide ; à chaque détour, elle échappe au regard, disparaît ; ce n'est plus qu'une entaille au delà de laquelle il n'y a plus rien... »

Étrange guerre ! On est tout au vertige des abîmes, aux splendeurs d'un paysage à la Manfred, à la curiosité de ces « marches-avant », « marches arrière » que chaque tournant nécessite, et voici que des ennemis, que nous ne voyons pas plus qu'ils ne nous voient, prétendent expédier par-dessus ces sommets de glace, par-dessus les aigles, des obus dont ils ne sauront jamais l'effet... S'ils parviennent à briser ce mince sentier, à rompre cette corde qui asservit la montagne, ce n'est plus la peine de s'étonner des Indiens de Gustave Aymard qui coupent avec une carabine, à deux cents mètres, les liens d'un prisonnier attaché au poteau de guerre... Nous abandonnons la voiture pour faire taire ce bruit de moteur qui s'en va au diable appeler l'attention des artilleurs autrichiens, et nous cheminons sous la pluie, à travers la neige, les rochers et les maigres bois de sapins.

Voici quelque chose d'étrange, quelque chose qui semble un compromis entre nos petites tonnelles de banlieue et les villages nègres, quelque chose de gai comme les kiosques de jardin et de sinistre comme les temples de Moloch. C'est un camp sous les sapins et le brouillard. De grandes nuées flottent accrochées dans les arbres ; les hommes sont terrés dans des abris tout noirs ; les élèves aspirants étudient dans une petite classe,

si sombre que j'ai peine à distinguer les livres ouverts sous leurs yeux...

Nous poursuivons notre route, en nous défilant, jusqu'à la première ligne.

Là, devant nous c'est l'espace neutre, un terrain brutalement déboisé. D'immenses sapins abattus gisent pêle-mêle au milieu des fils barbelés. Tout pourrit, tout se tait, tout menace. Vaste glacis d'épouvante, le plus large et le plus blafard que j'aie vu ; vraiment un lieu sans espérance.

Et sans interruption, au fil des crêtes inaccessibles, se développe l'immense travail poursuivi à travers la plus dure saison, sous le feu tâtonnant de l'ennemi.

En revenant sur nos pas, nous rencontrons au milieu des arbres, un petit autel décoré de branchages et tout planté de plusieurs centaines d'images de piété. Un soldat de Syracuse avec qui je cause me dit que ses camarades les viennent placer là en faisant des vœux. Que ne puis-je entendre ces supplications ! C'est peu de voir les décors ; on voudrait connaître les âmes.

En voici l'occasion. Nous avons l'honneur d'être invités à la table que président le colonel de ces alpins et le colonel de ces bersaglieri, entourés de leurs jeunes officiers. C'est au milieu des neiges une baraque en bois, aux étroites fenêtres. Là-dedans un poêle qui ronfle, une table en fer à cheval, des bancs, des petits drapeaux italiens et français, un appétit, une gaieté, le bruit du bombardement ! Ah ! les charmants soldats ! d'une fantaisie, d'un ressort, d'une vivacité ! si prestes, si jeunes ! et tous d'une finesse !

Je note des morceaux de dialogue.

— Vous admirez notre route ! Elle était nécessaire. Vous connaissez l'histoire du Petit Poucet. Il mettait derrière lui des cailloux blancs ; il voulait avoir son chemin bien tracé dans son dos. Les soldats sont des Petit Poucet ; pour qu'ils avancent, il leur faut derrière eux un chemin bien organisé.

— Vous demandez ce que nous faisons ici ? Nous y sommes pour voir, pour battre l'artillerie ennemie qui est de l'autre côté, pour nous protéger et nous mettre un peu au large. Vous pensez que nous prenons des sommets qui ne permettent d'aller à rien ! Alors pourquoi nous les prenons ? Pour boucher les yeux de l'adversaire et pour avoir nous-mêmes des regards plus nombreux.

Et ce bout de dialogue avec un tout jeune sous-lieutenant :

— Vous êtes bien, ici ?

Il rit, d'un air parfaitement heureux, mais qui laisse voir une arrière-pensée.

— Qu'est-ce qui vous manque. Vous avez un colonel qui est un père.

— Un père, c'est vrai ; mais je voudrais embrasser ma mère.

— Et puis quoi ?

— Je voudrais embrasser une jeune fille.

— Toujours la même ?

— Non, toutes les jeunes filles.

Il nous fait le portrait de celle qu'il préfère, et ne manque pas de noter qu'on dirait une Parisienne.

Si vous ne les trouvez pas aimables, dites-vous que c'est la faute du peintre. Ils sont vrais, spontanés, pleins de familiarité et de feu. Ce serait bien tentant de faire un parallèle entre les jeunes officiers français et italiens, mais même en me bornant aux jeunes gens, je craindrais de paraître prendre trop de liberté. Pour m'en tenir à l'essentiel, il me semble que l'Italien a une aisance, un abandon qui ne se trouvent pas chez un lieutenant français tout ramassé, concentré dans la forme militaire, et marqué par l'âpreté d'une longue guerre. Ici chacun suit davantage l'impulsion de sa nature propre. Nulle tristesse d'ailleurs d'une vie singulièrement dure pour les enfants d'un climat divin. Pensez à des citoyens de Syracuse logés à quinze cents mètres

dans des trous de neige ! Et puis Verdun les remplit du plus amical enthousiasme. Quand on les quitte, on quitte des amis, et l'on fait sincèrement le rêve de retourner à la Villa Nevea.

P.-S. — La nation française comprend l'effort de la nation anglaise et rend justice à cette organisation qui se développe avec une puissance irrésistible. Lord Kitchener personnifie à nos yeux le génie anglais, qui ne fait rien qu'avec la collaboration du temps et qui prend de cette patience même le caractère d'une force de la nature. Et puis, en nous inclinant sur le cercueil du créateur des armées anglaises, en saluant l'organisateur de la victoire, nous nous rappelons avec une profonde reconnaissance qu'en 1870 Kitchener voulut combattre dans nos rangs et fut un des soldats de la France malheureuse.

LIII

LE VOYAGE D'ITALIE

VIII

UNE JOURNÉE AUTOUR DE GORITZ.

LES VILLAS DU VENETO.

10 juin 1916.

Voici déjà plusieurs semaines de cette promenade et maintenant, quand je me la rappelle, il me semble qu'on m'a conduit de palais en jardins pour me permettre d'entrevoir de loin une princesse prisonnière que les chevaliers, tout un peuple, ont juré de délivrer.

La captive est bien gardée. D'abord un large fossé,

l'Isonzo. De l'autre côté, un haut mur, la montagne, tantôt à pic sur le fleuve, tantôt à quelques kilomètres en arrière. Où qu'on veuille franchir l'Isonzo, on rencontre cette barrière, très haute, escarpée, imposante. La forteresse pourtant a une porte, la vallée de Vipacco. C'est là qu'est Goritz, Gorizia, comme disent nos amis. Mais pour garder cette porte, la nature s'est faite complice des Autrichiens ; elle a placé en avant les brusques hauteurs du Podgora, auxquelles s'attachent un fouillis de collines, puis le mont Sabotino, sombre, imposant. Tout ce système de crêtes, j'allais dire tout ce cortège de duègnes, est armé à outrance et surveille l'horizon.

Aussi que de précautions dans nos approches ! A travers ce charmant Frioul, radieux de soleil et de pluies printanières, nous sommes allés de villa en villa rejoindre des chefs qui nous menaient dans leurs observatoires, d'où nous apercevions, toujours par des judas, en écartant des roses et des jamins, quelque nouvel aspect de la ville désirée.

Mais je perds le ton d'un récit de guerre. C'est la faute de ces pays d'enchantement. Appliquons-nous à prendre une manière plus desséchée.

En quittant Udine, le matin du 15 mai, nous avons d'abord traversé Cividale où, sur la haute rive du Natisone, repose, dans une position sauvage, une petite salle byzantine, toute précieuse, dont la partie basse est boisée en style rococo. C'est absurde, et c'est d'une grâce ! J'admire les Italiens de respecter ces assemblages que les siècles ont composés au mépris de toute logique et qu'il serait déraisonnable de vouloir ramener à l'unité de style. Je les admire, je les envie, je les propose en modèle. Aucun d'eux, jamais, fût-ce d'un souffle, n'a détérioré la parure de son pays. Quand je vois avec quelle intelligence, sans rien de trop, en laissant à la beauté toute simplicité et familiarité, l'Italie préserve les monuments de son génie religieux, je songe avec horreur aux

méchants que je n'ai pu convaincre d'épargner les petites églises de France.

Le sens de l'art décoratif est répandu chez les Italiens avec une prodigalité dont nous n'avons en France aucune idée. Je m'en suis assuré en visitant les divers chefs de leur armée. De même que chez nous les états-majors habitent souvent des châteaux de village, leurs généraux sont amenés à se loger dans les plus agréables villas du pays vénitien, et ainsi, sans m'écarter du programme qui m'était tracé, j'ai pu étudier ce qui subsiste des cassines italiques et de leurs délices. « Et là je trouvai les plus beaux lieux du monde, belles galeries, belles prairies, force vignes et une infinité de cassines à la mode italique par les champs plein de délices. » Ainsi parle Rabelais. Il semble définir le pays de Goritz.

Près d'Ipplis, le général Garioni habite au milieu d'un parc une petite maison dont les chambres sont ornées de fresques encadrées dans des stucs, les parquets peints et les plafonds formés de poutres apparentes. Des arbres parfumés s'inclinent sur une terrasse où l'on voudrait relire l'Arioste. C'est un séjour, comme ceux que le poète remplit de fées et de chevaliers, mais les fées se cachent et les chevaliers font sonner la trompe de l'automobile. En route pour le Corada.

Nous sortons de la vieille Italie et dans le moment où nous entrons sur le territoire reconquis nous longeons les baraques où a flotté le drapeau jaune du choléra. Aujourd'hui c'est fini et le mal vaincu a dû abaisser son sinistre pavillon. Tout autour s'étend un paysage puissant et joyeux, rempli d'épaisse verdure. La plus humble maison a son berceau de roses et sa treille de vigne.

La route s'élève dans des sites vosgiens. Elle a été construite en quarante jours pour porter au Corada l'artillerie lourde, et d'innombrables casseurs de pierre continuent à la solidifier. Les Italiens ne cessent d'insister sur ce genre de travaux qu'ils multiplient dans la zone

de guerre et auxquels ils excellent. « Voyez, disent-ils, quand la charrue ramène au jour un marbre sculpté, une mosaïque, une dalle de route, on dit aussitôt : c'est que Rome a passé là. Un pont, un chemin, un amphithéâtre, un temple, un port, voilà les merveilleuses traces des légions romaines. Et nous sommes toujours les soldats de la civilisation. »

Du Corada, nous apercevons l'Isonzo, large et caillouteux, puis en arrière, sur une colline de sapins, le château de Goritz avec la ville au pied.

— Prenez cette lunette. Distinguez-vous les maisons ? Un peu à l'écart, ce grand bâtiment d'une blancheur éclatante, c'est le couvent de Castagnevizza qui contient les tombes de Charles X et du comte de Chambord. Cette branche vous gêne, mais en même temps elle nous masque. Les Autrichiens sont en face. Attendez, d'ailleurs, nous allons nous rapprocher.

Et la course continue. Nous voici maintenant sur les montagnes, au-dessus de la vallée sauvage du Moyen Isonzo, et c'est vrai que d'ici Gorizia est plus belle. Cette grande tache blanche avec toit rouge, au delà de la ville, c'est le couvent des Franciscains et les tombes de nos rois, et sur la droite s'étendent la lagune, puis la mer, bleuâtre à l'extrémité de ce bleu.

La position parle toute seule. Les Autrichiens occupent, en arrière de la ville, ces hauteurs d'où ils peuvent l'écraser.

— Dès maintenant, me dit un officier, nous pourrions nous jeter dans la ville ; par la plaine, nous en sommes à 1.200 mètres, et en dépit du fleuve, la difficulté serait moyenne ; mais comment y rester ? Il faut de toute nécessité prendre d'abord les hauteurs. Nous y travaillons, et déjà nous occupons en grande partie le Podgora.

Quand nos amis occuperont tout le Podgora, ils posséderont un incomparable observatoire d'artillerie, et

pourront commencer le nettoyage des hauteurs autrichiennes. Mais en outre il leur faudrait le Sagrado.

— Pourquoi n'irions-nous pas tout de suite au Podgora ?

— Cet après-midi, on pourra vous conduire dans cette direction ; mais il fallait vous montrer d'abord ces collines qui sont si belles... Ah ! si vous les aviez vues au début de la guerre, avant que nous eussions ouvert des tranchées ! Nous avons ruiné des merveilles.

A une heure, déjeuner au quartier général de la division, chez le général comte Ruggeri-Laderati, figure bien caractéristique de gentilhomme, de diplomate et de soldat, et puis en route, derechef.

Nos voitures courent à travers une plaine battue de tous les côtés, au milieu des villages déserts et des champs rendus à la plus luxuriante sauvagerie. C'est la route de Goritz, et nous courons vers le fameux Podgora, tout rouge au milieu des collines de vignes.

— Comme il est sanglant, me dit un Italien : il a coûté tant de milliers d'hommes !

Nous avons pénétré dans une villa abandonnée, et, cette fois, c'est du milieu d'un jardin parfumé, fleuri, chantant, que nous observons Goritz, dont nous ne sommes plus qu'à 3 kilomètres. Les fleurs et les arbres s'enivrent de liberté ; les oiseaux tapagent, et les jeunes Italiens, étendus dans les hautes herbes, qui seules nous cachent aux batteries ennemies, se laissent aller au plaisir de se raconter.

Un tout jeune officier décrit une visite qu'il a faite de nuit aux premières lignes : de part et d'autre, Italiens et Autrichiens échangeaient des coups de fusil, s'interpellaient, soudain, le rossignol se mit à chanter, et un grand silence s'établit.

Un tel sentiment de la guerre serait impossible en France. Il offenserait et d'ailleurs semblerait pédant. Ici, il s'accorde avec ce prodigieux décor de volupté, et

paraît bien sortir tout naturellement du fond des êtres. Je songe à ces motifs décoratifs issus de l'Orient que j'ai vus dans la crypte d'Aquilée, et j'admire de retrouver leurs enlacements de roses et de rossignols dans la pensée de ce jeune officier.

Vous aimeriez, j'en suis sûr, que je m'élève dans la hiérarchie des êtres et que je vous aide à connaître l'esprit de ceux qui mènent le combat. Je n'ai pas le droit de vous retracer les propos, non plus que de vous faire le portrait des chefs dont j'étais l'hôte. Voici pourtant quelques sentences que j'ai copiées, ce jour-là, dans un observatoire d'artillerie. Disposées d'une manière fort agréable, elles décoraient les murs et se proposaient à la méditation des officiers et des soldats :

Les obstacles sont les faillites de la volonté.
Moi et le temps, nous viendrons à bout de tout.
Où il y a de la volonté, il y a un chemin.

Des obstacles sont en fuseaux. (C'est-à-dire, n'est-ce pas, croissent et décroissent, sont tour à tour amincis et renflés.)

Après avoir indiqué ce qu'il y a chez tout Italien de la manière de Gabriele d'Annunzio, il fallait montrer ce qu'il y subsiste de Mazarin, pour que nous ne perdions pas de vue qu'un Annunzio et un Mazarin s'accordent, s'harmonisent, sont faits du même métal comme les deux faces d'une médaille.

LIV

LE VOYAGE D'ITALIE

IX

CHEZ LE GÉNÉRAL CADORNA

12 juin 1916.

Le 15 mai, sur la fin de l'après-midi, après notre excursion autour de Goritz, nous avons été reçus au *Comando Supremo* par le général Cadorna. Depuis notre arrivée dans le Frioul, le général avait été absent. Ce même jour, il revenait du Trentin. Nous étions heureux d'approcher l'homme auprès de qui, à cette minute, on peut le mieux connaître ce que peut l'Italie.

D'après la Constitution, le roi commande l'armée. Le général Cadorna porte simplement le titre de chef de l'état-major général ; mais cette armée, c'est un outil qu'il a façonné, forgé, épuré, l'on peut dire créé. A toutes les époques et dans tous les pays, le chef militaire, s'il n'est pas en même temps le chef politique, doit se battre sur deux fronts. A l'avant et à l'arrière. Entendons-nous, je veux dire qu'il doit persuader les hommes du pouvoir civil de lui donner ses commodités pour vaincre les ennemis, en même temps qu'il fait face à ceux-ci. Cadorna, d'une vieille famille militaire, impétueux et qui n'y va pas par quatre chemins, plaît à son roi, honnête homme qui aime les honnêtes gens, et s'impose à toute la nation par l'autorité que toute l'armée lui accorde.

Dans la pièce du rez-de-chaussée où nous avons été immédiatement introduits, nous avons trouvé le général

Porro, sous-chef de l'état-major général, à la table de qui nous avions déjà eu l'honneur de nous asseoir. Il y avait là aussi notre très distingué et très agréable confrère, M. Albertini, directeur du *Corriere della Sera*.

Le *Corriere* est un journal de nuance conservatrice, mais si bien fait que tous les partis le lisent. Son action a été décisive dans la période des incertitudes qui précédèrent cette guerre. S'il était raisonnable de chercher à ramasser en quelques noms une histoire si complexe, je dirais : Albertini a fait l'éducation de l'esprit public ; les Garibaldi ont engagé les événements d'une manière qui ne permettait plus de reculer ; Annunzio a tout précipité, tout paré de beauté. Quand le roi appela Albertini à siéger au Sénat, le prince de Bülow fit un formidable effort pour que la haute Assemblée ne ratifiât pas ce choix ; mais la tentative du corrupteur allemand ne réussit qu'à offenser et irriter davantage les patriotes italiens. Nous avons été heureux d'exprimer toute notre amitié à Albertini.

Le général Cadorna prévenu n'a pas tardé d'arriver. Ce qui frappe d'abord en lui, c'est l'expression de fermeté et de bienveillance.

La conversation générale roula sur les visites que nous venions de faire au Carso, à travers la lagune de Grado, en Carnie, autour de Goritz, et puis longuement sur Verdun. L'un de nos hôtes nota comme une opération inévitable et utile que les Français avaient dû reculer de quelques kilomètres avant d'engager à fond la bataille défensive. Mais je m'abstiens de rapporter notre entretien, encore qu'un Cadorna ne dise que ce qu'il accepterait que l'on redit. L'intérêt de notre audience se trouve en dehors des mots, dans l'atmosphère de bel ordre, de confiance et de sérénité qu'on respire au grand quartier général et dans la courtoisie, le calme du Chef qui voulait bien nous donner une part de son temps dans cette après-midi du 15 mai.

Le 15 mai après-midi ! Remarquez cette date et cette heure. C'est l'instant où les Autrichiens, après une canonnade terrible, commencée le 14 au matin, lancent, de l'Adige à la Brenta, leurs attaques d'infanterie.

Cadorna les attendait. Depuis des mois il les voyait masser des troupes dans le Trentin. En vain, au début de mai, avaient ils tenté de l'égarer par une violente attaque contre Monfalcone, sur l'Adriatique. Il n'avait voulu voir dans cette diversion sur sa droite que la preuve d'une agression imminente sur sa gauche, et quittant l'Isonzo, il avait en personne gagné le Trentin.

Mais si la manœuvre des Autrichiens était prévue, peut-être que la puissance de leurs moyens dépassa toute attente.

Le camp retranché de Trente a la forme d'un bastion dont l'angle extrême n'est séparé de la plaine italienne que par une distance de 15 kilomètres à vol d'oiseau. La ligne en est jalonnée de forts, distants l'un de l'autre de 2 à 3 kilomètres et placés à des altitudes qui dominent la mince bordure de montagnes laissée à l'Italie. Depuis un an de guerre, les avant-postes italiens s'étaient poussés peu à peu jusqu'au pied de ces forts et, avec de grosses pièces hissées dans la montagne, ils en avaient battu et fracassé les coupoles. Les forts depuis de longs mois ne répondaient plus. La montagne autrichienne faisait la morte ; elle ne l'était pas. Dans ces cavernes transformées en casemates, l'ennemi avait amassé peu à peu une formidable artillerie, deux mille canons de tous calibres, c'est-à dire rien moins qu'un canon tous les cinq mètres parmi lesquels plusieurs mortiers de 420.

Le 14, au matin, ils commencèrent leur canonnade d'une effroyable intensité. Le 15, après-midi, elle cessa ; et l'infanterie s'élança à l'assaut des positions italiennes bouleversées. C'était l'heure où le général Cadorna nous recevait. Sans nul doute, il avait déjà conclu à la nécessité de rompre largement pour soustraire ses troupes à

un ouragan d'explosifs et pour n'accepter le combat que sur des positions favorables.

« Les Autrichiens ne pourront pas amener avec eux en montagne cette formidable artillerie qu'ils ont passé de nombreux mois à mettre en position. Ce seront leurs colonnes qui dès lors tomberont sous le feu de nos positions défensives. » Ainsi raisonne le général et là-dessus il établit les lignes générales d'une nouvelle action. Mais dans l'intérieur de ce plan, que de circonstances peuvent intervenir ! S'il vient d'apprécier les forces de l'ennemi en artillerie, il ne peut pas encore se faire une idée certaine des forces d'infanterie dont il commence à supporter le choc. Il ignore sans doute ce qu'aujourd'hui nous savons : que l'Autriche a concentré en face de lui trente-huit divisions d'infanterie dont dix-huit entre l'Adige et la Brenta ; que ces dernières ne comprennent que des troupes d'élite rompues à la guerre de montagne ; que dans chaque bataillon l'effectif a été porté à mille hommes, et le nombre des mitrailleuses élevé de huit à trente-deux ; que certains de ces régiments d'infanterie possèdent des canons spéciaux de 42 millimètres traînés par des chiens. Et puis, fût-elle la meilleure, sa décision ne manquera pas de soulever de l'émoi dans le peuple, des critiques chez ses rivaux et des intrigues dans le Parlement. Il prend ses responsabilités et nous ne voyons de cette heure tragique que le calme impénétrable du chef.

On servit un goûter, puis nous sommes passés dans le jardin où quelques photographies furent faites.

Le général Cadorna s'intéressait avec une parfaite courtoisie à connaître l'emploi de nos journées et si nous étions satisfaits des itinéraires que l'on nous avait ménagés. Les sentiments que nous exprimions pour les troupes que nous avions vues et pour les difficultés du terrain, il répéta à plusieurs reprises qu'il les écoutait avec une vive satisfaction. C'était un hôte courtois ? Non pas,

c'était un chef recevant des alliés et tenant son rôle de réservoir de confiance.

Le calme de Cadorna et de Porro, leur courtoisie, leur liberté d'esprit tandis que dans cette crise, après avoir avisé au mieux à la situation, ils nous donnaient l'audience qui avait été fixée à l'avance et qu'il n'eût pas été sans inconvénient de décommander, demeurera dans ma mémoire comme une leçon exemplaire.

C'est une belle faculté de savoir se distraire des idées les plus obsédantes pour accorder quelque attention à des soins secondaires ; c'est également une belle faculté de savoir supprimer en soi beaucoup de sentiments et d'émotion qui ne servent de rien : ce gouvernement de soi-même compose en partie le génie d'un chef suprême qui doit voir les choses dans leur réalité crue et nue, et cependant rester impénétrable, afin de propager, toujours et quand même, autour de lui, une confiance favorable à l'action.

En quittant le *Comando Supremo,* nous nous sommes rendus à une réception que nous faisaient l'honneur de nous offrir les députés et les sénateurs du Frioul. La plus entière sécurité patriotique y régnait, qui s'exprima dans les discours qui nous furent adressés aussi bien que dans la réponse, de tous points parfaite, de Barthou. C'est dans de telles circonstances que l'on mesure la vertu de la sérénité des chefs, combien il est utile et nécessaire que les chefs soient des faiseurs de calme, dans une guerre où les vicissitudes nécessairement seront nombreuses et où les paniquards, dénonciateurs, vociférateurs, avec leurs à-coups, ne servent qu'à relever le moral de l'ennemi et à gêner ceux qui sont chargés de la défense nationale.

LIV (*bis*)

LA LOI SUR LES ŒUVRES QUI FONT APPEL A LA GÉNÉROSITÉ PUBLIQUE

12 juin 1916.

L'*Officiel* des 2 et 3 juin derniers vient de promulguer la « *Loi sur les Œuvres qui font appel à la générosité publique* ».

Si l'on s'était borné à instituer sur le fonctionnement de ces œuvres un contrôle à la fois clairvoyant et bienveillant, on eût réalisé un accord unanime. Au contraire, au moyen d'un texte que j'ai pu appeler incohérent et saugrenu, sans soulever une contestation sérieuse, on a introduit dans nos codes une série de dispositions non seulement contradictoires, mais gravement dangereuses pour l'avenir même de ces œuvres. — Leur existence et leur développement sont pourtant nécessaires plus que jamais à notre pays. Nous ne cesserons de le répéter jusqu'à ce que qui de droit nous entende et ne s'en laisse plus conter par Monsieur Lebureau.

Soyons juste, on a commencé à nous écouter. Les doléances que j'ai portées dans ces colonnes, et beaucoup d'autres critiques fort importantes, mais trop exclusivement juridiques pour intéresser le grand public, ont été exposées à la tribune du Sénat avec une admirable ténacité bretonne par M. de Lamarzelle fortement soutenu par son collègue des Côtes-du-Nord, M. Larère. Ces deux jurisconsultes, à force de documentation et d'argumentation, ont abouti à un succès fort original : dès la discussion du premier paragraphe du premier article, M. le ministre de l'Intérieur déclara qu'il ne fallait rien

modifier à la loi, parce que, écoutez ce raisonnement, il ne fallait pas que la loi retournât à la Chambre. A ce propos, nous admirerons à loisir un de ces jours le libre jeu des institutions parlementaires. Aussi la majorité n'hésita-t-elle point à rejeter tous les amendements.

Mais la cause que nous avions soutenue était si manifestement bonne que, sur la plupart des points, ministre, rapporteur et président de la Commission promirent d'appliquer la loi de façon à lui faire dire tout autre chose que ce que signifient normalement des mots français employés dans le texte. Ce sabotage officiel du dictionnaire et de la syntaxe sera confié, paraît-il, au Conseil d'Etat, et s'appellera règlement d'administration publique. Quand ce décret prodigieux sera promulgué, je vous en donnerai des nouvelles.

LV

LE VOYAGE D'ITALIE

X

DANS LE CIEL DE LA PETITE VILLE. — LES MAGASINS MILITAIRES. — LES DOLOMITES. — AUTOUR DU LAC DE MISURINA.

15 juin 1916.

Ce matin, à quatre heures, des appels de sirène, une deuxième, une troisième détonation formidables réveillent la petite ville d'Udine. D'un bond je suis à la fenêtre. Les batteries de la défense ouvrent joyeusement un feu infernal. Dans les rues flotte encore un peu de nuit, mais là-haut, l'immense azur resplendit de jeunesse. Où sont ils les avions d'Autriche? Les touffes

légères que forment dans le ciel les projectiles qu'on leur lance parviennent à me les désigner. Un, trois, cinq, huit, j'en compte une dizaine, disposés en deux constellations. Quelques fenêtres, çà et là, s'entr'ouvrent. Sur la place, des curieux apparaissent qui, à chaque détonation, s'éparpillent en courant sous les arcades. Mais soudain voici la maréchaussée du ciel. Du lointain, à tire d'ailes, accourt la bande minuscule des avions italiens. C'est grandiose, cette faiblesse poursuivant le crime. Rudes petits oiseaux à cervelle humaine! Udine qui les voit et les aime multiplie ses tirs. L'immense azur, à toutes les hauteurs, est semé de flocons lents à se dissiper. Mais rien ne dégringole.

Dans la ville bombardée, je distingue des points de rumeur. Des pompes à incendie passent à grand fracas, puis des voitures d'ambulance, un enfant blessé autour de qui tourbillonnent d'autres enfants. Mais là-haut, c'est toujours le grand ciel bleu marqué de touches légères de craie. Les avions ont beau faire deux kilomètres à la minute, ils n'en semblent pas moins immobiles. Est-il possible qu'un spectacle si nouveau, d'un si prodigieux intérêt, dans un décor d'entre ciel et terre, ennuie si vite? En moins d'un quart d'heure, je ne songe plus qu'à me rendormir.

A sept heures, le général Porro, avec une bonne grâce dont nous sommes profondément touchés, vient à cheval, comme par hasard, s'assurer que ses hôtes sont intacts. Il nous donne des nouvelles précises. Quelle niaiserie de massacrer à grands frais quelques civils désarmés. S'il était nécessaire de chauffer l'idée de la guerre dans ces régions, les Autrichiens s'en chargeraient. A huit heures, quand notre petit groupe sort d'Udine, il me semble que la population salue les Français avec plus de sympathie encore.

Nous partons pour les Dolomites. Notre chemin, au début, c'est celui que nous avons pris l'avant-veille pour

aller déjeuner avec les alpins à la Villa Nevea. En cours de route, dans un cirque de hautes montagnes, nous trouvons des baraquements, les magasins du corps d'armée de la Carnie. On nous invite à les visiter, comme chaque jour — mais je crois inutile de rien préciser — nous avons fait dans les diverses armées où nous circulions. Boulangeries (à mon goût, le pain des soldats italiens vaut mieux encore que le nôtre et que celui des Anglais), approvisionnements de chaussures, de lainages et de tous vêtements ; grands parcs où s'entassent les sacs à terre, les fils barbelés et le reste ; ateliers de réparations : voilà peut-être où l'on peut le mieux juger la force de résistance d'un pays en guerre. Les chefs italiens aiment à faire voir ces richesses et ce bel ordre ; ils n'en cachent pas leur fierté.

Sans doute, ce ne sont pas là les immenses docks que j'ai visités interminablement à l'arrière des armées anglaises ! Mais nul pays n'a les ressources de la Grande-Bretagne, et le soldat italien n'a pas les besoins du Tommy. En moins d'un an, nos amis les Italiens ont fait, dans la mesure nécessaire, aussi bien que personne. Tout était à créer. Ce pays, avant cette guerre, ne connaissait pas le service militaire général, bien qu'il existât en principe, parce qu'en fait on ne mettait dans l'armée qu'une partie du contingent. Au mois d'août 1914, les magasins étaient encore vides de la guerre de Libye ; l'artillerie, dépourvue de ses pièces essentielles de tous calibres ; la cavalerie, sans chevaux ; l'infanterie, sans munitions. En neuf mois de travail, Cadorna tira de ce chaos des troupes de choix.

Une vraie richesse pour l'armée italienne, c'est l'abondance et l'excellence de la main-d'œuvre dont elle dispose. Les terrassiers italiens sont les premiers du monde. Le général Sanna, maigre, haut, bronzé, un Sarde de Cagliari, qui commande une division calabraise, me disait que ses hommes construisent les baraquements

avec une habileté extraordinaire, parce qu'ils sont du pays des tremblements de terre.

A quelque race qu'il appartienne, un chef de magasins s'attache aux richesses qui lui sont confiées, et tend à ne plus vouloir les lâcher. Je crois que, si j'avais été dans l'intendance, je serais tombé dans ce travers. J'ai beaucoup admiré cet officier italien qui me disait : « J'ai là des vaches pour la nourriture des troupes ; mais, avant de les abattre, je veux qu'elles me donnent des veaux. » Quand nous sommes passés, il se préoccupait de trouver des taureaux, afin de constituer un magnifique troupeau à l'armée, et parce que la viande du veau est plus agréable au soldat que celle de la vache...

Après avoir remonté le Tagliamento jusqu'aux neiges qui lui donnent naissance, au travers d'admirables paysages, où nous croisons de jeunes régiments et de beaux mulets chargés de sacs, nous sommes passés de la Carnie en Cadore.

Pieve di Cadore est la patrie du Titien. Sur sa maison natale nous lisons : *A Titien qui par l'art prépara l'indépendance de sa patrie*. Voilà qui grandit de la manière la plus vraie le rôle des artistes. On peut se nourrir d'une telle pensée non pas toute la journée, mais toute la vie. Je crois qu'elle m'a distrait de regarder les détails de la route, l'une des plus belles pourtant qu'il y ait dans le monde. Il faudrait la suivre à pied pour sentir pleinement cette perpétuelle alliance de grâce et de sauvagerie. Des mélèzes, des sapins, un ciel d'azur, d'immenses solitudes et de toutes parts des montagnes extraordinaires, bien que pareilles les unes aux autres. Ce sont des pyramides, mais auprès d'elles la pyramide de Chéops semble une réduction d'étagère. Coiffées de glace, elles descendent presque à pic d'une hauteur de trois mille mètres dans les verdures des vallées. La nature, qui s'est préoccupée de les sculpter, a voulu

aussi les peindre. Leurs grandes surfaces planes sont striées de rose.

Après un long trajet au milieu de ces belles étrangetés et convulsions de la montagne, nous sommes arrivés dans un merveilleux coin de verdure et de luxe, dans la petite cité de Cortina d'Ampezzo, qui n'est qu'une touffe de villas et d'hôtels. Les étrangères qui s'y pressaient se sont envolées comme des perdrix quand les coups de fusil retentirent, mais le décor de leur vie élégante subsiste et les vieux musiciens qui égayaient le déjeuner où les officiers voulaient bien nous accueillir n'étaient ils pas un débris de ces troupes de tziganes qui, aux jours heureux, remplissaient de leurs flons-flons ces hôtels cosmopolites? Ils nous jouèrent les airs nationaux d'Italie, de France, d'Angleterre, de Russie, de Serbie; les plus jeunes d'entre eux avaient pris le fusil et rompu leur mariage avec l'Autriche. « Si ta femme est méchante, apprends-lui la chanson; voici comme on la chante avec un bon bâton. Flon-flon. »

Après déjeuner, vous devinez bien que nous sommes allés au Passo delle Tre Croci et au lac Misurina, lieux célèbres dans tout l'univers par leur beauté. Là encore, les bâtiments des hôtels déserts subsistent à peu près, car ils appartiennent à des banquiers de Vienne et représentent des millions que les Autrichiens s'abstiennent d'anéantir; là encore, cette étrange impression de voir la guerre atroce courir au travers de ces fumoirs, de ces kiosques, de ces terrasses, de toutes ces promenades étiquetées par les sociétés d'excursions.

Il est aisé de transcrire d'après les communiqués officiels qu'en Cadore furent conquis le haut Cordevole jusqu'à Cherz, et la conque de Cortina di Ampezzo, avec les massifs de la Tofana et du Cristallo; que par là fut interceptée la route importante des Alpes dolomitiques, construite par l'Autriche pour abréger les communications entre Toblach et Trente; qu'en outre les Italiens

ont poussé des pointes d'occupation menaçantes dans les hautes vallées de Rienz et de Sexten, à peu de distance de la grande voie de communication autrichienne de la Val Drava. Pour le savoir, vous n'avez pas besoin que personne aille se promener là-bas ; ce que vous attendez de celui qui s'est renseigné sur place, c'est qu'il vous donne une idée des efforts italiens, un écho, une couleur de « l'Alpe homicide ».

Mais d'abord je m'excuse de venir auprès de ces grandes beautés, sans dégager leurs âmes, sans donner une voix à l'attachement que toujours elles montrèrent pour la République vénitienne. Je devrais marcher dans ces montagnes en chantant les hymnes que leur dédièrent Annunzio et Carducci.

Et puis leur chaos, vous l'ai-je fait voir ? Il y a là des sillons dans lesquels le soleil d'été ne descend que quelques heures, des sillons où l'hiver est éternel aussi bien que sur ces hauteurs dont les glaces ne fondent jamais. Comment suivre les soldats dans ce labyrinthe, dans ces milliers de plissements où des routes muletières, des sentiers grimpent et cherchent un débouché sur les plateaux de la haute montagne et parfois jusqu'aux glaciers ?

La guerre se noue de vallon à vallon, se prolonge dans les cols, se disperse, se fait guérilla, s'éparpille en actions individuelles, s'achève en duels sans témoin. Dans ce chaos peuvent seuls combattre des hommes connaissant à fond la montagne. L'Autriche emploie des contrebandiers et des chasseurs de chamois. Les chefs italiens savent à l'occasion constituer des équipes d'extraordinaires alpinistes. Le caractère hasardeux de cette guerre séduit, dit on, l'esprit d'aventure des soldats, à la manière de la guerre aérienne ; en tout cas, il frappe beaucoup l'imagination italienne. Les luttes sur la Tofana sont célèbres.

Singulière impression de voir dans ces hôtels désaffec-

tés de Cortina, de Misurina ou des Tre Croci, le registre d'honneur où s'inscrivaient les touristes qui avaient fait l'ascension de la Tofana, et d'apprendre que maintenant là-haut, sur ce mont magnifique, à 3.400 mètres, les soldats italiens ont hissé une pièce de 65 ! On voudrait savoir les détails. Il y a toute une littérature, tout un commencement de folklore sur cette prodigieuse guérilla de patrouilles, dans ce chaos de rochers et de glaces. L'épisode le plus fameux, c'est la prise du Monte-Cristallo.

Les officiers italiens me l'ont racontée en face même des hauts murs coupés à pic et chargés de neiges éternelles. Un prêtre du pays qui avait soigné là-haut des blessés amis et ennemis, confirmait les détails.

Les Autrichiens occupaient le Monte-Cristallo, d'où l'on domine la conque d'Ampezzo et toute la vallée du Felizon, et ils allaient y monter de l'artillerie. De toute urgence, il fallait les expulser. Mais comment escalader ces quinze cents mètres de parois verticales ?

Un officier, alpiniste très connu, s'en chargea. Il choisit ses hommes dans tous les régiments. Un beau soir, les voilà qui partent munis de centaines de mètres de cordes, de crampons, d'instruments à forer les rochers. Pendant sept jours, on vit une chaîne de petits points gris, une chaîne d'hommes qui travaillaient suspendus au long de l'immense muraille. Ils plantaient des anneaux dans la pierre, attachaient des cordes, enfonçaient des pointes de fer là où manquait une saillie pour y poser le pied. Les travailleurs alpins se relayaient. Derrière eux, les soldats s'exerçaient à pratiquer le chemin, pour le bien connaître, degré par degré. Chaque jour l'escalade atteignait un peu plus haut. Enfin les premières crêtes furent atteintes à 1.000 mètres au-dessus de la vallée. On tirait parti des « canaloni » (canaux, cheminées), des fissures, des corniches... Un soir, l'escalade définitive fut donnée. Les soldats avaient des

espadrilles de corde, pour ne pas donner l'éveil à l'ennemi par le bruit de leurs pas, et pour avoir meilleure prise sur la pierre. Ce fut un long grimpement sur les neiges, dans un labyrinthe de pierre et de glaces. Divisés en grosses patrouilles, les Italiens enveloppèrent la Cresta Bianca. A peine les Autrichiens surpris eurent-ils ouvert le feu sur les plus proches, la fusillade les cerna de partout.

Voilà l'épisode fameux de la prise du Monte-Cristallo, tel que le rapporte Barzini. Prenez-le comme type d'une série indéfinie d'exploits tout semblables; escalade du col Rosa, du Monte-Piana... Mais quand nous connaîtrions tous ces « jours de gloire », pour bien apprécier l'effort de ces soldats, il nous resterait encore à nous représenter l'ordinaire de leur vie glaciale, au milieu des tourmentes de neige, dans les abris des rochers, au-dessus des abîmes, ravitaillés à des mois d'intervalle...

En regardant le silence prodigieux de la vallée mélancolique où repose sous le brouillard le lac de Misurina, j'avais peine à donner un sens à cette rumeur sourde d'artillerie qui nous venait des hautes cimes neigeuses. De même dans les vallées d'Alsace ou bien à ces altitudes de 1 300 mètres, à deux pas de ces noms qui sentent la mort, le Vieil-Armand, le Linge, nous commettions bien involontairement l'impiété de ne plus voir la guerre. Guerre d'usure, guerre invisible! Combien, sur toutes les parties du front, le soldat anglais, russe, belge, serbe, italien, français est obligé de fournir des efforts supérieurs à ceux de ses plus glorieux anciens! Où est le temps que Lodi, Castiglione, Arcole, Rivoli ouvraient les Alpes de Carnie et de Styrie et menaient les avant-gardes du général Bonaparte jusqu'à vingt-cinq lieues de Vienne?

La vallée de la Cortina, la vallée de la Misurina, la vallée du Padola sont des passages qui conduisent d'Italie sur la Drave. Chacune de ces vallées, chacune des

avances qu'y font les Italiens est une menace sur le flanc ennemi, et les Autrichiens accumulent toutes les défenses possibles pour protéger les approches de cette Drava qui constitue leur ligne de communication unique et vitale avec le Trentin.

...Arrivés à ce point de notre visite le long des lignes italiennes, nous devrions aller dans le Trentin qui est tout ce qui nous reste à voir. Mais à plusieurs reprises, depuis quarante huit heures, il nous a été indiqué que les circonstances n'étaient pas favorables. L'offensive autrichienne qui commence empêcherait qu'on nous montrât grand'chose, et d'ailleurs, pour visiter les diverses vallées qu'il faut toutes aller prendre en aval, ce n'est pas d'un jour, mais de dix jours que nous devrions disposer. Résignons-nous à la nécessité. La partie de notre petite caravane qui possède le pouvoir exécutif (c'est ainsi que parlait Stendhal) propose qu'ayant couché à Belluno ce soir, nous allions tout droit, dès demain mercredi 17, à Venise visiter les défenses de la ville et, j'ajoute, causer avec Gabriele d'Annunzio.

LVI

NOTRE NOUVELLE MAISON DE RÉÉDUCATION

Les Mutilés.

15 juin 1916.

Voilà longtemps que nous n'avons parlé de la *Fédération nationale d'assistance aux mutilés*. C'est qu'elle vit, se développe, rend des services, sans heurts ni difficultés. Nos lecteurs qui avaient promis de s'y dévouer lui con-

tinuent leur amitié et une collaboration généreuse qui bientôt va s'élever à deux millions.

Nous aidons en province vingt-quatre comités, et dans le moment où j'écris cet article, ce mercredi matin, je me prépare à aller à une grande et utile assemblée que nous tenons pour l'inauguration d'un nouvel internat de rééducation. Regardez-le en passant notre magnifique « local », au numéro 140 des Champs-Elysées.

Vous savez que notre programme est triple : prothèse, rééducation, placement.

L'Etat doit des appareils à tous les mutilés, mais s'il faut à l'un de ceux-ci un appareil spécial pour reprendre son ancien métier ou pour s'adonner à la profession nouvelle que nous lui avons apprise, nous en faisons notre affaire. Et toutes les fois qu'une personne généreuse désire assurer un appareil à un amputé déterminé, nous acceptons de prendre à nos frais la moitié de la dépense (étant donné, bien entendu, que l'homme d'art y reconnaisse l'intérêt véritable du blessé).

Voilà pour la prothèse, mais, la grande affaire, le principal, c'est que nous aidions les mutilés de la guerre à retrouver toute leur valeur sociale dans la dignité et la sécurité du travail. Souvent ils ne peuvent pas reprendre leur ancien métier. Mais souvent aussi, ils sont arrêtés par du découragement, par une défiance excessive de leurs forces et de leurs aptitudes.

Beaucoup de blessés avant la guerre étaient cultivateurs ; s'ils viennent à notre œuvre, nous prenons soin de les envoyer dans des écoles, à Limonest, près de Lyon, à Beauvais, où sous la direction de l'*Union des Syndicats agricoles du Sud Est* et sous les auspices de la *Société des Agriculteurs de France*, on les met à même de travailler la terre en tenant compte de leurs difficultés

C'est trop vrai pourtant que certains mutilés ne peuvent pas retourner à leurs anciens métiers. Eh bien ! ils viennent causer avec nous au 63 des Champs-Elysées

et nous cherchons d'un commun accord quel travail leur conviendrait. Voyons, qu'est-ce qui vous attire? Les emplois de bureau, la cordonnerie, la bourrellerie, le métier de tailleur, la ferblanterie, la menuiserie, la vannerie, l'imprimerie, la reliure, la bijouterie fantaisie, le soufflage du verre, la fabrication des jouets?

Quand ils sont mariés ou peuvent habiter en famille à Paris, nous les plaçons pour faire leur rééducation dans les ateliers où ils travaillent durant la journée. Les plus importants de ces ateliers, ceux de la rue des Epinettes, numéro 51 *bis*, sont dirigés très heureusement par M. Kula et la *Société d'apprentissage pour la formation des jeunes apprentis*. D'autres amputés travaillent 25, rue Chapon, sous le patronage de la *Chambre syndicale de la bijouterie fantaisie*. D'autres, par les soins de M. François Carnot apprennent à fabriquer des jouets (qui sont de charmantes merveilles que je vous recommande d'aller voir au Pavillon de Marsan et d'acheter, fût-ce par lettre, 2, avenue de Montespan). D'autres, et j'en oublie, se préparent aux emplois de bureau, soit à l'*Institut administratif* (5, rue Paul-Louis-Courier), soit à l'*Ecole Pigier* (23, rue de Turenne). Tous ces « élèves », tous ces « apprentis », nous les gardons jusqu'au moment où, devenus de vrais ouvriers, connaissant leur affaire, ils peuvent gagner leur vie d'une façon normale; mais tout de suite, dès leur entrée en rééducation, et tandis qu'ils apprennent leur nouveau métier, nous leur donnons 3 fr. 50 par journée de travail entière. A ce don de notre œuvre vient s'ajouter l'allocation que leur verse l'Etat et qui est généralement de 1 fr. 70 par jour, en attendant leur pension de réforme.

Tel est le règlement de nos externes. Mais certains mutilés n'ont pas de famille à Paris, viennent des provinces envahies, se sentiraient isolés. L'internat leur convient, va leur rendre un milieu. Nous avons, 28, quai de la Rapée, un établissement où l'installation maté-

rielle est confortable, où chaque mutilé a sa chambre, avec réfectoire commun et salle de réunion. La maison comporte des ateliers de cordonniers et de tailleurs, puis une école de comptables. Les mutilés y sont logés, nourris gratuitement à nos frais, et nous ne retenons rien sur l'allocation de 1 fr. 70 par jour que chacun d'eux reçoit de l'Etat.

Cette maison du quai de la Rapée, à laquelle le général Vieillard, dont la mémoire nous demeure chère, a consacré les dernières heures de sa vie, et que son collaborateur, M. le général Goetschy, veut bien diriger aujourd'hui ; qu'entourent de leur sollicitude un groupe de dames présidées par Mme Geoffray, femme de notre ambassadeur à Madrid ; que gèrent M. et Mme Duhamel, reportant sur ces héros de la guerre le pieux sentiment qu'ils gardent de leur jeune fils glorieusement tombé pour la patrie, — cette maison a un grave défaut.

Elle est trop petite. Nous n'y pouvons loger que 80 pensionnaires.

Et voilà pourquoi, hier, après midi, nous étions réunis au 140 des Champs-Elysées, heureux d'inaugurer pour nos amis les mutilés un second internat de rééducation.

A qui devons-nous cet élargissement de notre œuvre?

La maison a été mise gratuitement à notre disposition par Mme Francis de Croisset, que nous remercions de sa générosité. La *Société française de secours aux blessés*, que président Mme la comtesse d'Haussonville et mon éminent confrère, M. le marquis de Vogüé, nous a donné 20.000 francs pour nous aider dans notre installation. Et déjà plusieurs souscripteurs, en s'inscrivant sur nos listes, demandent que leurs apports (qui s'élèvent à plus de 20 000 francs) soient attribués à cette nouvelle maison de rééducation.

Le vicomte d'Harcourt (vice-président de notre comité de Paris, aux côtés de Frédéric Masson, président d'hon-

neur, et de Louis Barthou, président actif) a accepté de prendre le premier rôle dans la direction de cet internat, en même temps que se constituait un comité de dames ayant pour présidente d'honneur Mme la comtesse d'Haussonville, pour présidente et vice présidente Mmes la baronne Brincard et la comtesse de Warren.

Je vous demande bien pardon de vous donner toutes ces précisions ; il me semble que c'est mon rôle et mon obligation ; je parle à des collaborateurs ; je suis lu par ceux qui nous ont apporté de l'argent et à qui je vais encore en demander. De mon propre mouvement, je vous dirais, plutôt que ces détails, la douceur, la politesse, la grandeur simple de ces héros qui ont sauvé la patrie au prix de leurs souffrances et qui ne se plaignent pas. Mais personne à cette heure n'a besoin qu'on le persuade d'aimer et de servir ces grands blessés, ces mutilés, ces martyrs de la France, ces reliques vivantes d'un grand culte. J'ai assumé une tâche déterminée, je la remplis de mon mieux, je réponds à ceux qui tout naturellement me demandent : « Dites nous où nous en sommes de nos organisations pour les mutilés... »

Nous aurons dans la maison des Champs-Elysées un atelier de cordonniers. C'est un métier que nous enseignons déjà à nos externes de la rue des Epinettes, et à nos internes du quai de la Rapée. Mais les résultats sont très encourageants. Après quelques mois, les apprentis trouvent rapidement à gagner leur vie, soit à la ville, soit à la campagne.

Nous aurons une école de coiffeurs. On m'assure que cette innovation réussira très bien.

Nous enseignerons le dessin industriel et architectural. Beaucoup de ces grands blessés travaillaient au bâtiment et se trouvent ainsi préparés au dessin par les spécialités qu'ils connaissent.

Nous ouvrons un atelier de bourrellerie. Le manque s'en faisait sentir à la Rapée. Cette profession très acces-

sible aux mutilés, nous est souvent demandée et offre cet immense avantage qu'elle ramène au village.

J'abrège. Nous logerons au 140 des Champs-Elysées environ 80 pensionnaires. Et tout à l'heure nos invités en verront une trentaine déjà installés au travail. Il est évident que la nouvelle création va comporter des frais considérables. Comment les couvrir ?

Vous connaissez par les rapports de notre éminent secrétaire général pour le Comité de Paris, M. Souchon (le professeur à la Faculté de droit), l'ensemble des résultats que nous avons obtenus. Sur le produit de notre souscription générale, qui d'ailleurs est loin d'être épuisé, nous avons déjà donné 1.547 appareils (bras ou jambes artificiels), sans compter 463 paires de chausures orthopédiques et des centaines de cannes, béquilles, caoutchouc de béquilles, etc. Nous avons *eu ou avons* en rééducation dans les métiers les plus divers un total de 727 hommes. — 325 ont terminé leur rééducation et gagnent aisément leur vie dans le métier que nous leur avons appris.

J'insiste sur ce que ce chiffre de 727 rééduqués est très considérable. Il paraît faible quand on pense au nombre des mutilés. Mais il grandit singulièrement quand on sait les frais et les difficultés d'une *véritable* rééducation.

Enfin notre service de placement a enregistré *1.951* mutilés heureusement casés.

Il faut continuer ces œuvres ; nous ne devons pas écorner leur budget. Pour la maison des Champs-Elysées, nous ne devons pas puiser dans le fond commun assuré à notre œuvre. Ce serait compromettre l'avenir de nos autres écoles ; ce serait aussi rendre plus difficiles nos dons d'appareils. Il est sage que la nouvelle école se suffise à elle-même et nous voudrions la faire vivre par des créations de bourses, comme il y en a déjà un certain nombre à la Rapée.

Tout souscripteur qui apportera 800 francs aura

fondé une bourse entière, donné les moyens d'assurer l'avenir professionnel d'un mutilé. Il va de soi que si ce fondateur a un protégé, il pourra nous le désigner comme le bénéficiaire de sa libéralité.

On pourra aussi très utilement nous donner des demi-bourses de 400 francs. Cette somme n'est pas suffisante pour le réapprentissage d'un métier manuel, mais elle suffira souvent pour permettre de former des mutilés dans une profession d'ordre commercial, la plus indiquée pour certains d'entre eux. Ceux de nos souscripteurs qui ne voudraient pas aller jusqu'à une de ces fondations, peuvent d'ailleurs verser une somme quelconque pour l'entretien général de la maison.

Je m'excuse de la longueur de toutes ces explications. La clarté est sœur de l'honnêteté ; elle assure le bon travail. De mois en mois nous assistons au développement et à l'approbation générale de notre œuvre, dont la réussite vient des collaborateurs que j'ai eu l'honneur et l'heureuse fortune de grouper. Grâce surtout à l'autorité et à l'activité de M. Hébrard de Villeneuve, membre du *Comité de la Fédération*, la reconnaissance d'utilité publique vient de nous être accordée. Des délégués des syndicats ouvriers siègent parmi nous, justement préoccupés que les mutilés ne soient pas l'objet d'un marchandage de salaires et que leur rétribution soit équivalente à leur production ; ils se déclarent satisfaits de notre méthode et de nos résultats. Ce soir, le sous-secrétaire d'Etat au service de santé, M. Justin Godart, va présider notre séance d'inauguration. Cela encore nous est précieux, car, en même temps que nous sommes une œuvre d'iniatiative privée, nous nous considérons comme les collaborateurs volontaires de l'Etat. Pour reconnaître et maintenir ces appuis et ces hautes satisfactions, nous devons exposer tout au large notre travail, ouvrir nos maisons à tous les regards.

Demain, un large compte rendu sera donné ici de la

séance où je me rends, en posant ma plume, et nul doute que des idées ne s'en dégagent qui persuaderont nos lecteurs de venir avec nous à l'aide des héros glorieux et malheureux.

LVII

LES ENFANTS SACRÉS

LA LOI ACCEPTERA-T-ELLE LA VOLONTÉ DU PÈRE MORT POUR LA FRANCE? LE CARDINAL AMETTE ET M. BUISSON LE VEULENT AVEC TOUS LES PATRIOTES.

Les orphelins de la guerre.

21 juin 1916.

Le débat sur les orphelins de la guerre est arrivé à son point le plus douloureux. La loi en préparation va t-elle imposer à ces enfants sacrés jusqu'à leur majorité une surveillance spéciale, universelle, constante, exercée par les délégués préfectoraux installés dans toutes les communes de France (alors que cette surveillance n'existe pour aucun des autres orphelins français)? L'article 22 du texte en discussion au Sénat l'affirme. Le veut-on maintenir?

La question était posée avec une précision décisive à la dernière séance par MM. Larère et de Lamarzelle. Et déjà là-dessus, dans un article récent, j'ai interrogé ici-même M. Ferdinand Buisson.

Pourquoi M. Buisson? Parce que, à plusieurs reprises depuis le début de la guerre, lui et moi, nous nous sommes entendus pour vouloir l'Union sacrée et surtout parce que depuis plus d'un quart de siècle dans le monde gouvernemental et dans les questions d'ensei-

gnement, l'honorable ancien député et collaborateur de Jules Ferry, exerce une influence prépondérante.

M. Buisson m'a répondu ; il m'a envoyé deux lettres. Et tout de suite on constatera que sur le point précis où je l'interrogeais, à savoir sur la surveillance des familles de nos héros par les délégués des préfets, il ne dit mot. Néanmoins, malgré leur lacune, ses deux lettres présentent un vif intérêt et je désire les publier intégralement. Nous donnerons ainsi un exemple de probité intellectuelle dans la discussion.

L'Union sacrée ne nous demande pas de nous taire, quand le débat des idées est ouvert. Elle nous demande de nous exprimer avec respect pour la personne et la pensée de notre contradicteur et avec un désir vrai d'aboutir à une satisfaction pour tous les droits français.

Voici le texte de M. Buisson. Je me bornerai aujourd'hui à l'entrecouper de quelques réflexions d'une extrême brièveté, me réservant d'insister à loisir sur certains passages, au fur et à mesure que m'y engagera l'actualité des discussions parlementaires.

Paris, le 15 juin 1916.

Cher Monsieur Barrès,

Absent de Paris ces jours-ci, je n'ai pu lire qu'hier soir votre article du 7, où vous me faites l'honneur de m'inviter à « dissiper un gros nuage ». Il s'agit d'abord du rapport présenté au récent congrès de la Ligue de l'enseignement, au sujet de la loi sur les orphelins de la guerre ; et puis, il s'agit surtout de la question générale de ces orphelins.

Sur le premier point, permettez-moi de vous dire que vos appréhensions sont heureusement sans objet. Vous citez deux phrases du rapport où il vous semble découvrir les plus noirs desseins. Si vous connaissiez le rapporteur à qui vous les prêtez, la méprise vous ferait sourire. Mais voyons-les, ces deux phrases.

La première fait allusion aux « attaques passionnées » dont la loi en préparation a été l'objet. A ceux qui ont engagé cette campagne de pétitions d'une violence extrême, le rapporteur reproche d'accepter pour les pupilles de la nation un traitement de faveur, « mais de ne pas accepter » que l'Etat soit le dispensateur de ce qu'il donne : on veut que les organes qui distribueront ces faveurs échappent à son influence.

A part ce mot « faveur » que vous rectifiez avec raison, qu'y a-t-il là d'excessif ? Vous-même, cher monsieur Barrès, comme la Société d'études législatives, comme M. Berthelémy, comme M. de Lamarzelle, vous reconnaissez la nécessité d'un contrôle officiel toutes les fois qu'il s'agit d'œuvres subventionnées. C'est tout ce que réclame le rapporteur. Vous en concluez qu'il rêve de livrer les familles de ces orphelins à l'influence de l'Etat. Mais lisez donc ses affirmations réitérées et d'un si évident accent de sincérité : il demande que la loi en préparation fasse une juste appréciation des droits de la famille, qu'elle respecte les croyances familiales et les considère comme sacrées. Il insiste pour que l'on réunisse autour de ces pauvres enfants tout ce qui est de nature à les rattacher aux chers disparus : souvenir, traditions, croyances, tout cela doit être conservé avec un pieux respect.

C'est précisément ce que nous demandons. Là-dessus, accord parfait. Que la Ligue de l'Enseignement transforme ces principes en texte législatif et l'Union sacrée sera mieux que maintenue, elle sera légalisée.

Seulement (et c'est votre seconde citation qu'il me suffira de rétablir en son entier pour vous en faire reconnaître le sens) le rapporteur ajoute :

« Mais il ne faut pas non plus qu'ils oublient que leur père, leurs frères n'étaient pas seuls sous les plis du drapeau à la défense duquel ils ont sacrifié leur vie. Il faut qu'il sachent qu'il y avait, à côté d'eux, d'autres pères de

famille qui avaient d'autres opinions, d'autres croyances, d'autres traditions familiales et qu'eux aussi se sont sacrifiés et dont les enfants ont également droit au beau titre de pupilles de la nation. Il faut qu'ils apprennent à considérer comme des frères ces autres pupilles et à les aimer. Il faut qu'en eux survive l'idée de solidarité qui soutenait leurs pères aux tranchées. L'amour de la France est le lien qui unissait les pères devant le danger ; c'est celui qui soutiendra les enfants dans la vie. *Il faut, en un mot, qu'ils soient les pupilles de la nation avant d'être les pupilles d'une église quelle qu'elle soit, et il faut que l'État y puisse tenir la main.*

C'est moi qui ai souligné la dernière phrase. Si elle signifie quelque chose de concret, c'est que la Ligue de l'Enseignement craint l'influence d'une « Eglise quelle qu'elle soit » sur les Pupilles de la Nation et qu'elle réclame une barrière spéciale, une législation nouvelle pour empêcher cette influence.

A ce vœu de la Ligue il ne me semble pas possible que l'unanimité des Français ne se mette pas d'accord pour répondre :

Si les lois sur la protection de l'enfance, si les lois sur le fonctionnement des Eglises sont démontrées insuffisantes, modifiez-les, mais pour tous les enfants de France sans exception. Il n'y a aucun motif avouable pour instituer sur ce point une législation applicable aux orphelins de la guerre.

Je n'aurais jamais cru que cette phrase inspirée par un si pur sentiment national pût vous sembler un « désaveu des principes » de l'Union Sacrée, et « quelque chose d'infiniment douloureux ».

Je ne puis me l'expliquer que par un rapprochement qui s'est fait dans votre esprit entre ces paroles du rapporteur et le détail des dispositions du texte en discussion au Sénat, ce que vous appelez vous-même « Détail de cuisine » parlementaire. Mais le texte des résolutions du

Congrès vous montre assez que la Ligue de l'Enseignement n'a pas même songé à lire et encore moins à peser mot par mot les articles du projet et les amendements déposés. Comme tous les congrès, celui-ci s'est borné à indiquer d'une manière générale et sommaire l'orientation qu'il recommande.

Et c'est sur cette orientation que je suis prêt à vous donner, puisque vous voulez bien me la demander, ma « réponse catégorique ».

Ni la Ligue de l'Enseignement, ni la Ligue des Droits de l'Homme (dont je vous envoie l'ordre du jour plus étendu et plus précis) ni, à ma connaissance, aucun projet publié jusqu'ici ne s'est écarté des deux grands principes qui semblent répondre au sentiment public :

1° Il y a pour le pays une obligation *sui generis*, une dette nationale envers les orphelins de la guerre, qui s'exprime par une forme spéciale d'adoption les instituant, dans la plénitude du mot, pupilles de la nation ;

2° Il n'en doit pas résulter le droit de contrarier la volonté du père défunt ou, à son défaut, de la famille.

Parfait. M. Buisson et ses collaborateurs sont tout à fait capables de rédiger en s'en tenant rigoureusement à ce double principe une loi qui obtiendra l'adhésion unanime du pays. Il leur suffit de vouloir. Quel beau rôle à remplir dans l'œuvre de réédification nationale !

En ce qui concerne le choix de l'école pour l'enfant : personne ne voudra profiter de la mort du père pour empêcher son fils ou sa fille de rester ou d'entrer dans l'école de son choix, l'école publique et l'école privée étant d'après nos lois deux manières également légitimes de remplir l'obligation scolaire (c'est le texte même de la Ligue des Droits de l'Homme toujours reproduit littéralement).

Voilà sur quoi tout le monde est d'accord et ne peut pas ne pas l'être.

Reste un troisième principe accepté par les deux Ligues, mais qui, j'en conviens, effraie encore certains esprits. Il

consiste à affirmer que la dette de la nation va au delà de la période scolaire qui se termine à treize ans ; que la nation doit avoir pour chacun de ses « enfants sacrés » au moins autant d'ambition qu'en aurait le père s'il vivait ; qu'elle leur doit l'instruction professionnelle après l'instruction élémentaire et qu'elle n'a pas le droit, pour alléger sa tâche, de les envoyer au plus tôt gagner leur vie dans un métier manuel ; qu'au contraire, à tous ceux d'entre eux (et il y en aura beaucoup) qui montreront des aptitudes particulières elle doit assurer par une tutelle effective et par un large système de subsides nationaux le moyen de prolonger leurs études et de se diriger, quel que soit l'état de fortune de la famille, vers les carrières où ils peuvent rendre le plus de services au pays.

Sur ce point encore, cependant le plus délicat, tous les patriotes, monsieur Buisson, peuvent arriver à s'entendre. Une seule condition bien modeste : que la décision à prendre sur le prolongement des études et sur le choix de la carrière des orphelins de la guerre continue d'appartenir à la famille, et que l'aide matérielle donnée par l'Etat et les offices d'orphelins soit accordée au concours de façon à éviter jusqu'à la simple possibilité de l'arbitraire.

C'est, au fond, ce troisième principe qui, s'il triomphe définitivement, donnera à la loi son caractère social en même temps que national. Et c'est la raison profonde de cette nouvelle forme de tutelle que, sous des noms divers et avec des caractères juridiques encore à déterminer, tous les auteurs de projets et de propositions cherchent à instituer. Voir là une main mise de l'Etat, quel contresens !

Vous me demandez, mon cher ancien collègue, de me joindre à vous pour demander la suppression de l'article ou des articles qui menaceraient la liberté des familles en permettant une abusive ingérence de la politique ou de ce qu'on appelle ainsi. Ce n'est pas sur telle ou telle ligne de ces textes touffus, déjà tant de fois remaniés et encore en

voie de remaniement que je pourrais utilement émettre un avis. J'aime mieux retenir une idée qui, si elle n'est pas à la lettre réalisable, est du moins le clair symbole de l'esprit dans lequel il faut que cette loi se fasse.

On a demandé de divers côtés et vous demandez de nouveau que ce chapitre tout nouveau de notre vie sociale soit confié au Comité du secours national. Il est très vrai que cette institution, aujourd'hui reconnue d'utilité publique, offre un type jusqu'ici sans précédent : celui d'une organisation qui fait faire œuvre commune et œuvre excellente par les représentants des forces sociales les plus diverses.

Lui remettre aujourd'hui ce grand service des orphelins qui doit être pendant une vingtaine d'années le service par excellence du Secours national, ce serait certes une solution dont personne dans le pays ne pourrait prendre ombrage. Mais serait-ce une solution ? Et n'aurait-on fait d'autre que reculer la difficulté ?

Ce qui a fait le succès du Comité présidé depuis vingt-deux mois par M. Appell, c'est qu'il a toujours agi directement, sous sa propre responsabilité. Pour l'éducation et pour la préparation professionnelle de quelques cent mille enfants, il sera indispensable que le travail se subdivise et se fasse département par département. Il faudrait donc parvenir à créer des sous-comités départementaux qui n'existent pas, c'est-à-dire précisément ces offices instituts ou groupements que prévoit le projet sénatorial.

Ici, je crie en toute sincérité : Bravo ! Qu'à la délibération devant le Sénat ou qu'au débat devant la Chambre les représentants autorisés de toutes les opinions rédigent et signent un amendement confiant le service des orphelins de la guerre au *Secours National* et à des filiales départementales de ce comité créées à son image et fonctionnant sous sa direction (et sous le contrôle supérieur de l'État, bien entendu), et nous aurons réalisé le plus beau prodige de l'Union Sacrée. Je ne veux pas ici admettre qu'impossible soit français.

De quelque nom qu'on les nomme, quelles qu'en soient

les modalités de composition et de fonctionnement, tout dépendra de l'esprit dont ils seront animés.

Si c'est l'esprit du Secours national, il se créera dans chaque département un centre et un foyer de vie nationale en même temps que de vie locale. Là se grouperont, pour l'action, des bonnes volontés sans arrière-pensée. On y démontrera par le fait qu'il est possible à des hommes, à des femmes de convictions différentes, opposées même sur bien des points, de mettre leur honneur à respecter avec une probité scrupuleuse la conscience d'autrui. Cela pourrait bien être une nouvelle sorte d'école mutuelle d'où la nation recevrait de précieuses leçons.

Si, au contraire, ce devait être l'autre esprit... Mais non. Je ne peux pas admettre l'hypothèse. Un pays qui s'est élevé à une telle hauteur morale ne retombera pas au-dessous de lui-même : il n'a pas rompu l'Union sacrée devant l'ennemi, il ne la rompra pas devant les orphelins.

Il n'y a qu'une voix dans le pays : par-dessus les barrières des partis, l'ordre que dicte la France entière au Parlement, c'est d'acquitter largement sa dette envers ceux qui sont morts pour elle. Et le seul moyen d'y faire honneur, c'est une grande et simple loi votée à l'unanimité des deux Chambres, dans un sentiment religieux de reconnaissance et de piété nationale.

Veuillez agréer, cher monsieur Barrès, l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

FERDINAND BUISSON.

Enfin, dans le même moment où je transcrivais cette première lettre, si pleine d'intérêt, M. Buisson m'en écrivait une seconde, également digne d'être lue et retenue.

Cher monsieur Barrès,

Laissez-moi vous redire personnellement comment la question m'apparaît. Il ne s'agit de polémique, ni de récriminations. Vous aurez toujours raison, si bon vous semble, sur ce terrain là. Vous trouverez toujours en lisant

entre les lignes la pensée, l'arrière-pensée politique de l'adversaire. Et de notre côté, on en fera autant. C'est à la portée du premier venu.

Ce qui est difficile et ce qui m'avait paru vous tenter autant que moi-même, c'est de dire à nos amis politiques : Nous soutiendrons nos ambitions et nos programmes politiques partout ailleurs, et les occasions ne manqueront pas. Mais en ce qui touche les enfants qui n'ont plus de père, parce que le père est mort pour nous *siste viator : heroem calcas !* Là, pas de querelle, pas de polémique, pas un mot qui jure avec le souvenir de ces morts. Là du moins, au nom de la Patrie, silence aux partis ! Il ne peut plus rester, il ne reste en présence les uns des autres que des Français qui se sont juré chacun à soi-même, d'agir en honnêtes gens, de ne pas troubler la grandeur de cet exemple, de n'en pas diminuer l'incomparable beauté. Pas un de nos soldats, au moment suprême n'a souhaité pour ses enfants une éducation de parti : s'il eût pu parler, il aurait dit en mourant : « Je veux qu'ils vivent, comme nous mourons, pour la France ».

C'est à ce point de vue-là qu'il faudrait se placer résolument, partisans de l'école confessionnelle, partisans de l'école laïque. Ce sont deux méthodes d'éducation, je ne dis pas qui se valent, mais qui répondent à deux convictions respectables que respecte la loi et qu'ont appris à respecter mutuellement nos soldats dans la tranchée, à supposer qu'ils ne l'aient pas su avant.

J'ai entendu le cardinal Amette dire expressémemt qu'il acceptait cette base : le respect pur et simple de la volonté du père et, si on ne la connaît pas, de celle de la famille qui subsiste. Il ne serait digne ni des catholiques ni des laïques de se livrer à des opérations tendant à fausser cette base d'accord Que des deux parts, chacun le dise tout haut, avec l'accent qu'il faut pour être cru, et la loi est faite, faite à l'unanimité.

J'ai assisté à presque toutes les séances de cette *Société d'Etudes législatives* dont vous avez les procès-verbaux et le projet (son seul tort est de venir si tard). Là, j'ai entendu tous les sénateurs, y compris MM. de Las Cases et de Lamarzelle, témoigner ce sentiment, je dirais

volontiers ce besoin impérieux pour l'honneur de la France ; que cette loi soit une loi d'union sacrée. Elle ne peut pas l'être, si de part et d'autre on n'est pas profondément résolu à faire collaborer à la protection des pupilles de la patrie les pouvoirs publics et les initiatives privées, chacune des deux forces s'interdisant comme une improbité d'empiéter sur l'autre, ni aujourd'hui, ni demain.

C'est peut-être une chimère, mais il y a des chimères d'en haut qui font prendre en pitié les réalités d'en bas.

Excusez-moi et veuillez me croire toujours votre dévoué ancien collègue.

F. Buisson.

Cardinal Amette, Ferdinand Buisson !... Je fais des vœux pour que la formule dans laquelle ces deux noms se rejoignent, et qu'à mon rang je contresigne, trouve l'accueil unanime des assemblées politiques. Que je puisse écrire cet article, verser un tel document dans la discussion des idées, c'est à l'honneur de l'époque ; mais il faut encore faire un pas. Nous voici d'accord pour inscrire un principe d'union dans les considérants de la loi. Puisse-t-il apparaître demain dans son dispositif.

LVIII

APRÈS LE COMITÉ SECRET

SUR LES BATAILLES DE VERDUN

24 juin 1916.

Si l'on veut se rendre compte des raisons qui nous ont amenés en Comité secret, il faut certainement prendre en considération l'explication donnée par M. Dalbiez disant : « Les membres des grandes commissions avaient

reçu des renseignements abondants du gouvernement ; ils savaient ! Le reste de la Chambre a voulu savoir ».

On avait cru devancer et contenter cet appétit de science en élargissant le ministère pour y introduire, comme on disait, des représentants de tous les partis. Les partis étaient instruits en la personne de leurs représentants. Ne pouvaient ils pas dans une certaine mesure les interroger et les diriger ? L'expédient n'a pas suffi. Le gouvernement s'est élargi encore et a fait une place plus importante dans ses conseils et dans son action aux grandes commissions. Bientôt même on doubla celles-ci ; on y donna accès à un plus grand nombre de députés. Mais quoi ! Le surplus, ceux qui restaient en dehors, criaient : « Tous, nous voulons tous être initiés. Nous n'acceptons pas qu'il y ait deux zones, deux catégories... » Et maintenant c'est le Parlement tout entier qui réclame de savoir.

Que dis je, de savoir ? Le Parlement ne se contente pas du savoir, il veut le pouvoir.

C'est une nécessité, une évolution logique, un mal que l'on devait prévoir, qui est dans la nature des choses et qu'il fallait enrayer dès le début et bien à l'avance par des institutions de guerre. Nous en revenons toujours là ; rien n'était suffisamment préparé dans aucun domaine ; il eût fallu prévoir l'organisation des pouvoirs publics en temps de guerre.

Les séances secrètes auxquelles nous venons d'assister sont un chapitre d'une histoire éternelle : comment maintenir l'action gouvernementale ? Comment assurer la liberté d'action du général en chef ? Comment régler les rapports entre le stratège et les chefs civils, comment limiter leurs attributions ?

Thème éternel que l'on sait bien que posaient les interpellations déposées ; difficultés inévitables que prétend surmonter l'ordre du jour que nous avons voté.

Cet ordre du jour, je l'aime incomplètement.

J'aurais voulu éviter de dire que « ... le comité secret

lui a permis *(a permis à la Chambre)* de se renseigner efficacement sur la conduite de la guerre... ». Je n'entends pas prendre la responsabilité qui est contenue dans ces terribles mots ; je n'entends pas que les chefs et le gouvernement puissent transporter leur lourde et magnifique charge au cours de la guerre, sur les épaules d'un législateur. Suis-je renseigné ? C'est bientôt dit. Et que veut dire ce mot « efficacement » ? Il signifie d'une manière qui produira son effet. Quel effet ? Ce serait trop commode que les chefs civils et militaires pussent dire : « Nous vous avons associés à l'exécutif, vous êtes des nôtres. » Non ! Chacun sa tâche, chacun son fardeau ; le vôtre est formidable comme votre pouvoir. Il ne suffit pas de me mettre en face de telle situation pour que je déclare que je la connais *efficacement*, c'est-à-dire que je puis la régler.

Ce membre de phrase crée le désordre dans les rôles en méconnaissant toutes places et toutes attributions.

Mais « nous allons instituer et organiser une délégation générale qui exercera, avec le concours du gouvernement, le contrôle effectif et sur place de tous les services ayant la mission de pourvoir aux besoins de l'armée... » Ainsi s'exprime l'ordre du jour, et cette phrase répond à mon scrupule. Jusqu'à cette heure, nous n'étions pas « renseignés efficacement sur la conduite de la guerre » ; dorénavant, nous irons sur place et de nos propres yeux nous renseigner.

C'est me donner raison. Avant de prendre les responsabilités que cet ordre du jour met sur nos épaules, nous aurions dû attendre d'avoir été en mission avec des pouvoirs... Avant d'écrire que nous sommes « renseignés efficacement », nous devrions avoir reçu et employé cette part du pouvoir exécutif qui va nous être donnée...

Hier, nous n'avions pas le pouvoir. Demain, nous allons l'avoir. Mais de quel pouvoir s'agit-il ?

Cette extension du rôle, des attributions, des devoirs,

des droits, bref de la puissance du législateur, me paraît redoutable pour la bonne conduite de la guerre.

La Chambre s'en doute. Elle a vu la difficulté. Son embarras l'atteste. Elle déclare qu'elle s'abstiendra strictement d'intervenir dans la conception, la direction et l'exécution des opérations militaires ». Mais en fait où sera sa limite ? Ne voyez-vous le conflit toujours possible ? Si j'examine le libellé des questions qui ont été portées à la connaissance du public avant le comité secret, je suis autorisé à croire qu'au cours de ces sept journées on a pu parler de l'état des travaux sous Verdun avant la bataille. Toutes choses avaient-elles été préparées ? demandent les députés. Les voici mis à même d'aller dans l'avenir s'assurer des préparations d'une bataille ? Si la bataille révèle quelque insuffisance de ces préparations auront-ils à répondre de leur enquête, de leur inexpérience, de leur silence, du satisfecit qu'ils auront donné à l'avance ? Porteront-ils une part de responsabilité ? Une enquête sera-t-ouverte sur leur enquête ?

Tandis que j'écris, j'ai là, sur ma table, un ouvrage remarquable, *La Direction de la guerre ou la liberté d'action des généraux en chef*, par le commandant breveté V. Dupuis (à la librairie Chapelot). Cet ouvrage a été très lu, cette année. Il donne l'histoire et la philosophie de ce problème des rapports du gouvernement et du haut commandement, en face duquel la Chambre vient de se trouver. Voici par quelle phrase il s'ouvre : « On doit entendre qu'un général en chef a sa liberté d'action pleine et entière, lorsque nulle autorité autre que la sienne n'intervient *dans la conception, la préparation et l'exécution du plan de campagne.* » (Préambule, p. 1.) Il est curieux de voir que le commandant Dupuis et la Chambre s'accordent pour laisser au général *la conception et l'exécution*, et que sur la préparation il y a peut-être divergence. Les députés entendent avoir une idée sur la préparation, que l'historien militaire réserve au commandement.

Simple remarque, mais qui mérite peut-être quelque attention. Il y a bien de la gêne et du vague dans cet ordre du jour auquel la Chambre vient d'aboutir.

Je le critique et pourtant je l'ai voté ; je vois ses défauts et pourtant je devais l'accepter.

Il clôt un débat dont je ne dirai pas ce qu'il fut, je n'en ai pas le droit, et je ne cherche pas à insinuer qu'il ait été mauvais, mais que j'avais redouté et que je ne tenais pas à prolonger. L'intransigeance, les discussions trop roides et un peu théoriques sur cet ordre du jour, après sept jours de séance, auraient amené un redoublement fâcheux des ardeurs. Il saute aux yeux, par les noms bigarrés de ceux qui le signèrent, que ce texte auquel nous avons abouti est un compromis. Il a été mis debout par des hommes qui s'accordèrent comme ils purent et mieux encore qu'on ne pouvait craindre.

Je l'ai voté parce qu'il nous dispense d'une crise du gouvernement et du haut commandement, parce qu'il affirme la volonté et la foi de vaincre, parce que je suis affamé d'union, de fraternité...

Voter « pour » ? Eh ! sans doute, il y a des objections. Voter « contre » ? Ah ! non, jamais. A la guerre, le gouvernement, sauf le cas d'indignité, c'est encore le drapeau. J'ai soutenu, selon mes forces, une fois de plus, les chefs civils et militaires de la France.

Au fond, comme je le disais au début, et comme le public le sentait, c'est surtout une opération d'ordre intérieur que faisait la Chambre. De ce point de vue, les séances n'auront pas mal réussi. Je suis de l'avis de M. Dalbiez ; un certain nombre de députés (qui n'appartiennent pas aux grandes commissions) se languissaient à sec, hors des eaux vives de la science. Tous les robinets ont été ouverts, et sous ce flot de paroles la soif irritante de savoir me semble momentanément apaisée.

Mais tout de même, sauf le cas d'une nécessité certaine, je demeure opposé à cette procédure du Comité secret !

On risque d'y voir apparaître (comme dans les couloirs) des intrigues et des audaces qui n'oseraient pas affronter l'éclatante lumière et les cent mille regards des patriotes.

Et puis, voulez-vous qu'en trois phrases je vous dise pourquoi les séances secrètes, alors même qu'elles finissent au mieux, ne sont pas inoffensives !

Avant que d'être ouvertes, elles font déjà leur mal. Elles augmentent chez les chefs et à tous les étages de la hiérarchie la peur des responsabilités.

Qu'est-ce qu'il y a de plus rare et de plus utile chez les hommes d'action ? C'est le courage de prendre des décisions. Il est si commode de ne pas bouger, de ne rien risquer ; il est si tentant de se mettre à couvert d'erreurs, dans l'inertie derrière des rapports, en attendant des ordres, sans prendre aucune initiative.

Jamais un chef n'ira de plein cœur vers sa décision, si, aux risques naturels d'échecs qu'il voit droit devant lui (du fait nécessaire de l'ennemi), il lui faut ajouter l'appréhension des comptes que vont lui demander neuf cents parlementaires qu'il sent derrière lui. Un obstacle en avant, une chaîne dans le dos ? Il ne fera pas un pas !

Et, jusqu'à tous les autres chefs, son exemple descendra. S'il leur faut être hantés sans cesse par des préoccupations en dehors de la hiérarchie et de leur milieu normal par des préoccupations politiques, comment des commandants pourront-ils pousser leur travail actuel, exclusif, ardent, au jour le jour, le seul qui vaille ?

Contre cette surveillance d'exception, exercée dans un esprit non militaire, et qui par là les trouble, vous les verrez se réfugier dans l'inaction soignée, attentive, systématique, celle qui n'a pas de suites, donc pas de dommages, du moins personnels...

Ou bien encore vous les verrez recourir à des amitiés particulières avec de puissants protecteurs politiques.

Ces réflexions seraient aisément éclairées d'exemples militaires nombreux qui sont de toutes les époques et dans toutes les mémoires.

M. Briand vient de gagner une partie qui risquait de troubler la sérénité du pays, sans qu'on puisse sérieusement en attendre des bénéfices matériels. Le public ne s'est pas intéressé beaucoup à ces séances secrètes. Verdun, l'offensive russe, les Anglais occupaient toute sa force d'attention et de sympathie. Et puis il n'admettait pas qu'il pût se trouver une majorité pour ouvrir une crise du haut commandement. Mais que dit-on ? Que les sénateurs veulent recommencer la même partie ? Qu'ils veulent eux aussi juger la conduite de certains chefs dans certains faits de la guerre ? C'est une reprise, pour le moins, superflue et difficile à faire comprendre.

Certes on peut améliorer quelles qu'elles soient, les méthodes du commandement et du gouvernement ; cette guerre est longue, le meilleur instrument ne peut se passer de retouches ; mais ce n'est pas dans une immense assemblée passionnée, fût-elle publique, fût-elle secrète, que de tels problèmes délicats, complexes et savants, s'agitent utilement. Ils appartiennent à l'exécutif. Le bien ne peut venir que d'une collaboration étroite du gouvernement et du haut commandement. La France se réjouit de savoir que jamais cette pleine confiance affectueuse n'a été entamée. Elle voit dans ce précieux accord un gage de victoire.

LIX

LE VOYAGE D'ITALIE

XI

VENISE EN TENUE DE GUERRE

26 juin 1916.

Le mercredi 17 mai au matin, nous quittons en automobiles Belluno, et au bout d'une heure, nous longeons le Lago Santo, lac charmant de solitude et de pureté qui, me dit-on, fournit sa force pour la production de la lumière électrique à Venise. « Taisez-vous, guide trop savant ! J'aime mieux croire qu'il est sauvage. » Successivement nous dépassons Vittorio, Conegliano, Treviso et de nombreuses villas d'un beau goût vénitien. Enfin, vers midi, nous voyons se lever la merveille dans les buées de sa lagune, et nous prenons à Mestre un canot à vapeur pour Venise.

Une fois encore, nous voici dans l'aimable ville. Brillante, elle repose toujours au milieu de ses miroirs ; ses gondoliers moins nombreux disputent avec la même vivacité inépuisable ; ses femmes sous le châle noir, ses enfants rouges, bleus et violets, ses pigeons, tout son peuple familier l'animent comme aux jours heureux, et la foule cosmopolite en fuyant n'a rien emporté de la délicate poésie. Tout est pareil d'abord, semble-t-il, sauf là-bas, au-dessus du Jardin public, une « saucisse », un dracken italien, personnage un peu bouffe, duègne plutôt que chevalier, qui veille baigné d'azur sur le repos de la beauté.

Italie, terre inépuisable en merveilles ! Nous allons au *Danieli*, seul hôtel qui, bien qu'à demi transformé en hôpital, demeure ouvert, et voilà-t-il pas qu'après le déjeuner, à deux heures moins le quart, les lustres des salons commencent à se balancer ! Tout s'émeut, chancelle doucement. C'est un tremblement de terre.

Ma première visite, avant que je passe chez Gabriele d'Annunzio, et sur le chemin de sa maison, sera pour Saint-Marc.

Formidable spectacle de la basilique en tenue de guerre ! Le chef-d'œuvre a revêtu le casque et la cuirasse ; d'innombrables sacs de terre recouvrent ses richesses. Mais tandis que ces fameuses beautés, prières d'or, d'argent et de diamants se cachent, des soldats et des femmes à genoux multiplient leurs supplications autour d'une Vierge et d'un Christ exposés. Je ne me lassais pas de regarder ces adorants et cette église en esprit, cette âme invincible qu'ils dressaient au milieu des splendeurs périssables.

Le lieutenant Ugo Ojetti a été chargé de veiller à la sauvegarde des monuments et des œuvres d'art dans la zone de guerre. Il nous accompagne et appelle notre attention sur les mesures qu'il a prises. C'eût été excellent de recouvrir extérieurement, de mettre sous cloche Saint Marc et le palais des Doges, mais ces fragiles merveilles posent sur des pilotis qu'une surcharge de poids écraserait. Ojetti a dû se borner à soutenir chacun des détails les plus précieux, par exemple à placer des colonnes d'appui dans les arceaux du palais, et ces colonnes, il a soin qu'elles s'harmonisent avec l'ensemble. Délicatesses d'amoureux, mais attendez qu'une bombe arrive, le tout ne sera plus que poussière. Chaque jour des avions austro-boches viennent sur la ville. D'une minute à l'autre, le crime peut s'accomplir et, comme il défie toute précaution, il défierait toute réparation.

Je n'avais pas vu Venise depuis le Campanile de la place Saint Marc reconstruit. Son aspect de neuf lui donne l'air d'un intrus, l'air d'un géant qui serait venu de l'étranger demander en mariage la basilique et demeurerait là gauche et figé, en costume trop neuf... On aurait pu teinter ses pierres, le peindre à l'ancienne. On s'en est abstenu par respect pour la vérité, on n'a pas voulu faire un faux. C'est un scrupule honorable, mais alors comment justifier la reconstitution elle même? Les Athéniens n'ont pas rétabli le temple d'Athéné, brûlé par les Perses : sur ses décombres précieux, ils ont construit le Parthénon de Périclès. Les Vénitiens de jadis auraient inventé quelque chose de nouveau qu'ils auraient pensé eux-mêmes.

Cette critique, je m'empresse de le dire, est d'ordre théorique. En fait, on a pris la meilleure décision qui fût possible. Nous autres, les étrangers, nous aurions mauvaise grâce à la blâmer ; c'est nous qui prions Venise de vouloir bien accepter d'être un musée, un conservatoire de beauté, et de vivre une vie un peu archéologique. Mais le génie de l'Italie garde sa fécondité. Et cette après-midi même, ne vais je pas voir une fleur qui s'épanouit sur la tige antique, une fleur non pareille aux fleurs de jadis, car la nature jamais ne se répète, mais leur parente et leur rivale de couleur et de parfums.

Gabriele d'Annunzio, l'homme et l'écrivain, avec son génie et toutes ses audacieuses libertés, se place dans la grande tradition italienne, dont il reçoit et prolonge l'impulsion. Il fut beaucoup discuté de ses compatriotes. Je me rappelle et ne reproduis pas l'expression saisissante avec laquelle, la première fois que je le vis à Paris, il m'exprimait son contentement d'être ainsi la proie de l'opinion. Aujourd'hui, ce poète est dans son pays une puissance de fait dont les uns se réjouissent et que les autres subissent. Si quelques esprits chagrins veulent encore le critiquer, on leur conseille qu'ils le consi-

dèrent d'ensemble ou dans ses plus belles parties, et surtout qu'ils fassent un retour sur eux-mêmes et qu'ils se demandent, en voyant leurs propres imperfections, s'ils les compensent par les œuvres, les actes et les paroles de ce grand Italien.

Gabriele d'Annunzio réalise peut-être ce que le xve et le xvie siècles avaient vainement cherché à créer en littérature.

Les Italiens ont toujours eu un grand goût de l'art décoratif. C'est leur caractère dominant, qu'ils manifestent aujourd'hui encore, bien qu'avec moins de finesse... (A peine ai-je écrit ce mot de restriction, que je dois l'effacer. Le vocabulaire manque, ou du moins il me faudrait une longue réflexion pour bien saisir et bien exprimer ce qu'il y a chez tout Italien de simplicité, de familiarité et de théâtral.) Souvent nous comprenons mal certains morceaux de la grande époque que nous admirons à part, quand ils valaient comme des parties soumises à un ensemble. La Renaissance italienne rêvait un rêve si beau, si riche d'intention, si plein de formes plastiques que ses grands chefs-d'œuvre de peinture, de sculpture, d'orfèvrerie et d'architecture, contiennent beaucoup plus de choses que nous n'en savons voir. Ce mélange de richesse technique et de fraîcheur de sentiment, elle eût aimé le déployer dans ses œuvres littéraires. On entrevoit ce qu'elle recherchait et qu'elle n'a pu réaliser, ni en vers ni en prose, si l'on étudie certains de ses théoriciens et par exemple le *Songe de Poliphile*, œuvre bien ennuyeuse, c'est entendu, mais extraordinaire d'imagination érotique et plastique, et de force décorative dévergondée, qui fut plusieurs fois traduite en français et en dernier lieu par le savant amateur Claudius Popelin.

Annunzio a recueilli cette tradition d'infinies recherches dans le raffinement. Dès les poèmes de sa jeunesse, étonnants de liberté, de pureté (*Poèmes d'Isotta, poèmes*

paradisiaques; élégies romaines), où l'amour se développe dans des paysages magnifiques, quelle maîtrise de l'expression, quelle fusion du sentiment avec le décor superbe des grands jardins de Rome ! Comme le génie adolescent se nourrissait avec richesse et noblesse des réminiscences antiques ! Et voyez les œuvres de ces dernières années, les grandes fresques théâtrales qu'il produisit en langue française. C'est inimaginable ce qu'un « mystère » comme *le Martyre de Saint-Sébastien*, où il me fit l'honneur et l'amitié d'inscrire mon nom, suppose de civilisations amalgamées et d'imagination poussées à leurs limites.

A cette vertu d'avoir retrouvé les plus ambitieuses traditions de l'art italien, Annunzio joint aujourd'hui l'honneur qu'on le renomme justement un des guides et l'animateur de sa nation. Aux jours les plus tragiques, il a précipité le destin, tout en maintenant l'accord du roi et du peuple, et de Gênes à Rome, à grands coups de discours pareils à des odes, il a poursuivi, écrasé le parti de l'étranger. L'histoire dira qu'il répandit une brûlante beauté sur les calculs qu'il fallait bien que l'on fît, mais qui risquaient d'amener un refroidissement de l'âme populaire.

Un jour que je cherchais à savoir quelles sont les forces spirituelles de l'Italie, quelqu'un m'énumérait ses hommes politiques éminents, propres à mettre dans des ministères, et sur ma question : « Et Annunzio ? » — « Oh ! Annunzio (une hésitation comme devant un objet non classé), il occupe la situation d'un journaliste supérieur. » Quelle petite idée de ce qu'est le pouvoir spirituel ! Le vieux prophète Hugo définissait mieux l'espèce à laquelle appartient Gabriele d'Annunzio quand, vers 1871, il crayonnait pour lui-même, sur un papier froissé, cette note : « J'ai une certaine quantité de pouvoir spirituel. Veux-je autre chose ? Non. Le pouvoir matériel ? Pourquoi ? Être ministre ? Président ? etc. A

quoi bon... Je n'ai pas besoin d'être fonctionnaire... »

Mais je me suis attardé en m'en allant à pied au *Palazzino rosso*. Quand j'y arrive, l'espace me manque, et c'est plus sage que je remette à demain le récit d'une belle conversation.

LX

LE VOYAGE EN ITALIE

XII

LE CONCERT CHEZ LE POÈTE.
LA VILLE DANS LES TÉNÈBRES. — UN VOL SUR VENISE.

27 juin 1916.

Annunzio habite sur le Grand Canal un tout petit palais que se rappellent sans doute les visiteurs de Venise. C'est le palazzino rosso, au fond d'un étroit jardin dont les arbustes se penchent vers l'eau par-dessus une balustrade de marbre. Et c'est harmonieux et juste que pour souffrir et se reposer le poète du *Feu* ait trouvé cet endroit raffiné...

Mais le voici qui vient à nous : amaigri, pâle, l'œil gauche caché par un bandeau noir, plus charmant que jamais en jeune officier.

Nous nous embrassons, et d'abord des nouvelles de sa santé. A son avis, il ne retrouvera pas l'usage de son œil, mais son état général était tellement sain qu'il n'a pas eu de complication.

Cette dernière réflexion, Annunzio l'a faite avec la gentille fatuité toute sereine que ses amis lui connaissent et que j'écoute joyeusement, car elle me le montre, sous

une plus belle parure de gloire, toujours pareil à lui-même.

Le terrible, ce fut la nécessité de demeurer pendant près de trois mois dans l'obscurité, sans mouvement, la tête plus basse que les pieds, et livré aux visions... Il ne parle ni de sa fièvre, ni des douleurs au milieu desquelles je sais bien qu'il a vécu, mais seulement, des images obsédantes que son œil malade lui impose durant d'interminables insomnies. Pas une minute il ne se plaindra. Puisque nous l'obligeons à dire quelque chose de son mal, il prend d'une manière toute simple le ton d'un artiste décrivant des curiosités.

Tandis qu'il parle, et sans me distraire de l'admirer, je regarde le charmant décor. Il faudrait la science et le minutieux pinceau de Théophile Gautier pour décrire ce palazzino silencieux qu'éclaire le petit jardin et pour inventorier ces pièces minuscules dont les plafonds et les murs, curieusement ouvragés, sont couverts d'objets rares et précieux.

— Je devais, nous dit-il, me soumettre aujourd'hui à une petite opération : je l'ai différée pour vous appartenir, mais je n'ai pas pu ajourner un petit concert, un quintette que j'ai là, parce que les « virtuosi » viennent des batteries du Lido avec une permission de leurs commandants qu'on ne peut pas renouveler. Aujourd'hui ils me jouent de la musique française de chambre. César Franck et Maurice Ravel.

Et sur notre désir de ne pas interrompre son plaisir, il nous mène au premier étage dans sa chambre où l'attendent quelques amis et sa fille, charmante personne de vingt ans, accourue dès la première heure pour veiller à son chevet.

J'ai toujours pensé qu'Antigone était la plus belle figure de la poésie, mais l'Antigone de la fable n'a pas eu le bonheur de soigner un père poète et soldat.

De la pièce voisine, la musique s'élève et remplit de

rêve le petit palais. Ce sont d'excellents artistes, ces soldats triés par leurs chefs dans les batteries du Lido, et ils jouent de toute leur âme pour enchanter la souffrance du maître qu'ils admirent.

Ecoutons, regardons; c'est là sous nos yeux, tout vivant, un de ces tableaux que le grand art aime à prendre pour thème. Dans la ville où Giorgone peignit le *Concert champêtre*, j'assiste au concert pour le héros : Annunzio, étonnamment jeune, pâle et faible, reçoit avec son sourire toujours égal l'amitié de ses hôtes; sa fille, au visage doux et profond, n'a de regard et de pensée que pour le blessé vénéré; auprès d'elle, une amie de son âge, lui tient la main dans un geste de sympathie comme pour la rassurer, et une troisième jeune femme agenouillée par terre, assise sur ses talons, le regard perdu, écoute avec avidité la musique, réalisant ainsi le type classique d'une sainte Cécile.

Je me penchai vers le poète : « Annunzio, vous rappelez-vous ce grand vers de Hugo :

« Homme, Thèbe éternelle, en proie aux Amphions ! »

Pourquoi cette réminiscence! C'est que sous l'action de la musique je venais de voir dans le prolongement de cette chambre toutes les salles de verdure, tous les boudoirs, tous les jardins, toutes les retraites de la volupté et de la nostalgie, peintes par le Tasse et l'Arioste, ou rêvées par la race italienne, et puis, dans le même moment, sous un coup plus grave de l'archet, m'était réapparue la cave d'Ablain-Saint-Nazaire, où des soldats de France, dans une obscurité qui m'empêchait de distinguer leurs figures, jouaient des morceaux grandioses de Bach tandis que le bombardement ravageait sur eux le village[1].

1. Voir Pierre de Rozière, à la page 147 des *Familles spirituelles de la France*, et dans les *Voyages de Lorraine et d'Artois*, page 389.

O France plus janséniste, Italie plus païenne ! Il faut apprendre à connaître et à respecter les diverses espèces d'êtres nobles qu'il y a de par le monde, et c'est encore une forme de courage chez Annunzio que cette fidélité à sa nature et que cette volonté de s'envelopper toujours d'une atmosphère précieuse et rare.

Après le concert, Annunzio et moi, demeurés seuls, nous avons causé indéfiniment de son rôle, de la guerre et des choses d'art. Longuement, il m'a raconté les préparations, les difficultés, les angoisses, le triomphe de sa propagande, et ce grand artiste savant comparait ses harangues pour la résurrection latine aux discours des tribuns italiens du XIIIe siècle.

Réunissant notre expérience, nous sommes d'accord, tous deux, pour considérer que dans nos deux pays la nation, à cette heure, c'est l'armée, et que chacun, à l'arrière, vaut dans la mesure où il se raccorde aux soldats.

Puis le poète me parla des dictées ou des écrits à tâtons qui furent l'œuvre de ses insomnies (de sa fièvre, peut-être de ses délires) et qu'il va publier sous le titre de *Nocturnes*.

— J'ai dû, me dit-il, inventer une nouvelle manière, appropriée à mon état. Jusqu'alors, j'étais habitué à voir ce que j'écrivais ; maintenant un mot que je trace à l'aveugle sur ces petits cahiers étroits, c'est comme si je le lançais derrière moi. Ce sont des aveux jetés dans la nuit. Et quand ma fille me les relit le matin, en m'entendant parler ainsi, je suis profondément ému.

Le soir approchait ; la lumière moins vive permettant au blessé qu'il se risquât dehors, nous sommes partis en gondole à rames.

Sous ses énormes lunettes noires, le corps perdu dans son large manteau d'officier, le visage et les mains amenuisés par la souffrance, la parole plus fière et toujours vigoureuse, imagée, quel personnage précieux il fait,

notre ami, dans ce crépuscule. Les gondoliers qui le reconnaissent, le saluent, et les soldats d'un hôpital que nous longeons, l'ayant aperçu, accourent tout bandés aux fenêtres, et l'acclament à l'italienne par des applaudissements.

Nous allons au nord de la ville, dans un quartier vétuste et désert de palais délabrés, au Casino dei Spiriti.

C'est un jardin du XVIe siècle, qui n'avait jamais disparu complètement et que le goût excellent de son propriétaire a rétabli d'après les anciennes gravures, tel que le connurent Michel-Ange et Vittoria Colonna. Les colonnades s'y mêlent aux fleurs, aux arbustes, aux arbres, pour former un ensemble noble et mystérieux, ordonné en une suite de chambres, diverses de couleur, de dessin et de parfum. Nous allons respirant, admirant et causant, et arrivés au fond de ce promenoir enchanté, à travers les barreaux de la vieille grille contre laquelle vient fraîchir la lagune, nous voyons sur l'eau déserte, au loin, dans l'atmosphère bleue et rose du soir, le cimetière.

« C'est là, me dit Annunzio, que reposent mes pauvres compagnons », et, après un silence que remplit notre double prière, il ajoute : « Pensons maintenant aux collines de Verdun ! »

Je lui raconte la mort du colonel Driant. Il me décrit le retour de l'aviateur Salomone, ramenant à travers le ciel ses deux compagnons, l'un mort, le second blessé et dont la tête, plus belle que la tête d'Orphée, ruisselait de perles rouges en dehors de la nacelle. Lui-même Annunzio, a connu au-dessus de Trieste des heures dangereuses. « Que sont, après cela, dit-il, ces rêves de domination et d'autres rêves encore ? je ne désire plus que de retrouver ces minutes où le moindre homme devient quelqu'un qu'il n'avait jamais soupçonné. »

Cette causerie, où j'ai cru voir naître un nouvel Annunzio, nous l'avons prolongée bien tard, jusqu'au

milieu de la nuit, à travers la ville, survolée d'avions, toutes lumières éteintes. Quel désert, quel clapotis sinistre, quel décor de cape et d'épée, la prodigieuse collection d'estampes romantiques! Ceux qui virent ces extraordinaires ténèbres en deviendront fort redoutables : ils ne manqueront plus jamais, si l'on parle de Venise, de fatiguer leurs contemporains en répétant avec insistance : « C'est en 1916, qu'il fallait s'y promener ! » Le poète, un peu à tâtons m'entraînait le long de ruelles sinistres que nul rayon de vie n'animait, vers les sites que son imagination préfère. Ses admirateurs peuvent noter, dût-il maudire mon indiscrétion, qu'il convient d'aller vers minuit à la Scala del Bovolo, que je leur laisse le soin de trouver.

Parfois Annunzio, sous ses verres et ses bandeaux, hésitait longuement et je le menaçais de faire connaître au monde que le poète du *Feu* est incapable de retrouver tout seul le chemin de la place Saint Marc.

D'heure en heure, du haut des toits, s'élevait le cri des bersaglieri qui veillent en armes sur les terrasses où jadis les belles Vénitiennes séchaient leurs chevelures. Ils guettent dans le ciel les taubes et rassurent la ville. *Per l'aria buona guardia!* Mélopée qui saisit, attendrit le cœur en rappelant le péril du précieux trésor sans défense.

En contraste avec cette Venise perdue dans cette épaisseur de noir, il me fut donné le lendemain de voir la ville éblouissante comme jamais dans un cirque d'azur.

On nous montrait les escadrilles italiennes et françaises qui assurent la défense aérienne de Venise. « Quel appareil voulez vous essayer ? » J'ai demandé de faire au-dessus de la ville et de sa lagune, le plus bas possible, un voyage de reconnaissance. Voir Venise sous un angle inconnu, comme un pan en relief, la connaître indiscrètement, du haut du ciel, alors que nous fûmes toujours prisonniers entre les façades de ses palais, la situer

dans ses vastes lagunes, n'est-ce pas que vous m'enviez ?

A peine ai-je formé mon vœu que tout se prépare avec diligence sur les prairies où, non loin de Venise, la belle invention repose dans un coffret colossal. Le dirigeable, comme un Esprit, sort avec majesté de sa haute cathédrale. Quelle grâce, quel désir de l'espace ! « En route ! » dit le jeune officier, et déjà nous glissons à une hauteur de deux cents mètres, avec une vitesse de 64 kilomètres.

Voici la ville toute nette, ses îles, ses îlots, la mer, et notre ombre comme un gros poisson nous suit dans les eaux. Venise, trésor glorieux, occupe le centre d'espaces ensoleillés par le couchant et qu'entoure la brume. Repos charmant de la ville bleue et rose, douce comme un duvet d'oiseau, au milieu de sa lagune laiteuse. Quel malheur d'être, sur cette tranquillité, un oiseau si bruyant !

Je respire l'air marin, l'air des cimes, et puis l'émerveillement des féeries. Nous passons au dessus du jardin que j'avais tant aimé la veille.

Parmi cinquante manuscrits, sous la poussière d'avant la guerre, j'ai un vieux travail imparfait sur les jardins de Venise. Quelle enquête j'avais faite pour les dénombrer : celui de la Giudecca plein de roses ; celui non loin de la gare, celui... Mais, laissons ; livrons-nous au plaisir présent, au plaisir de prendre une intelligence parfaite des formes de Venise, de son grand canal qui serpente et de toute la résille de ses moindres canaux. Mon regard plonge émerveillé à travers les rayons du soleil et les vapeurs de l'eau dans la place Saint-Marc et dans les diverses coupures au fond desquelles s'agite le charmant petit peuple. Venise elle-même, dans cette immensité claire, semble une fragile créature dont je crois sentir la respiration, la palpitation délicate. Mais déjà c'est fini de goûter le plaisir des oiseaux. La prairie a réapparu. Des Lilliputiens blancs courent dans l'herbe, ont saisi

les cordes jetées ; nous revoici prisonniers des gens de cette terre.

Et tandis que je monte dans le canot qui doit me ramener en gare où le train pour la France m'attend, là-haut, le gros poisson d'argent a repris sa nage dans le ciel, suivi par son ombre, noir requin de la mer. Puissent-ils ne pas se rejoindre ! Puissent les jeunes officiers rayonnants d'amabilité, de gaieté accomplir heureusement jusqu'au bout leur tâche et faire pour Venise *per l'aria buona guardia.*

LXI

EN SORTANT DE NOTRE-DAME

NOUVEAUX DOCUMENTS SUR LA VIE ET LA MORT DE DRIANT

In Memoriam.

30 juin 1916.

Au moment où s'ouvrent une nouvelle phase de la guerre et de nouvelles espérances, qui n'ont été possibles que grâce à l'incroyable ténacité des défenseurs de Verdun (parce qu'elle laissa à nos alliés le loisir de perfectionner leurs préparations, Paris a voulu faire autour de Driant et de ses chasseurs une solennelle manifestation de pieuse reconnaissance. Reconnaissance envers les morts et les vivants qui depuis quatre mois se dévouent dans les collines sanglantes de la Meuse. Mercredi, à Notre-Dame, la foule immense célébrait, remerciait, priait ; elle priait pour tous les soldats, par l'intermédiaire de ceux d'entre eux qui sont tombés au champ d'honneur et qu'elle révère comme des martyrs.

Les soldats de la France, quelle que soit l'invocation qui se mêle à leur dernier souffle, se battent, instituteurs et prêtres confondus, en état religieux, au service des plus hautes notions. Dieu le veut ! La République nous appelle ! La Civilisation réclame notre vie ! Tous ces grands cris de ralliement, parfois nous croyons qu'ils se heurtent, mais ils se marient, s'unissent au-dessus de nos têtes, et hier j'entendais, je voyais, j'éprouvais leur puissante harmonie sous les voûtes saintes.

A cette heure, il n'est de grands noms que ceux qui rassemblent et lient entre eux les enfants de la France, et nous ne glorifions personne qu'en vue de glorifier la patrie. C'est grand honneur pour Driant que son corps gisant, ses actes et sa mémoire servent partout de ralliement.

Nancy d'abord, le 15 avril, dans sa cathédrale, offrit d'un cœur unanime son hommage au soldat mort sur la terre lorraine ; puis le 30 avril, ses amis, (qui sont aussi mes vieux amis), les patriotes de Dombasle, de Rozières, de tout le Vermois se réunirent dans la basilique vénérable de Saint-Nicolas-du-Port ; puis ce fut le tour de Troyes, où pendant des années Driant commanda le 1er bataillon de chasseurs, et le 10 juin, une messe à sa mémoire, à la mémoire de ses compagnons d'armes, était célébrée à Saint-Germain-en-Laye...

A Saint-Germain ? Pourquoi ? Par qui ? Par un de ses officiers, par un prêtre sous-lieutenant du 59e bataillon de chasseurs.

Ici arrêtons-nous. Le sous-lieutenant Bruni, en temps de paix l'abbé Bruni, vicaire de Tonnerre, est décoré de la Médaille militaire ; il a été porté à l'ordre du jour de l'armée, pour sa conduite « pendant les 21 et 22 février 1916 », au bois des Caures, au côté de Driant. Je voudrais tout au long vous donner les souvenirs mémorables de l'abbé lieutenant. « Le lundi 21 février, écrit-il, beau soleil. Dans le bois on se sentait vivre. J'allais

prendre l'air quand trois obus de gros calibres commencent la danse. Dix-huit grosses batteries tiraient sur le bois des Caures (1 kilomètre de front) ; autant peut-être sur le bois de Houaumont : je me trouvais entre les deux feux. Pendant neuf heures, sans discontinuer, les canons prenaient la forêt mètre par mètre, en faisant des trous énormes. C'est alors que le gradé sent sa responsabilité. Nous étions 27 dans l'abri. Il fallait paraître gaillard auprès de ces hommes qui, quoique braves, regardaient si j'avais quelque inquiétude. Chaque obus proche soufflait la lampe. Nous étions, je le sentais, des condamnés à mort... »

Je signale au passage cette originale et noble figure du prêtre soldat, caractéristique des armées de 1914-1916, mais de peur que des esprits médiocres ne me soupçonnent d'aucune préférence querelleuse, je rappelle comment Driant lui-même, peu avant sa mort, rendit un bel hommage aux instituteurs qu'il voyait se battre et mourir sous ses ordres pour la France.

Le chef et tous ses soldats forment un bloc. Le 56e et le 59e bataillons, surnommés « la muraille de Verdun », ont été portés à l'ordre général de la 2e armée par une belle citation que nous ne connaîtrons jamais trop :

Les 56e et 59e bataillons de chasseurs à pied, sous le commandement de chefs tels que le colonel Driant, le commandant Renouard, le capitaine Vincent, ont fait pendant les combats de fin février 1916 l'admiration de tous par l'énergie indomptable avec laquelle ils ont lutté pour conserver le terrain dont la défense leur avait été confiée. Ne formant qu'une seule âme, unis dans une même foi, ils ont montré une fois de plus ce qu'on peut attendre de ces soldats d'élite et ont ajouté une grande et belle page à leur histoire.

Voilà le témoignage qui ne périra pas. Mais ce grand

texte, à la gloire des chasseurs, nous devrons le traduire, l'exprimer, le manifester sur la terre lorraine par un monument de pierre. Déjà, plusieurs fois, j'ai dit quelles étaient là-dessus les volontés de Driant. En voici un écho que je dois enregistrer :

... Écoutez les instructions que j'ai reçues au commencement d'octobre 1915.

Driant a fait dresser, à la sortie de Vacherauville, sur la route de Samogneux, dans un champ où reposent de nombreux chasseurs, une grande croix de bois. Un monument doit y être érigé. En octobre, quand le groupe de bataillons de chasseurs a été relevé du secteur du bois de Consenvoye (il n'est allé au bois des Caures qu'à la fin de novembre) pour être envoyé à Eix, au pied des Côtes de Meuse, mon ami m'avait manifesté sa volonté formelle d'être inhumé au pied de cette croix, au milieu de ses chasseurs, s'il lui arrivait malheur...

Vous pouvez faire à l'occasion tel usage de ma lettre que vous jugerez convenable, sous réserve de ne pas me citer, puisque je suis en activité...

Ainsi m'écrivait, à la date du 9 avril 1916, le lieutenant colonel Bergot. La réponse que j'adressai à ce bon serviteur du pays n'est arrivée qu'aux mains des siens, qui m'informent de leur deuil glorieux. Sa mort me délie ; je le nomme.

Le monument dont me parlait le colonel Bergot, c'est celui que le soldat sculpteur, le chasseur Corio, avait été chargé par Driant de dresser, et qu'il faudrait bien qu'au plutôt il reprît...

Ai-je dit qu'à cet effet déjà j'ai reçu de l'argent ? Je prie qu'on veuille bien s'abstenir de me rien donner jusqu'à l'heure favorable. Aujourd'hui, l'on ne peut même pas écrire une digne biographie du héros, et je dois me borner à rassembler et à mettre à pied d'œuvre

les faits, les témoignages, les documents, les pierres avec lesquelles on construira son chapitre d'histoire.

Le lieutenant-colonel Bergot, dans la lettre que je viens de citer, me disait encore : « *Si nous causions, je ne vous fournirais pas des traits nouveaux sans doute; mais, pour avoir été le confident intime des pensées de Driant pendant la guerre, peut-être pourrais-je, même à vos yeux d'amis, apporter un peu plus de lumière sur cette noble et magnifique figure...* »

Ce que voulait me dire ce « confident intime » de Driant est à jamais perdu. Mon regret me persuade d'autant plus de recueillir autant que je puis des faits concrets. Et par exemple voici des notes qui donnent bien la couleur de cet après-midi où, comme elles disent, « il faisait plutôt chaud à la ferme de Mormont », en même temps qu'elles nous montrent le dévouement absolu des petits « vitriers » partant au milieu des rafales pour secourir leur chef :

Je suis enfin sorti de cet enfer de Verdun... J'ai été à plusieurs reprises dans la fournaise; je me rappellerai longtemps, en particulier, un petit chemin conduisant à la ferme de Mormont, près du bois des Caures, où il faisait plutôt chaud, le 21, à 4 h. 1/2 du soir. J'étais avec un lieutenant de chasseurs à pied; j'avais des ordres à porter et surtout des renseignements urgents à prendre : il fallait passer; il tombait autour de nous deux d'énormes obus, des 305, qui nous encadraient en avant à 20 ou 30 mètres, nous barrant le chemin; c'était le barrage *type. La Providence aidant, nous avons pu passer entre les gouttes.*

Arrivés dans la ferme, nous avons trouvé un bataillon de chasseurs qui attendait, l'arme au pied, l'ordre de contre-attaquer; les hommes avaient leurs lunettes et leurs masques; on aurait dit des démons au milieu de cet enfer; l'air était presque irrespirable; les gaz de ces obus effroyables qui tapaient sur cette malheureuse ferme nous faisaient

tous pleurer comme des fontaines. Toutes les communications étaient coupées avec le bois des Caures, dans lequel l'autre bataillon de chasseurs se battait sous les ordres de Driant.

Impossible de savoir ce qui se passait, quand tout à coup nous avons vu surgir un petit caporal de chasseurs, envoyé par Driant, qui avait traversé cet océan d'obus ; il apportait une lettre de son colonel, que j'ai encore sous les yeux, document précieux ; Driant demandait du secours ; il commençait déjà à être tourné.

Alors j'ai assisté à un spectacle inoubliable : deux compagnies de chasseurs envoyées immédiatement au colonel Driant, le commandant de la brigade m'a dit : « Venez au milieu de la cour, pour qu'ils nous voient auprès d'eux. » Nous sommes sortis des bâtiments de la ferme, abris illusoires d'ailleurs, et nous avons vu les chasseurs partant, l'arme horizontale, sac au dos, dans l'ordre le plus complet : je n'ai pas pu m'empêcher de leur crier : « Bravo, les chasseurs ! »

Les hommes ont été admirables ; ils sont restés accroches au sol, sous une grêle de projectiles monstres ; il n'y a pas eu de débandade, une tenue parfaite. Ils ont gardé le poste qui leur était assigné pendant quatre jours et quatre nuits, presque sans nourriture ni eau ; comment ravitailler, sous un feu pareil ? Les Allemands ont employé des procédés ignobles, suivant leurs habitudes...

Ecoutez encore cet extrait d'une lettre d'un chasseur prisonnier. Elle montre quel culte Driant inspirait à ses chasseurs et quels soldats splendides il avait là...

Mon correspondant est tombé criblé de blessures.

Vous ne pouvez croire, dit-il, combien ma situation actuelle me peine, me met en rage ; me voir jusqu'à la fin de la guerre condamné à user mes forces dans un lit ou au service des Allemands, ne plus pouvoir rien faire pour ma

chère France. Ah ! si je pouvais tout de suite être transporté dans le tourbillon de la bataille à Verdun, si je pouvais à nouveau verser mon sang pour la France, quel bonheur pour moi ! Les circonstances ne m'ont pas permis, dans les derniers combats, de faire ce que j'aurais voulu et toute ma vie je le regretterai ; mais j'ai du moins la satisfaction d'avoir fait tout ce que j'ai pu.

Mon rêve était de terminer la campagne d'une façon active en donnant dans le combat toutes mes forces ou de me faire tuer glorieusement d'une balle à la tête ou à la poitrine dans l'assaut ! Hélas ; cela n'a pas été. Notre cher et bon colonel a eu lui au moins cette mort rêvée ! Quelle belle mort, mais quelle perte pour la France. Cette mort a été depuis ma captivité ma plus grande peine, car il était nécessaire à la France, et combien je l'aimais...

Presque toutes mes blessures sont guéries et j'en avais plus de vingt. Ah ! servir encore la France, lui redonner mon sang, mes fatigues, mes souffrances !

On comprend que j'enlève tout ce qui pourrait désigner avec précision cet héroïque prisonnier. Driant eût été bien fier en lisant de telles déclarations écrites après des heures d'atroce souffrance.

Mais voulez-vous entendre à quelle source se raccordaient et se fortifiaient de tels hommes ? Lisez quelques fragments des « ordres » donnés par Driant en date du 20 janvier 1916.

Driant commence par annoncer l'offensive allemande. Puis il parle successivement à tout le groupe, au bataillon du cantonnement, au bataillon d'avant poste... Ah ! que ne puis-je vous donner à lire ce superbe mélange de conseils minutieux et d'exhortations morales ! C'est la grande beauté française, ce mélange de réalisme et d'enthousiasme.

L'heure est venue pour les gradés et chasseurs des deux

bataillons de se préparer à l'action et pour chacun de réfléchir au rôle qui va lui incomber. Il faut qu'à tous les échelons on soit pénétré de l'idée que, dans une lutte morcelée comme celle qui s'apprête, nul ne doit se retrancher derrière l'absence d'ordres pour rester inerte. Multiples seront le interruptions de communications, fréquentes les occasions où des fractions de tout effectif se trouveront livrées à elles-mêmes. Résister, arrêter l'ennemi par tous les moyens, telle doit être la pensée dominante de tous : les chasseurs se rappelleront surtout que dans les combats auxquels ils ont assisté depuis dix-sept mois, ils n'ont laissé entre les mains de l'ennemi d'autres prisonniers que les blessés.

Les chasseurs ne se rendent pas.

Il débute ainsi, puis viennent une série de prescriptions positives qui décrivent par avance la lutte, et nous voyons qu'aucune des péripéties qu'il allait subir ne lui était inconnue. Il savait, il voyait, et je m'explique qu'en allant au bois des Caures, le matin de la bataille, il ait retiré de son doigt son alliance, qu'il ne quittait jamais, en disant : « Il faudra la rapporter à Mme Driant... »

Et pour finir ses ordres, ayant bien recommandé que fût assuré, de la compagnie à l'escouade, le commandement de toutes les unités, par la désignation de tous ceux qui successivement remplaceraient le titulaire disparu, il distribue l'espérance. Et quelle espérance ! Non pour ses soldats, mais pour la patrie ! Pesez les termes de cette sombre prose :

Convaincre tous les gradés, tous les chasseurs que l'avance de l'ennemi sur un flanc et même sur nos derrières n'est pas une raison pour se replier, chaque ilot énergiquement défendu sur la ligne facilitant la reprise des tranchées perdues.

Enfin que les chasseurs aient pleine confiance. Nulle part depuis seize mois les barbares n'ont pu passer, ils ne

passeront pas à Verdun. Les 56e et 59e bataillons prouveront une fois de plus si l'ennemi leur en offre l'occasion, qu'ils savent ce que leur commandent l'Honneur militaire et le Devoir envers la Patrie !

Avec ces textes, nous atteignons le fond sublime de cette âme, et pourtant laissez encore que je vous donne sur ses dernières heures (qu'il y a quelques semaines je vous ai contées) des traits qui nous permettent de voir la vérité, et je dirai la bonhomie de l'héroïsme. Rien de théâtral, la vie sublime dans sa simplicité limpide.

Vous venez de lire, dans son ordre du 20 janvier, qu'il attend l'assaut. Jour par jour, durant un mois, il s'apprête. Le dimanche 20 février après midi, les Allemands font sur le bois et les environs des tirs de repérage. Malgré la pluie, malgré les supplications de son officier d'ordonnance, le dissuadant d'aller là-bas, il part seul au galop, et ne revient au camp que fort tard dans la nuit. Ce n'était pas encore l'attaque.

Le lendemain matin, pressentant quelque chose, il arrive au bois, qui commençait à être bombardé ; il y restera deux jours, et n'en sortira que pour se faire tuer.

« Ne vous dérangez pas, écrit-il à ses ordonnances ; je n'ai besoin de rien : le tir de l'artillerie est trop violent, et il vous arriverait malheur... »

Tout à coup, à 17 heures, les Boches allongent leur tir. Un homme s'en vient trouver le colonel : « Mon colonel, voici les Boches », et il reçoit divers messages ; il les lit, et, se tournant vers la troupe chargée de défendre R2, il lui dit : « J'apprends qu'à droite et à gauche les Allemands nous débordent, mes enfants, mes amis, vous allez montrer que vous êtes des chasseurs, et que les chasseurs ne regardent jamais en arrière ».

Puis il prend des grenades plein ses poches, un fusil, à un chasseur tué auprès de lui et s'accote à la position R2.

« Tirez bien, visez bien, chasseurs... « Toi, tu n'as pas peur, » dit-il à un poilu tout proche. — « Ah ! non, mon colonel. »

Les Boches arrivent, brassards au bras, et criant : « Ne tirez pas, ce sont des Français. »

« Feu ! » crie le colonel, et lui même, les lorgnons presque à l'extrémité du nez, comme il les portait ordinairement[1], faisait le coup de fusil, tranquillement, comme s'il eût fait un carton dans un stand.

Des hommes tombent autour de lui. Les docteurs sont là, et il leur dit : « Voyez, docteurs, nous attendons aussi notre tour. »

Les Boches furent maintenus ce soir-là. Il rentra dans son abri de R2 avec le commandant Renouard et le capitaine Vincent Son abri n'était autre qu'un cube en béton armé de trois mètres sur trois mètres. Une table au milieu et quelques bancs. Sur la table, une lampe de fortune, quelques gâteaux et un petit verre de rhum. Ce fut son dîner. Il se tenait debout, marchant d'un bout à l'autre de l'abri, recevant les nouvelles, donnant ses ordres. Les larmes lui venaient aux yeux lorsqu'il lisait la liste de ceux qui venaient de tomber.

Toute la nuit se passe au milieu des attaques et des contre-attaques jusqu'au petit jour où le bombardement ne recommence que de plus belle. A midi, *un corps d'armée allemand* (à croire la *Gazette de Francfort*) s'élance contre deux bataillons de chasseurs exténués de fatigue et de privations, et bien diminués, hélas ! Le colonel revient à la position R2 comme la veille, suivi du commandant Renouard qui, la canne à la main gauche, et ses grenades dans la poche droite, exhortait l'un et l'autre de ses chasseurs.

Pendant deux heures, les Allemands sont tenus en

1. Quelqu'un me dit : Erreur : le colonel ne mettait *jamais* de lorgnons pour tirer, quelquefois, très rarement il mettait des lunettes.

échec, et bien après, les chasseurs, le bois, tout est débordé par des compagnies entières, qui essuient un feu terrible de notre part.

Il reste quelques chasseurs du 59e, un tout petit peu plus du 56e : « Que faut-il faire ? Les munitions sont toutes épuisées : les caissons de ravitaillement ont sauté dans le ravin de Louvemont ». C'est le conseil suprême des trois chefs. Le colonel écrit ce dernier billet au colonel Vaulet, commandant la brigade : « Nous sommes débordés par des forces supérieures. J'engage mes dernières réserves. Envoyez des renforts. Je défendrai jusqu'au bout la ligne des R. »

Puis commence la retraite héroïque. On se défend pied à pied, à la baïonnette ; les quelques grenades qui restent sont lancées et touchent leur but. Mais une mitrailleuse en lisière du bois et à peu près à trois cents mètres fauche la petite colonne...

J'ai dit, une fois précédente, tout ce que j'ai pu recueillir, tout ce qu'on sait jusqu'à cette heure des dernières respirations du héros et de ses chasseurs.

Je m'excuse d'apporter tous ces faits en désordre, au fur et à mesure que je les obtiens. J'ai tant peur qu'ils ne se perdent ! Plus tard, d'autres sauront les assembler. L'important, c'est que ce trésor soit constitué. Non à la gloire d'un seul, ni à la gloire d'une arme, mais à la gloire de tous nos soldats.

Le poète Sébastien-Charles Leconte me dit : « J'ai trois neveux à Verdun. Savez-vous ce qu'ils écrivent à leur mère, sans nouvelles depuis bien des jours ? Ceci : « Tout va bien. Le régiment est à l'ordre de l'armée. » Un point, c'est tout. Les héros acceptent l'anonymat et savent bien trouver leur part dans l'immense gloire dont ils couvrent la France.

L'éloquent panégyriste de Driant, le Père Barret, de Nancy, orateur aimé des Lorrains, ami lui-même de celui qu'il vient de célébrer dans la chaire chrétienne, a

bien marqué le sentiment et la volonté de la *Ligue des Patriotes*, conformes aux idées de Driant : « Quand nous honorons le lieutenant-colonel Driant et ses chasseurs, morts pour la patrie sous Verdun, c'est pour la plus grande gloire de tous leurs frères d'armes et pour augmenter ce qu'il y a de respect et d'amour dans le monde autour des armées de la France. »

Il n'est au pouvoir d'aucun de nommer tous ceux qui doivent l'être. « L'oubli descendra sur notre héroïsme ; notre mort sera trop vraie pour être chantée ; notre âme sera seule au monde à savoir le ravin où nous aurons roulé », s'écrie à la veille des combats Ambroise Soudé, mort au champ d'honneur, et ce mot sublime, qui était une pensée d'abnégation, l'ayant découvert dans des papiers posthumes, je ne cesse plus de l'éprouver comme un reproche. Non pleuré, non enseveli Mais la patrie voit tout ceux qui sont morts pour elle, et les chérit sans fin du même amour. Le service de Notre-Dame était aussi pour les anonymes. D'un sentiment éternel la France se penche vers eux dans l'ombre. La *Marseillaise* leur consacre une strophe : « Nous y trouverons leur poussière et la trace de leurs vertus. » Nos chansons de geste expriment la sainteté de ces morts inconnues par les plus beaux symboles. Dans la *Chanson de Roland*, seuls les chefs, Roland, Olivier, Turpin, parlent durant la bataille. Les autres se battent, succombent sans une parole. Mais quand les silencieux, les ignorés sont morts, Dieu, sur le corps de chacun, fait croître une aubépine.

Tous sont à la peine, c'est bien le moins qu'ils soient tous à l'honneur.

P.-S. — Un dernier mot de gratitude et d'éclaircissement aux généreux lecteurs qui ont donné aux 56e et 59e bataillons de chasseurs les fanfares que ces braves désiraient et dont ils se déclarent enchantés.

L'ensemble des souscriptions que j'ai reçues à cet effet s'élevait à 6,022 fr. 55.

Les deux fanfares ont coûté 3.021 fr.

La somme qui restait, soit 3.001 fr. 55, a été partagée entre les commandants des deux bataillons pour qu'ils l'emploient au mieux des besoins de leurs chasseurs.

LXII

AVEC PÉGUY DE LA LORRAINE A LA MARNE AOUT-SEPTEMBRE 1914

In Memoriam.

6 juillet 1916.

J'aimais Péguy. Ces sentiments-là sont réciproques. Il me montrait beaucoup d'amitié. Vous savez le goût qu'il avait de distribuer des rôles et comme des fonctions à chacun de ses amis ; cela éclate dans les Entretiens tout à fait extraordinaires qu'a notés son fidèle Lotte ; à tous ceux qui l'appréciaient, il entendait donner un emploi dans sa vie. A ses yeux, j'étais un patron, un aîné, un « vieux » sur qui il pouvait compter. Un jour, il me déclara : (J'en fut tout étonné). « Vous êtes notre patriarche ».

Je l'entends, je le vois encore, tel qu'il fut ce jour-là, arrivant à Neuilly, comme à son ordinaire, dans son diable de grand manteau, le regard plein de feu et de perspicacité, mais un peu tourné en dedans et retenu sur ses propres intérêts, la figure broussailleuse, sans âge, rayonnante de la jeunesse des enfants et de la bonhomie des vieilles gens, et, me jetant ainsi d'un seul mot, bien à l'improviste, dans les caves de la plus pro-

fonde vieillesse autant dire au tombeau. Un patriarche ! Comme la vie va vite !

Il me nommait ainsi par affection et pour me bien marquer ma voie. J'étais abonné aux *Cahiers ;* le premier, j'avais annoncé et célébré la *Jeanne d'Arc ;* s'il n'avait tenu qu'à moi, il aurait eu le grand prix de littérature à l'Académie, et tout de même nous avions obtenu pour lui un autre prix assez équivalent ; il s'était installé pour une partie de son œuvre chez mon éditeur et ami, M. Emile Paul ; enfin comme il le rapporte dans ses Entretiens avec Lotte, lui et moi, nous rêvions qu'il entrât rapidement à l'Académie. Il était content de tout cela, mais tout cela n'est rien que des broutilles et des herbes séchées auprès d'un vrai service qu'il m'a été donné de lui rendre, auprès d'une source d'eau vive qu'il me fut permis de faire jaillir et qui pour jamais le préserve de la mort.

Le 12 décembre 1914, un soldat m'écrivait de l'hôpital n° 17, à Laval : « J'ai eu l'honneur de combattre aux côtés et sous les ordres de Charles Péguy, dont vous avez glorifié la belle mort au champ d'honneur. Il fut tué le 5 septembre, à Villeroy, à côté de moi, alors que nous marchions à l'assaut des positions allemandes... »

Vous pensez quelle fut mon émotion de plaisir et de piété. Quoi ! Un blessé de l'Ourcq, frappé le lendemain du jour où Péguy tomba, était en mesure de parler ! Le 26 du même mois, sans y faire une rature, j'imprimai l'admirable récit de Victor Boudon. Deux mois plus tard, le 27 février 1915, il me mit à même d'en donner un complément de le plus haute importance. Aujourd'hui voici qu'il publie dans toute son ampleur et sa scrupuleuse sincérité son incomparable déposition.

Avec Péguy, de la Lorraine à la Marne (août-septembre 1914)[1]. « Ces pages simples, dit-il, dans sa dédi-

1. Un volume chez Hachette, dans la collection *Mémoires et Récits de guerre.*

cace liminaire, sont le modeste témoignage d'un soldat à la mémoire de Charles Péguy, de ses chefs, de ses frères d'armes, des glorieux morts du 276e, de tous ceux qui par leur sacrifice héroïque ont sauvé Paris et la France, en septembre 1914... » Et ce livre, comme Anatole France avait déjà fait son précieux recueil, *Sur la Voie Glorieuse*, Victor Boudon, blessé de la guerre, note expressément qu'il sera vendu « au profit de la *Fédération nationale d'Assistance aux mutilés des armées de terre et de mer...* » Qu'à la reconnaissance de tous se joigne notre remerciement.

Quel est ce noble témoin ? Que vaut ce compagnon qui désormais à travers les siècles ne va plus quitter Péguy ?

Au moment où la guerre l'appela au régiment, Victor Boudon était représentant de commerce. Auparavant, tout jeune encore, il avait travaillé comme secrétaire auprès de Francis de Pressensé à la Ligue des Droits de l'Homme. C'est dire que nul plus que lui n'eût été capable de s'énivrer immédiatement des théories de notre ami sur la Mystique de la Révolution et de *l'Affaire*, et très vite de ses théories sur la Mystique de Jeanne D'Arc. Mais, chose curieuse, ces méditations, Boudon les ignorait quand le hasard de la mobilisation le mit sous les ordres de Péguy en août 1914, au 276e régiment de réserve d'infanterie : « Je savais, me dit il, que Péguy rédigeait les *Cahiers de la Quinzaine*. J'en avais lu autrefois quelques fascicules, au temps de l'*Affaire*, et depuis rien...

Il regrette de n'avoir pas « échangé des idées » avec Péguy. « C'était mon lieutenant, nous n'avons guère causé, et puis cela fut si court, si plein de fatigues, d'événements ! Oui, je me promettais à l'occasion de l'interroger et de l'entendre !... »

Que Boudon se console. Il connaît un Péguy plus vrai, plus beau, plus éternel que celui que nous fréquentions,

et son témoignage nous apporte le Charles Péguy de l'éternité.

Je ne dis pas simplement que dans ce Mémorial vous allez voir Péguy frappé debout au milieu de ses hommes et tel que la postérité l'accueille ; il vous apparaîtra au cours de ces trente jours de guerre comme un homme de la plus vieille France ; et vous verrez en action ce que vous avez déjà distingué dans la génialité de Péguy, un contemporain de Joinville et de Jeanne d'Arc, bref le Français de la France éternelle.

Faites attention qu'il y a dans ces quelques pages écrites par ce Parisien de 1916, des passages qui semblent être du « loyal serviteur » sur Bayard. (Voir la place cédée de nuit à une pauvre femme... p. 94.)

De telles scènes si pures et pour ainsi dire saintes, sont mêlées à d'autres scènes plus grossières et qui, d'ailleurs, montrent des âmes prodigieusement innocentes. C'est la beauté de ce livre ; on y voit dans toute sa réalité le grouillement de la vie, la foule populaire pas encore devenue tout à fait la troupe guerrière *sancta plebs Dei*, si chère aux historiens des Croisades.

Il y eut dans la première psychologie de nos armées de 1914 une nuance de sans-culottisme. Un combattant qui sait voir me dit : Au début de la campagne, j'ai été souvent frappé de la goguenardise sans-culotte avec laquelle ouvriers ou paysans mobilisés prétendaient maintenir en face du Kaiser et de ses suppôts le droit qu'ils se reconnaissaient de n'avoir ni Dieu ni maître, de pratiquer à leur guise un cordial alcoolisme et anticléricalisme gaillard.

Dans quelle mesure cette disposition initiale s'est-elle modifiée ? Que cachent, à vrai dire, la stupeur où certains semblent vivre, la paisible obstination de la majorité, l'indifférence au danger des meilleurs, la docilité de la plupart des autres ?

Actuellement, il y a chez beaucoup quelque chose

d'uniforme, avec des sentiments très simples, très primitifs, d où émergent surtout la rancune contre les embusqués et les exploiteurs et une certaine obsession développée par la solitude. Sous l'action des souffrances, des sacrifices, dans la gravité de cette vie terrible ou fastidieuse, bref, avec l'expérience, tout a évolué. Il semble bien que d'autres dosages de qualités, de vertus et de défauts se soient imposés à tous, aux professionnels comme aux soldats venus du civil. Même les petites aristocraties de fait qui fournissaient l'armature ont trouvé leur valeur dans un ordre de grandeur différent de celui qu'au début elles plaçaient le plus haut.

Mais l'armée que Péguy a vue, c'est l'armée des premiers jours, qui n'avait pas encore subi le broiement et la refonte que lui imposa la guerre, et dans laquelle les éléments militaires professionnels étaient juxtaposés plutôt qu'amalgamés.

Lisez, au début même du récit de Boudon, cette scène très caractérisée du brave ivrogne mobilisé qui se querelle avec un agent sur le quai du départ. Tout va se gâter mais Péguy intervient avec le ton d'un Parigot, et l'homme émerveillé de dire : « Pour un lieutenant, c'est un chic type ! »

Au long des trente journées que raconte Boudon, vous trouverez constamment cette veine populaire. Observez par exemple avec un peu de divination les sentiments qu'inspirait à ces ouvriers de Belleville et de Bercy, à ces paysans de Seine-et-Marne le capitaine Guérin, grande figure d'un modèle plus ancien, plus austère, moins complètement accessible à ceux qui dès le premier instant surent voir dans Péguy « un chic type ». Le capitaine Guérin professionnel du devoir et de la science militaires, incarne la doctrine et la tradition. S'il est ou non « un chic type » je le laisse à décider, mais c'est tout court un type, je veux dire un homme fortement tracé et qui fait autorité comme modèle. Péguy constate accepte la leçon exemplaire d'un Guérin contre qui se

cabrent d'abord des indépendances natives plus guerrières que militaires.

Péguy, c'est sa valeur incomparable, est placé au confluent — me fais-je entendre ? — de nos forces traditionnelles et révolutionnaires ; il peut être à la fois l'homme de la doctrine et des plus ardentes excitations individuelles. Notre ami, ceux qui connaissent son œuvre et sa nature s'en rendent compte aisément, était mieux que personne capable de reconnaître et d'employer l'indépendance hardie et la riche humanité de ces faubouriens de Paris, de ces cultivateurs de Crécy et de Voulangis, et de s'en faire une imagination noble. Fils d'ouvrier, petit fils de paysan, élevé avec une bourse, orgueilleux de sa pauvreté, se tenant pour un compagnon typographe plus encore que pour un homme de lettres, tout nourri de Joinville et de Jeanne d'Arc, et puis le cœur infiniment noble et chaud, Péguy compte agir par l'amitié sans moyens disciplinaires au bénéfice d'une plus haute amitié, au bénéfice de la patrie. Péguy part avec ses frères.

Nul plus que lui n'a l'intelligence du compagnonnage d'armes au vieux sens de notre pays.

Dans le temps jadis, dans la France du moyen âge, ce qui constituait le système politique, ce n'était pas le fief, la terre, la relation *réelle*, foncière, c'était la relation personnelle ; ce qui soudait les mailles du tissu féodal, c'était l'attachement de l'homme à l'homme, la foi. Et le même besoin d'appuyer les relations de chef à soldat sur une acceptation libre, sur une fidélité volontairement consentie, subsiste chez nos paysans, chez nos ouvriers, au fond de tous nos cœurs. Jadis entre chef, et compagnons, ou bien entre compagnons d'un même chef, des pactes se formaient d'une extrême énergie qui équivalaient parfois à la fraternité : Olivier et Roland, Amis et Amile, Ogier et Berron, Clisson et Duguesclin. Vous vous rappelez ce beau texte de l'accord que conclurent Bertrand Duguesclin et Olivier Clisson, ne mettant rien

au-dessus de leur amitié que leur loyauté au roi, c'est-à-dire à la patrie : « *Sçavoir faisons que... voulons estre aliez et nous alions à tousjours à vous contre tous ceulx qui peuvent vivre et mourir, excepté le roi de France..., et vous promettons aidier et conforter de tout nostre pouoir...* Item, *voulons et consensons que de tous proufitz et droitz qui nous pourront venir et échoir d'ore en avant vous aiez la moitié entièrement...* Item, *garderons vostre corps à nostre pouoir, comme nostre frere... Toutes lesquelles choses jurons sur les saintz évangiles de Dieu, corporellement touchiez par nous, et chacun de nous et par les fois et serments de nos corps bailliez l'un a l'autre...* » Eh bien ! notre Péguy a passé sa vie à sceller des pactes pareils avec Joseph Lotte, Charles de Peslouan, les Tharaud, Claude Casimir-Perrier, Daniel Halévy, les deux Laurens, Suarès, Julien Benda, Moselly, Lavergne, Eddy Marix, Joseph Mélon, Porché, Salomé, Louis Gillet, avec tous les habitués de la petite boutique en face de la Sorbonne, ou plus simplement avec les collaborateurs, des *Cahiers de la Quinzaine*, et puis, un peu à l'écart de ce portique ouvert à tous les vents, avec Mgr Batiffol, dom Baillet, le pasteur Roberty, Georges Goyau et Mme Goyau. Et maintenant, ce pacte, il le scelle avec chacun des « gars », comme il aimait à dire, qu'il emmène à la guerre.

Ce n'est pas un jeu de rapprocher ainsi Péguy des nobles hommes de jadis. Si nous aimions avec respect son caractère, jusque dans ses excessives originalités, au temps qu'il n'était pas encore un héros de la France, c'est que nous reconnaissions en lui les antiques vertus qu'il prenait pour modèles. Et ces hommes du peuple, ouvriers et paysans mobilisés, s'ils s'accommodent de lui tout de go, c'est qu'eux aussi profondément ils appartiennent au vieux temps, je veux dire portent des instincts fiers et bons en eux toujours vifs, qui ne peuvent pas être mieux disciplinés que par un attachement de l'homme à l'homme.

Victor Boudon a été mis à même de joindre à son Mémorial les lettres que Péguy, durant son mois de guerre, écrivit à sa famille et à ses amis. Précieux trésor. On y cherche ce que pensait le héros. Ces textes rapides ne suffisent pas. J'ai mieux à vous donner.

Ce que pense Péguy, ou plutôt ce qui se forme dans sa conscience, plus profond que ses pensées claires, ce qui l'anime et l'oblige, vous le saurez en méditant le grand texte que voici et qu'assurément il connaissait, aimait et révérait. C'est Joinville qui parle. Il dit : « *Le sire de Bourlémont, que Dieu assoille! me déclara quand je m'en allai outre-mer : Vous vous en allez outre mer; prenez garde au revenir, car nul chevalier, ni pauvre ni riche, ne peut revenir qu'il ne soit honni s'il laisse en la main des Sarrazins le peuple menu Nostre Seigneur, en laquelle compagnie il est allé...* »

Ainsi pense Péguy. Et maintenant vous connaissez la chaude pensée animatrice qui le place dans le droit fil de la France éternelle, regardez-le agir et mourir tel que le *portraiture* son témoin véridique.

P.-S. — C'est bien l'occasion que je signale ici le *Charles Péguy*, avec une lettre-préface de Mme Charles Péguy publié par Charles Silvestre chez Bloud (1 fr. 50), à la fois anthologie et biographie, petit livre clair, vivant, rapide... Et puis (à la librairie, Victor Lecoffre, 4 francs) *Un compagnon de Péguy, Joseph Lotte*, par Pierre Pacary, avec une préface de Mgr Pierre Batiffol. Cet ouvrage est fort riche de spiritualité. Vous savez que Lotte, après avoir été un grand anticlérical, fonda le *Bulletin des universitaires catholiques*. Ce Breton à l'âme limpide et que l'on peut considérer, en suivant l'idée exposée plus haut dans notre article, comme le fidèle écuyer du chevalier Péguy, a noté les entretiens qu'il avait avec son maître. Quand il tomba au champ d'honneur, il se battait expressément pour venger Péguy.

LXIII

LA PORTÉE DE LA VICTOIRE DE VERDUN

7 juillet 1916.

Victoire, oui, puisque le résultat poursuivi est obtenu.

Les Français avaient combiné avec leurs alliés un plan pour 1916. Il n'était pas besoin aux Allemands d'un grand effort de divination pour distinguer que leurs ennemis préparaient une offensive concertée. Ils se sont jetés sur Verdun dans l'idée d'écraser les forces françaises avant que cette coopération française, anglaise, russe, italienne fût prête à jouer. Si nous ne parvenons pas à ruiner définitivement les armées de la France, au moins prendrons-nous Verdun, ce qui frappera moralement l'opinion française. Les Français obligeront leurs chefs à concentrer toutes leurs forces sur le point menacé, sommeront, supplieront leurs alliés d'intervenir, d'entrer en action pour les dégager, fût-ce avant l'heure convenue et d'une manière prématurée. Tout sera chambardé dans les esprits et dans les organisations. Ce sera le moment de faire nos propositions de paix.

La splendide résistance de Verdun a annulé ce plan allemand. Verdun n'est pas pris ; Verdun n'a pas voulu que les Alliés vinssent à son secours et entrassent dans la danse avant leur parfaite préparation. Verdun n'a pas empêché nos préparations d'offensive générale de se continuer. Nous sommes restés les maîtres de l'heure.

Verdun demeure aux mains de nos armées. Nos alliés ont continué d'accomplir le programme de préparation qu'ils s'étaient fixé et nous-mêmes, nous sommes en mesure de collaborer à l'offensive générale. De quelle

manière triomphale ! on le voit, avec un pieux respect pour nos soldats de Picardie.

Sans la victoire de Verdun, les victoires russe, anglaise, italienne d'aujourd'hui et de demain étaient impossibles. Une fois encore la France, par la sagesse de son plan, par l'héroïsme de ses combattants, par la sérénité de son opinion publique, en supportant le poids de la guerre, a justifié la première place que les Alliés donnent dans leurs conseils à son généralissime.

Que ces faits soient pour les hommes politiques une occasion de réflexions secrètes.

Quelle que soit la décision à laquelle on s'arrête à la guerre, et si bien raisonnée qu'on la suppose, il est évident qu'il subsiste des chances d'échec. Vienne l'échec et fût-il injuste, les esprits bornés et passionnés ne manqueront pas de jurer qu'il fallait, à moins d'être un âne, prendre telle autre décision qu'il leur est bien facile d'improviser puisqu'elle n'a pas subi l'épreuve de l'expérience.

Quelle injustice ! Passe encore cette méchanceté et cette inintelligence envers une armée vaincue ! Nous ne sommes pas assez naïfs pour espérer qu'on rende justice aux malheureux. Ainsi va le train de ce monde. Mais le formidable serait de troubler le cours des événements et de se jeter, au risque de les interrompre, au milieu de préparations qui, plus ou moins heureuses au jour le jour, sont pourtant les préparations de la victoire.

Est-il maintenant parmi les âpres censeurs du commandement quelqu'un à qui échappe le sens des opérations combinées depuis des mois ? Fallait-il que l'on vînt dire à tous les curieux : « Laissez donc, nous sommes heureux d'attirer toutes les forces allemandes à Verdun et de les y accrocher par le gain de quelques kilomètres » ?

Qu'il y ait eu des fautes, des erreurs, dans l'ensemble et tout au moins au début de Verdun, ni le commande-

ment, ni le gouvernement ne le nient. Il y en a dans toute action. Elles doivent être pesées, réparées et servir de leçon. Mais épargnons au pays les interventions passionnées et les querelles d'hommes politiques.

On complique effroyablement la tâche de l'armée par des intrigues et des critiques parlementaires qui pourraient faire perdre aux chefs et aux soldats le calme de leur délibération et de leur confiance, et qui, plus encore, pourraient obliger à révéler des conceptions que l'ennemi doit ignorer. Pourquoi les Anglais n'interviennent-ils pas? Pourquoi toutes nos forces ne sont-elles pas à Verdun? Pourquoi... pourquoi... mille pourquoi se levaient des tribunes et des couloirs.

Ces opérations de Verdun que l'on traduisait à la barre des tribunaux publics et secrets, elles ont sauvé la France et la civilisation. Voilà ce que l'histoire enregistrera. Le fait de Verdun va continuer à dérouler ses conséquences sur toutes les parties du front unique, en Russie, en Italie, chez les Anglais, au nord et au sud de la Somme. Il y aura des hauts et des bas. Les Allemands ne pouvant plus vaincre ; il reste à les vaincre. On n'ira pas à la définitive victoire sans efforts effroyables, sans souffrances nouvelles, sans angoisses multipliées. De nouveau peut-être on verrra surgir les éternels accusateurs, qui voient un crime même dans l'espérance, mais dès aujourd'hui une étape est franchie, un résultat d'immense importance obtenu. La direction de la guerre, sur tous les fronts, est passée aux mains des Alliés, grâce à Verdun, grâce à l'héroïsme déployé cinq mois durant sous Verdun, grâce à une puissante conception et à une héroïque exécution, si belles l'une et l'autre que l'on a le droit de parler de la victoire de Verdun.

LXIII (*bis*)

LE DÉFI DE LA DÉPÊCHE DE TOULOUSE ET LA RUMEUR INFAME

7 juillet 1916.

P.-S. — Je prie mes lecteurs de vouloir bien m'excuser si dans ce moment je suis moins fidèle à causer régulièrement avec eux. Pour répondre à l'invitation du gouvernement anglais et de l'Académie britannique, j'ai dû accepter un travail et puis un voyage en Angleterre qui me détournent momentanément et pour une dizaine de jours encore de ma tâche quotidienne.

Et puisque je suis en train de donner des explications, j'ajouterai un mot sur un second point qu'il faut que nos amis connaissent.

Il y a quelques mois, la *Dépêche* de Toulouse prétendit qu'elle avait reçu du front cette phrase qu'elle faisait sienne : « *Je mets au défi n'importe quel poilu (mais un vrai, alors !) de dire qu'il a vu monter la garde aux tranchées à un curé ou à un millionnaire.* »

Elle parle ainsi, et soudain m'interpelle. Pourquoi s'en prend-elle à moi ? Depuis deux ans n'ai-je pas mis au-dessus de tout l'intérêt général et la réconciliation des partis ? N'ai-je pas loyalement, cordialement, en vraie sympathie française, soutenu Albert Sarraut, hier encore ministre de l'Instruction publique dans un ministère d'union sacrée ? Mais peu importe l'injuste outrage. Je ne retiens que l'apostrophe qui me met en cause. La *Dépêche* déclare :

« *M. Barrès, il est vrai, n'est qu'un poilu de l'arrière.*

Mais il est président de la Ligue des Patriotes : on peut bien faire une exception pour lui — et nous allons voir s'il relèvera le défi du poilu de l'avant. »

Ainsi, c'était un défi ! un défi à nos soldats et subsidiairement à la Ligue des Patriotes ! Nos soldats de toutes conditions sont occupés à se battre. Je ne crus pas pouvoir me soustraire à la véhémente interpellation de la *Dépêche*. Je lui envoyai dans les termes les plus modérés et les plus simples, ma réponse qui consistait en une série de faits indéniables. Rien de plus. Pas un adjectif.

La *Dépêche* refusa d'insérer cette réplique qu'elle avait sollicitée.

L'éminent bâtonnier, Me Chenu, dont chacun estime le talent et le caractère, veut bien se charger de demander que la loi et le droit de réponse de ceux que l'on défie soient satisfaits. L'affaire viendra le 15 de ce mois de juillet devant les juges de Toulouse.

Mes lecteurs comprendront que je les aie peu tenus au courant de ce procès dont la date a déjà été une première fois reculée sur le désir de la partie adverse. Je ne fais que ce qui est strictement nécessaire pour la défense du droit de ceux qui sont victimes de cette effroyable accusation, et pour qu'on ne dise pas qu'impuissant à les justifier je me dérobe quand on me défie de rien trouver à dire pour de bons et courageux soldats.

TABLE DES MATIÈRES

TREIZIÈME PHASE

LA BATAILLE DE VERDUN. — L'ATTAQUE AUTRICHIENNE — L'OFFENSIVE DE BROUSSILOFF. — LA BATAILLE DU SKAGERRAK.

(21 FÉVRIER-7 JUILLET 1916)

I La bataille de Verdun (26 février 1916) . . 1

II Pendant une heure de répit (28 février 1916). 6

III Pendant la bataille (1er mars 1916) . . . 9

IV Un télégramme de Gabriele d'Annunzio (1er mars 1916). 14

V Quelques préceptes pour les civils (2 mars 1916). *Astreignons-nous à des restrictions volontaires* 16

VI Les fils de France (4 mars 1916) *La rumeur infâme*. 20

VII Comment l'Allemagne a préparé matériellement et moralement la bataille de Verdun (6 mars 1916) *La diplomatie ténébreuse de l'Allemagne La rumeur infâme*. 24

VIII Premières rumeurs sur la mort de Driant. (6 mars 1916). *In Memoriam*. 31

IX Sur la rive gauche de la Meuse (8 mars 1916). 33

X Au-dessus des querelles politiques (9 mars 1916) *La rumeur infâme*. 35

XI L'anxiété de l'univers (11 mars 1916). . . 43

XII Pour accélérer la dépression allemande (13 mars 1916) *Astreignons-nous à des restrictions volontaires* 50

XIII Encore le suffrage des morts (15 mars 1916). 57

XIV La mort d'Émile Clermont (15 mars 1916) *In Memoriam* 63

XV Les préfets vont-ils devenir les tuteurs et les maîtres absolus d'un million d'enfants français (16 mars 1916) *Les orphelins de la guerre* 64

XVI Plus de sagesse et d'humilité (18 mars 1916) *Le Parlement*. 69

XVI (*bis*) Nous espérons que Driant est en vie (18 mars 1916) *In Memoriam*. . . . 74

XVII Comment chacun de nous pourrait-il ménager et accroître les ressources de l'Etat ? (20 mars 1916). *Astreignons-nous à des restrictions volontaires*. 75

XVIII Renoncez à faire une loi nationale si vous refusez de vous mettre au-dessus des partis (22 mars 1916). *Les orphelins de la guerre* 80

XIX La Kultur en Orient (23 mars 1916). . . 86

XX Les « ultima verba » de Guillaume Ier (26 mars 1916). 91

XX *bis* M. Alexis Delaire, historien de la rive gauche du Rhin (26 mars 1916). *In Memoriam* 96

XXI Un caporal, docteur ès lettres, médite dans la tranchée. La mort d'Amédée Guiard (27 mars 1916) *In Memoriam*. . 97

XXII Les dévouements obscurs. — *François et Gabriel Laurentie, soldats de la Territoriale* (29 mars 1916). *In Memoriam*. . 107

XXIII Driant et ses chasseurs (30 mars 1916). *In Memoriam* 118

XXIII (*bis*) La valeur religieuse du chef (30 mars 1916). *In Memoriam*. 125

XXIV Le poilu, casque en tête, derrière son bouclier (1er avril 1916). 127

XXIV (*bis*) Marcel Habert décoré (1er avril 1916). 131

XXV La vie et la mort d'Emile Clermont (3 avril 1916). *In Memoriam* 133

XXVI Actes et paroles. — *Le colonel Driant* (10 avril 1916). *In Memoriam*. 143

XXVII Le testament du soldat (12 avril 1916). *Les orphelins de la guerre*. 154

XXVIII Un voyage à Verdun. — I. *La route sacrée* (14 avril 1916). 162

XXIX Un voyage à Verdun. — II. *Les fleurs de Verdun* (15 avril 1916) 166

XXX Un voyage à Verdun. — III. *Sous le ciel de Verdun* (17 avril 1916). 172

XXXI Quelques notes sur l'état d'esprit allemand (19 avril 1916). 176

XXXII « La foire du livre à Lyon » (20 avril 1916). 185

XXXIII Une conspiration contre les œuvres de guerre non gouvernementales (22 avril 1916). 190

XXXIV Que la mort au champ de bataille fait d'un simple écrivain un maître (26 avril 1916). *La foire de Lyon. In Memoriam* 196

XXXV Ceux qui nous aiment en Amérique (1er mai 1916). *La propagande à l'étranger* 201

XXXVI Le XXe Corps. — *Une solennité « pour Metz »* (3 mai 1916) 209

XXXVII Note complémentaire sur le XXe Corps. (3 mai 1916). 215

XXXVIII Les sacrifices de l'intelligence. *Pierre-Maurice Masson* (4 mai 1916). *In Memoriam*. 229

XXXIX Un savant danois, Nyrop, proclame que l'Univers doit préférer la France (6 mai 1916). *Propagande à l'étranger*. . . . 239

XXXIX (*bis*) Valle-Inclan à Paris (6 mai 1916). *Propagande à l'étranger*. 244

XL Le voyage d'Italie. — I. *Avant le départ. Les étapes de l'amitié franco-italienne* (8 mai 1916). 245

XLI Le Sénat supprimera-t-il demain la charité privée (22 mai 1916) 252

XLII Dernier appel au Sénat pour les œuvres que l'on veut asservir (23 mai 1916) . . 258

XLIII Le voyage d'Italie. — II. *Le retour* (25 mai 1916) 264

XLIV Le voyage d'Italie. — III. *Le départ. Arrivée à Turin. Un dîner avec des hommes politiques. Une heure à Venise. Le Tiepolo des Scalzi détruit* (25 mai 1916). 265

XLV Le voyage d'Italie. — IV. *L'arrivée dans la zone de guerre. Un camp d'aviation. Un dîner chez le général Porro* (26 mai 1916). 270

XLVI Le voyage d'Italie. — V. *Les rues d'Udine. Une visite au Carso. L'audience du roi* (28 mai 1916) 278

XLVII Le voyage d'Italie. — VI. *L'organisation défensive des lagunes. Grado et Aquilée reconquises* (31 mai 1916). 286

XLVIII Galliéni en septembre 1914 (1er juin 1916). *In Memoriam*. 293

XLIX L'hommage national à Jeanne d'Arc (3 juin 1916) *La ligue des patriotes* . . 298

L La plus vieille relique de Jeanne d'Arc à Paris (5 juin 1916). 302

LI Il s'agit de payer une dette aux orphelins de la guerre et non de les asservir (7 juin 1916). *Les orphelins de la guerre*. 307

LII Le voyage d'Italie. — VII. *Dans les Alpes Juliennes. Les tranchées dans la neige. Un déjeuner chez les alpins et les bersaglieri* (8 juin 1916) 315

LIII Le voyage d'Italie. — VIII. *Une journée autour de Goritz. Les villes du Veneto* (10 juin 1916) 321

LIV Le voyage d'Italie. — IX. *Chez le général Cadorna* (12 juin 1916). 327

LIV (*bis*) La loi sur les œuvres qui font appel à la générosité publique (12 juin 1916). 332

LV Le voyage d'Italie. — X. *Dans le ciel de la petite ville. Les magasins militaires. Les Dolomites. Autour du lac de Misurina*. (14 juin 1916). 333

LVI Notre nouvelle maison de rééducation (15 juin 1916). *Les Mutilés* 341

LVII Les Enfants sacrés. La loi acceptera-t-elle la volonté du père mort pour la France? Le cardinal Amette et M. Buisson le veulent avec tous les patriotes (21 juin 1916). *Les orphelins de la guerre*. . . 348

LVIII Après le comité secret sur les batailles de Verdun (24 juin 1916). 357

LIX Le voyage d'Italie. — XI. *Venise en tenue de guerre* (26 juin 1916). 364

LX Le voyage d'Italie. — XII. *Le concert chez le poète. La ville dans les ténèbres. Un vol sur Venise* (27 juin 1916). . . . 369

LXI En sortant de Notre-Dame. Nouveaux documents sur la vie et la mort de Driant (30 juin 1916). *In Memoriam* 376

LXII Avec Péguy de la Lorraine à la Marne, août-septembre 1914 (6 juillet 1916). *In Memoriam*. 388

LXIII La portée de la victoire de Verdun (7 juillet 1916) 396

LXIII (*bis*) Le défi de la *Dépêche de Toulouse* et la rumeur infâme (7 juillet 1916). . 399

ÉVREUX, IMPRIMERIE CH. HÉRISSEY

D
516
B35
1916
t.9

Barrès, Maurice
L'âme française et la guerre [21. éd.]

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 14 16 04 05 009 3